

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 13004 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 19 NOVEMBRE 1986

La démocratie brésilienne victorieuse

Les élections du 15 novembre au Brésil renforcent le caractère démocratique d'un pays qui était soumis il y a seulement deux ans encore à une dictature militaire. Le président Sarney et sa politique économique et sociale sortent victorieux du scrutin. Les partis qui se sont opposés à cette politique, par démagogie ou calcul électoral, ont été sanctionnés par la population. Ce premier bilan ressort des résultats encore partiels de l'élection des nouveaux gouverneurs. Sur les vingt-trois États que compte la Fédération, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) devrait obtenir de 19 à 21 sièges si l'on en croit le président du parti, M. Ulysses Guimarães. Aux dernières élections de 1982, neuf des siens seulement avaient été élus.

Mais la consultation de samedi - l'élection des gouverneurs - était particulièrement suivie par la population car elle a un effet direct sur la gestion quotidienne - devrait dans les jours qui viennent prendre une autre importance avec la publication de la liste des membres de la nouvelle Assemblée constituante. Le scrutin était également destiné à désigner les députés et les sénateurs qui formeront, à partir du 1^{er} février prochain, l'Assemblée nationale constituante chargée d'élaborer la Charte fondamentale de la nouvelle République.

Le dépouillement est encore trop peu avancé pour prévoir la composition de cette Assemblée. On s'attend néanmoins que le parti au pouvoir gagnera de nombreux sièges et affirmera son hégémonie en s'assurant une majorité absolue. Le rôle des députés et des sénateurs élus à cette occasion sera déterminant pour l'avenir de la démocratie brésilienne. Si, comme le pense le dirigeant du PMDB, sa composition reflète plutôt une tendance de gauche, les nombreuses réformes en perspective - agraire, fiscale, sociale - connaîtront une application beaucoup plus rapide.

Dans cette perspective, le chef de l'État, qui a toujours assuré miser à la fois sur la croissance et sur la réduction des inégalités, devra affronter les réactions des grandes compagnies étrangères et nationales qui avaient déjà tendance ces derniers mois à adopter une attitude très prudente face aux réformes envisagées. Alors que le plan de redressement économique, dit plan cruzado, mis en place par le président Sarney apparaît comme le grand vainqueur de ce scrutin, le chef de l'État aura à faire face à cette épreuve. Sur un plan politique, la victoire semble-t-il écrasante du PMDB fait aussi craindre à certains observateurs que ce parti ne prenne une importance comparable à celle du Parti révolutionnaire institutionnel au Mexique, marginalisant ainsi toutes les autres formations.

A court terme, en tout cas, ces élections permettent au président Sarney d'avoir les moyens de sa politique. Le chef de l'État, qui déclarait il y a un peu plus de six mois que « le Brésil était devenu ingouvernable », se trouve aujourd'hui dans une situation autrement plus favorable. C'est une réussite pour un homme dont on assurait qu'il était très fragile lors de son arrivée au pouvoir après la tragique décade du président Tancredo Neves.

(Lire nos informations page 4.)

Pour les particuliers et les entreprises

Crédits plus avantageux et contrôle des changes allégé

M. Edouard Balladur a annoncé, ce mardi 18 novembre, une série de mesures portant sur un réaménagement des prêts aux particuliers et aux entreprises, sur un nouvel assouplissement du contrôle des changes et sur les nouvelles modalités du contrôle du crédit dans le sens d'une plus grande liberté.

Comme prévu, M. Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu officiel le remplacement du contrôle quantitatif du crédit par un contrôle qualitatif, qui agira essentiellement par le maniement des taux d'intérêt et par la variation des réserves obligatoires constituées, sans intérêt, auprès de la Banque de France, uniquement sur les dépôts, et non plus sur les crédits. Ce changement donnera plus de liberté aux établissements bancaires, mais risque de provoquer des tensions sur le foyer de l'argent en cas de surchauffe. Par ailleurs, les banques, à l'exception des établissements à monopole, auront toute liberté pour fixer le nombre de leurs guichets.

Une attention particulière est portée au réaménagement des emprunts contractés par les particuliers, de manière à réduire le poids des versements : les emprunteurs conserveront le

bénéfice de l'aide de l'État même s'ils obtiennent d'un autre établissement un prêt moins coûteux pour remplacer le précédent. Quant aux entreprises, elles pourront obtenir des établissements spécialisés (Crédit national, CEPME, SDR, Crédit coopératif) une réduction du taux de leurs prêts, ou même un remboursement anticipé, moyennant le paiement d'une prime, ou indemnité, déductible de leur bénéfice imposable.

Enfin, une nouvelle étape est franchie dans la levée du contrôle des changes, avec notamment la suppression du contrôle préalable des opérations commerciales, l'autorisation donnée aux banques françaises de prêter des francs aux non-résidents mais sous certaines conditions restrictives : la situation actuelle du franc vis-à-vis du mark ne permet pas encore une liberté totale en ce domaine.

(Lire nos informations page 37.)

Le PDG de Renault tué devant son domicile parisien

La police soupçonne Action directe de l'assassinat de Georges Besse

Georges Besse a été tué le lundi 17 novembre alors qu'il regagnait son domicile. La police soupçonne Action directe de cet assassinat.

Habiles publicitaires de leur crime, les assassins du PDG de la régie Renault, Georges Besse, ont attendu que l'actualité liée au terrorisme ait internationalisé la vague d'attentats commis à Paris en septembre s'estompe avant de frapper. Sur ce plan, leur coup a réussi. La lâcheté de leur assassinat a frappé l'opinion. Mais pour quel « message » ? L'horreur ? La dénonciation ? Les balles de calibre 9 millimètres qui ont tué Georges Besse, lundi en début de soirée, ont apparemment été tirées par deux jeunes femmes - parlant français sans accent. Atterrés, les responsables de l'appareil d'État et les enquêteurs ont aussitôt avancé la responsabilité probable du groupe terroriste Action directe.

S'il se confirme que les auteurs de l'assassinat de Georges Besse sont bien des membres du groupe Action directe.

LAURENT GRELSAMER, (Lire la suite page 36 et les articles de CLAUDE BLANDIN page 34.)

Une poignée de fous

par ANDRÉ FONTAINE

DES hommes de cette trempe, on n'en rencontre pas tous les jours. C'est évidemment pour cette raison que Georges Besse a été abattu. Car si les auteurs avaient voulu s'en prendre à un symbole de l'oppression capitaliste, ils auraient frappé à une autre adresse. Le PDG de Renault n'avait rien de l'exploiteur qui ne songe qu'à se remplir les poches pour mieux couvrir les boîtes de nuit et les mers tropicales. La passion qui nourrissait son regard inoubliable n'était pas celle du profit, mais du défi à relever et, pour mieux dire, du service.

A tâches rudes, méthodes rigides, la médecine n'avait pas suffi à la Régie. Il fallait un chirurgien, et c'est pourquoi Laurent Fabius alla chercher Georges Besse, qui avait abondamment fait ses preuves ailleurs. Personne ne peut contester qu'en moins de deux ans il avait largement engagé

l'entreprise sur la voie du redressement. Le coût social a certes été lourd. Mais pouvait-il en être autrement ? Les mêmes syndicats qui s'étaient opposés à diverses initiatives de Georges Besse sont aujourd'hui à s'indigner de son assassinat. De tous manières, comme l'écrit l'*Humanité*, « le sang d'un PDG dans un caniveau ne règle pas les problèmes de la lutte de classes ».

Les Français sont quasi unanimes à penser de la sorte, et il n'y a qu'une poignée de fous pour s'arroger le droit de tuer au nom d'un peuple auquel ils font en réalité horreur. Ne laissons surtout pas des considérations de basse politique ou de haute police entraver cette mobilisation de toute la nation contre le terrorisme qui constitue le seul moyen sûr d'en venir finalement à bout.

M. Mitterrand face au président du Burkina-Faso

Le « vieux sage » et le jeune impertinent...

M. François Mitterrand est attendu à Paris mercredi matin 19 novembre, après sa visite à Ouagadougou, capitale du Burkina, dernière étape de sa tournée africaine.

Au cours d'un dîner offert, lundi, en son honneur par le président Thomas Sankara, les deux hommes d'État, s'éloignant du langage diplomatique de circonstance, se sont tour à tour « fait la leçon ».

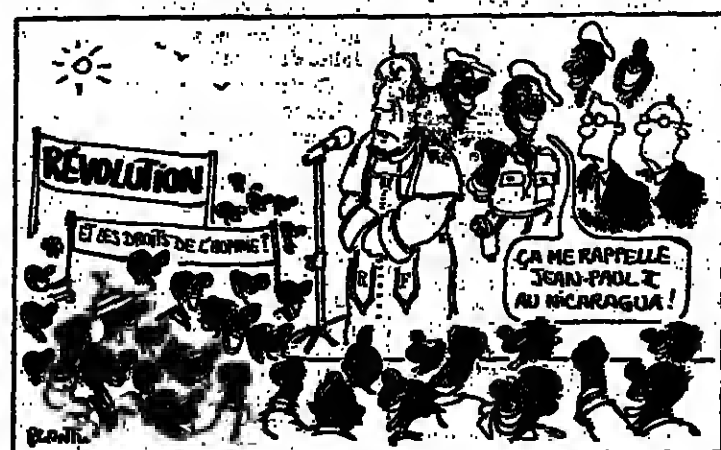
OUAGADOUGOU de notre envoyé spécial

Le terrorisme doit-il interdire au président de la République tout voyage à l'étranger ? Comment doit se comporter le chef de l'État lorsque tombent de nouvelles victimes et alors qu'il est hors du territoire national ? Comment éviter d'apparaître dans ce cas en décalage par rapport aux préoccupations nationales ?

Toutes ces questions, M. Mitterrand a dû se les poser, lundi

soir 17 novembre, lorsqu'il a appris par une communication de M. Jean-Louis Bianco, le secrétaire général de l'Elysée, que M. Georges Besse venait d'être assassiné. Il était à peine plus de 20 heures (heure locale) et le pré-

de l'hémisphère 2. Il s'agit de parler de la dette, de la coopération ? Alors, puisqu'on s'écarte « du négoce, des tracasseries et des magouilles », parlons franc ! Et le capitaine Sankara, qui avait troqué pour l'occasion son treillis



sident s'apprêtait à quitter l'hôtel où il séjournait pour se rendre au banquet offert à l'occasion de sa visite au Burkina par le capitaine Sankara, chef de l'État. Quel pouvait-il faire sinon respecter son programme, après avoir rédigé le communiqué qui a été publié dans la soirée par l'Elysée (lire page 34).

Mais M. Mitterrand ne paraît pas encore qu'une autre épreuve l'attendait : le discours qu'il allait prononcer le capitaine Sankara à l'issue d'un interminable banquet. Pendant près de trente minutes, le président de la République dut en effet écouter une étrange mise en cause, non pas de sa politique mais de celle de la France, dans des termes pour le moins inhabituels en ce genre de circonstance, et d'autant moins supportables que le chef de l'État avait alors sans doute d'autres préoccupations en tête.

Que dit pour l'essentiel le bouillant capitaine au pouvoir à Ouagadougou ? Qu'il est temps que M. Mitterrand mette ses actes en conformité avec ses propos. Celui-ci veut porter un « témoignage juste » sur le tiers-monde ? Il veut se faire le porte-parole des droits

militaire : retailé pour un uniforme de parade du plus beau bleu roi, se mit à faire la morale à celui qu'on qualifierait en Afrique de « vieux sage », lui reprochant de faire honneur à la cause des Palestiniens (« ces bohémiens du sionisme »), d'avoir oublié le Nicaragua, de ne rien faire pour mettre un terme à la guerre Irak-Irak, à celle du Tchad, à celle du Sahara et d'avoir accueilli sur le sol français le « bandit » Savimbi et le « tueur » Botha, dont « les mains et les pieds sont couverts de sang ».

Parfaitement au courant des subtilités de la cohabitation, le capitaine Sankara feint aussitôt d'excuser M. Mitterrand de ces derniers actes, ajoutant : « Tous ceux qui ont permis à Savimbi et à Botha de fouler le sol français en porteront la responsabilité pour toujours ». Comment le président de la République pourrait-il prouver sa bonne foi ? Tout simplement en concluant un accord de défense avec le Burkina, aux termes duquel serait stationné sur son territoire un arsenal français pour participer à la guerre contre l'Estoria.

JACQUES AMALRIC, (Lire la suite page 3.)

Le Monde MÉDECINE

Réunion dans les hôpitaux

Une polémique oppose actuellement les pédiatres au ministère des affaires sociales à propos de la prévention de la mort subite du nourrisson : quelle est l'utilité des appareils de surveillance ? La réforme hospitalière présentée par M. Barzach suscite des réactions dans le corps médical et dans l'opposition.

Pages 19 et 20

Réapparition de M. Kim Il Sung

Le président nord-coréen n'a pas été assassiné.

PAGE 6

La mort de Roger Ikor

L'écrivain pourfendeur de sectes.

PAGE 40

L'élection au CNPF

Le conseil exécutif a coopté M. Périgot pour remplacer M. Galtier.

PAGE 38

13 000 Suédois stérilisés de force

Pour hygiène sociale.

PAGE 13

Le sommaire complet se trouve page 40

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Chili, 216 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 G. ; Portugal, 170 esc. ; Roumanie, 250 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,20 F. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,20 \$.

مكتبة الطفل

Etranger

Le Monde • Mercredi 19 novembre 1986 • 3

386 17

SOMALIE : le conflit de l'Ogaden

Mogadiscio annonce la relance du dialogue avec l'URSS

Le dialogue a repris entre la Somalie et l'Union soviétique, dans l'intérêt des deux pays et des deux peuples, a affirmé, le dimanche 16 novembre, à Mogadiscio, le président somalien, M. Siyad Barre, à l'ouverture du troisième congrès du parti unique somalien. « Nous espérons que cette initiative portera ses fruits », a-t-il

ajouté, faisant allusion aux relations entre son pays et l'Éthiopie, entre lesquels les contacts se sont multipliés ces derniers mois. Sur la frontière entre les deux pays, la situation est calme. En revanche, le différend entre les deux pays sur le tracé de la frontière et le problème de l'Ogaden semble demeurer entier.

Dynamique de paix dans la corne de l'Afrique

Mogadiscio de notre envoyé spécial

Un pont mobile, mais un pont quand même, à Dolo, dans le sud-ouest de la Somalie, pour franchir la rivière qui, à cet endroit, sert de frontière avec l'Éthiopie. Cet ouvrage va permettre le rapatriement de douze mille à quinze mille réfugiés éthiopiens qui s'étaient enfuis vers la Somalie, en 1977-1978, pendant la guerre de l'Ogaden. Une équipe de techniciens allemands est à pied d'œuvre pour faire en sorte que, dès la mi-novembre, un premier groupe de trois cents volontaires puisse utiliser cette passerelle jetée, comme un symbole, entre deux pays officiellement ennemis.

Les quelque sept cents réfugiés qui, au début de cette année, avaient accepté de regagner, par avion, leur pays en l'ont, semble-t-il, pas regretté. Ce qui en a incité d'autres à vouloir leur emboîter le pas. Les responsables locaux du Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR) ont voulu de près à ce que ces rapatriements aient un caractère absolument volontaire et ne prêtent pas le flanc aux critiques soulevées par une opération semblable à partir de Djibouti.

S'il est important pour l'Éthiopie et la Somalie de jouer ainsi le jeu de la détente vis-à-vis du monde extérieur, il ne s'agit pas d'un geste de portée volontairement limitée. Pas question, pour le moment, que cette opération humanitaire devienne une balle de séchage. Les autorités d'Addis-Abeba ne souhaitent pas le retour massif, dans des régions périphériques, difficiles à contrôler, de populations dont le loyalisme n'est pas au-dessus de tout soupçon. Elles ont même demandé qu'une fois le rapatriement achevé le pont de Dolo soit démonté.

Des escarmouches

Les responsables de Mogadiscio, quant à eux, nourrissent le secret espoir que la politique de « villagisation » forcée en Éthiopie finisse par atteindre les jointures régionales du Bala et du Sidamo, où doivent se réinstaller les réfugiés, au point de pousser ceux-ci à retourner étonnés vers la Somalie, voire des familles. La Somalie n'est pas, en effet, dépourvue de se débarrasser de cette population migrante dont la présence sur son sol lui procure plus d'avantages qu'elle ne lui crée de problèmes.

L'aide humanitaire destinée à ces réfugiés éthiopiens — 115 millions de dollars cette année — représente, à elle seule, le quart de l'aide internationale accordée à la Somalie. Plus précisément, les secours en vivres qui leur sont attribués — 120 000 tonnes en 1986 — équivalent à la moitié des secours alimentaires versés à la Somalie. Or, comme les autorités de Mogadiscio ont, à dessein, grossièrement surestimé le nombre des réfugiés — elles avaient, en effet, le chiffre de 225 000, en attendant les résultats d'un recensement en cours sous les auspices du HCR — on devine aisément qu'une partie non négligeable de cette assistance est détournée de son but et qu'un trop brutalement retour à la normale se traduirait, pour le pays hôte, par un sérieux manque à gagner.

Quoi qu'il en soit, les rapports entre « belligérants » sont encore marqués par trop de suspicion pour

espérer que ce retour des réfugiés dans leurs foyers se fasse rapidement. La rencontre en janvier dernier, à Djibouti, entre le général Siyad Barre, le chef de l'État somalien, et le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, son homologue éthiopien, a créé une certaine dynamique de paix. Dans la corne de l'Afrique, « un aussi vieux conflit ne peut pas se régler du jour au lendemain », assure cependant le colonel Mohamed Elmi Jari, ministre de l'Information. « Nous sommes sur la bonne piste », pense, quant à lui, M. Mohamed Haji Egal, vice-ministre des finances et, surtout, « parce qu'il est d'éthiopie ogaden, — homme clé des négociations en cours avec Addis-Abeba. »

Le long de la frontière, la situation a, cependant, depuis plusieurs mois, à se normaliser. Si on relève encore, de temps à autre, des escarmouches entre forces ennemies, il n'y a plus d'accrochages sérieux. Affaibli par des dissensions internes, le Front démocratique de salut de la Somalie (FDSS), sous tutelle éthiopienne, ne fait plus guère parler de lui. Quant au Mouvement national somalien (SNM), aux prises avec des difficultés d'approvisionnement en armes, il signale son existence par quelques coups de main. Ce qui fait dire à certains observateurs — peut-être un peu imprudemment — que « de facto, la guerre est finie ». En tout cas, comme par enchantement, les féroces « Abyssiniens » qui, sur les murs de Mogadiscio, étaient désignés à la vindicte publique, se sont, aujourd'hui, mués en paisibles colombes qui survolent la corne de l'Afrique.

En principe, une troisième réunion du comité ad hoc était prévue dans les semaines à venir. Mais les changements politiques en cours à Mogadiscio ainsi que la défection du chef de la diplomatie éthiopienne risquent de retarder cette rencontre. Compte tenu de la manière dont elle a engagé la négociation avec la Somalie et du peu d'empressement qu'elle met à la poursuivre, beaucoup d'observateurs s'interrogent sur la sincérité de l'Éthiopie. Poser, en effet, comme condition que la partie adverse renonce, tout de go, à ses « droits » sur la province perdue de l'Ogaden conduit inévitablement à l'impasse.

Le général Barre et les siens, qui ont déjà lancé une vaste campagne d'explication à travers le pays, ne peuvent pas lâcher le proie pour l'ombre et ont besoin d'obtenir de séduisantes garanties sur le sort de l'Ogaden, cette « Alsace-Lorraine ». Or les dirigeants d'Addis-Abeba n'ont nullement l'intention d'accorder un quelconque statut particulier à cette province. Ce serait, de leur part, créer un dangereux précédent dans l'histoire de ce pays. Ils ne veulent pas, en outre, ouvrir la porte à d'autres régions « en guerre » contre le pouvoir central, comme le Tigré et surtout l'Érythrée.

C'est, en définitive, l'Union soviétique qui détient les clés d'un possible règlement de paix dans la région. La discussion qu'elle a, en octobre, à New-York, M. Abdourahman Jazani Barre, ministre somalien des affaires étrangères, avec son homologue soviétique — par ailleurs — rencontré à cette occasion, a été, de leur part, un acte de bon vouloir. Mais, en 1977 — avait essentiellement pour objectif de sonder l'ancien allié soviétique sur sa stratégie dans la corne de l'Afrique et, à toutes fins utiles, de rétablir avec lui des « relations amicales » puisque le chemin d'Addis-Abeba passe par Moscou.

JACQUES DE BARRIN.

TCHAD

Un deuxième avion libyen aurait été abattu

Un chasseur-bombardier libyen a été abattu, dimanche 16 novembre, dans le nord du Tchad, par les Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni Oueddei, qui se sont récemment ralliées au gouvernement de N'Djamena. L'annonce a été faite par le commandement de l'armée gouvernementale tchadienne. Il s'agit du deuxième appareil libyen dont N'Djamena annonce la destruction. Le premier était un petit avion de reconnaissance de type Marchetti. L'état-major tchadien a également indiqué que des unités libyennes ont lancé, dimanche 15 novembre, une offensive contre la localité de Sherda, un avant-poste situé dans une région proche de la frontière nigérienne sous contrôle des FAP.

A Lagos, où le président Hissène Habré a effectué une brève visite dimanche soir, le ministre nigérien des affaires étrangères, M. Boli Alkinyemi, a annoncé que les « factions schismatiques soutenues par la Libye » ont demandé aux autorités nigériennes d'accueillir une conférence de réconciliation. Lagos a, pour l'instant, refusé, ne sachant pas si le chef de l'État tchadien accepterait d'assister à une telle conférence. — (Reuters, AP.)

Fermeture de l'ambassade à Moscou

M. Robinaud Madjidjindjar, chargé d'affaires du Tchad, a fait part, il y a quelques jours, aux autorités soviétiques de la décision de son gouvernement de fermer l'ambassade en URSS, à son arrivée à Moscou. Cette mesure est due à une volonté d'« économie » mais aussi au fait que « depuis l'avènement du gouvernement dirigé par le président Hissène Habré, l'URSS n'a pas reconnu » celui-ci, à l'indiqué le chargé d'affaires. M. Madjidjindjar était arrivé à Moscou en décembre 1981, alors que M. Goukouni Oueddei était au pouvoir à N'Djamena. Après que celui-ci eut été chassé de la capitale, M. Madjidjindjar n'a jamais pu se faire considérer par les Soviétiques comme le représentant du nouveau régime auquel il avait fait acte d'allégeance.

Avant de fermer les locaux, le représentant de N'Djamena a annoncé qu'il souhaitait que le Tchad et l'URSS choisissent d'un commun accord un pays tiers pour gérer leurs intérêts. Il y a actuellement 175 étudiants tchadiens en URSS. — (Corresp.)

Diplomatie

Un démocrate-chrétien hollandais élu président de l'Assemblée de l'Atlantique nord

ISTANBUL de notre correspondant

Solidarité entre les membres de l'Alliance et maîtrise de tous les types d'armements : les deux thèmes ont dominé les travaux de l'Assemblée de l'Atlantique nord, organe consultatif regroupant des parlementaires des seize pays de l'OTAN, qui tient sa trentième session à Istanbul et termine ce mardi 18 novembre ses travaux. Tout en relevant « des signes de débâcle » dans les pourparlers Est-Ouest sur la maîtrise des armements, lord Carrington, secrétaire général de l'OTAN, a dénoncé le « lien artificiel » établi par Moscou entre l'initiative de défense stratégique et la question des armes nucléaires de portée intermédiaire.

Une résolution adoptée sur le terrorisme invite les États membres « à s'engager à ne jamais négocier avec les terroristes, leurs mandataires ou leurs protecteurs ». Acceptant les conclusions du rapport présenté par le travailliste britannique Bruce George dénonçant le rôle de la Libye, de la Syrie et de l'Iran, l'Assemblée a demandé « l'application sans fléchir des mesures adoptées dans le cadre de la CEE et au sommet de Tokyo à l'encontre des États dont il est prouvé qu'ils soutiennent le terrorisme ».

L'élection à la vice-présidence de l'Assemblée de M. Ogan Soyral, chef de la délégation turque, traduit la reconnaissance de l'importance du pays hôte dans cette région. L'Assemblée s'est d'ailleurs « déclarée en faveur de la démocratisation en Turquie ». En ce qui concerne la présidence, la règle tacite de l'alter-

nance entre socialistes et conservateurs a été rompue avec l'élection du démocrate-chrétien hollandais Ton Frinking, contre le social-démocrate danois Lasse Rudtz, réputé de sympathie neutraliste. Ce résultat exprime la volonté des députés démocrates-chrétiens, désormais constitués en groupe indépendant sous la présidence de M. Jean-Marie Deleil, député UDF de la Manche, de renforcer l'orientation atlantiste de l'Assemblée. Il n'a pu être obtenu qu'avec le vote en faveur de M. Frinking de parlementaires socialistes qui ont voulu se démarquer du neutralisme.

MICHEL FARRÈRE.

M. Jean-Michel Auchère est nommé ambassadeur au Ghana

Le Journal officiel du mardi 18 novembre annonce la nomination de M. Jean-Michel Auchère, conseiller des affaires étrangères de première classe, au poste d'ambassadeur de France à Accra, en remplacement de M. Patrick O'Connell.

[Né le 16 septembre 1934, licencié en droit et diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Jean-Michel Auchère a occupé diverses fonctions au secrétariat aux relations avec les États de la Communauté, puis au ministère de la coopération, avant d'être nommé premier secrétaire à Bangkok. Deuxième conseiller à l'ambassade de France à Accra de 1971 à 1973, il a occupé les fonctions de chef de la division politique du gouvernement militaire français de Berlin, de 1980 à 1983. Il était chef des fonctionnaires internationaux à l'administration centrale depuis juillet 1983.]

M. Mitterrand face au président du Burkina-Faso

Le « vieux sage » et le jeune impertinent

(Suite de la première page.)

universel et doit être sanctionné et puni.

Le capitaine Sankara n'est pas homme à s'arrêter en si bon chemin. Citations approximatives de M. Mitterrand à l'appui — il est vrai qu'il parlait sans notes, — il somme ensuite le président de la République de se rallier à son point de vue selon lequel « nous ne sommes pas engagés par nos dettes ». Jénu, rappelle-t-il, n'a-t-il pas chassé les marchands de son temple ? Organisons-nous, « vous là-bas, nous ici », pour faire triompher cette ligne, poursuit-il, car « jamais on ne réconciliera les riches avec les pauvres, les exploités avec les exploités ». Et pour faire bonhomme, il condamne le racisme dont souffrent les Noirs en France, après avoir eu une pensée pour « nos frères maliens » récemment expulsés. Après le rituel « la patrie ou la mort, nous vaincrons », M. Mitterrand fut invité à lever son verre à l'amitié entre la France et le Burkina. Ce qu'il fit par faire sans plaisir évident.

Mettant de côté le discours de circonstance qu'il avait préparé, le président de la République releva le défi qui venait de lui être lancé. Cela dura soixante-dix minutes, pendant lesquelles les danseurs qui attendaient de se produire s'endormirent d'un sommeil bien pesant. M. Mitterrand commença son interminable cours du soir avec une infinie patience, un didactisme appliqué, tant « il est difficile, parfois, d'échapper aux passions, aux excès de sa propre logique (...), tant il est difficile de savoir où se situe exactement le droit des peuples ». Exemple : le problème arabo-Israélien, puisque « deux peuples réclament la même terre, en fonction de principes qui se contredisent et se complètent ». Qui donc à un État palestinien, puisque « l'existence de ce peuple est intolérable », mais n'oubliez pas que l'existence d'Israël est reconnue par les Nations unies et que l'Union soviétique a soutenu la création de cet État dès son origine.

« Une équipe jeune, étonnante... »

Point par point, M. Mitterrand réfuta ensuite son jeune contradicteur, lui rappelant même qu'il avait oublié de parler du Cambodge et de l'Afghanistan, répétant ce qu'il a déjà expliqué à maintes reprises, aussi bien à propos de l'Afrique australe que du Sahara, de la visite de M. Boksa en France que de celle de M. Savimbi, du Tchad que de la Namibie.

Et puis le ton changea. De paternel il devint à la fois grave, sévère et ironique. Le capitaine Sankara n'avait pas parlé du terrorisme ? Et pourtant, « en soi encore, j'approuve que le terrorisme venait d'exercer son crime à Paris, en frappant une personnalité nullement mêlée à la politique et dont les qualités humaines et professionnelles remarquables faisaient un des Français les plus estimés, au premier rang de ceux qui méritent estime et affection. Quelconque soutien du terrorisme, organisation ou État, doit donc être frappé d'abord du désaveu ».

Puis vint la conclusion à laquelle M. Mitterrand enrait pu peut-être se borner, vu les circonstances : « Le capitaine Sankara est un homme étonnant (...). Après les propos qu'il a tenus, je ne pourrais pas me contenter d'un petit compliment et aller me coucher (...). Il dit ce qu'il pense. Moi aussi. (...) Il a le tranchant d'une belle jeunesse, mais il tranche trop. Mais s'il n'était pas comme ça à trente-sept ans, comment serait-il à soixante-dix ans ? Je l'encourage donc, mais pas trop (...). Je n'ai pas à me mêler de votre politique intérieure », même si « vous constituez une équipe jeune, étonnante, insolente (...). Si vous avez besoin de nous, vous nous le direz. Si vous n'en avez pas besoin, on s'en passera. C'est vous qui décidez chez vous. Mais vous ne pouvez pas décider ce que je dis (...), à Paris c'est moi — enfin il n'y a pas que moi ».

Tout à son discours — encore plus improvisé que celui auquel il venait de répondre, — M. Mitterrand oublia quelques instants de sacrifier au toast. Il se reprit bien vite. A Ouagadougou, on peut estimer que le score de ce match est nul : le « vieux sage » a su « moucher » le jeune impertinent et mettre finalement les rieurs de son côté. Reste à savoir quel sera le jugement de Paris, où en guise de joute oratoire pourra peraltre quelque peu déplacé, en raison des circonstances d'abord, mais aussi parce qu'on peut se demander s'il est bien normal que le président de la République consacre son temps à se transformer en précepteur.

JACQUES AMALRIC.


Accroissement de l'aide française à la Guinée

Conakry. — La récente visite à Conakry de M. Mitterrand va déboucher sur une série de nouvelles aides françaises à la Guinée. La France va financer un programme d'urgence pour la réfection de la voirie de la capitale, qui devra être achevée avant la prochaine saison des pluies, pour un coût de 30 millions de francs français, dont 18 millions sous forme de subventions non remboursables.

Paris interviendra également dans le domaine de l'enseignement universitaire : cinq professeurs permanents vont enseigner, à partir de janvier, dans des disciplines scientifiques, à l'université de Conakry, et des missions temporaires se rendront en cours d'année en Guinée, à partir des universités de Dakar et d'Abidjan.

Dans le secondaire, l'aide française se traduira notamment par un appui à l'École normale supérieure, tandis que, dans le primaire, la distribution de huit cent vingt mille livres scolaires (pour un total de 24 millions de francs) doit s'achever en décembre. Enfin, des crédits français, à hauteur de 2 à 3 millions de francs, seront accordés pour l'aide à la reconversion des fonctionnaires, qui souhaiteraient monter des petites entreprises. — (AFP.)

Marilène CLÉMENT



Les gens du château

roman

GALLIMARD

CENTRAFRIQUE

Bokassa a comparu devant la cour d'appel

L'ex-empereur de Centrafrique, Jean-Bédé Bokassa, est apparu en public, lundi 17 novembre, pour la première fois depuis son arrestation lors de son retour à Bangui, le 23 octobre dernier. Accompagné de ses trois avocats centrafricains, Bokassa a été présenté devant la cour d'appel de la capitale réunie en session extraordinaire, où il devait être procédé au tirage au sort des six jurés qui devront se prononcer sur sa culpabilité. Le président de la cour a précisé que le procès de l'ex-empereur, qui doit s'ouvrir le 26 novembre, « occupera toute la durée de la session » de la cour criminelle, soit jusqu'au 27 décembre.

Souriant et paraissant détendu, Bokassa, qui ne portait pas de menottes, a regagné, après cette séance, son lieu de détention, qui est tout secret, « par mesure de protection ».

L'opposition centrafricaine a d'autre part lancé un appel au boycott du référendum constitutionnel qui doit avoir lieu vendredi 21 novembre. Si le « oui » l'emporte à l'issue de cette consultation, le président centrafricain, le général André Kolingba, sera investi d'un mandat de six ans, prévu par la nouvelle Constitution. — (AFP.)

Amériques

BRÉSIL : les élections du 15 novembre

La victoire du parti au pouvoir est avant tout celle du plan Cruzado

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Le triomphe remporté samedi 15 novembre par le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) est surtout celui de la politique économique du gouvernement. Le PNB est une coalition hétérogène où des grands propriétaires terriens cohabitent avec des militants révolutionnaires. Réformiste par principe, il est moins parfoi dans son comportement : il s'est révélé un piètre défenseur, par exemple, de la réforme agraire, au contraire de l'Eglise, qui en a fait son principal combat.

Pour nombre d'observateurs, la victoire du 15 novembre est avant tout celle du plan Cruzado. Le plan de stabilisation, lancé le 28 février dernier et baptisé du nom de la nouvelle monnaie, a instauré un gel des prix qui dure encore et a beaucoup amélioré le pouvoir d'achat de la population. Malgré les pénuries — dues surtout à un emballement de la demande — et malgré le marché noir, les Brésiliens les plus pauvres vivent moins mal qu'hier, quand une inflation supérieure à 200 % par an laminait leurs salaires. Beaucoup ont bénéficié, en outre, de la reprise de la croissance, qui a été de 8 % l'an dernier et qui continue au même rythme, ce qui a nettement réduit le chômage.

La popularité du plan Cruzado explique que son principal adversaire, M. Lionel Brizola, leader du Parti démocratique fédéral et gouverneur de Rio-de-Janeiro, va sans doute être battu dans son fief. Les gouverneurs ne pouvant être réélus, M. Brizola a lancé, pour lui succéder, l'actuel vice-gouverneur M. Darcy Ribeiro, intellectuel de grand prestige mais piètre politique. A en

juger d'après les premiers résultats, l'un et l'autre sont perdants. Leur principale erreur a été d'attaquer de front le programme de stabilisation dont M. Brizola affirme, contre l'évidence, qu'il nuit aux travailleurs. Il est même allé jusqu'à organiser un défilé des « casseroles vides » pour dénoncer les pénuries entraînées par le blocage des prix. Ses adversaires ont eu beau jeu de rappeler à la télévision que le même procédé avait été utilisé au Chili par les opposants au gouvernement populaire d'Allende.

C'est le candidat du PMDB, M. Moreira Franco, qui arrive nettement en tête, après deux jours de dépouillement. En 1982, il avait été battu de justesse par M. Brizola. Il était alors le candidat des conservateurs. Après avoir milité dans l'opposition, il avait adhéré au parti du régime militaire. Les électeurs ne lui ont pas tenu grief apparemment de ces retournements. Ils l'ont approuvé de s'identifier avec M. Sarney et sa politique sociale, et d'en tirer les conséquences sur le plan local.

Une ville sale, violente et anarchique

M. Brizola a été accusé, pendant la campagne, d'autres péchés. Populaire dans les bidonvilles et les quartiers ouvriers où il a construit des écoles et fait un effort d'urbanisation, il l'est beaucoup moins ailleurs. Sa gestion a souffert de lacunes énormes : Rio est aujourd'hui une ville sale, de plus en plus violente et de plus en plus anarchique. L'an dernier, plusieurs compagnies d'autobus urbains ont été municipalisées. Les usagers s'attendaient à une amélioration de leurs conditions de transport. Ils ont dû déchanter : la mesure était surtout destinée à élargir le terrain de manœuvre politique du gouvernement.

M. Brizola s'est montré en outre excessivement impudique dans ses manœuvres électorales et sa volonté d'arriver coûte que coûte à la présidence de la République. A Rio, la formation qu'il dirige, le Parti démocratique fédéral rassemblement populaire brésilien, n'a pas craint de faire alliance avec les hichieiros, nom donné aux organisateurs de jeux en principe interdits et qui forment une véritable mafia, dont le pouvoir de corruption sur la police

est bien connu et qui bénéficient de toutes les complaisances de la part du gouverneur.

Dans le Rio Grande do Sul, sa région d'origine, c'est avec l'ancien parti du régime militaire, le PDS, que M. Brizola a pactisé pour combattre le PMDB. Là aussi il est battu, à en juger d'après les premiers résultats qui placent nettement en tête le candidat du parti majoritaire, M. Pedro Simon.

Dans l'Etat de Sao Paulo, qui compte à lui seul autant d'habitants — trente millions — que l'Argentine ou la Colombie, le PMDB ne gagne pas seulement à cause du plan Cruzado mais aussi parce que le gouverneur sortant, M. Franco Montoro, l'un des pères du parti, s'est montré pendant quatre ans un bon gestionnaire. M. Orestes Quercia, le candidat vainqueur, a été associé à cette gestion en tant que vice-gouverneur. Il plane plus de voix que l'un des principaux industriels du pays, M. Antonio Ermirio de Moraes, qui appartient à la frange progressiste du patronat. Aux yeux du PMDB, il n'en a le mérite, avec son succès, de montrer les limites des deux autres forces d'opposition au gouvernement Sarney, là où elles comptent le plus d'adhérents : le Parti des travailleurs de « Lula » dont le candidat ne fait pas un score très brillant, et le PDS, qui regroupe les nostalgiques de l'ancien régime autour de M. Paulo Maluf, candidat au poste de gouverneur après avoir été celui des militaires à la présidence de la République, ainsi que de M. Delfim Neto, ancien ministre des finances.

Les mêmes adversaires

L'avalanche de votes obtenus par le PMDB est en train de balayer le Nordeste, zone de misère et d'archaïsmes sociaux où les grands propriétaires — qu'on appelle colonos — font traditionnellement les élections. Dans le Pernambuco, M. Miguel Arraes doit revenir au pouvoir d'où les militaires l'avaient chassé en 1964, avant de l'empêcher et de l'envoyer en exil. L'homme qui, à la mairie de Recife, puis au gouvernement du Pernambuco défendait les travailleurs ruraux, a retrouvé contre lui, plus de vingt ans après, les mêmes adversaires : les industriels de la canne à sucre qui ont utilisé les vieux clichés — « athée et communiste » — pour lui barrer la route. Ils ont échoué, et leur défaite est aussi celle de M. Marco Maciel, ancien gouverneur de la région, aujourd'hui basé dans un autre procès, qui se voit de M. Sarney dans la coalition de gouvernement, qui a orchestré la campagne contre M. Arraes.

Autre victoire significative, celle de M. Valdir Pinheiro à Bahia. Cette personnalité du gouvernement de gauche de João Goulart, lui aussi contraint à l'exil en 1964, a quitté son poste de ministre de la Sécurité sociale au début de l'année pour s'atteler à une tâche plus difficile, de son propre aveu, celle de l'assainissement des déficits sociaux : rompre la domination politique de l'oligarchie bahianaise, qui s'est exercée pendant des siècles et qui a été renforcée par le régime des généraux. Il y a réussi en réalisant un score qui est peut-être le plus brillant de ces élections.

CHARLES VANHECKE.

ARGENTINE

Nouvelle proposition de Buenos-Aires sur les Malouines

Buenos-Aires (AFP, AP). — Le gouvernement argentin a annoncé, lundi 17 novembre, qu'il déclinait la fin officielle de la guerre des Malouines avec la Grande-Bretagne si celle-ci accepte d'annuler sa « zone de protection » autour des îles. Cette nouvelle proposition sur le différend des îles Malouines a été transmise au gouvernement britannique. A Londres, un porte-parole du Foreign Office a indiqué que son gouvernement « étudie cette proposition », en se refusant à tout commentaire.

C'est la première fois depuis la guerre de 1882 que l'Argentine se déclare disposée à cesser les hostilités. Le gouvernement argentin souhaite, en outre, l'ouverture de négociations globales avec la Grande-Bretagne sur l'avenir des îles. Les autorités de Buenos-Aires proposent au Royaume-Uni d'ouvrir un dialogue destiné à « créer les conditions de confiance nécessaires au succès des négociations ».

L'Argentine fonde sa position sur la résolution 40-21 de l'Assemblée générale de l'ONU et demande simultanément que soit supprimée la « zone de protection » militaire de 150 milles autour des îles Malouines que Londres a créée unilatéralement le 29 octobre, et qui doit entrer en vigueur au cours du premier trimestre 1987.

Cette proposition de paix argentine survient au moment où le président argentin, M. Raúl Alfonsín, est repart pour Washington par le président Ronald Reagan. Ce dernier a réitéré son espoir de « solution pacifique » du conflit des Malouines et « écoute avec intérêt » la proposition émise à ce sujet par l'Argentine. M. Reagan, qui s'était entretenu samedi avec le premier ministre britannique, M. Thatcher, n'a cependant pas offert sa médiation pour régler la tension entre les deux pays.

● ETATS-UNIS : condamnation de deux chefs de la Mafia new-yorkaise. — Carmine Persico, chef présumé de l'une des cinq « familles » de la Mafia new-yorkaise (le « famille » Colombo), a été condamné, lundi 17 novembre, par un tribunal de cette ville à treize ans de prison pour racket et association de malfaiteurs. Giovanni Langella, considéré comme le second de Persico, a quant à lui, été condamné à une peine de soixante-cinq ans d'emprisonnement. Les deux hommes sont poursuivis par ailleurs dans un autre procès, qui se tient à New-York, contre les principaux chefs mafiosi, accusés d'appartenir à la « commission » de coordination du crime organisé aux Etats-Unis. — (AFP.)

● HAÏTI : La grève générale est largement suivie. — L'appel à la grève générale lancé en Haïti par le Comité de liaison des forces démocratiques et les chauffeurs de transport public a été largement suivi, le lundi 17 novembre, en particulier à Port-au-Prince, où la circulation était réduite et les magasins fermés. Le Comité de liaison des forces démocratiques, qui ressemble cinquante-deux partis, a déclaré que la grève visait à « forcer le départ du Conseil national de gouvernement (CNG) et assurer l'émergence d'une alternative démocratique à la tête de l'Etat ». — (AFP.)



A l'occasion de la naissance du Saint Prophète de l'Islam (Que le salut de Dieu soit sur lui) et de la semaine de l'Unité (12-17 Rabi-ul-Awal), l'Ambassade de la République islamique d'Iran présente ses meilleurs vœux aux musulmans et prie le Très-Haut d'accorder ses grâces à l'Islam.

Pour commémorer cet événement, une cérémonie est organisée le mercredi 19 novembre 1986, à 20 heures, à laquelle sont conviés tous les musulmans et les amis de l'Islam, pour glorifier cette naissance sanctifiée.

4, place Saint-Germain-des-Prés
75005 PARIS

M^e : Saint-Germain-des-Prés
AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN, PARIS.

Proche-Orient

Alors qu'est annoncée la signature d'un accord financier entre Paris et Téhéran

Rumeurs sur la libération de M. Marcel Carton enlevé en mars 1985

BEYROUTH
de notre correspondant

La libération prochaine d'un des plus anciens otages français, puisque son enlèvement à Beyrouth-Ouest remonte au 22 mars 1985, le diplomate Marcel Carton, a été annoncé dans la nuit du lundi au mardi 18 novembre.

Caricusement, cependant, l'annonce n'est pas venue du Jihad islamique, lié à l'Iran et qui détient notamment l'otage — comme il l'a prouvé maintes fois photos à l'appui — mais de l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR), qui, à jusqu'à présent, libère les personnes qu'elle détient par l'intermédiaire de la Syrie. A cela, une explication encore très spéculative, bien sûr : la conclusion d'un accord partiel sur le règlement du contentieux franco-iranien vaudrait à Paris la libération d'un otage. Mais, au lieu que cette libération soit opérée directement par le Jihad islamique, le canal de l'OJR permettrait d'en attribuer le mérite à la Syrie, au moment où ce pays est de nouveau sur la sellette à l'occasion du procès de Berlin. (Voir l'article d'Henri de Bessou, page 7.)

Cette explication est cependant bâtie en brèche par le comportement constant du Jihad islamique, consistant à assumer ses actes et à proclamer lui-même ce qu'il entend. Tout ce qui fut annoncé pour son compte mais pas par lui s'est révélé faux. En outre, l'OJR avait annoncé les précédentes libérations — celles de MM. Philippe Rochot, Georges Hansen, Marcel Coudat et Camille Soutag — par des communiqués écrits ou dictés par télex aux agences de presse occidentales ou au quotidien indépendant *Al Nahar*. Or, lundi soir, le communiqué a été dicté à la seule radio Voix de la Patrie. L'OJR explique qu'elle

a pris la décision de libérer M. Carton « pour des raisons purement humanitaires », et que l'otage serait relâché peu après minuit à l'hôtel Beaurivage, siège des observateurs militaires syriens au Liban.

Mais jusqu'en milieu de matinée, ce mardi, il ne s'était toujours rien passé. L'ambassadeur de France, M. Christian Graeff, ne s'est pas rendu au Beaurivage comme le demandait le prétendu communiqué de l'OJR et, côté français, on attendait d'ailleurs d'avoir été informé que par la presse de cette éventuelle libération d'un otage.

Outre M. Carton, le Jihad affirme détenu un autre diplomate, M. Marcel Fontaine (lui aussi enlevé le 22 mars 1985), le journaliste Jean-Paul Kauffmann (capturé le 22 mai 1985) et le chercheur Michel Seurat, dont l'organisation a annoncé « l'extinction » en mars dernier sans jamais que le corps ait été retrouvé. De son côté, l'OJR avait revendiqué l'enlèvement en mars dernier des quatre membres d'une équipe d'Antenne 2, dont deux — André Cornée et Jean-Louis Normandin — restent détenus.

LUCIEN GEORGE.

● Le sort des otages américains. — La Maison Blanche a annoncé, lundi 17 novembre, que le président Reagan et le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, étaient en accord sur la politique américaine à l'égard de l'Iran et convenaient que de nouvelles livraisons d'armes à Téhéran n'auraient pas lieu. A Londres, l'ambassadeur de l'archevêque de Canterbury, M. Terry Wite, a affirmé que les révélations sur les ventes d'armes américaines à l'Iran avaient « considérablement hypothéqué » les efforts en vue d'obtenir la libération des otages. — (Reuters, AFP.)

Le règlement du contentieux franco-iranien

La signature de l'accord partiel sur le règlement du contentieux financier opposant la France et l'Iran a été annoncée lundi soir par le Quai d'Orsay. Côté français, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, avait apposé dès mercredi dernier sa signature sur ce document paraphé fin octobre au niveau des experts. Le chargé d'affaires iranien à Paris, M. Reza Hadadi, a été reçu lundi soir au Quai d'Orsay, vraisemblablement pour remettre l'exemplaire de l'accord signé à Téhéran par M. Ali Akbar Velayati, le ministre iranien des affaires étrangères. Comme l'a fait observer un porte-parole du Quai, « cet accord constitue une première étape dans la voie du règlement du contentieux financier et un élément important du processus de normalisation entre les deux pays tel que convenu entre les autorités françaises et iraniennes ».

L'accord partiel porte sur le remboursement à l'Iran de 330 millions de dollars dus au titre du prêt de 1 milliard de dollars consenti par Téhéran au Commissariat à l'énergie atomique en 1974 dans le cadre du projet Eurodif. Les Iraniens estiment que les Français, intéressés pris en compte, leur doivent maintenant quelque 2 milliards de dollars. Le chiffre est contesté par Paris, qui entend intégrer à la négociation les sommes dues par l'Iran à un certain nombre de sociétés françaises dont les contrats ont été unilatéralement rompus lors de la révolution iranienne.

De très bonne source, on affirme à Paris que la France n'a pas signé cet accord sans avoir expressément obtenu des Iraniens qu'ils s'engagent à user de leur « influence » sur leurs amis Libanais qui retiennent les Français en otage à Beyrouth.

LIBAN

Le pilonnage du camp palestinien de Bourj-El-Barajneh se poursuit

Quatorze personnes ont été tuées et cent cinq blessées, lundi 17 novembre, au cours des duels d'artillerie entre miliciens du mouvement chiite Amal et combattants palestiniens du camp de Bourj-El-Barajneh, au sud de Beyrouth.

Ces chiffres portent à vingt-cinq morts et à près de deux cents blessés le nombre des victimes, pour la plupart civiles, des trois derniers jours de combat. Soixante-cinq personnes ont été tuées et trois cent quatre-vingt-six blessées depuis le début des hostilités dans ce secteur, le 29 octobre.

Selon le Front de salut national palestinien (FSNP), sept habitants du camp ont été tués lundi et soixante-cinq autres blessés. Le bureau militaire d'Amal, pour sa part, fait état de sept morts et quarante blessés dans la banlieue chiite où est enclavé le camp.

A Jérusalem, un porte-parole de l'armée israélienne a affirmé que des hélicoptères israéliens de combat avaient attaqué une base de « terroristes » au sud de Saida, et que les pilotes des hélicoptères

avaient pu regagner indemnes leurs bases de départ. De source militaire palestinienne, on indique que les hélicoptères ont décollé d'un bâtiment croisant au large de Saida sous la protection de trois vedettes. Le raid a duré sept minutes et le local de deux étages du FLPP, touché de plein fouet, a été en grande partie détruit. — (AFP.)

● Nouvel ambassadeur d'Iran au Liban. — Le ministre iranien des affaires étrangères a annoncé, lundi 17 novembre son agrément à la nomination du nouvel ambassadeur d'Iran, M. Ahmed Dastmehjani.

Le poste était vacant depuis le fin 1982 et le chargé d'affaires iranien, M. Mahmoud Nourani, a quitté Beyrouth en septembre dernier. — (AFP.)

MONDES EN DEVENIR

LA NOUVELLE VOIE CHINOISE OU L'AIR PUR DU SOIR

L'analyse du nouveau chinois

Joseph OWONA

13,5 x 20 cm - 256 p. - 97 F

Editions BERGER-LEVRULT

LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE

Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culture, langues, finances, sciences et arts, diplomatie, rôle de la France dans le monde. 356 pages, 90 F. Franco chez L'Esprit.

FRANÇOIS DE PREUL
CHATEAU DE PREUL
49560 NUEL-SUR-LAYON

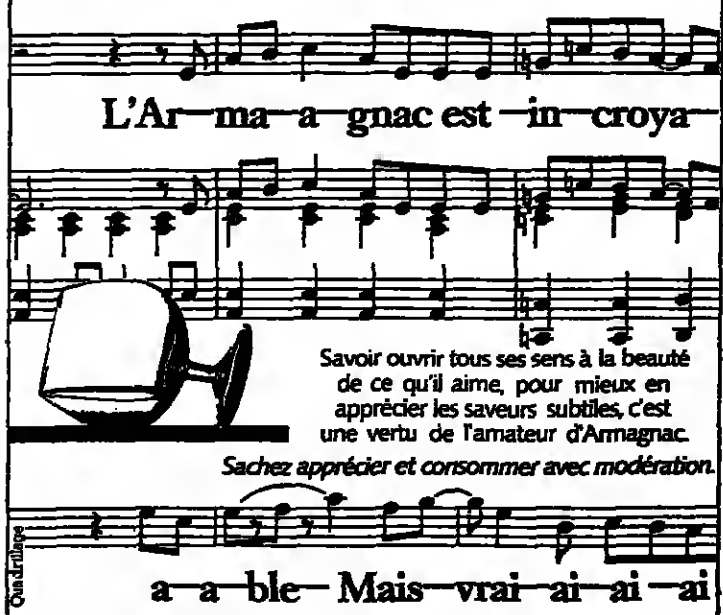
Ecole des Beaux-Arts de Neuilly-Malmaison

Cours préparatoire aux concours nationaux

Renseignements : Lundi, mardi, mercredi, de 16 h à 20 h

Tél. : 47-08-30-35

ECOUTEZ : C'EST UNE CAMPAGNE RADIO POUR L'ARMAGNAC



DIPLOME de BUSINESS aux USA

Dans une grande université de Californie ou de Floride. Durée 12 mois. Il faut avoir de 18 à 35 ans, niveau bac min. Stage anglais préalable nécessaire. Doc. contre 5 timbres. U.S.A. - Franco-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94.

سكينة الحبيب

مكتبة النهر

Proche-Orient

Les pèlerins iraniens en Syrie Des hôtes mal aimés

DAMAS
de notre envoyée spéciale

Le minaret de mosaïque bleu et vert s'élève très haut dans le ciel, dominant un village sans caractère à une quinzaine de kilomètres de Damas. En ce matin pluvieux, on patauge dans la boue le long de la rue principale où des mollahs enturbannés distribuent des images pieuses à des fidèles impatients.

Nous sommes à Zait-Zanab, haut lieu du culte chiite, puisque c'est là que serait enterrée Sayyida Zainab, fille de l'imam Ali, sœur de Hussein, le martyr de Karbala. Emmenée en captivité à Damas par l'armée omeyyade après la bataille de 680, la tradition veut qu'elle y soit morte. La grande mosquée au milieu de laquelle trône son tombeau est depuis toujours un lieu de pèlerinage pour les chiites libanais ou iraniens. Ces derniers assuraient déjà du temps du chah la restauration et l'entretien des lieux. Aujourd'hui, les religieux iraniens font élever un deuxième minaret, aussi haut que le premier.

Vers midi, une foule de tchadors noirs se presse dans l'enclos de la mosquée. Sur le mur, face à l'entrée principale, trois portraits géants des dirigeants iraniens accueillent les pèlerins. Dans la salle, autour du tombeau de la sainte protégée d'épées croisées argentées, des affligés en quête de grâces jettent bijoux ou argent par-dessus les grilles du tombeau. Des mollahs conduisent la prière.

Zait-Zanab est l'étape principale pour les quelque 2 500 iraniens qui chaque semaine débarquent à Damas pour sept jours de voyage touristique-religieux : quelques lieux de culte, dont la célèbre et splendide mosquée des Omayyades, les souks, Kuneitra, la ville détruite du Golan, symbole syrien de la « croisée des civilisations ».

L'accord signé entre Damas et Téhéran pour ces voyageurs particuliers — la plupart appartenant aux familles de martyrs de la guerre du Golfe — n'est pas fini-

cièrement négligeable pour la Syrie : l'Iran paie directement au gouvernement syrien une somme forfaitaire pour chaque pèlerin, comprenant l'hébergement, la nourriture, les transports à l'intérieur du pays, à charge pour Damas d'organiser les choses.

Situés autour de la place des Martyrs, en plein centre de Damas, cinq hôtels leur sont réservés, reconnaissables aux portraits de l'imam Khomeiny affichés sur les portes. Sous prétexte, tant ces pèlerins rigoristes s'indignent des moindres réurgences de la civilisation décadente. Les Damaschènes racontent avec délectation les mésaventures survenues au début de l'opération à des groupes d'iraniens égarés dans ces temples de dépravation que sont pour eux les grands hôtels internationaux avec leurs bars et circuits vidéo. Dans « leurs » hôtels, raconte un témoin, les bars sont transformés en lieux de prière et toutes les affiches autres que les portraits de leur ayatollah sont supprimées. Des contraintes difficilement compatibles avec l'accueil de clients étrangers.

« Fauchés et tristes »

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les Syriens ne portent pas dans leur cœur ces iraniens « fauchés et tristes » que l'on rencontre nombreux dans les souks. Mais comme le commerce ne perd jamais ses droits, les petites échoppes d'handiyeh proposent de plus en plus de bimbeloterie persane, et les antiquaires des tapis ou miniatures de même provenance, que vendent à la sauvette les pèlerins iraniens les plus fortunés. « Comme ils n'apportent pas d'argent », explique un marchand, beaucoup prennent avec eux des souvenirs qu'ils monnayent pour acheter autre chose. Parmi ces « souvenirs », du caviar que l'on trouve ensuite, par des circuits discrets, à des prix défiant toute concurrence.

Dans la rue, les iraniens ne font pas recette, et l'on s'amuse ici à

égayer ces touristes peu aimés quand ils ont la mauvaise idée de demander leur chemin. L'alliance avec Téhéran n'est pas populaire. « Nous sommes tous derrière l'Irak », glisse furtivement un petit commerçant à qui nous demandons si les iraniens sont de bons clients. « Nous sommes arabes, et les irakiens sont nos frères », ajoute-t-il dans une allusion au conflit ancestral arabo-persan.

« C'est la meilleure nouvelle de la journée », nous dit un homme d'affaires le matin de l'assèchement du chargé d'affaires syrien à Téhéran. « Peut-être allons-nous enfin réviser nos alliances. »

Ce « tourisme » iranien est le fruit d'un accord signé en janvier 1983 et revu en juillet 1986 qui constitue un des volets des relations syro-iraniennes. Celles-ci sont largement déséquilibrées en faveur de la Syrie, qui, fin 1985, ne couvrait par ses exportations que 1,2% du montant des importations en provenance de l'Iran (essentiellement du pétrole léger, indispensable pour faire tourner les raffineries de Homs et de Banias).

Il ne fait pas de doute que le pétrole est un moyen de pression dont se servent les dirigeants iraniens envers Damas. Jamais les livraisons prévues depuis l'accord de mars 1982, revu à plusieurs reprises, n'ont été totalement fournies, obligeant la Syrie à s'approvisionner sur le marché spot à des prix nettement plus élevés. C'est une des raisons, estiment les experts, de la pénurie de devises dont souffre le pays.

Après la tentative de médiation faite par le roi Hussein pour réconcilier Bagdad et Damas et la rencontre annulée en dernière minute, en juin 1986, entre les ministres des affaires étrangères des deux pays, un nouvel accord pétrolier a été conclu en juillet qui prévoit la livraison de 2,5 millions de tonnes de brut iranien entre juillet 1986 et mars 1987. Mais cet accord semble lui aussi poser des problèmes. De plus, les iraniens, qui sont créanciers de 2 milliards de dollars à l'égard de la Syrie, exigent une

part de paiement au comptant, l'autre se faisant en troc. Lourde charge pour Damas, qui, en décembre 1985, a dû, pour paiement du solde du compte relatif à l'année 1984-1985 (soit 168 millions de dollars) exporter vers l'Iran diverses marchandises telles que ciment, coton, phosphates, crayons, pneumatiques, piles, savons, médicaments... Autant de produits que l'on ne trouve plus que difficilement sur le marché syrien, ce qui accroît l'amertume de la population, déjà peu encline à l'indulgence en ce qui concerne Téhéran.

La fermeture de la frontière a, d'autre part, gravement affecté l'activité du nord de la Syrie, débouché naturel du commerce irakien. A Lattaquié, les gigantesques travaux d'aménagement du port laissent tout le monde sceptique tant l'activité est minime. « L'Irak est vital pour Lattaquié », se lamente un agent maritime. « Déjà, la nationalisation des courtiers et la réduction d'importations avaient considérablement diminué l'importance du port, mais, sans l'Irak, nous n'avons plus rien à faire. »

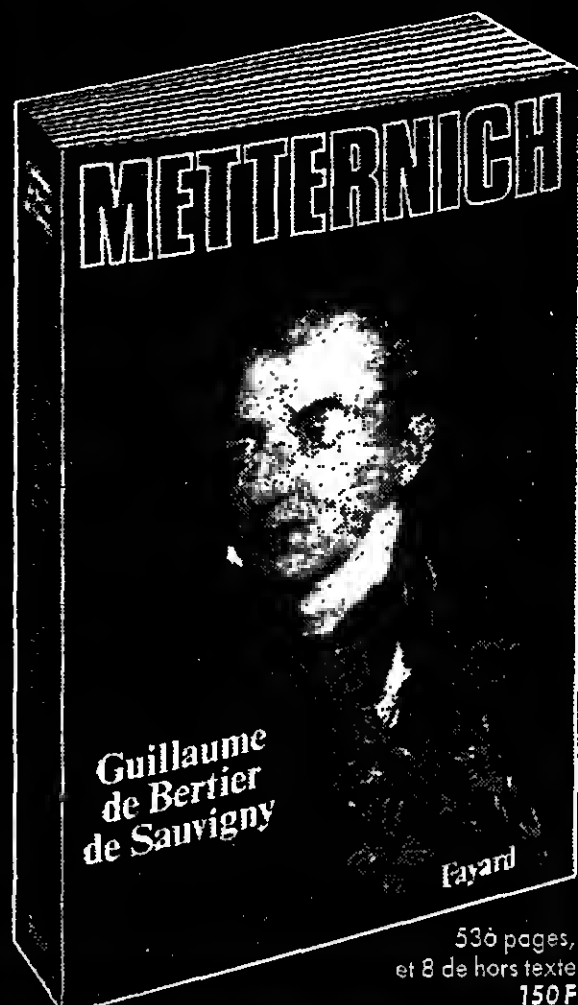
Même situation à Alep, où le trafic incessant des camions qui essuient la ligne Bagdad-Lattaquié, c'est-à-dire le débouché sur la Méditerranée, avait donné naissance à une petite industrie de la réparation aujourd'hui à l'arrêt. La perte des royalties dues par l'Irak sur l'oléoduc Kirkouk-Banias, alors seul débouché du brut irakien en Méditerranée, se fait aussi sentir.

Politique avant tout, l'alliance avec l'Iran ne peut se réduire à son aspect économique : elle reste monnayable avec les monarchies du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite, seul pays à continuer de verser les sommes prévues à la Syrie dans le cadre du sommet de Bagdad en 1978. Mais le choix du président Assad n'en crée pas moins un sentiment de malaise en Syrie.

FRANÇOISE CHIFFAUX.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD Metternich, cocher de l'Europe... Une biographie pertinente.

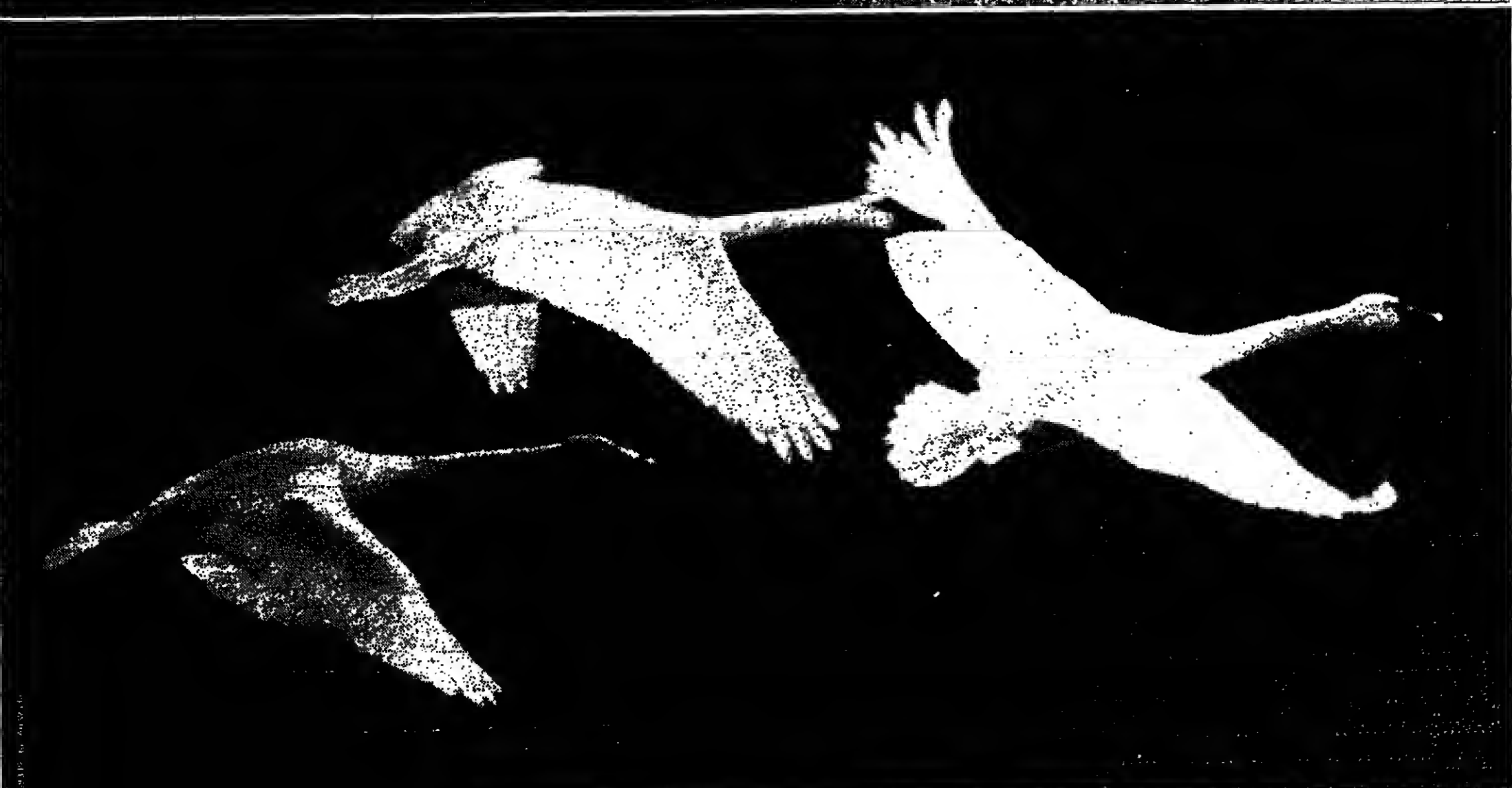
Laurent Lemire, La Croix



536 pages,
et 8 de hors texte
150 F

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30

Delhi : 4750 F avec Jumbo Charter.
Seuls les oiseaux paient moins cher.



70 destinations. Et de nombreuses autres...
Seules les agences de voyages agréées...
Jumbo Charter

Asie

Après les rumeurs d'assassinat répandues par Séoul

Le président Kim Il Sung a fait une réapparition publique à Pyongyang

Le dirigeant nord-coréen, le maréchal Kim Il Sung, dont la Corée du Sud avait annoncé, lundi 17 novembre, qu'il avait été assassiné, est apparu en public ce mardi à Pyongyang. Des diplomates occidentaux en poste dans la capitale nord-coréenne ont confirmé à l'Agence France-Presse l'avis de voir personnellement le président et secrétaire général du Parti communiste mongol, M. Jambyn Batmunkh, en visite officielle en Corée du Nord. Selon les diplomates, M. Kim Il Sung paraissait bien portant.

Sa réapparition a mis fin à la confusion qui a régné pendant vingt-quatre heures sur son sort depuis que le ministère sud-coréen de la défense avait fait état d'indices, en provenance de la zone démilitarisée qui

sépare les deux États de la péninsule, laissant entendre que le chef du régime de Pyongyang avait été assassiné lors d'un complot militaire (le Monde du 18 novembre). Jusqu'à la dernière heure précédant l'annonce par les médias officiels nord-coréens, puis chinois et soviétiques, de la présence de M. Kim Il Sung à Pyongyang, les autorités de Séoul avaient maintenu leur version des faits. Elles ont reconnu ce mardi, en début d'après-midi, que leurs informations étaient « sans fondement », mais maintiennent avoir fidèlement rapporté les propos diffusés par des haut-parleurs du réseau militaire nord-coréen sur le 38^e parallèle, faisant état de l'assassinat du dirigeant communiste. Selon elles, d'autres annonces

par haut-parleurs, ce mardi, donnaient à penser qu'un coup d'État était en cours au Nord.

Les observateurs japonais de la scène coréenne pensent qu'il s'est effectivement produit quelque chose d'anormal en Corée du Nord, mais que les autorités de Séoul, en raison de leur nervosité, ont fait preuve de précipitation dans leurs conclusions. Le ministère sud-coréen de la défense s'était abrité derrière des informations fournies, selon lui, par les services de renseignements américains et du haut commandement des forces américaines stationnées en Corée du Sud, mais Washington a démenti détenir la preuve de l'assassinat de M. Kim Il Sung.

La dégradation des rapports entre les deux Corées

TOKYO

de notre correspondant

Depuis le début de l'année, la tension sur le 38^e parallèle qui sépare les deux Corées est entrée dans une nouvelle phase aigüe. Les pourparlers inter-coréens sont, en effet, dans l'impasse depuis que les représentants de Pyongyang ont quitté la table de négociation en janvier dernier. La Corée du Nord s'est, en outre, lancée dans une nouvelle offensive diplomatique en vue du retrait des troupes américaines stationnées au Sud et de l'instauration d'une zone démilitarisée qui, même si elle n'a eu un grand écho à la dernière conférence des Non-alignés de Harare, se conjugue à son hostilité aux Jeux olympiques de Séoul en 1988 pour créer un climat préoccupant. Au Sud, d'autre part, le gouvernement de M. Chun Doo-hwan exploite et amplifie la « menace » du Nord pour justifier la répression dont est l'objet l'opposition.

Les rapports entre les deux Corées se sont encore dégradés dernièrement à la suite de la mise en chantier par le Nord d'un projet de construction d'un barrage géant sur la rivière Han, juste au-dessus de la zone démilitarisée. Ce barrage construit au pied de la montagne de Diamant (Kangnangsan) aura une capacité de retenue gigantesque (quelques 20 milliards de tonnes) et constituera, par conséquent, une redoutable « bombe à eau » menaçant le Sud : une brèche dans le barrage entraînerait une dévastation précédant au sud le long du cours de la Han (la région la plus peuplée) et isolerait du reste du pays les troupes stationnées au nord du fleuve. Le 6 novembre dernier, le ministre sud-coréen de la défense a menacé les autorités de Pyongyang de prendre des mesures d'auto-défense (qui n'ont pas été spécifiées) si elles persistaient dans leur projet.

La non-belligérance armée qui prévaut entre les deux Corées est à la merci de toute provocation. Chaque année, le commandement des Nations unies, présent à Panmunjom, sur le 38^e parallèle, relève d'innombrables violations de l'armistice de

1953 dont sont responsables les Coréens du Nord. Mais la péninsule coréenne est aussi insérée dans le jeu stratégique des grandes puissances qui tend à stabiliser la situation : aucun des « grands » ne souhaitent, pour l'instant, une aggravation de la tension en Corée. Alors que dans le cas du Sud, personne — à commencer par les Japonais — ne dispute aux Américains l'inclusion de la République de la Corée dans leur

année 1950 par l'élimination des facteurs pro-chinois et pro-soviétiques, la Corée du Nord parvient à conserver une position neutre. Par la suite, Pyongyang soutient sans doute l'invasion soviétique de

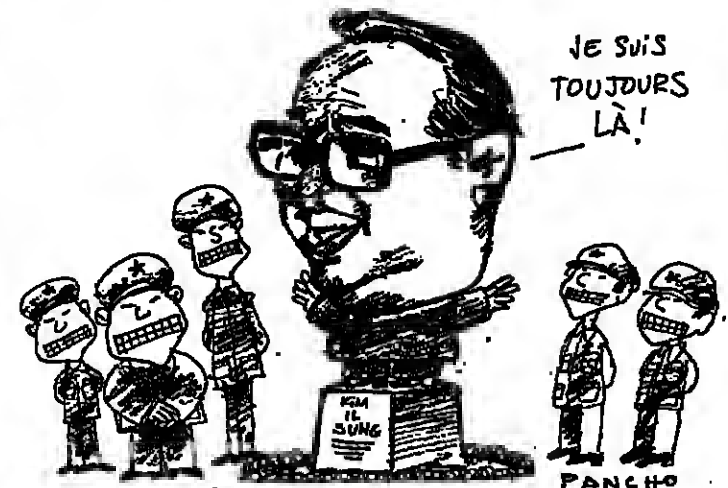
ques, en juillet, et de M. Solovyer, membre du bureau politique. Mais est-ce uniquement pour avoir un entretien avec M. Gorbatchev que M. Kim Il Sung a entrepris le voyage en URSS empruntant l'avion (un moyen de transport que, dit-on, il déteste) ?

Pyongyang a assurément besoin de renforcer ses liens avec le bloc soviétique afin d'obtenir une aide économique, technique et financière que ne peut lui fournir la Chine. En outre, les Coréens du Nord doivent moderniser leurs armements afin d'équilibrer en particulier la force aérienne du sud : Moscou aurait fourni, au cours de l'année écoulée, une vingtaine de chasseurs Mig 23 à Pyongyang ainsi que des missiles et des blindés. Les Soviétiques — qui ne rêvent que de faire de la RPDC un satellite, une sorte d'Allemagne de l'Est de l'Asie, pour faire contrepoids à la présence américaine au sud, mais aussi pour disposer d'un atout supplémentaire vis-à-vis de la Chine — ont répondu aux demandes de la Corée du Nord. Mais non sans exiger des contreparties.

Le test des Jeux olympiques

Les Coréens du nord ont autorisé Moscou à utiliser leur espace aérien, notamment pour les vols entre la Sibirie et le Vietnam (selon les services de renseignements américains, les premiers vols ont été détectés dès le retour de M. Kim Il-Sung de son voyage à Moscou. Des navires de guerre soviétiques font en outre désormais régulièrement escale dans les ports de Wonsan et de Nampo.

Les dirigeants de Pyongyang semblent aussi nourrir quelque rancœur à l'égard de la Chine pour la complaisance dont elle fait preuve à l'égard de Séoul (les deux pays entretiennent des échanges commu-



dispositif stratégique et défensif en Asie, au nord, la situation est plus complexe dans la mesure où tant la Chine que l'URSS, toutes deux alliées de Pyongyang, voudraient chacune pour son compte faire de la République démocratique populaire de Corée (RPDC) un pays satellite.

L'habileté du maréchal

L'habileté politique du maréchal Kim Il Sung, qui a construit son pouvoir personnel à la fin des

l'Afghanistan mais, en même temps, M. Kim Il Sung accueillait à Pyongyang le prince Sihanouk, symbole de l'opposition à l'invasion vietnamienne du Cambodge. Au cours de ces deux dernières années, la Corée du Nord a semblé néanmoins incliner davantage vers Moscou.

La visite qu'il a faite le 2 octobre, le premier Kim Il Sung à Moscou (son précédent voyage remontait à 1984 et c'était le premier en vingt-trois ans) a semblé consacrer ce rapprochement de l'URSS. Sa visite faisait suite aux visites à Pyongyang, en janvier, de M. Chevardnadze, ministre des affaires étrangères sovié-

SRI-LANKA : la reprise des négociations

Les séparatistes tamouls continuent de résister aux pressions de New-Delhi

Rien à faire. Malgré les pressions indiennes, et bien que leur hôte, M. Rajiv Gandhi, ait publiquement adopté les dernières propositions de paix présentées, dimanche 16 novembre, à Bangalore, par le président sri-lankais, M. Jufius Jayewardene, les séparatistes tamouls repliés en Inde refusent toujours de céder. Ces propositions, que le premier ministre indien jugeaient, lundi, assez « bonnes » pour permettre à la minorité tamoule « de vivre en paix et dans la sécurité à Sri Lanka », le principal chef de la guérilla, M. Vellupillai Prabhakaran, les considère « totalement inadéquates ».

BENGALORE de notre envoyé spécial

Les négociations en vue du règlement du conflit ethnique qui a explosé à Sri Lanka en 1983, et dont le bilan s'établit à plusieurs milliers de morts et cent trente mille réfugiés tamouls en Inde, ne sont pas pour autant revenues au point mort. Elles se poursuivent entre officiels indiens et sri-lankais, les séparatistes tamouls demeurant en contact avec les médiateurs de New-Delhi.

A l'occasion du deuxième sommet de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC) dimanche et lundi à Bangalore, ville du sud de l'Inde, auquel ont également participé les dirigeants du Pakistan, du Népal, du Bhoutan, des Maldives et du Bangladesh, l'épineuse question sri-lankaise a été clarifiée.

Le sommet, au cours duquel les dirigeants de la région ont décidé la

mise en place d'un secrétariat permanent de la SAARC à Katmandou (Népal) et établi des comités de coopération pour lutter contre la drogue et le terrorisme, a été complètement dominé par le problème ethnique sri-lankais.

En effet, la partie indienne a mis à profit la présence du président sri-lankais pour tenter de relancer la négociation. Jamais M. Rajiv Gandhi ne s'est autant impliqué personnellement dans cette affaire, dont les conséquences, si elle n'est pas réglée rapidement, menacent la stabilité intérieure d'un des États les plus peuplés de l'Union indienne : le Tamil Nadu, patrie d'une cinquantaine de millions de Tamouls qui se considèrent un peu comme les « cousins » des deux millions de Tamouls minoritaires de Sri Lanka. Le ministre en chef du Tamil Nadu, M. M. G. Ramachandran, une ancienne vedette tamoule du cinéma populaire indien, a d'ailleurs été convoqué à Bangalore par M. Gandhi pour donner son avis sur les propositions sri-lankaises et, si possible, convaincre les séparatistes installés dans son État de les accepter.

L'élément nouveau de l'offre sri-lankaise de paix s'articule autour du partage en trois « unités » régionales de la province de l'Est, que les séparatistes voulaient voir rattachées à celle du Nord, dominée à 95 % par leur ethnie. Aux termes de cette proposition, seule l'« unité » de Batticaloa (est), où les Tamouls sont également majoritaires, pourrait ultérieurement se fondre dans la province du Nord, qui se verrait alors dévoluer de pouvoirs assez consistants dans le cadre de la Constitution unitaire de Sri Lanka.

Outre que les séparatistes ne voient pas comment regrouper deux régions qui ne sont pas géographiquement contiguës, le chef des

Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE), l'organisation de guérilla la plus puissante de l'île, a rejeté l'offre sri-lankaise d'autonomie provinciale dans des régions que nous contrôlons déjà ». Par M. Prabhakaran, chef des LTTE, désormais reconnus par toutes les parties, à leur corps défendant, les Tigres constituent la plus intrinsèque des organisations tamoules (comme l'interlocuteur numéro un, « il faut que l'Inde persévère Colombo d'offrir quelque chose de plus concret, sans quoi les pourparlers ne décolleront pas ».

Renoncement capital ?

On affirme, dans les milieux diplomatiques indiens, que les séparatistes, sous l'« amicale pression » de New-Delhi, ont déjà fait un réel effort en renonçant, en principe, à la déclaration unilatérale d'indépendance qu'ils s'approprièrent à faire dans la province de Jaffna (nord de l'île) le 1^{er} janvier 1987. En clair, sans l'annoncer ouvertement, les Tigres auraient abandonné leur exigence numéro un, à savoir la création d'un État tamoul indépendant (Eelam) et accepté le principe d'une patrie tamoule (« homeland ») dans le cadre de la Constitution sri-lankaise. Renoncement tout à fait capital pour la suite des événements s'il était confirmé.

Le problème est que le « vieux homme », comme on appelle communément le président Jayewardene (quatre-vingt ans), est allé lui aussi assez loin dans la voie des concessions. Son offre d'autonomie provinciale aux Tamouls hindouistes (et chrétiens, pour vingt pour cent, d'entre eux) lui vaut déjà de sérieux ennemis avec son opposition parlementaire, et surtout avec une partie

du puissant clergé bouddhiste de l'île.

Bref, la majorité des Sri-Lankais, d'ethnie cinghalaise et de confession bouddhiste, estiment déjà que leur président est allé trop loin et l'accuse de brader leurs intérêts aux « terroristes tamouls ». Pour sortir de l'impasse, le médiateur indien, qui a engagé tout son prestige dans la recherche d'une solution, n'a d'autre choix que d'accroître sa pression sur les deux parties en conflit. Au risque, d'une part, de voir Sri Lanka se détacher un peu plus de sa zone d'influence pour se rapprocher d'un autre géant asiatique (la Chine) et de l'Occident, et d'autre part, de déclencher au Tamil Nadu même des réactions imprévisibles si les « cousins » tamouls sri-lankais étaient par trop « bousculés ». L'intransigence des Tigres s'appuie, entre autres, sur cette incompréhension.

Le désarmement et l'assignation temporaire à résidence des principaux chefs de file de la guérilla la semaine dernière à Madras (le Monde du 11 novembre) n'ont pas provoqué de manifestations populaires de solidarité ethnique au Tamil Nadu. Il n'est pas dit, pour autant, que les Tamouls indiens resteraient passifs si la pression s'accroissait sur leurs coreligionnaires sri-lankais. « Bien sûr que nous avons pensé à l'expulsion des séparatistes armés de notre territoire, confiait un haut fonctionnaire de New-Delhi. Mais imaginez un peu ce qui se passerait chez nous si, sitôt après, l'armée sri-lankaise lançait une offensive meurtrière contre les Tamouls de l'île... » Condition sine qua non pour un règlement négocié, la confiance est encore loin de régner entre les trois principaux acteurs du drame sri-lankais.

PATRICE CLAUDE

Europe

URSS : la session d'hiver du Soviet suprême

Le rituel incantatoire des statistiques

MOSCOU

de notre correspondant

L'URSS devrait connaître en 1986 le taux de croissance le plus élevé des années 80, a affirmé, lundi 17 novembre, M. Nicolas Talyzine, président du comité d'État à la planification. M. Talyzine a annoncé à 4,3 % l'augmentation du revenu national et à 5,1 % celle de la production industrielle pendant les dix premiers mois de l'année. Ces indices « avaient respectivement été de 3,5 % et de 3,9 % en 1985 ».

Il était de toute façon impensable, vu les déclarations répétées de M. Gorbatchev sur la nécessité d'atteindre désormais des taux annuels de 4 % à 5 %, que le responsable de la planification annonçât un résultat inférieur. M. Talyzine s'adressait aux mille cinq cents députés du Soviet suprême réunis pour l'adoption du plan et du budget de l'année 1987. Ces indices globaux sont fortement contestés par les experts occidentaux, qui les considèrent viciés de moitié.

Une marge de manœuvre

M. Talyzine a fixé pour 1987 des objectifs inférieurs aux résultats qui seront prétendument atteints cette année. Le plan pour l'année prochaine prévoit en effet un accroissement de 4,1 % du revenu national et de 4,4 % de la production industrielle. « Cette bizarrerie est conforme à la tradition, puisque l'intérêt principal, qu'il s'agisse de l'année précédente ou de l'année en cours, est de dépasser les chiffres du plan », a-t-il déclaré. M. Talyzine a donc laissé une certaine marge de manœuvre.

Le rituel des statistiques fait de toute façon partie de la session d'hiver du Soviet suprême. Ces chiffres qui donnent le ton à l'année sont souvent corrigés discrètement à la « fin de l'année » au début de l'année suivante.

Le ministre des finances, M. Boris Gostev, a, de son côté, présenté le budget de 1987. Les dépenses s'élèveront à 435,3 milliards de roubles (environ 4 570 milliards de francs au taux officiel) et les recettes à 435,5 milliards de roubles. Les uns et les autres progressent d'environ 5 % par rapport à cette année. Les crédits à la défense augmentent en volume, ils sont portés à 202,2 milliards de roubles, mais leur part dans le budget (46,6 %) reste identique. Là encore, il s'agit d'un rituel de rhétorique, voire d'incantation plutôt que de statistiques. Les experts occidentaux estiment qu'il faut au moins multiplier ce dernier chiffre par trois.

Les mille cinq cents députés devraient adopter, mardi, la nouvelle loi sur le travail individuel qui autorise désormais l'artisanat privé. La loi des interventions permettra peut-être de juger s'il s'agit seulement d'une réforme limitée ou bien d'un premier pas vers une réelle restauration de l'initiative économique privée en contradiction avec l'orthodoxie marxiste.

DOMINIQUE DHOMBRES

Cours par correspondance cours et conférences à Paris Semestre de formation

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE FONDÉ EN 1963 12, rue Saint-Pierre B. 3 - DÉP. LM 94220 CHARENTON

Tél. : (1) 43-76-72-01 Préparation à la profession de graphologue Conventions de formation permanente Inscriptions reçues toute l'année Documentation gratuite Analyse, sélections, bilan de pays.

هكمان الزهر

سكنا من الحفل

Europe

BERLIN-OUEST : le procès d'Ahmad Hasi et de Farouk Salameh

L'ombre de Nezar Hindawi et des services syriens

Le procès des deux Jordaniens Ahmad Hasi et Farouk Salameh, accusés d'avoir commis un attentat à la bombe le 29 mars dernier contre la Société germano-arabe de Berlin-Ouest, s'est ouvert lundi 17 novembre devant le tribunal de Moabit. La deuxième audience a été suspendue à la demande des accusés avant que le tribunal ne puisse évoquer le rôle exact de l'ambassade de Syrie à Berlin dans la fourniture des explosifs nécessaires pour cet attentat.

BERLIN-OUEST
de notre envoyé spécial

Condamné à quarante-cinq ans de prison à Londres pour un attentat manqué contre un appareil d'El Al, Nezar Hindawi, frère de Ahmad Hasi, fait figure de grand absent à Berlin-Ouest. C'est lui, en effet, qui a commué Farouk Salameh à Damas pour lui faire rencontrer une personne présentée comme étant Abou Ahmed, alias Haytham Said, numéro deux des services secrets de l'armée de l'air syrienne. C'est lui, également, qui aurait envoyé Ahmad Hasi - du moins si on en croit les premiers aveux de ce dernier - à l'ambassade syrienne pour se faire remettre la bombe des mains du même Abou Ahmed, qu'il ne connaissait pas auparavant.

Au cours des interrogatoires de Hindawi à Londres, le même nom avait été cité à de nombreuses reprises. Avant de revenir sur ses aveux, Hindawi avait présenté Haytham Said comme son précédent contact à Damas. L'accusation britannique avait affirmé que Hindawi avait été « recruté » et

« entraîné » par des officiers des forces aériennes syriennes.

Brutalement sortis de l'anonymat, les deux accusés de Berlin-Ouest donnent l'impression de se retrouver les vedettes d'un procès qui les dépasse largement. Le palais de justice de Moabit connaissait, lundi, l'ambiance des grands jours. Jamais depuis les années 70, les mesures de sécurité autour n'y avaient été aussi sévères. Les deux accusés, amis de longue date, s'étaient connus en 1979, dans une prison de Berlin-Ouest. Hasi était détenu pour avoir frappé son amie allemande d'un coup de couteau au cours d'une dispute et Salameh pour une affaire de drogue.

Agé de trente-cinq ans, marié depuis 1981, Hasi vivait à Berlin-Ouest depuis 1974. Il y exerçait la profession de tourneur. Arrivé pour la première fois à Berlin-Ouest en 1970, Salameh y avait effectué plusieurs séjours avant d'être expulsé en 1978. Il y était revenu peu de temps après pour se marier avec une Allemande. Il dispose d'un magasin à Kreuzberg, où il bricole dans la voiture d'occasion.

La pensée du colonel Kadhafi

Selon ses aveux, Hasi n'avait pas d'activité politique particulière avant que son frère ne vienne, au cours de l'été 1985, le recruter avec son ami pour la nouvelle organisation terroriste qu'il projetait de créer.

D'après le procès-verbal des interrogatoires, ils le prennent un peu au départ pour un « rigolo », mais acceptent finalement de le suivre à Tripoli, où les trois com-

pères avec un quatrième comparse sont pris en charge par les Libyens, qui leur font suivre des cours sur la pensée du colonel Kadhafi. Au bout de trois semaines, ils sont renvoyés chez eux, avec 5 000 dollars, mais, affirme Salameh, « sans mission ».

Toujours selon ce procès-verbal, Hasi a déclaré que son frère, venu les rejoindre à l'automne à Berlin-Ouest, était très déçu de n'avoir pas réussi à convaincre les Libyens du sérieux de son organisation.

Apparemment, Hindawi trouvera des oreilles plus intéressées à Damas. C'est en tout cas là qu'il emmène en février Salameh, dont les explications sur son séjour sont quelque peu embrouillées. Il affirme en effet avoir cru qu'il s'agissait d'un transport d'héroïne à effectuer, pour découvrir sur place qu'il était question d'explosifs.

« Tortures psychologiques »

Au cours des interrogatoires, Salameh, qui ne s'est pas vu entrainer pour le manquement des explosifs et déclare avoir passé trois jours malade à Damas, avait affirmé avoir refusé la demande qui lui était faite de transporter une valise à Berlin.

Devant le tribunal, il dira seulement qu'il n'a été question que d'une lettre à apporter à Hasi. Cette lettre contenait des instructions enjoignant ce dernier d'attendre un coup de téléphone pour aller récupérer, le moment venu, une valise à Berlin-Est, ainsi que des indications sur le manquement d'explosifs.

Salameh n'a fait aucune difficulté, pour répéter, lundi, com-

ment cette valise avait finalement été amenée à Berlin-Ouest et préciser la manière dont l'engin avait été préparé dans son propre garage, avant d'être déposé au siège de la Société germano-arabe.

L'audience a été interrompue avant que l'on n'aborde le moment-clé de l'affaire, c'est-à-dire celui où Hasi lui-même a reçu l'engin en mains propres à Berlin-Est. Passablement agité, Hasi a commencé, lundi, à se déclarer innocent, avant de reconnaître sa culpabilité, mais s'est ensuite refusé à répondre aux questions du juge.

En début de séance, au nom d'Allah et de la nation arabe, il avait accusé pêle-mêle la justice de l'avoir soumis à des « tortures psychologiques » au cours de sa détention, d'entendre régulièrement dans sa cellule des « voix » l'incitant au suicide et d'avoir reçu de la drogue dans sa nourriture, au moment de ses interrogatoires.

Après la reprise de l'audience, il a demandé au juge, qui le lui a accordé, un report de la séance, se sentant hors d'état de suivre le déroulement du procès. Hasi avait été arrêté le 22 avril dernier, peu après la tentative d'attentat manquée de son frère à Londres, sur renseignements de la police britannique.

Tout d'abord entendu dans le cadre de l'attentat contre la discothèque La Belle, de Berlin-Ouest, qui avait fait trois morts et plus de deux cents blessés le 5 avril dernier et pour lequel il reste l'un des principaux suspects, il avait avoué après quelques jours d'interrogatoire son rôle dans l'attentat contre la Société germano-arabe.

HENRI DE BRESSON.

ITALIE

Un film sur Aldo Moro met la classe politique en émoi

ROME
de notre correspondant

Aldo Moro a-t-il délibérément été sacrifié à la raison d'Etat, sinon même à de plus troubles intérêts politiques ? Huit ans après, l'affaire est à nouveau en première page, presque exactement dans les mêmes termes et avec la même violence polémique qu'en printemps 1978. Il aura suffi pour cela d'un film de Giuseppe Ferrara, un jeune réalisateur, auteur déjà d'un film sur l'assassinat par la Mafia du général Della Chiesa.

L'affaire Moro, sorti dans les salles depuis quatre jours à Milan, met déjà en émoi toute la classe politique transalpine. L'acteur, Gian Maria Volonte, qui interprète Aldo Moro, a ainsi été prié au dernier moment de ne pas se rendre sur la plateau de « Domenica In », la très populaire émission dominicale de la première chaîne. La démocratie chrétienne n'a, en effet, jamais apprécié de se trouver à nouveau mise en accusation pour avoir abandonné Moro à son destin, par son « intransigence face aux requêtes des ravisseurs ».

« Ce film est une infamie », déclare M. Flaminio Piccoli, président de la DC. Les communistes, qui, à l'époque, estimaient aussi que toute négociation avec les terroristes signifierait donner une « légitimation » politique aux BR, sont tout aussi critiques à l'égard d'un film où ils sont représentés comme des naïfs manœuvrés à leur insu par certains secteurs de la DC et des services secrets, apaisément décidés à saisir l'occasion pour se débarrasser d'un homme politique devenu trop encombrant.

Aldo Moro, victime d'un complot ? Certains éléments de l'affaire restent encore aujourd'hui troublants et mystérieux, ce qui permet

à Giuseppe Ferrara de mettre bout à bout toutes les étrangetés pour aboutir à une thèse presque trop simpliste : Aldo Moro n'aurait pas tant été tué par les balles des Brigades rouges que par l'incurie de la classe politique, ainsi que par une véritable machination ourdie dans les couloirs du pouvoir par les hommes de la très spéciale loge maçonnique P 2 de Licio Gelli.

Se sentir abandonné

Le film de M. Ferrara se concentre aussi sur le drame humain d'Aldo Moro. Au travers de ses *Lettres de prison*, il montre le désespoir, puis la rage de cet homme politique, expert s'il en est dans l'art de la médiation, qui se voit abandonné, au nom d'une abstraité raisonnée d'Etat, dans laquelle il n'a jamais cru. Aldo Moro voulait négocier sa libération non pas par lâcheté ou par désespoir, mais simplement parce qu'il restait cohérent avec ce qui avait toujours été sa pratique politique.

Le réalisateur reprend aussi à son compte une dénonciation qui fut celle d'Eleanora Moro, la veuve de l'homme d'Etat. Pour celle-ci, il ne faisait guère de doute que la grande majorité du groupe dirigeant DC et même certains des hommes les plus proches de son mari, l'avaient sacrifié. Depuis, elle vit retranchée du jeu politique, se consacrant exclusivement à sauvegarder la mémoire du leader assassiné et de tous ceux qui étaient ses collaborateurs. Un rôle devenu difficile en un moment où, dans un procès à Turin sur une affaire d'escroquerie sur les taxes sur le pétrole remontant aux années 70, siège au banc des accusés Scireno Freato, bras droit et secrétaire d'Aldo Moro.

(Intérm.)

pays. Les
en baisse
ibles dans
opérations
asse.
zone de
d'écarter
les Alpes
et, diman-
roduiront
les persis-
ord-est de
s dévian-
s forma-
requêtes
iche. Les
russe pas-
samedi,
finanche
ordre de
rieur du
animaux



DE
ELLE
DES
AUX
IN
DES
JOUER
VIST
NE
ET
ARRES
MONT

Avant d'acheter l'espace, nous faisons des études sur le terrain



L'espace, ce n'est pas un achat comme un autre. Avant de se décider, il faut évaluer, mesurer, comparer. C'est exactement comme cela que nous procédons chez Horizons Média. On évalue la qualité des emplacements, on mesure les audiences, on compare les prix. On étudie le terrain en profondeur, on recueille toutes les informations utiles sur chaque média, on les gère intelligemment pour les

acheter intelligemment. Avant achat, chaque écran, chaque affiche, chaque page ou chaque message a fait l'objet des études les plus rigoureuses pour vous assurer la plus large audience et le meilleur environnement au prix le plus compétitif. Bref ! Quand vous lancez dans l'espace avec Horizons Média, vous savez exactement où vous posez les pieds. Au millimètre près.

Contactez Max Nidam - Horizons Média, 22, rue Jamin 75016 Paris. Tél. 46.47.97.88.

HORIZONS MEDIA

Les conquérants de l'espace.

Le comité central du PCF

La direction ménage les élus et dénonce le comportement de M. Juquin

« Ils ont conscience de l'état réel du parti. » Cette remarque d'un membre du comité central du PCF résume, selon lui, les caractéristiques essentielles du rapport introductif présenté par M. Madeleine Vincent, membre du bureau politique chargé des élections, au cours de la session du « parlement » communiste qui a débuté, lundi 17 novembre, sur le thème des « élus communistes et la gestion des collectivités territoriales face à la crise de la société ». Ce rapport, dont l'humanité publie la première partie générale « ménage » les élus, selon ce dirigeant. Pour un autre, il a vocation de « les rassurer et de leur donner du lustre ».

Lois de mettre en cause les élus, nombreux, qui avaient signé, au printemps dernier, un appel pour l'organisation d'un congrès extraordinaire, le rapport de M. Vincent est modéré à leur égard. « Nous ne confondons pas parti et institutions, donc ne confondons pas les élus dans les institutions et les communistes dans le parti », a-t-elle affirmé. Cette attitude conciliante apparaît dans d'autres phrases du rapport : « les élus communistes détiennent leur mandat de la population et non du parti », a dit M. Vincent avant d'ajouter qu'« ils sont guidés par la même politique » mais qu'il ne doit y avoir « ni subordination, ni dépendance vis-à-vis du parti ». Et plus précise encore, elle a affirmé que la direction en veut « pas mettre au pas les

La session du comité central du PCF consacrée aux élus, ouverte lundi 17 novembre sur un rapport de M. Madeleine Vincent, membre du bureau politique, devait se poursuivre mardi. Selon un membre du « parlement » communiste, la tonalité générale n'était ni « une remise au pas » des élus, ni « une remise en cause » des accords avec le PS dans les municipalités. Répondant à un orateur mécontent de l'attitude de M. Pierre Juquin, le secrétaire général, M. Georges Marchais, a fait une série de reproches au chef de file « rénovateur », notamment sur la date du prochain congrès.

élus. « Pas de contrôles tatillons, a-t-elle lancé, leur diversité, c'est notre richesse ». Soulignant ce qu'un représentant du comité central appelle « la crainte de la direction », elle a affirmé que le « seul élu à éviter » est que les élus communistes « se battent pour une autre politique » que celle défendue par le parti.

Placé sous la présidence de l'économiste M. Philippe Herzog, le comité central a entendu ensuite une intervention « fouillée et argumentée », selon un responsable communiste, de l'ancien ministre, M. Anicet Le Pors, consacrée à la valorisation de la politique de décentralisation, devenue politique de déconcentration sous la coupe de la crise et de la droite (1). « Il avait le style d'un ancien ministre », se félicite un membre du « parlement ». M. Philippe Rambaud (Loire), s'est prononcé pour une remise en cause des « listes d'union » pour les élections municipales de 1989, mais M. Georges Valbon (Seine-Saint-

Denis) lui a répondu que cela était « prématuré » et M. Marcel Rosette, président de l'Association des élus communistes et républicains (ANECR) (2) est opposé à cette remise en cause des accords passés avec le PS même si, selon lui, les socialistes sont aujourd'hui entrés par le centre et la droite.

Dans la discussion, M. Pierre Juquin, absent de cette première séance, précise l'humanité, a été mis en cause par M. Robert Clément, secrétaire général de l'ANECR. Il a manifesté sa désapprobation de voir M. Juquin préparer « tous les comités centraux dans le monde », allusion au point de vue publié par l'ancien porte-parole du parti (Le Monde du 15 novembre). « Marchais a coupé court immédiatement », précise un membre du comité central.

L'humanité publie la réponse faite à ce propos par le secrétaire général du PCF. Notant d'abord que le comité central, « unique », avait confirmé le matin même l'ordre du

jour (donc écarté les questions soulevées par M. Juquin qui se situent hors du cadre de cette session), M. Marchais a tenu à faire « deux remarques pour Pierre Juquin ». Il a d'abord souligné que, selon lui, « Pierre Juquin a une singulière conception de la démocratie. Il ne tient aucun compte de nos règles de fonctionnement ». Répondant à l'ancien porte-parole du PCF qui souhaite une désignation de candidat à l'élection présidentielle et une définition de la « tactique » entre les deux tours par tous les adhérents, M. Marchais a dit : « Le candidat, c'est la conférence nationale qui en décide. La conférence nationale est une instance démocratique qui pousse à la réunion des membres du comité central et les fédérations à la proportionnelle ». Il a poursuivi : « Pierre Juquin jette tout ça par-dessus bord, il veut désigner le candidat à sa manière. Je suis pour le respect des statuts tant que nous ne les avons pas modifiés ».

La seconde remarque du secrétaire général avait trait à la date du prochain congrès. Rappelant que les travaux de celui de février 1985 avaient commencé à la fin de l'été 1984, il a indiqué : « Normalement, la préparation de notre vingt-sixième congrès doit commencer à peu près dans les mêmes conditions, en 1987... ». Et bien, Pierre Juquin, lui, évoque pour notre prochain congrès la fin de l'année 1988 ! (3) Je me demande pourquoi il décide ainsi arbitrairement ce recul » a poursuivi M. Marchais. « Pierre Juquin est tout à fait fiché avec la démocratie, l'opinion des communistes compte bien peu pour lui, a lancé le dirigeant communiste avant de conclure : « Maintenant, tenons-nous en à l'ordre du jour ».

OLIVIER BIFFAUD.

(1) M. Le Pors a-t-il jamais hésité à démettre l'œuvre des ministres communistes : alors que la direction tend à faire oublier cette phase de participation gouvernementale.

(2) Douze membres de l'ANECR ne siègent pas au comité central participant à cette session. Il s'agit de MM. Camuzat (Cher), Cavalier (Rhône), Durand (Seine-Maritime), Germa (Val-de-Marne), Girard (Aube), Goldbert (Allier), Moé (Val-de-Marne), M. Huet (Val-de-Marne), MM. Martin (Val-de-Marne), Penilaud (Seine-Saint-Denis), Renard (Nord) et M. Rodriguez (Essonne).

(3) Dans son point de vue (Le Monde du 15 novembre), M. Juquin écrivait : « Le vingt-sixième congrès devra avoir lieu avant la fin de 1988 ».

Les socialistes et l'emploi

Le partage du travail : pomme de discorde

Les socialistes s'apprêtent à réunir, les 13 et 14 décembre à Marnes-La-Vallée, une convention nationale, consacrée à l'emploi. La proximité du congrès, prévu au printemps prochain à Lille, la complexité du problème, l'expérience encore récente du gouvernement de la gauche, poussent les socialistes à transformer cette convention en instance de réflexion plus que de proposition. Ainsi, plusieurs forums seront-ils organisés et ouverts à diverses personnalités européennes extérieures au PS.

Néanmoins, M. Jean-Paul Bachy, membre du secrétariat national du PS chargé des questions sociales, des entreprises et de l'emploi, et responsable de l'organisation de cette convention, a affirmé, lors du comité directeur du 13 novembre, que, dès la convention de décembre, les socialistes devraient pouvoir dégager, en matière d'emploi, quelques « orientations principales », qui sont les suivantes : « priorité à la lutte contre le chômage de longue durée (...) ; mise en place d'un véritable droit à la reconversion (...) ; dynamisation de la création d'entreprises (...) ; droits des travailleurs et des entreprises (...) ; développement local et emploi (...) ; construction d'un véritable espace social européen ».

Divergences avec M. Chevènement

Évoquant le débat de fond sur l'emploi, M. Bachy a retrouvé un langage d'avant 1981, pour juger que, « plus que jamais, l'emploi doit devenir la finalité de la croissance », et opposé la « croissance sociale » à la « croissance capita-

liste ». M. Bachy a également souligné que « la clé de la lutte pour l'emploi se trouve dans un juste équilibre entre la priorité donnée à la croissance et le partage du travail ».

C'est précisément la question du partage du travail qui constitue l'une des pommes de discorde entre la majorité des socialistes et l'ex-CERES de M. Jean-Pierre Chevènement qui, depuis le début du processus, s'emploie à manifester son désaccord de fond avec le reste du PS sur l'emploi. Les membres de Socialisme et République doivent décider, le mercredi 19 novembre, s'ils s'associent ou non au nouveau texte préparatoire (qui succède à un document sous forme de question) qui doit être envoyé dans les fédérations.

M. Jean-Pierre Chevènement a lui-même déposé lors du comité directeur du 15 novembre, un texte (« Muter ») qui forme un projet global et constitue une véritable précontribution au congrès (le mardi 16-17 et du 18 novembre). Cette activité débordante de l'ex-CERES présente, en fait, les avantages du dépôt d'une motion de congrès, sans les inconvénients. Les amis de M. Chevènement peuvent espérer capitaliser les bénéfices de l'expression de leur différend, notamment sur l'emploi, sans avoir, en même temps, à se composer, ce qui ferait probablement apparaître leur faiblesse actuelle. C'est pourquoi l'hirondelle du projet « Muter » n'annonce pas forcément le printemps d'une motion Chevènement au congrès d'avril.

J.-L.A.

L'ambition de M. Jospin

« Tout homme doit se méfier de la routine comme d'une rouille. Si François Mitterrand était le nouveau président de la République (en 1988), je n'imaginerais pas bien de recommander une législature dans la même situation. J'aurais certainement envie de faire autre chose », ainsi parle M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste (le Club de la presse à l'Europe 1, dimanche 16 novembre).

Enfin, M. Jospin en aura-t-il par-dessus la tête de la fonction qu'il assume au sommet de son parti ? Ou bien nourrit-il une ambition plus haute, ou d'une autre nature ?

Le premier secrétaire du PS aurait sans doute quelques bonnes raisons de céder la place. Une telle décision en ravirait plus d'un, de M. Poperen à M. Fabius, en passant par quelques autres. Y a-t-il plus grand bonheur que de faire plaisir avec grâce au plus grand nombre ? Mais se faire plaisir en assurant le bonheur des autres est, au fond, une démarche égoïste, donne indifférence. Le deuxième motif — la durée — ne tient pas davantage. M. Mitterrand est resté dix ans (1971-1981). M. Jospin n'en est qu'à six. La performance est encore modeste. L'ingratitude de la tâche — troisième motif — est un argument plus solide. Avant le 16 mars, M. Jospin a joué un rôle décisif (abandon du projet scolaire en 1984) dans l'action d'un exécutif à trois têtes (président de la République, premier ministre, premier secrétaire du Parti socialiste). On ne s'en est pas aperçu, car M. Jospin, par fonction, évoluait hors jeu dans les institutions de la V^e République.

Depuis le 16 mars, il passe pour une tête molle face à un gouvernement musclé. Il avait pourtant donné, dès le 10 avril, le signal du combat en publiant (dans le Monde) un long article à caractère pamphlétaire contre le « gouvernement de boutiquiers ».

dirigé par M. Chirac. On ne s'en est pas aperçu.

Depuis le 16 mars, il passe pour l'incarnation de l'endochloasma plat des socialistes, incapables d'élaborer la plus petite idée nouvelle. Le 15 novembre, devant le comité directeur du parti, M. Jospin s'est posé à haute voix quelques questions qui valent réponses sur l'efficacité des essais qu'il a tentés dans le domaine de la création d'une défense et d'une monnaie européennes, entre autres. On ne s'en est pas aperçu non plus.

Où bien les journalistes sont tous des imbéciles, ou bien les socialistes et leur premier secrétaire en particulier ont été tant benoîtés par l'exercice du pouvoir que leurs propos, leurs projets, leurs ambitions sont privés de tout intérêt. Quand les socialistes parlent, ils ont l'air muets.

L'ambition ? Si ce n'était que cela, M. Jospin sans doute serait parti depuis longtemps. Ambition, plutôt. Il y a longtemps que le premier secrétaire du PS caresse l'idée selon laquelle le président de la République devrait choisir comme premier ministre le chef du parti dominant de la majorité. Paradoxalement, M. Jospin a obtenu gain de cause au lendemain du 16 mars. M. Chirac s'est empressé de vérifier cette thèse. Pourquoi ne pas continuer, au-delà de 1988, si M. Mitterrand est réélu ? M. Jospin se verrait bien chef de gouvernement, pour peu que se constitue autour du PS, une nouvelle majorité pour une autre législature.

Ambition à risque, qui a conduit d'autres (sinon vers la « routine » et la « rouille », à la triste fin des anciens premiers ministres » a péroré.

J.-Y. L.

Mme Vincent : l'union sans le PS

Sous le titre « Des possibilités nouvelles », l'humanité de mardi 18 novembre, publie « le début » du rapport de M. Madeleine Vincent, membre du bureau politique, qui porte sur les questions d'actualité. Se référant au rapport de M. Georges Marchais présenté lors de la session du comité central de septembre, qui « a procédé à un examen rigoureux et lucide de la situation », Mme Vincent remarque que « les évolutions intervenues depuis confirment totalement les appréciations de cette session de référence ».

Elle passe ensuite en revue les « efforts » grandis « envergure engagée par la capitale pour remodeler la société afin de faire prévaloir dans tous les domaines les exigences actuelles du profit » ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement, dispositif pour l'emploi des jeunes, Sécurité sociale, retraite, santé, logement social, « répression » à l'égard des travailleurs, privatisation, déléga-

tionnement et dérégulation. Elle souligne que « l'indépendance et l'avenir de la France sont en péril ». En contrepoint, Mme Vincent note que « les luttes sont plus nombreuses, plus larges ».

Notant que « la droite et le PS » s'appuyant sur le glissement à droite — cherchent à mettre en place un système qui exclurait durablement toute possibilité de changement réel », la dirigeante communiste rappelle que « le nouveau rassemblement populaire majoritaire », concept avancé par M. Marchais au vingt-cinquième congrès, « ne s'oppose pas à l'union de la gauche, dont nous restons fermement partisans ». Mais ce congrès s'est prononcé pour « une conception neuve de l'union » sur laquelle « les forces populaires peuvent peser ».

Sur le plan international, elle indique que « Reykjavik a montré que la possibilité existe de réaliser une avancée historique vers le désarmement et la paix », avant d'affirmer

que « la responsabilité des États-Unis devient de plus en plus évidente pour les gens » et que « l'écho des initiatives soviétiques grandit ». Elle souligne « qu'il convient d'amplifier toujours plus l'action contre l'apartheid et d'engager une militation populaire » en faveur du Nicaragua.

« Ne faut-il pas encore faire beaucoup plus pour être à la hauteur des nécessités et des possibilités ? » se demande Mme Vincent, en abordant les questions intérieures. Elle remarque que « la lucidité nous conduit à ne sous-estimer ni les obstacles ni les difficultés qui demeurent » tout en lançant : « Les réalistes doivent se réveiller par nos candidats lors des prochaines élections partielles, si elles s'inscrivent dans un rapport de force politique non fondamentalement modifié, sans cependant encourager ». Elle souhaite enfin que cette session, comme la précédente, soit placée « sous le triple signe de la lucidité, de la confiance, du courage ».

PROPOS ET DÉBATS

M. Strauss-Kahn : cinquième colonne

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre du secrétariat national du PS chargé des études, a déclaré, le lundi 17 novembre, que « le libéralisme au gouvernement est une sorte de cinquième colonne pour la France ». « On a une attitude qui mène l'avenir de la France à moyen terme », M. Strauss-Kahn a évoqué les résultats économi-ques et notamment l'inflation — « fait mauvais résultat », a-t-il dit, si on le compare à nos voisins — pour demander : « Où sont les résultats positifs de la gestion du gouvernement ? »

Le comte de Paris :

M. Mitterrand

Le comte de Paris affirme, dans un entretien à l'hebdomadaire Jours de France, qu'il « ne voit personne aujourd'hui qui puisse succéder à François Mitterrand (...) tout simplement parce que les hommes ne se révèlent qu'à l'expérience ». Le comte de Paris estime que M. Jacques Chirac « remplit sa tâche de premier ministre avec fermeté et courage ». Mais, ajoute-t-il, je ne sais pas si, à la place de François Mitterrand, il aurait le même clivé de vue. Personne ne peut savoir comment mûrit un homme qui se laisse au fil du pouvoir. Le comte de Paris précise que la même réponse vaut pour M. Raymond Barre, et affirme avoir « toujours éprouvé beaucoup de sympathie » pour M. Mitterrand.

M. Barrot :

choc

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, s'est déclaré, le lundi

17 novembre, lors de l'émission « Face au public » de France-Inter, choqué par l'« accumulation de remarques présidentielles », surtout « faites lors de notre territoire, en Afrique ».

A propos de l'UDF, M. Barrot a souligné que le PR et les communistes « poursuivent un dialogue sur le fond des choses ». En se contentant, a-t-il ajouté, des deux forces de l'UDF sont capables de faire beaucoup.

Enfin, M. Barrot juge que le PS est « condamné à l'implosion ». Pour lui, le débat entre MM. Rocard et Chevènement offre l'exemple même « d'un fossé » entre deux conceptions sociales de la société.

M. Le Pen :

FLN

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et député de Paris, a affirmé, le lundi 17 novembre, à propos de la politique étrangère du gouvernement, que « M. Chirac a cherché les bords de la politique gauchiste depuis trois ans, politique qui s'est constamment portée en faveur des États arabes extrémistes ». Pour lui, dans ses relations avec la Syrie, le premier ministre « n'a rien fait d'autre que ce qu'a fait le général de Gaulle en traitant avec le FLN ».

M. Borotra (RPR) :

politicien

M. Franck Borotra, député des Yvelines et porte-parole du RPR, a estimé, le lundi 17 novembre sur Europe 1, à propos des réserves émises par le président de la République sur divers aspects de la politique du gouvernement, que M. Mitterrand « est engagé dans une opération politicienne ».

Election municipale de Draguignan

Division à droite... et au PS

La cascade de démissions intervenues au conseil municipal de Draguignan (Var) nécessite l'organisation d'un nouveau scrutin, dont le premier tour est fixé au 23 novembre. Sept listes sont en présence, dont deux se situent dans la mouvance socialiste et trois dans celle de la majorité.

TOULON

De notre correspondant

Le maire sortant, M. Jean-Claude Claustre, élu en 1984, désavoué depuis lors par les dirigeants nationaux et locaux du RPR, a finalement décidé de se placer hors jeu : « Je ne veux en aucun cas être celui auquel on pourrait reprocher d'avoir contribué à faire élire la gauche », RPR et UDF ne manifestent aucune envie d'assumer l'héritage municipal puisque aucun des conseillers municipaux sortants ne figure sur leur liste d'union menée par M. Max Fisselli et le général Pierre Multon (tous les deux divers droite). Ils ont un poids électoral non négligeable. Le premier, conseiller municipal du maire socialiste, M. Edouard Soldani, entre 1971 et 1983, peut entraîner des voix du centre gauche et même des socialistes, déçus par les déchantements électoraux qui se succèdent dans l'ancien chef-lieu du Var. Le second est un ancien patron de l'école d'architecture de Draguignan, où la population militaire (qui compte dix mille personnes avec les familles) représente un tiers de la population de la cité.

Inspirée par l'ancien préfet de police, M. Jacques Lenoir, une

deuxième liste « apolitique » semble partager le même objectif avec une troisième, conduite par M. Angelin Germain : être le mieux placé possible pour négocier les suffrages au second tour. Maire de Flayosc, village proche de Draguignan, M. Germain (apparenté RPR) s'était réjoui un peu vite d'avoir le soutien du Front national. Les amis de M. Le Pen, « regrettant qu'il ait accepté les voix du Front national mais pas les idées », ont décidé de constituer une liste derrière M^{me} Jeannette Adam Pesse.

A gauche, le PCF fait confiance à l'un de ses conseillers municipaux sortants, M. Jean-Claude Nardini. Pour le Parti socialiste, la situation a évolué. Dans un premier temps, il semblait qu'un accord pouvait se réaliser entre M. Gérard Sabater, conseiller municipal sortant, et M. Edouard Soldani, ancien maire. Ce dernier fut un temps pressenti comme tête de liste, puis comme « maître historique » de cette même liste, mais en dernière position. Chargé d'une mission de conciliation, M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du PS, s'est rendu à Draguignan le 8 novembre pour tenter de calmer le jeu, en vain. M. Sabater a obtenu l'investiture du PS, mais M. Léo-Basilio (apparenté PS, également conseiller municipal sortant) a décidé de mener une liste sans filigande avec le soutien de M. Soldani, qui regrette « le déferlement des ambitions personnelles et des manigances électorales dans l'ombre par ceux qui, hier, prétendaient être à [ses] côtés ». Il parle d'affrontements fratricides et reproche à la section locale du PS de l'avoir écarté de la candidature.

J. L.

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificat d'expertise et de reconnaissance dans le monde entier.

ANTWERP NEW YORK

COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toutes informations :
Sécheresse 177 - 2018 Antwerp
Tél. : 03/232.07.00 - Belgique

OXFORD
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
approuvé par le British Council

21 rue Théophraste Bonafant
75008 PARIS - Tél. : 01 42.23.12.12
Ann. 1986 - L.A. 4 1986

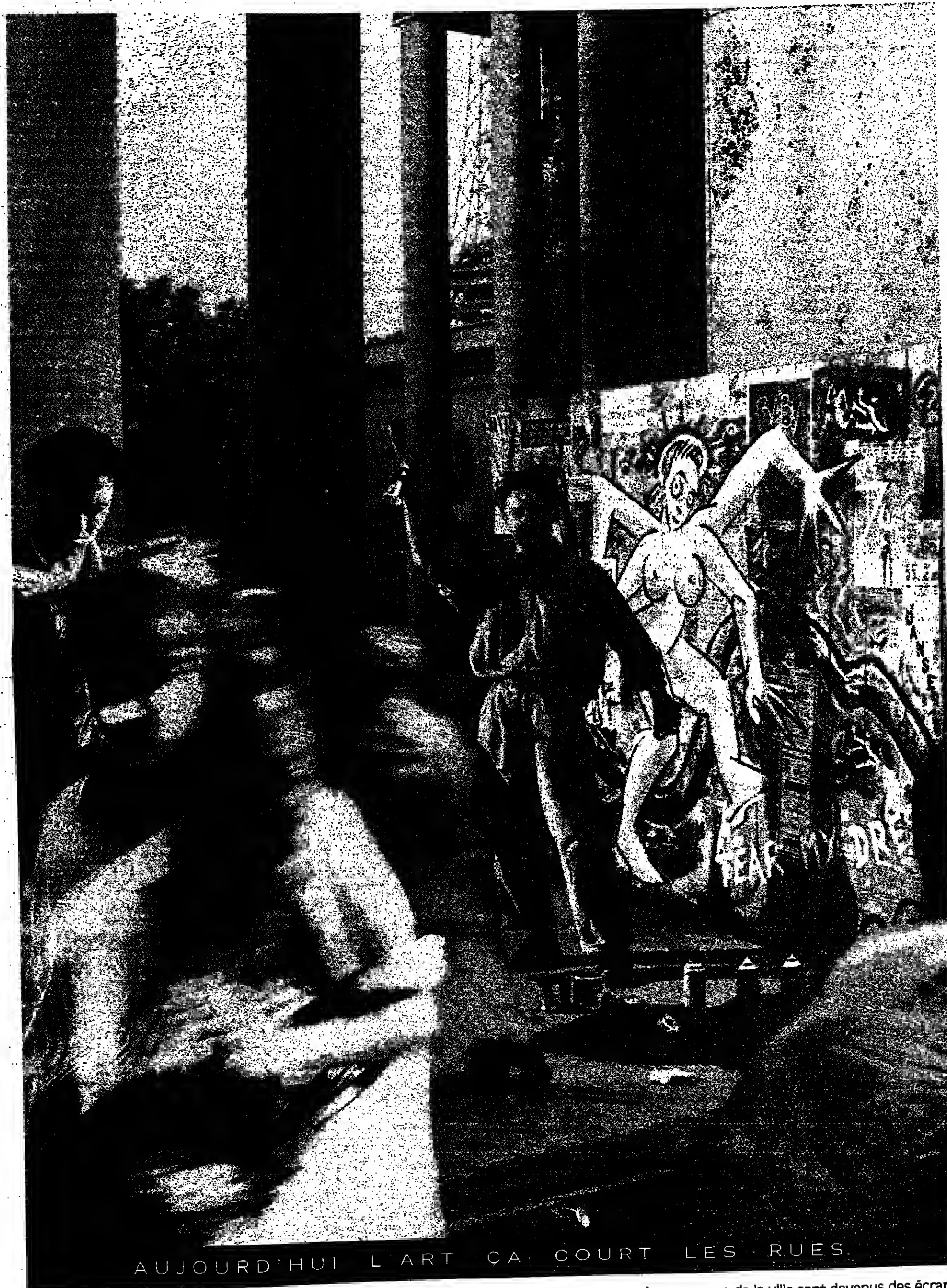
L'ANGLAIS
A
OXFORD

« Les transaccrants répondent à M. Chevènement. — Les « transaccrants » du PS, mis en cause par M. Jean-Pierre Chevènement lors du comité directeur socialiste, ont jugé, lundi 17 novembre, que l'ancien ministre a la « mémoire courte ». Il s'agit, selon eux, d'une tactique connue de ceux qui, au pouvoir, ont eu une politique timorée au nom du réalisme et qui, l'opposition revenue, se présentent à la surcharge des discours volontaristes et la « mémoire courte » de la République a mérité mieux qu'une ode vieillie à la patrie productive, et [que] le socialisme est autre chose que la sacralisation du tout-État ».

Stages individuels intensifs à Oxford, toute l'année, pour adultes et étudiants

مكتبة الأنجلو

UNE VILLE, C'EST FAIT DE RENCONTRES.



L'art est vivant. Il prend des risques. Il s'expose. Autrefois, les trottoirs menaient aux musées. Aujourd'hui, tous les espaces sont investis. Murs. Trottoirs. Affiches: chaque surface est bonne à prendre. Attentats à la pudeur des murs. Palissades pas sages.

L'art court les rues. Les masques de la ville sont devenus des écrans pour une nouvelle histoire de l'art. Amour de nouvelles formes. Amour d'une nouvelle ville. C'est cette ville devenue toute entière une œuvre d'art que la RATP vous invite à parcourir et à comprendre.

LA VILLE EST SAISSANTE, SAISISSEZ LA

pays. Les
t en baisse
tibles dans
tératures
usse.
zone de
; décalera
les Alpes
r, diman-
roduiront
les persis-
est de
s deveni-
s forma-
équentes
che. Les
usse pas-
samedi,
dimanche
'ordre de
rieur du
aximales

DE
VILLE
DES
AGENTS
DES
JAGERS
VERT
NE
:
ET
ARDS
MENT

443

مكتبة المرحوم

Société

Le Monde • Mercredi 19 novembre 1986 11

986 17

Carrefour du développement

Le contrôleur général Jacques Delebois est remis en liberté après vingt-quatre heures de garde à vue

Des documents disparaissent

Après vingt-quatre heures de garde à vue, le contrôleur général Jacques Delebois, chef du Service de coopération technique international de police (SCTIP), a été remis en liberté lundi 17 novembre, vers 22 h 30. Il avait été interpellé la veille, sur la demande du parquet, dans le cadre de l'affaire Châlier. D'autre part, la compagne d'Yves Châlier, Maggy Baquin, inculpée et détenue depuis le 14 octobre, devrait être libérée dans les prochaines heures.

La décision de mettre en garde à vue le haut fonctionnaire de la police qu'est M. Jacques Delebois a été prise dimanche dans l'après-midi, lorsque M. Yves Châlier s'est présenté dans le cabinet d'instruction de M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction. Recherché par plusieurs services de police, Yves Châlier était porteur d'un faux passeport et d'un permis de conduire établis au nom de Yves Navarro, âgé de quarante-six ans, soit une année de plus que son âge réel. Ces documents sont en réalité de « vrais-faux », c'est-à-dire des papiers dé-

visés par les services officiels de la préfecture de police, mais ils portent un faux nom à côté de la photographie d'Yves Châlier. De telles pièces sont parfois délivrées sur la demande des services de renseignement pour couvrir l'identité d'un agent. Leur délivrance suppose des complications dans la « maison ». A l'évidence, Yves Châlier s'en a pas manqué.

Au cours de son entretien avec un journaliste du *Point*, l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci avait affirmé que son faux passeport lui avait été fourni par son « contact », un ministre de l'intérieur, c'est-à-dire Jacques Delebois, le même qui, toujours selon Yves Châlier, l'avait aidé à prendre la fuite à la fin du mois d'avril dernier. Cette accusation a été répétée dans le bureau du juge d'instruction. C'est pour la vérifier que le parquet a finalement demandé l'audition de M. Delebois. Dimanche 16 novembre, vers 22 h 30, une demi-douzaine de fonctionnaires de la police judiciaire, menés par le contrôleur général Georges Greco, sous-directeur des affaires économiques et financières de la police judiciaire, sont venus

interpeller leur collègue qui rentrait d'un séjour à la campagne. Il a été « intercepté » à la porte de son immeuble, dans le neuvième arrondissement. Mais, apparemment, rien de concret n'a pu être retenu contre lui.

Cette interpellation a eu lieu quelques heures à peine après que M. Charles Pasqua, interrogé au « Grand Jury RTL-Le Monde », eût déclaré que « M. Delebois est un haut fonctionnaire sur lequel nous n'avons que des opinions extrêmement favorables et positives ». Elle n'aurait probablement pas été effectuée si, le même jour, dans l'après-midi, les responsables du parquet n'avaient eu le sentiment que l'on cherchait à leur dissimuler des preuves. Deux registres ont été inscrits les noms des visiteurs qui pénétraient dans l'immeuble du ministère de l'intérieur, rue Nélaton (19) - bâtiment où sont installés les locaux du SCTIP - ont, en effet, disparu. Cette disparition empêche une vérification d'importance : Yves Châlier affirme, en effet, avoir rendu visite à Jacques Delebois, dans son bureau de la rue Nélaton, le 24 avril 1986, quelques jours avant sa fuite à l'étranger. Comme c'est la règle dans cet immeuble qui avait déjà fait, le 10 décembre 1984, l'objet d'un attentat à l'explosif et où, en plus du SCTIP, est aussi installée le DST, les plénipotes, s'ils ont autorisé Yves Châlier à entrer, ont dû d'abord photocopier sa carte d'identité et inscrire son nom dans un registre d'accueil. Il y aurait donc eu là une preuve possible des relations récentes entre Yves Châlier et Jacques Delebois alors que ce der-

nier assure ne plus avoir rencontré l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci depuis plus d'un an.

Registres introuvables

Cette preuve, si elle a jamais existé, a disparu. Dimanche après-midi, le commissaire principal Roland Galy, de la brigade financière, a vainement cherché à se faire remettre les registres. Ils étaient introuvables. Les responsables du service de sécurité du ministère de l'intérieur (SSMI), qui en avaient la garde expliquent maintenant que, certes, il y a encore quelques mois, de tels registres existaient mais que désormais ils ne sont plus conservés. De même, les photocopies des cartes d'identité ac soit plus gardées depuis qu'un magistrat en visite rue Nélaton aurait, un jour, protesté contre cette atteinte aux libertés.

En moins d'une semaine, après quatorze heures d'audition, le 12 novembre, c'est la deuxième fois que le contrôleur général J. Delebois passe un long moment dans les locaux de la brigade financière. D'autre part, le juge d'instruction a l'intention de faire entendre la quasi-totalité des fonctionnaires du SCTIP qui, de près ou de loin, ont eu à s'occuper du fameux sommet de Bejumbura, en décembre 1984.

Quant à Yves Châlier, il est à la Santé, installé - hasard de la cohabitation carcérale - dans une cellule voisine de celle occupée par Georges Ibrahim Abdallah.

GEORGES MARION.

Cour d'appel de Paris

La condamnation de M^{me} Marie-Thérèse Goutmann pour fraude électorale est confirmée en appel

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé, lundi 17 novembre, la condamnation à six mois de prison avec sursis, 8 000 francs d'amende et dix ans de privation des droits civiques, prononcée le 22 avril contre M^{me} Marie-Thérèse Goutmann, ancien maire (PC) de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) par le tribunal de Bobigny pour « atteinte frauduleuse à la sincérité d'un scrutin ».

Ce délit, réprimé par l'article L. 113 du code électoral, a été constaté par une instruction donnée, le dimanche 13 mars 1983 lors du second tour des élections municipales à Noisy-le-Grand, par M^{me} Goutmann au bureau centralisateur des résultats pour que ne soient pas comptabilisés un certain nombre de bulletins donnant des voix à la liste enadante par M^{me} Françoise Richard (RPR), si bien que la liste Goutmann avait devancé celle de son adversaire par 7 647 voix contre 7 497. Il s'agissait de bulletins comportant de multiples erreurs d'orthographe, mais qui, pour autant, s'étaient pas de nature à faire douter les électeurs de l'identité des candidats sur lesquels ils avaient porté leur choix.

Cependant, lors des opérations de centralisation des résultats, on constatait que quatorze bureaux de vote devaient déclarer ces bulletins, alors que neuf autres les avaient portés au crédit de la liste RPR. M^{me} Goutmann avait fait valoir qu'elle entendait seulement « harmoniser » une situation qui lui était apparue incohérente et qu'elle n'était pas l'auteur matériel de cette « harmonisation » puisque c'étaient les membres du bureau centralisa-

teur, présidé par le secrétaire général de la mairie de Noisy-le-Grand qui, finalement, avaient pris la décision. Elle invoquait enfin le jugement du tribunal administratif, suivi d'un arrêt du Conseil d'Etat, qui n'avait pas annulé l'élection, se contentant d'en inverser les résultats sans considérer qu'il s'était agi d'une fraude.

L'arrêt de la onzième chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Charles Ribière, répond à ces arguments que M^{me} Goutmann ne saurait se retrancher derrière le caractère collégial de la décision du bureau centralisateur. Il considère aussi que « l'harmonisation » qu'elle ordonne ayant eu pour effet d'aboutir à un résultat qui lui était favorable écarte pour elle le bénéfice de la bonne foi.

Les faits apparaissent ainsi à la cour d'appel d'« une exceptionnelle gravité », s'agissant « d'une personnalité politique qui a exercé des mandats électifs importants ». Et la cour y voit même un véritable coup de force « contre la sincérité du scrutin et une atteinte aux règles élémentaires de la démocratie ».

Comme en première instance, M^{me} Françoise Richard, qui était partie civile, obtient 10 000 francs de dommages et intérêts.

M^{me} Goutmann et son avocat, M^{me} Jean-Paul Teissonnière, ont annoncé qu'ils entendaient se pourvoir immédiatement en cassation, « persuadés que la Cour suprême ne manquera pas de relever les nombreuses irrégularités qui ont abouti à cette condamnation ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Qui manipule qui ?

Après les interrogatoires d'Yves Châlier et du contrôleur général Jacques Delebois, plusieurs questions restent posées : — Qui a fourni à Yves Châlier ses faux papiers ? Leur qualité (des « vrais-faux » délivrés par les services officiels) interdit qu'il puisse s'agir de complicités subalternes.

— Qui a fait disparaître les registres où sont consignés les visiteurs du ministère de l'intérieur ? Un employé distrait ou un complice zélé cherchant à dissimuler des preuves ?

— Qui est ce fameux « chef » à qui Jacques Delebois, si l'on en croit Yves Châlier, devait rendre compte ? Une fiction ou un véritable responsable ?

« Il n'est pas question pour nous de faire une enquête administrative », assure, dimanche, M. Pasqua. « Pas d'enquête administrative », répond en écho la préfecture de police interrogée à propos des faux papiers d'Yves Châlier. Réponses qui laissent entières les questions posées.

G. M.

Prisons privées

La grève des écrous des gardiens de prison tourne court

Après un baroud d'honneur, la grève des écrous des gardiens de prison a tourné court mardi 18 novembre au matin. A 10 heures, le principal syndicat des surveillants, affilié à Force ouvrière, suspendait le mouvement déclenché la veille pour une durée en principe illimitée. Les autres organisations syndicales, qui s'étaient jointes à la grève afin de protester contre le projet de privatisation des prisons, lui emboîtaient bientôt le pas. Le mouvement s'est éteint de lui-même, admettait en substance M. Jean-Pierre Masson, secrétaire général du syndicat des services pénitentiaires (CFDT).

A la chancellerie, M. Dominique Matagrin, conseiller technique du garde des sceaux chargé de l'administration pénitentiaire, assurait que le mouvement n'avait touché la veille « qu'un quart des établissements ».

« A de très rares exceptions près, les services de gardiens de prisons ont pu se faire normalement », ajoutait-il. Comme M. Matagrin, M. Jacques Viallet, secrétaire général du Syndicat des personnels de surveillance FO, reconnaissait que le mouvement avait été assez peu suivi dans la région parisienne où sont incarcérés un tiers des détenus. A la différence de la chancellerie, M. Viallet faisait cependant état d'un bilan global « excellent ».

Plus suivi en province, le mouvement de protestation a donné lieu ici et là à quelques incidents. Le piquet de grève mis en place à l'entrée de la maison d'arrêt de Rennes, nous indiquait ainsi notre correspondant en Ille-et-Vilaine. Christian Tual, a été forcé lundi à 15 h 30 par des gardiens de la paix venus chercher des détenus qui devaient comparaître devant la troisième chambre correctionnelle de la cour d'appel. Avant cette intervention de la police, qui a donné lieu à une bousculade, les surveillants en grève avaient permis l'extraction d'un seul détenu jugé lundi par la cour d'appel. Un piquet de grève avait été aussi mis en place lundi devant la maison d'arrêt de Douai, mais il a été levé à l'arrivée des policiers.

A Vaires-Alières-et-Riset (Isère), une banderole à visée antisyndicale avait été apposée le même jour sur l'enceinte extérieure de la maison d'arrêt, banderole proclamant : « Out à la privatisation ».

Pour expliquer leur échec, les syndicats font notamment état d'une note du directeur de l'administration

pénitentiaire, M. Arsène Lux. Cette note, envoyée jeudi 13 novembre aux directeurs régionaux des prisons, invitait les chefs d'établissement à assurer le libre accès aux bâtiments, au besoin en faisant appel aux forces de l'ordre. Cette note menaçait aussi de sanctions les surveillants, qui n'ont pas le droit de grève.

Mardi matin, M. Viallet (FO) se félicitait cependant de la tournure prise par les événements, estimant que la grève des écrous avait réussi à attirer l'attention de l'opinion sur l'opposition des surveillants au projet Chalandon. M. Masson (CFDT) parlait de maintenir l'unité d'action entre les syndicats pour de futures protestations. Une unité d'action mise à mal par des dissensions entre organisations et par les directeurs de prison FO, qui approuvent le projet Chalandon, approbation qui leur vaut de la part de leurs collègues de la CFDT l'accusation de faire passer leur intérêt de carrière avant les questions de principe.

La grève des écrous avait été décidée par les gardiens de prison pour protester contre le projet de M. Alain Chalandon de construire quinze mille places de prisons privées. Ce projet du garde des sceaux instituant un secteur privé pénitentiaire devait être discuté et approuvé, mercredi 19 novembre, par le conseil des ministres.

Lundi, M. Chalandon avait relativisé cette grève des écrous. Elle ne « nous détournera pas de nos chemins », a-t-il déclaré. « Je ne lui attribue pas plus d'importance qu'elle ne doit en avoir », a ajouté le garde des sceaux tout en rendant hommage au dévouement des surveillants qui « tiennent le coup dans une situation très difficile ».

(Lire page 2 deux points de vue sur le projet de privatisation des prisons.)

● Suicide d'un détenu aux Baumettes. — Un détenu de la prison des Baumettes à Marseille, Pierre Cancio, trente-quatre ans, inculpé dans deux affaires criminelles à Aix-en-Provence et dans le Rhône, a été retrouvé pendu, dans la soirée du dimanche 16 novembre, dans sa cellule.

L'avocat de Pierre Cancio, M^{me} Thomassin, alerté par la famille du détenu, a mis en cause, lundi, l'administration pénitentiaire, affirmant qu'il avait « avisé les autorités de façon officielle, de l'état de santé inquiétant » de son client.



TWAIRPASS TWA : 2000 F* L'Amérique sans y laisser sa chemise.



Vous partez pour les Etats-Unis avec TWA, faites une bonne affaire : profitez-en pour acheter votre TWAIRPASS TWA. TWAIRPASS, c'est un billet vous donnant droit à 4 escales américaines, où vous voulez aux USA, valable 60 jours. Sachez que TWA dessert 100 villes aux USA, ça vous fait du choix. Vous avez tout votre temps pour visiter les USA de long en large, et vous êtes riche, puisqu'un TWAIRPASS ne coûte que 2.000 francs*. Bon voyage.

* Achat du billet : 7 jours à l'avance. Date limite d'achat : 31 mars 1987.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

Lufthansa aujourd'hui:

Chez Lufthansa, le 1er Novembre 1986, certaines choses ont changé. D'autres non.



La Lufthansa Business Class (Classe Commerciale) est nouvelle. Tous ceux qui voyagent pour leurs affaires vont bénéficier de ce changement.

Utilisez l'«Advance Seat Reservation» et retenez votre siège dès la réservation sur tous les vols internationaux au tarif normal.

A l'intérieur de nos avions, un coup d'oeil à nos nouveaux

fauteuils vous révélera que vous serez assis plus confortablement, avec 86 spacieux centimètres entre les rangées. Si votre emploi du temps est chargé, vous apprécierez particulièrement l'hospitalité de notre nouvelle classe. Nous vous servirons un repas avec un menu complet quel que soit le moment de la journée.

C'est une nouvelle façon de

voyager en Europe que Lufthansa propose à ses clients. Et comme toujours avec Lufthansa, vous voyagerez avec l'une des flottes les plus modernes au monde. Vous bénéficierez d'excellentes correspondances vers presque tous les endroits du globe, et on appréciera votre exactitude comme vous apprécierez celle de Lufthansa. Bienvenue à bord.



Lufthansa

مكتبة الأبحاث

مكتبة المرحوم

Société

986 17

REPÈRES

Drogue

Le « volet prévention » de M. Chalandon

M. Albin Chalandon, garde des sceaux, a annoncé, lundi 17 novembre, au cours d'une visite à l'exposition « Trente-cinq ans d'éducation sanitaire », à la mairie de Paris, le lancement d'une campagne de prévention contre la drogue dans le premier trimestre de décembre. Par cette action axée sur l'information, le gouvernement veut faciliter la dialogue entre les parents et les enfants. Un numéro de téléphone national et gratuit sera à la disposition des familles et une campagne nationale d'information sera mise en place à la télévision et par voie d'affiches.

SIDA

Seringues gratuites à Copenhague

Afin de limiter la propagation du SIDA, la municipalité de Copenhague (Danemark) a commencé le 17 novembre à distribuer gratuitement des seringues jetables aux toxicomanes. Ces derniers, notamment les héroïnomanes, pourront se faire délivrer gratuitement deux seringues jetables par jour dans les pharmacies, aux heures d'ouverture. Ils pourront en outre se les procurer la nuit à un distributeur automatique installé à l'extérieur, le rue fréquentée par les drogués, à raison de 10 couronnes pièce (un peu plus de 8 francs).

Au Danemark, cent dix-neuf personnes ont été atteintes du SIDA et soixante-deux en sont mortes. Rappelons qu'en France la mise en vente libre des seringues est à l'étude.

Pollution

Quinze tonnes d'acide diluées dans la Seine

Aucune trace de pollution n'est décelable après la violente inondation survenue dimanche soir 16 novembre à l'usine Atochem de Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime), qui avait provoqué l'écoulement dans la Seine d'une quinzaine de tonnes d'acide sulfurique concentré. Selon la Direction générale de l'industrie et de la recherche, chargée de la surveillance de la pollution industrielle, la quantité d'acide déversée par les sapes-pompes a été telle que cet acide sulfurique, un produit hautement toxique, a eu « théoriquement un impact très limité » sur la faune et la flore du fleuve.

C'est la première fois qu'un incendie affecte cette entreprise vieille de vingt-sept ans, installée au cœur d'une zone fortement industrialisée et comprenant plusieurs usines à risques classées « Seveso ».

Espace

Les Américains s'intéressent à Ariane

Les contacts entre la NASA, le Pentagone et la société Arianespace pour la mise en orbite éventuelle de satellites américains par le lanceur européen Ariane se poursuivent. Rien de concret n'est cependant encore conclu à ce sujet entre l'Europe et les États-Unis, qui, avec l'exploration en vol de la navette Challenger et de plusieurs de ses lanceurs, sont pratiquement cloqués au sol. Ce n'est pas au mieux avant février 1988 que la navette reprendra ses vols. Pour ces raisons, la NASA s'intéresse aux possibilités d'utilisation d'Ariane pour certaines missions scientifiques, tandis que le Pentagone le fait pour la mise en orbite de satellites de navigation GPS (Global Positioning System). Mais le calendrier d'Arianespace est pratiquement plein pour les trois prochaines années.

Les cracheurs de feu manquent de carburant

La sponsoring est encore en train de gagner du terrain. Les bolides de formule 1 patronnés par une marque de cigarets ou de cigarettes, c'est déjà une vieille histoire. Les monstres foudroyants sautant sur leurs roues ballonnées le nom d'un fromage ou d'une banque, on connaît. Quant aux torseaux des footballeurs et aux numéros de joueurs de tennis décorés par le logo d'un fabricant de pantoufles, il y a belle lurette qu'on ne les compte plus.

Un pas nouveau vient d'être franchi par l'honorable profession des cracheurs de feu. Les représentants de cette corporation, dont on ne sait s'il faut la ranger au nombre des activités sportives ou des métiers

Des étudiants « en grève » contre la loi Devaquet

La mayonnaise de Villetaneuse

« C'est le premier mouvement étudiant auquel je participe. Je n'ai pas l'habitude. Ou'est-ce que vous en pensez ? » Pierre, étudiant en deuxième année d'économie à l'université de Villetaneuse (Paris-XIII), contemple la grand amphie envahie, depuis lundi 17 novembre à midi, par deux à trois cents étudiants qui se sont mis « en grève » pour protester contre le projet de loi de M. Devaquet. « Ça doit être comme la mayonnaise, ça prend, et puis un coup de chaud ou un coup de froid et ça peut retomber », conclut l'économiste philosophe.

Indéniablement, la « mayonnaise » a commencé à prendre. Pourtant, lundi matin, les militants de l'UNEF-ID (UNEF indépendante et démocratique proche du Parti socialiste) de Villetaneuse n'en menaient pas large. Une assemblée générale, la semaine dernière, avait bien voté à l'unanimité le principe de la grève, mais ils ne savaient pas trop s'ils prenaient leurs désirs pour des réalités. « Quand on a débattu dans l'amphi d'économie pour appeler les étudiants à cesser les cours, on s'est dit : ça passe ou ça casse. En fait le mouvement est parti comme une trainée de poudre. » Et il dépasse largement le petit groupe de militants de l'université.

Toute la journée, de demi-heure en demi-heure, les premiers grévistes ont fait le tour des TD, les séances de travaux dirigés, pour expliquer leur action et faire « débrayer » de nouveaux

étudiants. De proche en proche, ils ont entraîné une partie des étudiants de premier cycle, notamment en droit, sciences économiques, AES (administration économique et sociale), psychologie ainsi qu'une partie de l'IUT de Villetaneuse. En revanche, les scientifiques et les littéraires, peu présents sur le campus le lundi, ainsi que les seconds cycles ne sont pas encore mobilisés.

La voix cassée d'avoir répété vingt fois les mêmes arguments, Isabelle et Daniel, militants de l'UNEF-ID, s'agitent à la tribune de l'amphi : « Nous refusons la loi Devaquet sur quatre points essentiels : le bac qui ne donne plus libre accès à la fac, les droits d'inscription à la carte qui vont grimper dès l'an prochain, le baccalauréat en fin de premier cycle qui nous empêchera de continuer nos études et les diplômes qui ne seront plus nationaux. »

Isabelle admet que beaucoup d'étudiants n'ont pas encore la moindre idée du projet de réforme du gouvernement : « Notre premier travail, c'est de les informer ; l'objectif c'est que le mouvement soit vraiment lancé d'ici aux États généraux étudiants organisés par l'UNEF le 22 novembre. »

En attendant, les étudiants invitent non sans humour M. Alain Devaquet à venir les rencontrer puisque ce dernier a exprimé le désir d'expliquer sa réforme dans les universités.

G. C.

Les professeurs de sciences naturelles protestent. — L'Association des professeurs de biologie géologie proteste, dans une note adressée au ministre de l'éducation nationale, contre la disparition des sciences naturelles parmi les enseignements obligatoires de la classe de seconde, dans le projet de réforme des lycées présenté par M. Monory.

Cette discipline ne figure plus que comme « enseignement recommandé » pour les élèves qui souhaiteraient s'orienter en première vers les sections lettres-mathématiques, mathématiques-physique et mathématiques-biologie.

Pour l'APBG, cette suppression, « si elle était maintenue, entraînerait à moyen terme un recul très grave tant au niveau de la formation des jeunes qu'au niveau du pays. Elle empêcherait une orientation positive, établirait un déséquilibre dans les domaines scientifiques et priverait d'une grande potentialité d'emplois une partie importante des lycéens. »

Le statut des directeurs d'école. — Les projets de décrets créant un statut des directeurs d'écoles primaires et maternelles ont été approuvés, lundi 17 novembre, par le comité technique paritaire du ministère de l'éducation nationale par 21 voix (les 20 de l'administration et celle de la Confédération syndicale de l'éducation nationale), contre 19 (FEN, CGT, CFDT et FO). Ces textes doivent encore être soumis au Conseil supérieur de la fonction publique.

La section de l'Académie de Paris du SGEN-CFDT avait organisé une grève, le même jour, pour protester contre ce projet, auquel il reproche d'introduire une hiérarchie au sein de l'école et de diviser le corps des instituteurs.

d'arts adressent aux compagnies pétrolières présentes sur le sol français. Marché en main : aidez-nous, écrivent les pyromanes du gosier, soit par des subventions directes, soit par des fournitures en carburant, et, de notre côté, « nous pourrions promouvoir les produits de votre entreprise. »

Les sociétés pétrolières vont-elles s'enflammer à l'idée de ces « artistes » comme ils s'intitulent finalement ? Nos Pletini du lance-flamme toucheraient alors leur baril hebdomadaire gratuit. Le pétrole, comme l'argent, n'a pas d'odeur. Celui qu'ils utilisent, précèdent-ils dans leur lettre, est « désodorisé ».

C. V.

Les révélations d'une agence de presse locale

Treize mille Suédois ont été stérilisés de force de 1941 à 1975

STOCKHOLM
de notre correspondant

Pendant plus de trente ans, de 1941 à 1975, une loi a permis aux médecins suédois d'ordonner la stérilisation de certaines personnes pour des raisons d'« hygiène sociale » et même d'« hygiène raciale », contre leur volonté. Selon deux journalistes de l'agence de presse locale TT, qui ont eu accès aux dossiers confidentiels de la commission de psychiatrie sociale, environ neuf mille femmes et quatre mille hommes ont été victimes de cette législation. Celle-ci avait été votée, sans provoquer le moindre débat à l'époque, sur la base des recommandations d'un obscur institut de biologie raciale de l'université d'Uppsala, fondé en 1922. Cet institut avait été chargé par le gouvernement d'une étude sur les causes et les éventuels facteurs héréditaires de la criminalité, de l'alcoolisme et des maladies mentales ainsi que des vices et des perversités...

L'ancienne loi donnait au corps médical une marge d'« interprétation » considérable que certains médecins ne se privaient pas d'utiliser. Une jeune fille de dix-sept ans fut ainsi stérilisée en 1953 parce qu'elle était « coquette, crédule, minaudière et facile à mener » et qu'il était préférable pour la société qu'elle n'ait pas d'enfant. Deux ans plus tard, un adolescent du même âge subissait une vasectomie parce qu'il était jugé « faux, malhonnête et dans

asocial ». D'autres ont été stérilisés à cause d'un intérêt marqué pour la sexualité ou parce que leur mère ou leur père présentait des insuffisances mentales. Les exemples d'abus ne manquent pas.

maladie qui, pensait-on, menaçait l'ensemble de la population si elle n'était pas stoppée à temps par tous les moyens. Mais cette loi de 1941 n'a eu absolument aucune influence sur le nombre d'arrivées mentales. »

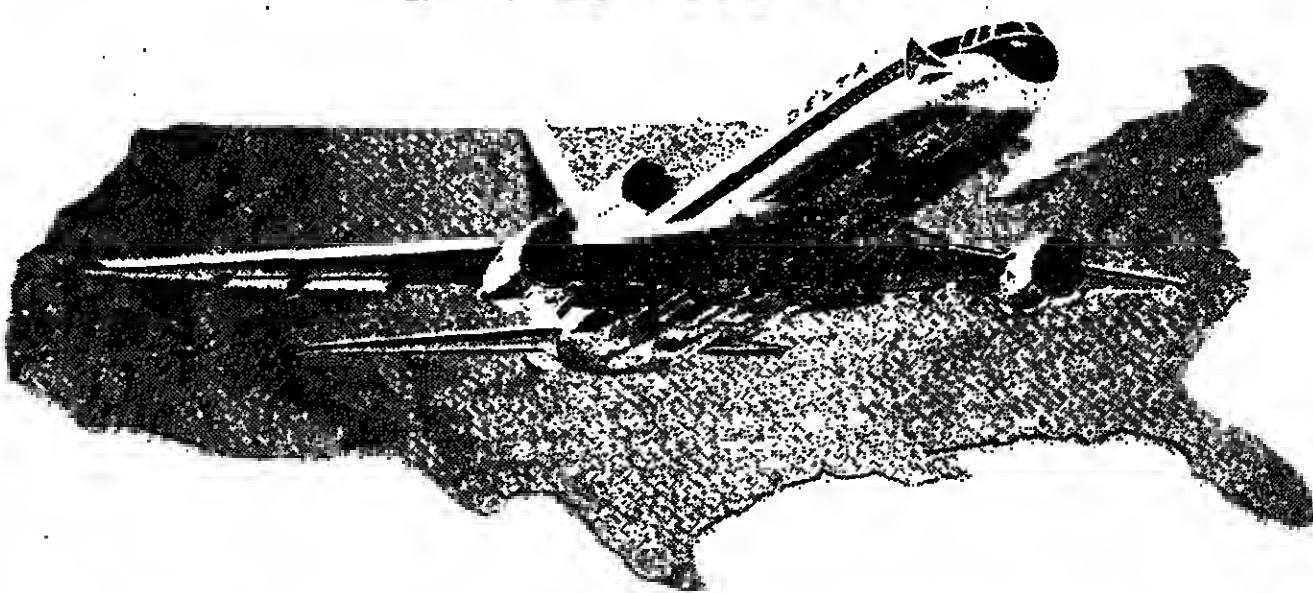
La nouvelle loi, de 1975, stipule entre autres qu'un individu qui n'est pas en pleine possession de ses facultés intellectuelles ne peut être stérilisé « s'il n'est pas capable de comprendre les conséquences de l'opération ».

L'actuelle ministre de la santé publique, M^{me} Gertrud Sigurdson, se dit « choquée » et trouve « effrayant » que la législation de 1941 ait pu rester en vigueur aussi longtemps. Elle ignorait que treize mille personnes avaient été ainsi stérilisées en vertu d'un texte pour le moins douteux.

Un ancien membre du conseil d'hygiène de la direction suédoise des affaires sociales, M. Karl Grönwald, avait déjà dénoncé ces abus et réclamé une nouvelle loi au début des années 70 dans plusieurs articles parus dans la presse spécialisée, mais ses révélations n'eurent guère d'écho à l'époque, même si le nombre de stérilisations devait par la suite sensiblement diminuer. Il avait établi, par exemple, que des médecins avaient commis une faute professionnelle caractérisée en ordonnant la stérilisation d'un jeune homme de vingt ans, dont les parents présentaient des symptômes de « torpeur mentale », alors qu'ils étaient en parfaite santé. Les législateurs de l'époque, déclare-t-il au quotidien Expressen, voyaient l'hébéphrénie comme certains voient aujourd'hui le SIDA. C'était une

ALAIN DEBOVE.

DELTA AIR LINES DESSERT PLUS DE 100 VILLES AUX U.S.A.



Delta propose des vols sans escale vers Atlanta, la « porte d'accès » la plus pratique des États-Unis. Avec 370 départs par jour, Delta assure plus de liaisons au départ d'Atlanta que toute autre compagnie aérienne. Couvrant l'ensemble des États-Unis, Delta dessert des villes telles que Los Angeles, San Francisco, la Nouvelle-Orléans, Miami, ainsi qu'Orlando, le site «Disney Center» et de Disney World.

Avec Delta, voyagez sans escale en Tri-Star «Wide-Rider» entre Orly et Atlanta. Nos prestations: gastronomie internationale,

films de première exclusivité, casque stéréo, sans oublier le service attentif et professionnel de nos équipages.

Vous apprécierez les facilités de l'aéroport international d'Atlanta. Les vols nationaux et internationaux sont regroupés dans la même aérogare. De même, les services de douane et d'immigration sont situés dans la même zone pour plus de rapidité. Pour de plus amples renseignements, appelez Delta à Paris au (1) 43.35.40.80. Notre agence est située: 24, boulevard des Capucines, 75009 Paris.

DELTA

Gets You There®

Tous nos horaires sont donnés sous réserve de modification sans avis préalable.

© 1986 Delta Air Lines, Inc.

مكتبة الشرق

Culture

EXPOSITIONS

« La Voie des ancêtres » à la Fondation Dapper

Les sentiers nomades de la création

Au printemps dernier, la Fondation Dapper présentait trois collections, dont une série de figures de reliquaire Kôta. Elle expose aujourd'hui des pièces provenant d'éthnies voisines dont les conceptions de la vie et de la mort sont proches.

Les collectionneurs d'art africain ont bien souvent fait de reliquaire de ces objets étranges, dont Stéphane Collin a régalé chaque semaine. La sensation d'appartenir à un petit groupe d'initiés, la relative rareté des pièces que chacun finit par connaître et que tous se disputent — l'Afrique, systématiquement pillée, est devenue un objet de collection — la fréquentation des mêmes marchands groupés aux alentours de la rue Bonaparte, des mêmes ventes aux enchères et des mêmes intermédiaires finit par conférer à cette petite communauté, cimentée de jalousie vigilante, des comportements, voire des rites quasi identiques. Depuis quelques mois, la Fondation Dapper (voir le Monde du 6 juin) est devenue l'un des hauts lieux de cette église. Ses salles, tapées au fond d'une cour de sérénité arrosée, abritent derrière un jardinet exotique, conviennent parfaitement à leur discrétion naturelle.

La dernière exposition qui y est présentée, « La Voie des ancêtres », a de quoi leur faire tourner la tête. Il faut d'ailleurs les voir rôder autour des vitrines, l'œil allumé, identifiant les pièces les unes après les autres, énumérant à mi-voix le nom des grands collectionneurs à qui elles ont appartenu : Paul Guillaume, René Dussane, et, bien sûr, Charles Ratton. L'œuvre d'art africain, présentée ici, est exposée sous des vitrines, elle est présentée à la loupe. Elles ont été dispersées après que le Louvre en eût refusé la donation.

Toutes ont un rapport direct avec le culte des ancêtres, pratiqué dans une région qui correspond au gros aux limites du Gabon actuel. Plusieurs groupes ethniques se parta-



Statuette FANG-OROK

gent cet espace : Kotas, Ambétés, Fangs, Tsogho, Vili, etc. Leur milieu, la forêt plus ou moins dense, est à peu près identique. La population est clairsemée. Les villages, dispersés, ont peu de liens entre eux. Ici, pas de structures étatiques comme dans l'ouest de l'Afrique. Ainsi les colons ont-ils pu les considérer pendant longtemps comme « primitifs ».

Ces sociétés, très religieuses, sont imprégnées de l'idée que l'homme a un dialogue constant à entretenir avec l'au-delà. Les morts sont cet intermédiaire. Aussi l'immense peuple des ombres est-il très présent dans leur vie quotidienne : ancêtres dédies, monstres mythologiques, fantômes revendicateurs ou génies bénéfiques, doubles des vivants. Les familles et les confréries accumulent les reliquaires contenant des fragments d'os humains ou animaux, aux charges magiques nécessaires à ce dialogue. Ces pratiques ont donné naissance à un ensemble de statuettes parmi les plus riches, les plus belles et les plus sophistiquées du continent africain.

Les pièces les plus impressionnantes sont sans doute ces figures de reliquaire kôta qu'on avait vu plus nombreuses au printemps dernier. Ces effigies énigmatiques, sortes d'ossements brandis lors des cérémonies, étaient en temps normal fixées sur une sorte de panier, réceptacle des ossements.

Une surprenante beauté

Un même principe préside à leur fabrication. Sur une lame de bois, travaillée, l'artiste — on connaît le nom de certains d'entre eux — plaque un certain nombre de pièces métalliques, en cuivre ou en laiton, qu'il agence selon des critères esthétiques qui lui sont propres. Il joue à sa guise sur les creux et les plis, les couleurs des alliages, les aplats et les striures. Certaines sont très réalistes. D'autres, quasi abstraites, paraissent à rapprocher de Paul Klee, s'il s'agit de peindre. Mais ce n'est pas tout. Ces statuettes ont une fonction sociale. Elles servent à la fois de bijoux et de médailles. Elles sont le signe d'une appartenance à une famille, à un clan, à un village. Elles sont le signe d'une appartenance à une civilisation. Elles sont le signe d'une appartenance à une culture.

métaux dont elles sont composées auraient été introduits par les trafiquants européens, notamment sous forme de « neptunes », sorte de plats de cuivre creux qui servaient de monnaie. On sait que Brazza en emporta cinq mille avec lui lors de sa remontée de l'Ogooué. Pourtant, les analyses effectuées par le Centre d'étude nucléaire de Fontenay-aux-Roses, à la demande de la Fondation Dapper, infirment cette thèse. Elles indiquent que le laiton utilisé pour les plus anciennes de ces pièces est d'origine spécifiquement africaine. Les analyses suivantes permettront de les dater avec une plus grande précision.

Chez les Ambétés, la statue est elle-même reliquaire. Une parlie de son dos, évidée, reçoit les charmes magiques. Trois d'entre elles, rangées, le corps cylindrique, la tête triangulaire, les traits peu marqués à l'exception de la bouche entrouverte, créelle comme une blessure, mériteraient de figurer dans ce fameux musée de la sculpture mondiale cher à Malraux. Comme ce petit couple vili, assis sur un coffre, à la patine presque violente. On est impressionné par la maîtrise de l'artiste. On a vu des œuvres de la Fondation Dapper, mais on n'a pas vu de pièces aussi belles, aussi riches, aussi variées. Ces statuettes ont une fonction sociale. Elles servent à la fois de bijoux et de médailles. Elles sont le signe d'une appartenance à une famille, à un clan, à un village. Elles sont le signe d'une appartenance à une civilisation. Elles sont le signe d'une appartenance à une culture.

Mais il n'est pas besoin d'être un spécialiste des religions africaines pour admirer la surprenante beauté de l'exposition tout entière. On avait regretté dans les précédentes manifestations de la Fondation Dapper leur côté inutilement ostentatoire et l'absence quasi totale de notices explicatives. Ces travers ont disparus, même si l'éclairage dispense encore trop souvent des zones d'ombre gênantes. Ce sont là des détails, et « La Voie des ancêtres » ravira le collectionneur maniaque comme le simple amateur.

EMMANUEL DE ROUX.

« La Voie des ancêtres », Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, jusqu'au 7 février 1987.

MUSIQUE

Concours de chant de Paris

Une médiocre cuvée

Le jury du concours de chant de Paris a la réputation d'être sévère. En 1982 et 1984, il n'a pas décerné de Grand Prix. La cuvée 1986 n'est guère meilleure.

En 1982 et 1984, le jury du concours de chant de Paris, qui a bien tous les deux ans, n'avait pas décerné de Grand Prix. Cette relative sévérité était justifiée par le souci de ne pas dévaloriser un prix qui a acquis un certain prestige international. Est-elle responsable d'une nette diminution, cette année, du nombre des inscriptions (soixante-deux contre cent neuf) et, par conséquent, de la qualité des participants? On pourrait le penser, à en juger par l'épreuve finale qui s'est déroulée le 17 novembre à la salle Favart.

Cependant, le jury présidé par Teresa Berganza a décidé d'attribuer le Grand Prix à Richard Cowan (Etats-Unis), qui cumule le prix Mozart pour l'air de *Figaro* (acte IV), le Prix d'art lyrique pour *l'Romance à l'italienne* et le Prix de la mélodie française. Une telle mansuétude ne laisse pas d'étonner et a suscité quelques remous dans le public. Ce chanteur possède visiblement l'expérience de la scène, la voix est sûre, claire, à l'écoute d'être très puissante, mais elle manque un peu de couleur, de rayonnement dans Wagner, sinon dans Mozart. En revanche, les trois mélodies, toutes en anglais (car Jacques Leguay — le compositeur français imposé pour l'épreuve — a aussi écrit dans cette langue) ont été exécutées avec une exceptionnelle maîtrise.

Le Premier Prix a été attribué à Simina Ivan (Roumanie), seule soprane parvenue en finale sur trente-quatre. Dans l'air de Constantine, la voix semblait mince et pointue, elle s'est mieux affirmée dans *la Sonnerie*, sans posséder cette sûreté irréprochable qu'une telle musique exige. C'est, encore une fois, dans les mélodies qu'on a pu mesurer les mérites réels de cette artiste et le Premier Prix femmes

pour la mélodie française lui a été décerné.

Robin Tobachuk (mezzo-soprano, Etats-Unis), Deuxième Prix, était plus immédiatement séduisante dans l'air de Chérubin et surtout dans celui de Mignon, qu'elle a dit avec une prononciation parfaite et une expression vraie qui transfigure la musique ou, plutôt, lui rend justice.

Sur dix-huit candidats venus des Etats-Unis, les deux retenus en finale se sont donc classés plus qu'honorablement. Ni les Français, qui étaient les plus nombreux après eux (quatre), ni les Japonais (neuf) n'ont été au-delà de la demi-finale. Paradoxalement, la Chine, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, qui avaient envoyé qu'un candidat, l'ont vu passer en finale. Le Chinois Gu Xin, qui reçoit le prix Pierre Wismer, méritait bien d'être distingué car il a prouvé, dans l'air de l'Amiramo puis dans celui de *la Bohème*, qu'il possède une voix de ténor flexible et des qualités d'expression attachantes; l'extrait des *Fêtes galantes* de Debussy montrait une facette plus intime de son talent, mais non la moindre.

Parmi les pianistes accompagnateurs, on signalera particulièrement Mary Dobbins, dont la musicalité seconde si efficacement les voix. On voudrait passer sous silence l'accompagnement orchestral, tant il est vrai que les grands élèves du Conservatoire à qui il était confié, manquent de pratique. Mais le chef, Gian Franco Rivoli, a pas l'excuse de l'inexpérience. Il semble que le nombre des répétitions ait été cruellement insuffisant, la bonne volonté ne suffit pas.

GÉRARD CONDÉ.

NOTES

Touré Kunda au Zénith

En six ans, Touré Kunda s'est imposé comme un groupe de premier plan, en France et à l'étranger. Fela, King Sunny Adé, les stars de l'Afrique anglophone (Nigeria), sont venus comme les leaders d'une musique réservoir inépuisable d'influences pour le rock mais qui n'a pas encore réussi à obtenir la reconnaissance du grand public. Touré Kunda les coupe au poteau.

Au-delà de toute appréciation musicale, il y a là, pourrait-on dire, une logique de terrain et de détermination. Là où les deux premiers sont venus en vainqueurs, auréolés de leur réputation, la famille Elephant a fourni un travail de fourmis, gagnant progressivement son public. Sans sacrifier aux concessions, ils se sont adaptés au marché occidental en pratiquant le métissage sur le format chanson, à la différence de Fela qui s'est posé en précurseur, ne voulant rien changer à ses productions locales et mettant en avant ses engagements politiques.

Il y a, dans un concert de Touré Kunda, quelque chose de magique, un mélange de chaleur et de luminosité, et des rythmes brillants qui ramènent à la fonction dansante. Ce qu'ils donnent à voir est aussi beau que ce qu'ils donnent à entendre : les trois, tout de blanc vêtus, et Nabou Diop, leur danseuse frénétique. Avec *Toubab* (le Blanc), leur nouvel album, ils ont réussi, peut-être pour la première fois, à capter en studio cette flamme qui anime leurs spectacles.

A. W.
★ Jusqu'au 22 novembre à 20 heures au Zénith.
★ Disque : Toubab (Treme, 210233).

« Banco » de Richard Richards

Burt Reynolds ne joue plus les belles trépassées, mais les braves faignés. Garde du corps à Las Vegas, il ne veut pas mourir avant d'avoir vu Venise, l'endroit de sa faiblesse. Gain : 300 dollars et une belle scène de comédie. Puis il va faire son métier ouvrier d'un jeune homme naïf, admiratif et millitaire, et, sans enthousiasme, venger une call-girl de ses amis qui s'est fait amener par un fils de famille, mais de la famille mafia. Son arme secrète est la fausse carte de crédit en acier dentelle.

Humour, action, poursuites, violences mesurées. Le scénario de William Goldman est soigneusement ficelé. La réalisation de Richard Richards est molle. Burt Reynolds a la ride séduisante et même le jeu avec élégance. C'est le genre de film qu'on regarde avec plaisir à la télévision.

C. G.

« Le Coureur » d'Amir Naderi

Un film iranien aujourd'hui, couronné dans plusieurs festivals, notamment à Nantes en 1985, par un jury où siégeait le réalisateur Karim Reisz, doit être vu. Amir Naderi revient aux origines du cinéma, nous gorge de paysages impressionnants, à éblouir jusqu'à l'aveuglement le glorieux critique qui sommeille dans chaque spectateur. Amir Naderi suit un gamin à travers le grand port pétrolier d'Abadan sur le golfe Persique, l'observe inlassa-

blement à hauteur d'homme, avec ce grouillement autour de lui, cet univers amoral (hors de toute morale), qui le fascine.

Le Coureur n'est avant tout un pari, en deux temps qui se recoupent remarquablement : un, parler de la vie en Iran sans trémolos ni propagande; deux, la révéler par le seul mouvement des étres et des choses, pratiquement sans parole. La limite d'une telle tentative : laisser le champ libre à toutes les lectures, à toutes les interprétations du spectateur. Quelle que soit votre réaction, il faut, comme en politique, renouer avec l'Iran, du moins avec son cinéma.

L. M.

Mort du compositeur Alexandre Tansman

Le compositeur Alexandre Tansman, qui vient de mourir le 15 novembre à Paris, était né le 12 juin 1897 à Lodz en Pologne. Après des études musicales dans son pays, il se fixa en 1919 à Paris, adoptant la nationalité française en 1937. Ami de Ravel, du Groupe des Six, d'Igor Stravinski, auquel il consacra un bel ouvrage en 1947, il composait sans trêve, dans les genres les plus divers, et fut beaucoup joué entre les deux guerres, souvent par des chefs illustres.

Bravo de la Salle
chante
L'Odyssée
à 20 h 30, les 18, 19, 20 novembre
au CENTRE MANDAPA
6, rue Wurtz, 75013 PARIS
TEL : 45-89-01-60

D'origine juive, il se réfugia aux Etats-Unis en 1941, mais revint vivre à Paris en 1946, sans que son rythme de production se fût ralenti. On lui doit, entre cent autres œuvres, huit quatuors à cordes, sept symphonies, cinq opéras (dont *le Sermont*, d'après Balzac), cinq sonates pour piano, dix concertos, ainsi que plusieurs partitions d'inspiration hébraïque (notamment *Sabbat Zévi*, *Isaïe le prophète* et *les Quatre psaumes de David*), fort impressionnantes. Sa musique a subi l'influence de Stravinski et des différents styles pratiqués dans les années 20. Mais, malgré son néo-classicisme, elle est vigoureuse, ardente, d'une écriture brillante et subtile, souvent très dramatique, d'une véritable richesse intérieure.

J. L.

Les frères Grimm filés dans le Val-de-Marne. La troisième biennale du théâtre Jeune Public « Quatre-vingt-quatorze coups de théâtre » a lieu jusqu'au 30 novembre dans douze salles du Val-de-Marne. Treize pièces sont présentées dans le cadre de cette manifestation qui a pour ambition de donner aux enfants « une alternative aux productions culturelles de grande consommation ». L'association organisatrice, Défense et promotion du théâtre jeune public, née d'un regroupement de villes, de compagnies, de professionnels du Val-de-Marne, souhaite développer ainsi l'autonomie et le sens critique des enfants. Elle a mis ses idées en pratique en coproduisant une création, le *Grimoire de Grimm*, pour le bicentenaire de la naissance des deux conteurs. Il s'agit d'un montage sur les différentes interprétations du Petit Chaperon rouge à travers le monde. (Rens. : 48-80-86-28.)

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Sorenblom

MUSIQUE SYMPHONIQUE
SALLE PLEYEL - 20H30

19, 20 novembre
Günther Herbig, direction
Jean-Pierre Rampol, ténor
MOZART : SÉRIER WAGNER
REHOVEN

26, 27 novembre
Mstislav Rostropovitch, direction
Jard Van Nes, mezzo-sop.
Chœur de l'Orchestre de Paris
Chef du Chœur : A. Okham
REHOVEN

3, 4 décembre
Sir Georg Solti, direction
HAYDN - MAHLER

10, 11 décembre
Michel Plasson, direction
Ivo Pogorelich, piano
BAVEL - TCHAIKOVSKI - CHAUMON

MUSIQUE DE CHAMBRE
SALLE CHOPIN-PLYEL - 18H45

25 novembre
Solistes de l'Orchestre de Paris
SCHUBERT : QUINTETE
A DEUX VIOLONCELLES

LOCATION : SALLE PLEYEL - 45.43.17.17

Renseignements Réservation
42.43.17.17

RICHARD III
"Alone"
Mise en scène
Yves Gouvil

HAMLET
de William Shakespeare
Mise en scène
Daniel Mesguich

LE TERRIER
SALLE GERALD ROBARD

THÉÂTRE GÉRALD PHILIPPE 59 BOULEVARD JULES GUESDE 93207 SAINT DENIS

Mann KARMITZ présente un film de James IVORY

Chambre avec Vue...

A Room with a View

d'après le roman de E.M. FORSTER, l'auteur de la "Route des Indes".
Avec : une star d'Amérique - Christiana Brougny - l'acteur

« Services »

PARIS EN VISITES

MERCREDI 19 NOVEMBRE

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régence du passé).

« Cités d'artistes de Pigalle », 14 h 30, métro Blanche (Paris pittoresque et insolite).

« Exposition : les prix de Rome », 14 h 30, 13, quai Malaquais (M^e Leblanc).

« Caricatures et souterrains de la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (M. Ch. Lemer).

« L'exposition Boucher », 17 h 30, devant le Grand Palais (Ch. Merle).

« L'Opéra », 14 heures, hall d'entrée (M. Polver).

« La statue de la Liberté », 15 heures, 101, rue de Rivoli (Hauts Lieux et découvertes).

« Les meubles de l'aristocratie sous la Régence et sous Louis XV », 14 h 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (Arcus).

« Le vieux quartier Saint-Sulpice », 14 h 30, sortie métro Mabillon (G. Boute).

« La Conciergerie », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (ATTC).

« Musée Picasso », 11 heures, 5, rue de Thorigny, à la caisse (Approche de Paris).

« La basilique Saint-Denis et ses tombeaux royaux », 14 h 30, entrée.

« Aspects de Paris au Grand Siècle : sur les pas de M. Vincent, le couvent des Lazaristes », 15 heures, 95, rue de Sévres (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).

« Trésors royaux du cabinet des médailles », 15 heures, 58, rue de Richelieu (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 17 et mardi 18 novembre 1986 :

DES ARRÊTÉS

● Du 7 novembre 1986 portant approbation des statuts du Fonds de garantie contre les actes de terrorisme.

● Du 14 novembre 1986 relatif à la vindicte des rancunes de table.

EN BREF

● CONFÉRENCE : toxicomanie et sida. — Après la réunion des représentants de l'OMS chargés du problème du sida, du 12 au 14 novembre à Berlin, pour étudier les questions spécifiques posées par l'épidémie dans le milieu des toxicomanes, l'association AIDES organise une conférence publique sur « SIDA et toxicomanie » le mercredi 19 novembre. Participants :

D. R. Ancelet (Centre collaborateur de l'OMS sur le sida) D. D. Boulle (Centre Marmottan), M. Michel Bastard (association Auroral), D. Espinoza (hôpital pénitentiaire de Fresnes), D. Ingold (Institut de recherche en épidémiologie et pharmacodépendance), D. Jacob (service des soins pour toxicomanes, CHS de Metz), La conférence sera suivie d'un débat. Elle aura lieu à 20 h 30 à la Dorcas media, 60, boulevard de Latour-Maubourg, Paris-7^e.

★ AIDES, Association pour l'entraide, la recherche et l'information sur le sida, BP 759, 75123 Paris Cedex 03. Renseignements : 42-71-13-23. Permanence : 42-72-19-99 (19 heures-22 heures).

● EMPLOI JEUNES : Le téléphone vert. — Les employeurs qui embauchent des jeunes de seize à vingt-cinq ans bénéficient d'une exonération de 25 % des cotisations patronales de sécurité sociale. Cette exonération est portée à 50 % des cotisations pour toute embauche de jeunes sortant de formation et à 100 % des cotisations pour toute embauche de jeunes avec contrat de six mois, deux ans ou de durée indéterminée permettant d'améliorer sa qualification et de l'adapter aux besoins de l'entreprise. L'employeur, en ce dernier cas, est de surcroît remboursé des frais de formation à raison de 50 F de l'heure. Jusqu'au 21 novembre, la préfecture de l'Île-de-France lance une opération « Emploi des jeunes en Île-de-France. Jeunes et futurs employeurs pourront obtenir des renseignements en composant un numéro de téléphone vert (le 05 026 026) ou en se rendant dans l'un des dix points d'accueil (à Paris, le CIDJ, 101, quai Branly, 75015 et à Pointe à la Croix, 50, rue de Malte, 75011), ouverts de 10 heures à 17 heures, jusqu'à 20 heures le jeudi 20 novembre.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

● SÉMINAIRES : l'emploi et l'industrie. — L'Institut d'études politiques de Paris organise les 24, 25 et 26 novembre un séminaire : « Quelles formations pour quels emplois ? Politique industrielle et politique de l'emploi, réponses à la demande de formation ». Parmi les thèmes abordés au cours de cette formation : « Situation et perspectives de l'emploi en France », « Le redéploiement industriel », « Qualifications et politiques de formation », « La stratégie des groupes » (Saint-Gobain, Peugeot...). « Le développement régional et la formations des hommes », avec pour exemples les régions Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Île-de-France.

Les inscriptions à l'Institut d'études politiques de Paris, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-60-39-60.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Bernadette LAUDAUD et Philippe CROISY

sont heureux d'annoncer la naissance de

Thibaud.

Mariages

— Narbonne, Camacha, Alger.

Pierre BAILLET et Marie-France GIBERT

font part de leur mariage.

Consulat de France, Alger le 17 novembre 1986.

App. 655, bât. 29, Cité Mohammeda el Harrach.

Décès

— M^{me} Dominique BERTIER, née M^{me} Antoine BERTIER, Hôpital, Tanguy, Domitille.

M. et M^{me} Mathieu BERTIER, Timothée, Augustin, M. et M^{me} Thomas BERTIER, Astrid, M. et M^{me} Benoît Fagart, Pauline.

M. et M^{me} Luc BERTIER, M^{me} Antoine BERTIER, M^{me} Henry de Gensac.

font part du rappel à Dieu de

Dominique BERTIER,

survécu le 14 novembre 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 novembre, en l'église de Gif-sur-Yvette (Essonne), à 11 heures, et sera suivie de l'inhumation, à Russy (Calvados), à 15 heures.

— La SEPAIC, Société d'édition et de promotion agro-alimentaires, industrielles et commerciales, Et son conseil d'administration,

font part du rappel à Dieu de

M. Dominique BERTIER, secrétaire général de la société depuis 1977.

— Le président, Le conseil d'administration, La direction et le personnel de COGEMA et de ses filiales,

ont la très grande douleur de faire part du décès de

Georges BESSE,

président d'honneur de COGEMA, lâchement assassiné, le 17 novembre 1986.

(Lire page 34.)

— M^{me} Pierre Bréillat, Ses enfants et ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre BRÉILLAT, ancien élève de l'École des chartes, membre de l'École française de Rome, conservateur en chef honoraire de la bibliothèque municipale de Versailles, officier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Versailles, le 12 novembre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

19, rue du Peintre-Lebrun, 78000 Versailles.

— M^{me} Jean Chérière, née Anne Le Monastrol, et ses enfants, Damien et Marion, M^{me} Dominique Chérière et ses enfants.

M. et M^{me} Jean-Richard Hélie et leur fils, M. et M^{me} Michel Hoffmann-Hervé et leur fils, M. et M^{me} Sidibé,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Jean CHÉRIÈRE,

leur époux, père, grand-père et beau-père.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 19 novembre 1986, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-du-Chêne, à Viroflay (Yvelines), et sera suivie de l'inhumation, à Saint-Roman (Isère), le jeudi 20 novembre, à 10 h 30.

5, rue du Docteur-Roux, 78220 Viroflay.

Le Bois de Clair, Saint-Roman, 38160 Saint-Marcellin.

— Le président, Le conseil d'administration, La direction et le personnel de Jean Moulin et fils SA et de Moulin et associés,

ont le très grand regret de faire part du décès de

M. Jean CHÉRIÈRE,

survécu le samedi 15 novembre 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 19 novembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-du-Chêne, à Viroflay (Yvelines), suivie de l'inhumation le lendemain, à Saint-Roman (Isère).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de toute une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Coulardeau, Ses enfants, Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. James COULARDEAU, administrateur civil hors classe au ministère de l'Intérieur, chevalier de l'ordre national du Mérite.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le vendredi 14 novembre 1986.

— Jean et Thérèse, ses parents, Isabelle, sa femme, Emmanuel et Pierre, ses fils, La famille Goulet Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Claude GALEY, ancien vice-président de la Chambre syndicale des métiers d'art et de l'ameublement, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survécu le 16 novembre 1986, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques auront lieu en l'église de Tréboude, le mardi 18 novembre, à 14 h 30.

6, rue de Kerellec, 22560 Tréboude.

77 bis, voie des Filiales, 55000 Bar-le-Duc.

— M. et M^{me} Jean-Claude Galey, Hadrien et Céline, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Galey, son frère et sa belle-sœur, Les familles Aubry, Coupé, Lavazelle, Lemoine et Penel,

ont la douleur de faire part du décès de

Robert GALEY,

ancien vice-président de la Chambre syndicale des métiers d'art et de l'ameublement, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survécu le 16 novembre 1986, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

6, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris.

— Jeanne et Jacques Bados, Béatrice et Claude Lambling, Nolte et Max Thibault, ses enfants,

Arnette et Albert Bados-Russo, Hélène et Yves Lambling, Blandine et Daniel Stringer, Claire Lambling, Dominique et Jean-Marc Marrie, Martine et Joël Thibault, Pierre-Antoine Bados, Anne et Eric Hervet, Marc et Christophe Lambling, Jean-Claude et Pascal Thibault, ses petits-enfants,

Jelica, Camille, Jonathan, Léa, Quentin, Mélanie et Daniel-Guillaume, ses arrière-petits-enfants,

Les familles Basquin, Chamier, Contamin, Degrennot, Heusch, Lambling, Lichtenberger, Priestley, Regnaud, Renard, Roussier, Schoen, Sprecher, Wagner,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André LAMBLING, professeur honoraire à la faculté de médecine, ancien médecin de l'hôpital Bichat, officier de la Légion d'honneur, membre de l'Académie de médecine,

survécu le 11 novembre 1986, dans sa quatre-vingt-huitième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 18 novembre, au cimetière de Neuve-Eglise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue Gruaux, 75116 Paris.

— Notre mère

Cécile LLORENS

مكتبة المجلد

SECTEURS DE POINTE

LES NOUVEAUX ESPACES

Développant ses activités Essais, la Société Européenne de Propulsion recherche pour son Centre de VERNON (27)

DIRECTEUR DE TIR
Il assurera la responsabilité d'une installation d'essais : intégration des moyens, organisation et exploitation. Réf. 408/86

ADJOINT AU DIRECTEUR DU TIR
Il prendra en charge la préparation et l'intégration des moyens nécessaires à l'exécution de l'essai. Réf. 407/86

INGENIEUR ESSAIS
Il participera à l'exploitation (analyse et synthèse) des essais d'ensembles propulsifs. Réf. 406/86

RESPONSABLE DE MESURES-COMMANDES
Il sera responsable de la définition des moyens à mettre en œuvre, du traitement des données de mesures et de l'édiction des résultats. Réf. 375/86

Ces postes passionnants nécessitent une formation d'ingénieur grande école, une grande disponibilité, du caractère, un goût pour l'aventure... spatiale.

Vous voudrez bien adresser lettre, CV et prêt, en rappelant la réf. du poste choisi à SNECMA - Département Encadrement 2, bd Victor - 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

SYSTEMES EXPERTS
Responsable étude - développement

Un Groupe Français de tout premier plan, propose à un candidat de valeur la direction d'une équipe d'étude-développement, travaillant dans le domaine des systèmes experts (et également des réseaux informatiques industriels).

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé grande école, ayant 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine de l'informatique industrielle et/ou de l'automatisme et ayant déjà assumé la responsabilité de directeur de projets.

Il sera motivé pour développer ses connaissances en intelligence artificielle, mais nous recherchons moins un "spécialiste" qu'un candidat capable :

- d'animer une équipe,
- d'élaborer une politique coordonnée et cohérente de développement de ces techniques et d'assurer la diffusion des connaissances dans ce Groupe,
- de gérer son laboratoire.

Poste attractif pour candidat ayant de solides aptitudes au management, conjuguées à un haut niveau technique, à la fois innovateur et réaliste, animateur et pédagogue.

Poste à Compiègne.

Ecrire sous réf. JT 224 AM
Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

VIVEZ L'INDUSTRIE
CHEZ THOMSON LCC

Implantée tant en France qu'à l'étranger, THOMSON LCC, filiale de THOMSON COMPOSANTS, avec un CA. d'1 milliard de Francs (dont 50 % à l'export) compte parmi les leaders mondiaux dans le domaine des composants passifs.

Un effectif total de 3.000 personnes, 7 unités autonomes intégrant chacune bureaux d'études et services de fabrication, un environnement de haute technologie ainsi qu'une politique d'investissements soutenue, nous rendent particulièrement adaptables aux besoins du marché.

Afin de conforter nos équipes, nous souhaitons intégrer pour l'une de nos principales unités, un

RESPONSABLE MAINTENANCE

Rattaché au chef du service "Logistique de production", vous aurez pour mission d'organiser et de gérer la maintenance d'un centre d'études et de fabrication de 400 personnes. A ce titre, vous serez chargé de :

- superviser une vingtaine de personnes en étant attentif à l'évolution des méthodes, de la gestion et des hommes,
- assurer le bon fonctionnement des moyens de production par la définition d'une maintenance préventive des installations automatiques et le suivi rigoureux des programmes d'entretien traditionnel,
- garantir la fiabilité des outillages existants et apporter votre concours à la conception des outillages neufs.

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR diplômé Grande Ecole (ENSAM par exemple) possédant de très bonnes connaissances en électrotechnique et justifiant d'une expérience professionnelle de 4 à 5 ans. (Réf. 91377/LM).

Les deux postes sont basés à BEAUNE, en Bourgogne.

INGENIEUR FABRICATION

Rattaché au chef du service "Fabrication" et animant des responsables d'ateliers, vous aurez à :

- assurer l'évolution et la rationalisation de tous les moyens de fabrication par l'amélioration constante de leur utilisation en continu,
- établir les modifications d'organisation permettant d'accroître l'efficacité des ateliers à travers la recherche de gains de productivité et le contrôle des paramètres coût/délai/qualité,
- assister les responsables "qualité" dans l'amélioration permanente des composants produits.

Cette mission conviendrait à un INGENIEUR généraliste à dominante céramique électrotechnique (ENSAM, ECAM, ICAM...) justifiant d'une expérience professionnelle de 2 à 3 ans minimum. (Réf. 91378/LM).

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'écrire - en précisant la référence du poste choisi - à Jacques CROUICNEAU - Chef du Service des Affaires Sociales - LCC - 74 route de Savigny - BP 18 - 21201 BEAUNE CEDEX.



Automates programmables :
une technologie d'avance pour aller plus loin.

Groupe Industriel Français (13 établissements et filiales, 1800 personnes, partenaire industriel d'un des leaders mondiaux dans le domaine des automates programmables), nous développons et fabriquons des équipements électriques, électroniques et des systèmes. Nous recrutons, pour assurer l'expansion de nos systèmes automatiques programmables auprès d'une clientèle de grands utilisateurs, industriels et installateurs des :

CHEF DE VENTE-SYSTEME réf. 13/UN
Vous animez une équipe d'ingénieurs de vente système basée à Paris. Vous êtes vous-même le premier de ces vendeurs. D'autre part vous assistez nos ingénieurs des systèmes en Province dans la conclusion des affaires les plus importantes. Diplômé d'une école d'ingénieurs, la 5 à 6 ans d'expérience vous ont permis de maîtriser la technique et le marché des automates programmables. La pratique de l'anglais est indispensable dans vos relations avec nos partenaires industriels.

INGENIEUR DE VENTE-SYSTEME réf. 12/UN
Vous visitez notre clientèle et vous lui proposez des solutions adaptées à ses besoins. Autonome, vous

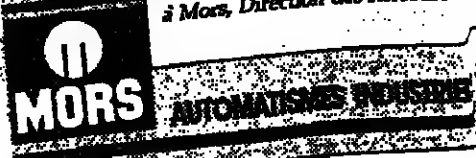
expérience technique ou commerciale en milieu industriel. Les postes sont basés en banlieue Nord de Paris et en Alsace. (pour ce dernier poste, vous êtes originaire de la région et en connaissez le tissu industriel).

INGENIEURS SUPPORT TECHNIQUE réf. 14/UN
Vous intervenez auprès de nos clients une fois le contrat conclu et ce jusqu'à la mise en place définitive des systèmes.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans dans le bureau d'études d'un installateur. Ce poste est basé à 60 km au Nord de Paris.

en nous adressant votre dossier de candidature, sous la référence choisie, à Mors, Direction des Ressources Humaines et de la Communication, 4 avenue Velasquez, 75008 Paris.

Contactez-nous pour un rendez-vous à Mors, Direction des Ressources Humaines et de la Communication, 4 avenue Velasquez, 75008 Paris.



DE LA TECHNIQUE
A LA FORMATION POUR DES
informaticiens
temps réel industriel
200 000 F +

Ingénieur diplômé (grande école, maîtrise, ...) vous avez une expérience réussie d'au moins 5 ans dans la conception et la réalisation d'applications industrielles sur mini-ordinateurs (DEC, BULL, SEMS, HP), la mise en œuvre et la réalisation de réseaux téléinformatiques, ou l'élaboration de chaînes de capteurs et actionneurs.

Vous souhaitez partager votre expérience, et développer votre sens des contacts humains et de la pédagogie.

En devenant PROFESSEUR dans l'un de nos Centres de BREST ou BORDEAUX-BEGLES, vous animeriez nos stages de formation professionnelle destinés à des adultes (funams Analyses-Programmeurs), en bénéficiant d'importants moyens techniques et d'une formation pédagogique de haut niveau.

L'AFPA, Association pour la Formation Professionnelle des Adultes, organisme national, tourné vers les technologies nouvelles et les métiers d'avenir, compte 10 000 personnes et 150 établissements sur toute la France. Notre vocation est d'aller au-devant des besoins de l'entreprise, par la spécialisation de notre personnel, l'innovation pédagogique et des supports techniques très avancés.

Nous attendons votre candidature manuscrite (avec CV et prêt) adressée à Madame LEROUCHER - CPTA/AFPA - Avenue Félix-Gouin, B.P. 84, 13803 ISTRES Cedex. Tél. (16) 42 56 17 48.



Ingénieur Chimiste,
évoluez avec une mission
technico-commerciale
dans un environnement
de haute technicité !

Important fabricant du secteur de la para-chimie, voici ce que nous vous proposons :

- Evoluer dans un secteur technique de pointe,
- avoir pour interlocuteurs des industriels de très haut niveau,
- répondre aux problèmes techniques de nos clients en apportant les solutions adaptées.

Pour mener à bien votre mission, vous travaillez en relation avec notre Bureau d'Etudes, nos techniciens et bénéficiez de notre savoir-faire reconnu sur le marché.

Vous êtes un jeune ingénieur chimiste, possédant 2 à 3 ans d'expérience dans le secteur de la chimie ou de la para-chimie. Vous parlez anglais couramment et acceptez des déplacements sur la France entière de courte durée.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Média-System (réf. 1275), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

SECTEURS
DE POINTE

TELIC ALCATEL

DIVISION COMMUNICATION

Avec nos outils et moyens d'aide à la conception, ainsi que nos propres équipes de VLSI, nous développons à STRASBOURG des autocommunicateurs privés, des systèmes d'intercommunication et le fameux terminal télématique MINITEU.

INGENIEURS D'ETUDES
ELECTRONICIENS

CONFIRMES

Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes ou produits électroniques et vous avez de bonnes connaissances en logique ou/et en analogique. Vous pouvez enrichir votre expérience en prenant la responsabilité d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens ou en participant à la conception de nos produits en tant qu'ingénieur système.

DEBUTANTS

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole avec une spécialité en électronique. Vous approfondirez vos connaissances dans des techniques de pointe, en participant avec nos équipes à l'étude de projets importants. Ces études s'appuient sur des outils et des méthodes d'aide à la conception particulièrement performants.

A 25 km des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, STRASBOURG vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre au carrefour de l'Europe.

Créatifs et impliqués, si vous êtes intéressés par le développement de nos projets, merci d'adresser votre C.V. sous réf. 418A à Bernard CAMMAS, Directeur des Ressources Humaines, Telic Alcatel - 206, route de Colmar 67023 Strasbourg Cedex.

RECHERCHEUR EN INGENIERIE
GRANDE ECOLE
A DOMINANTE MECANIQUE

Un Groupe Industriel français de forte notoriété cherche pour un Etablissement situé à 100 km de Paris environ un ingénieur débutant.

Il prendra en charge la réorganisation de la maintenance des ateliers de conditionnement (machines à haute cadence robotisée) et le développement des moyens informatiques existants et performants - afin de détecter, de prévenir et d'analyser les défaillances des matériels et d'améliorer la productivité de l'atelier.

Ce poste convient à un jeune ingénieur intéressé par la mécanique et l'informatique, capable de travailler de manière autonome pour évoluer ensuite vers un poste de responsabilités et d'encadrement.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence 2477-M, seront traitées en toute discrétion par

a. j. ourin CONSEILS DE DIRECTION
C. M. ALMEL-LOMBARD
93000 ANTOIN

...ET VOS PROJETS
RESPIRENT.

LE DEFI PERMANENT DES MARQUES MIR, LA CROIX, MINIDOU, REX, MAXINET, PERSAVON A LA CONQUETE DE LEURS MARCHES, C'EST L'AVENTURE PASSIONNANTE DE L'ESIEUR-COTELLE.

INGENIEURS CHIMISTES EXPERIMENTES

Diplômé(e) d'une Grande Ecole de Chimie, thèse appréciée, votre première expérience de 3 à 5 ans vous a permis de maîtriser les techniques modernes d'analyse et d'assurer vos compétences en instrumentation. Aujourd'hui, vous recherchez un environnement dynamique pour épanouir votre potentiel.

Notre Centre de Recherche, situé en région parisienne, poursuit son expansion, et nous souhaitons confier à des INGENIEURS CHIMISTES EXPERIMENTES des projets de développement sur notre gamme de produits d'entretien ménagers à créer.

Au sein d'une équipe jeune et motivée, vous bénéficierez d'une réelle autonomie. Vous êtes de ceux qui savent allier recherche et réalité : vous avez ainsi des contacts permanents avec le Marketing, la Production, les Achats... Venez partager avec nous vos ambitions, vos attentes et votre enthousiasme.

Votre réussite vous permettra d'évoluer vers d'autres fonctions dans l'entreprise. Anglais indispensable.

Adressez-nous votre lettre manuscrite, CV + photo en précisant la réf. : 229, à L'ESIEUR, Préfecture des Cadres, 122 avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne.

GRUPE
LESIEUR

Ingénieurs Logiciel

Chez DIGITAL, le DÉPARTEMENT LOGICIEL est constitué de femmes et d'hommes, ingénieurs ou universitaires, ayant 4 à 10 ans d'expérience de l'informatique dans des SSII, chez des constructeurs ou en tant qu'utilisateurs. Ils interviennent auprès de nos clients, depuis l'analyse des besoins jusqu'à la mise en place de solutions. Selon vos goûts, vos compétences, votre expérience, plusieurs opportunités se présentent en région parisienne et à Lyon :

- Ingénieurs systèmes : VAX/VMS
- Chefs de projets : GESTION - TECHNIQUE - SCIENTIFIQUE
- Spécialistes : RÉSEAUX - GESTION DE DONNÉES - CFAO

Merci d'adresser vos C.V. et lettre manuscrite sous réf. MON318, à Marie-Claire SAN QUIRCE, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service Recrutement, 2, rue Gaston Crémieux 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

SUD-EST
VALLEE DU RHONE

700 PERSONNES
TECHNOLOGIE DE POINTE

Cette Société ayant une forte image de marque dans la conception, la réalisation et la maintenance d'équipements automatiques et de systèmes électroniques et mécaniques de haut de gamme, crée le poste de

Directeur de production

En prise directe avec le Directeur Général, ce manager sera le patron des services ordonnancement, achats, méthodes, production, qualité : soit en tout 300 personnes.

Il devra définir notamment la politique des investissements, conforme à l'évolution des produits et des technologies.

Le poste requiert un cadre de production très confirmé ayant déjà eu une expérience (de 10 ans minimum) de direction industrielle. Ingénieur A et M ou équivalent. Il doit être à l'aise dans des activités électromécaniques de petites séries. La rémunération est en ligne avec l'exigence des responsabilités assumées.



Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, photo, CV et prétentions, sous référence 308 M en précisant un numéro de téléphone à : Guy POSTEL, BP 19, 06480 LA COLLE SUR LOUP, qui s'engage à traiter confidentiellement votre dossier.

Guy Postel

Affichez vos Compétences!

Société du Groupe ALIA, nous sommes spécialisés :
Automatisme - Robotique - I.A.
Télécom - Réseaux - Tps réel

Pour conforter notre pari technique, nous recherchons :

INGENIEURS D'ETUDES
(2 à 4 ans d'expérience)

INGENIEURS CONCEPTEURS
(Minimum 4 ans d'expérience)

connaissant l'une de nos activités)

Vous participerez au développement :

- De logiciels de base pour l'application d'images de synthèse (connaissance Langage C ou FORTRAN).
- D'automatisation de réclamations téléphoniques (connaissance Langage C et Assembleur 68020).
- De systèmes de télécontrôle (connaissance PASCAL et Assembleur 68020).

Ingénieurs fortement motivés, parlez avec nous sur l'avenir !

Postes à pourvoir à Paris et en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature :

SIVAN - 10, Bd de Strasbourg - 75010 PARIS

SIVAN

IMPORTANTE SOCIETE
D'ACTIVITES SPATIALES
OUTRE-MER

recherche un

INGENIEUR INFORMATICIEN
TEMPS REEL

Cet ingénieur diplômé sera responsable de la qualité logiciels de systèmes contrôle commande.

Il aura 10 ans environ d'expérience des systèmes informatiques à base de mini et micro-ordinateurs et du contrôle process. Ces activités exigent rigueur et dynamisme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 91382/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais - 75001 PARIS, qui transmettra.

هكذا هو العالم

مكتبة الشرق

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 19 novembre 1986 25

SECTEURS DE POINTE

INGENIEUR MECANICIEN BUREAU D'ETUDES

Important groupe français, fournisseur de biens d'équipement, travaillant en particulier à l'exportation, recherche un Ingénieur de formation Grande Ecole.

Vous disposez si possible d'une première expérience, en études de mécanique lourde car nous vous confierons des responsabilités opérationnelles, à la fois humaines et techniques.

Basé en Métropole Lilloise, ce poste appelle des déplacements.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 61024 à Contesse Publicité - 16, place du Gal-de-Gaulle, 59800 Lille, qui transmettra.



MATRA DATASYSTEME, constructeur informatique proposant une large gamme de solutions dans les domaines de haute technologie, poursuit son expansion dans l'industrialisation de ses nouveaux produits.

Au sein du département Gestion de Projets, nous renforçons nos équipes du Bureau Industriel et recherchons : (H/F)

Ingénieur Méthodes « Technologie »

Vous aurez pour mission d'optimiser le prix de revient des fabrications. A 30 ans environ, vous avez une formation d'ingénieur et 3 à 5 ans d'expérience dans une entreprise de composants intégrés, avec technique d'assemblage sur cartes et utilisation des technologies VLSI. Vous voulez élargir le champ de vos responsabilités dans une équipe qui a un projet captivant. (Réf. 1405/T)

Ingénieur Méthodes « Système »

Vous assurez la responsabilité de l'industrialisation des systèmes MATRA DATASYSTEME. Ingénieur (Arts et Métiers ou filière CNAM), vous avez une solide expérience en Bureau d'Etudes ou des Méthodes sur des systèmes complexes et une bonne connaissance des problèmes de fabrication. Vous savez travailler en équipe. (Réf. 1405/S)

Nous sommes en phase de développement rapide et nous attendons beaucoup des ingénieurs qui nous rejoindront : engagement, professionnalisme, efficacité... Ils trouveront chez nous un environnement passionnant qui répondra à leurs aspirations professionnelles.

Pour tous, nous exigeons une parfaite maîtrise de l'anglais. Le poste est basé à Bois d'Arcy; des déplacements ponctuels à l'étranger sont à prévoir.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en indiquant la référence du poste choisi à notre Conseil ACTIMAN - 20, rue Pergolèse - 75116 Paris qui traitera votre demande avec la discrétion requise.

MATRA DATASYSTEME

L'INFORMATIQUE SIGNÉE MATRA

Carrier

Notre nom vous est sans doute familier : nous sommes le N°1 mondial de la technologie du chauffage et de la climatisation. Notre filiale française, CARRIER SA, adapte et conçoit, pour l'ensemble du marché européen, une large gamme de matériels. Elle souhaite renforcer son potentiel technique et désire intégrer un

JEUNE INGENIEUR, CHEF DE PROJETS EN SYSTEMES DE REGULATION ET DE CONTROLE ELECTRONIQUES

Interface entre nos services techniques et commerciaux et les électroniciens américains (1/3 de votre temps aux USA), vous définirez les spécifications techniques des modules électroniques de régulation et de contrôle, en développerez les algorithmes, définirez les protocoles de test, conseillerez les achats pour l'homologation des fournisseurs européens de composants. Vous pratiquerez les normes et codes européens.

Après d'être moins 20 ans, diplômé d'une bonne école d'électronique ou d'automatique (AM, ISEP, ISEN, Brest, Angers, Toulouse...). Vous avez l'expérience de l'étude et de la réalisation de systèmes de contrôle et de régulation électroniques, de préférence dans le conditionnement d'air ou dans des affaires industrielles internationales proches de la réfrigération, de l'automobile, de la machine-outil, du processus industriel.

Vous êtes bilingue français/anglais et pouvez voyager.

Le poste est basé à Lyon.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 509M à notre Conseil qui vous garantira une totale confidentialité.

SODERHU,
22 rue Saint Augustin,
75002 PARIS.

Soderhu
MEMBRE DE SYNTIC

Notre Société (1 200 personnes) leader dans le domaine de l'ingénierie de la communication technique (documentation technique, maintenance informatisée, audiovisuel), recherche un

INGENIEUR D'APPLICATION

FORMATION ESIEA OU EQUIVALENT

Désirant mettre à profit ses aptitudes commerciales pour développer des affaires liées aux activités VIDEOTEX dans le domaine de la communication de bases de données techniques par MINTEL, il assurera le suivi technico-commercial depuis l'étude de faisabilité jusqu'à l'élaboration du cahier des charges.

Outre ses compétences techniques confortées par une expérience d'environ 2 ans en télétraitement et une bonne connaissance des serveurs, des banques de données et des langages d'interrogation, il saura être à l'écoute des besoins de nos clients et travaillera en collaboration étroite avec les chefs de projets chargés de la réalisation et de l'exploitation de ces affaires.

La connaissance de l'anglais serait très appréciée.

Le poste est basé en proche banlieue Ouest.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 4434, à

MEDIA PA. 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE ETRANGERE
située Paris 8ème, équipée de 2 IBM 4341-2 et L4G
recherche un

CHEF DE PROJET CONCEPTEUR

DE FORMATION GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT

Il possèdera au moins 4 ans d'expérience en informatique bancaire, de préférence en milieu CAMBISTE.

Diplômé en gestion/Maths financières, il prendra en charge un projet important d'informatisation des activités TITRES de la Banque.

Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite, photo et C.V. à notre Conseil en Recrutement

ALPHA SELECTION

G. RONDET - 2, rue de Constantinople - 75008 PARIS

Hoechst High Chem

Comptant parmi les toutes premières filiales de HOECHST dans le monde, nous réalisons en France un chiffre d'affaires de l'ordre de 5 milliards, dont près de la moitié provient de notre production. 4 usines et un centre de recherches fabriquent et développent une large gamme de produits spécialisés. Notre usine de Calais Lamotte, proche de Compiègne (60) souhaite, pour répondre à l'évolution de ses structures, pourvoir un poste en production.

Ingénieur «Procédés»

Pour l'ensemble du Département Auxiliaires Textiles et Tensio Actifs (trois unités de fabrication dont deux multi-produits), il aura à mettre au point les fabrications nouvelles et à transformer au stade industriel les procédés nouveaux. Ce poste très évolutif peut intéresser un Ingénieur Chimiste (et/ou Chimie Chimique), d'environ 32 ans, ayant déjà une expérience industrielle en chimie organique et en chimie des polymères.

Ce poste implique la connaissance de l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 726 à la Société Française HOECHST - Département des Ressources Humaines, Tour Roussel Hoechst, Cédex 3, 92080 Paris la Défense

LES VOIES DE L'INNOVATION

Hoechst



ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

ROHM AND HAAS COMPANY est un des plus importants groupes chimiques américains dans le domaine des spécialités pour l'agriculture et l'industrie (C.A. mondial 2 milliards de dollars, résultat net 141 millions de dollars en 1985).

En France, nous fabriquons et commercialisons avec succès une part importante de nos gammes de produits (C.A. 2 milliards de FF en 1985).

Notre usine de Lauterbourg, située en Alsace au Nord de Strasbourg, comprend 4 unités de production et compte environ 630 personnes.

Le Laboratoire Contrôle Qualité, pour sa section Développement Analytique, recrute

Ingénieur développement Analytique H/F

Spécialisé en chimie analytique (DEA, Doctorat...), il vous sera confié la modernisation des équipements analytiques dans le but d'améliorer la productivité du Laboratoire Contrôle Qualité.

Vous participerez à la mise au point du programme qualité de l'usine.

Votre anglais est opérationnel et vos qualités de contact vous permettent de communiquer efficacement. Vous êtes ouvert à l'idée de mobilité nationale et internationale.

Nous vous remercions d'envoyer C.V., photo + prétentions à Monsieur le Chef du Personnel Société ROHM AND HAAS FRANCE Port du Rhin - 67630 Lauterbourg

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

BULL TRANSAC conçoit, développe et industrialise les produits bureautiques et serveurs dans le Groupe - 1 700 personnes dont 600 ingénieurs et cadres y collaborant.

**INGENIEURS
SYSTEMES I/F
BULL ENGAGE
VOTRE SAVOIR FAIRE**

Ingénieur Système, vous êtes actuellement Responsable ou Ingénieur de Développement et les nouveaux systèmes informatiques vous passionnent. Vous souhaitez valoriser vos compétences acquises dans la réalisation de produits performants.

Avec nous, construisez l'avenir :

- logiciels de base et transactionnels en environnement UNIX,
- logiciels de bureautique distribuée et applications aux protocoles normalisés de messagerie électronique,
- bases de données relationnelles et LAG,
- logiciels de téléinformatique et de réseaux (OSA, SNA, ISO).

A titre de Spécialiste systèmes, vous contribuerez à la conception de nouveaux produits et réaliserez vos projets au sein de groupes de travail entrepreneurs.

Ingénieur informaticien de formation, vous disposez d'une première expérience technique comparable et vous êtes désireux de saisir les réelles opportunités de carrière que nous vous offrons dans un secteur d'activité très porteur.

Bull



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, photo, CV et prétentions) sous réf. M 1811 à Michèle Corbinea - BULL Transac 7 rue Ampère - 91343 Massy Cedex

مكتبة المجلد

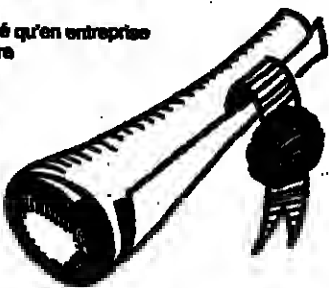
REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 19 novembre 1986 27

SECTEURS DE POINTE

RÉMUNÉRÉ PAR L'ENTREPRISE FORMÉ ET DIPLOMÉ PAR L'IUT!

IUT de Villeneuve propose à 25 candidats Formation, Diplôme, Emploi et Rémunération.
Pendant 2 ans, votre formation sera à l'université qu'en entreprise sera assurée. Vous suivrez un cycle universitaire conduisant au diplôme de second cycle «Informatique, Éducation, Animations».
Vous serez dès le 31 décembre 1986 embauché sous un contrat de qualification par une entreprise qui vous confiera la réalisation d'un projet particulier sur Paris ou sa région.
Vous avez moins de 25 ans, vous avez une formation BAC + 2 ou équivalent, ou avez déjà une expérience professionnelle. Alors n'hésitez pas ! Téléphonez-nous au (1) 48.28.93.42



IUT

IUT de Villeneuve, avenue Jean-Baptiste Clément - 93430 Villeneuve
CENTRE DE FORMATION CONTINUE

INGENIEURS DE POINTE, CES POSTES VOUS CONCERNENT.

INGENIEURS SYSTEMES Techniques Avancées

Conception technique : Définition des évolutions à apporter à nos Systèmes (Réseaux de communications, Transmission de données) ou à de nouveaux systèmes. Rédaction des spécifications, évaluation des coûts d'études, de Développement, d'Industrialisation.

Expérience de plus de 5 ans dans ces domaines - Qualités de contact - Esprit réaliste. Réf.C68/LM.

CHEFS DE GROUPE LOGICIEL

Réalisation de Projets Logiciels pour des Réseaux multiservices en Commutation de paquets, Transmission de données, Traitement d'appels. Architecture à base de microprocesseurs.

Très bonne connaissance des techniques temps réel, de langages évolués. Réf.C37/LM.

INGENIEURS SYSTEMES TYPE RESEAU RITA-MSE

A partir d'une très bonne connaissance de tout le Système et des services qui en sont attendus par le Client, élaborer les spécifications de Système ou sous-système, participer à la qualification finale.

Bonne connaissance en Réseaux de télécommunications militaires - Esprit d'innovation et pragmatisme. Réf.C42/LM.

Travaillant sur des projets destinés à la Défense Nationale, ces Ingénieurs devront être de nationalité française.

Veuillez faire parvenir votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste choisi à
LMT RADIO PROFESSIONNELLE - Gestion des Cadres -
46, quai Le Gallo - 92103 BOULOGNE

LMT RADIO PROFESSIONNELLE FILIALE DU GROUPE THOMSON

Nous sommes une société de 1400 personnes dont les Ingénieurs et Techniciens réalisent tout un ensemble très performant de RESEAUX de Télécommunications, de SYSTEMES d'Aide à la Navigation Aérienne, de couverture RADARS.

Une bonne illustration de nos réalisations : le Système RITA que nous allons installer pour l'Armée Américaine.

Mais des projets de ce type, nous en avons bien d'autres. Et pour les mener à bien, nous avons besoin de nous renforcer, avec des INGENIEURS qui prendront la responsabilité des postes suivants :

INGENIEURS INTEGRATION QUALIFICATION

Responsabilité de la validation dans le domaine de la Commutation de paquets multiservices.

A partir du cahier des charges et des spécifications, il doit rédiger le cahier de validation et se charger de la démonstration du bon fonctionnement, des tests, etc.

Expérience importante en télécommunications - Qualités développées de rigueur. Réf.C73/LM.

INGENIEURS D'ETUDES MATERIEL RESEAU

Etudes et mise au point de circuits logiques à base de microprocesseurs.

Expérience de 4/5 ans en laboratoire ou service d'études pour Equipements de Communications, Transmission. Expérience logiciel appréciée. Réf.C70/LM.



**INSTITUT FRANCAIS
DU PETROLE**

recherche pour sa DIRECTION INFORMATIQUE un

INGENIEUR INFORMATICIEN

Grande Ecole ou Ecole d'Ingénieurs en Informatique Université (DEA) - 1 à 5 ans d'expérience.

Au sein du Service Logiciel, il prend en charge l'implantation d'applications proches du Système d'Exploitation, et la réalisation d'utilitaires. Il assure une mission d'assistance aux utilisateurs, et il a l'esprit ouvert aux nouvelles techniques de l'informatique (Intelligence Artificielle, Génie Logiciel). La connaissance de VAX/VMS est un atout important, celle d'ADA est souhaitée.

Adresser C.V., photo et prêt, sous réf. 16224 à CONTEXTE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.



MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, INSELECHT

Ingénieurs grandes écoles, nous vous proposons de franchir le cap décisif de votre carrière en rejoignant notre département INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (Systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo), sous réf. MB 111, à BÉTEL INGENIERE
- 23 rue de la Paix - 75002 Paris.



COMMUTEZ-VOUS SUR NOS PROJETS

SODETEG TAI

Spécialistes de l'ingénierie des systèmes sophistiqués d'automatique et d'informatique industrielles, nous sommes présents par nos réalisations dans 25 pays (60 % de notre C.A. à l'export). Afin de conforter nos équipes - 550 personnes dont 250 ingénieurs - et de poursuivre notre forte expansion tant dans le secteur public que privé, nous souhaitons intégrer des

JEUNES INGENIEURS LOGICIELS

De formation Grande Ecole, vous avez acquis une première expérience dans le développement de logiciels de télécommunication.

Vous êtes attirés par les méthodes modernes de développement (Génie Logiciel, Atelier Logiciel) et connaissez de préférence le modèle OSI, le système UNIX et le langage C.

Intégrés à l'équipe logiciels, vous participerez à la réalisation d'un grand projet d'avant garde à dominante TEMPS REEL, dans le domaine des Télécommunications et de la Messagerie.

Votre potentiel vous permettra à court terme de prendre en charge la responsabilité complète d'un projet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence 9/LM à la Direction des Affaires Sociales - SODETEG/TAI - Sandrine MANDIN
283, rue de la Minière - BP 11 - 78530 BUC.



Leader Européen des Sociétés de
SERVICES TECHNOLOGIQUES recherche des

INFORMATIENS

Ingénieurs Grandes Ecoles ou Docteurs 3^{ème} cycle. Débutants ou première expérience.

Ils participent au développement de l'activité **SURTE DE FONCTIONNEMENT DES SYSTEMES INFORMATIQUES**. Ils auront la responsabilité des spécifications de logiciels, de la conception et de la programmation au sein de projets d'innovations technologiques.

La connaissance des systèmes d'exploitation, des langages évolués et des méthodes de compilation sont nécessaires.

Adresser candidatures à M^{me} GUERMONT
s/réf. GU/913, Sociétés BERTIN & Cie
BP 3 - 78373 FLAHER Cedex.

LES NOUVEAUX MARCHÉS FINANCIERS UN TERRAIN D'ACTION POUR UN DIRECTEUR DE PROJETS INFORMATIQUES.

Forte de 35 ans d'expérience, SITB est l'une des principales SSII françaises, leader dans le secteur BANQUE-FINANCE. Pour répondre aux nouveaux besoins de sa clientèle (Banques, Agents de Change, Trésoriers d'entreprises...) SITB renforce sa Division Ingénierie Etudes en intégrant un Directeur de Projets.

Nous recherchons un ingénieur Grandes Ecoles d'au moins 35 ans possédant une dizaine d'années d'expérience de la conduite de grands projets informatiques.

Il assurera l'animation et la gestion d'une structure de développement de logiciels professionnels et d'études liés au marché.

Pour lui, c'est l'occasion d'acquies de nouvelles compétences dans un milieu en pleine évolution et de participer à l'expansion rapide de notre groupe (500 personnes en 1984 et 850 aujourd'hui).

Pour un premier contact, téléphoner à Pierre Rochard au 43.56.00.00, et/ou adresser votre dossier de candidature référencé DP 1186, à François Théron, responsable du recrutement, SITB - 137, Bld Voltaire - 75011 Paris.

SITB
GENIE INFORMATIQUE

SECTEURS DE POINTE



VIVEZ L'INFORMATIQUE DANS UN MILIEU SCIENTIFIQUE

Le département TRANSMISSION d'ALCATEL (4 400 personnes dont 850 ingénieurs et cadres) conçoit, développe et produit des systèmes de télécommunications sur supports physiques (cuivre et fibre optique) pour les liaisons terrestres et sous-marines, des équipements de transmission de données et des réseaux câblés de vidéocommunication.

Pour son Service Informatique Technique dont la mission consiste en l'étude et la mise en œuvre des méthodes et des moyens informatiques nécessaires au développement de ses produits, nous recherchons :

UN INGENIEUR APPLICATION CFAO

Ingénieur électronicien, vous êtes débutant ou bien possédez une première expérience. Vous souhaitez commencer votre carrière en participant à la mise en place de la CFAO (Schématisation, simulation, circuit imprimé), outil essentiel pour l'avenir de l'industrie électronique. Nous vous proposons de concevoir, réaliser (langages Pascal, C) et mettre en place des logiciels et des méthodes destinées à optimiser le travail des laboratoires d'études des divisions produits en terme de qualité, de délais et de coûts.

UN INGENIEUR GENIE LOGICIEL

Titulaire d'une maîtrise d'informatique, vous êtes désireux d'évoluer dans un milieu scientifique. Nous vous proposons :
• d'assurer le développement des outils logiciels utilisés par les laboratoires d'études et ce depuis les spécifications jusqu'aux tests (langage C sous UNIX).
• de rechercher les moyens d'améliorer la productivité et la fiabilité des développements de logiciels, utilisant les langages de spécification et l'intelligence artificielle.

Pour ces postes basés à Villarcoux (banlieue Sud de Paris), merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) à :
P. DORE, ALCATEL département Transmission, BP 6 Nozay 91620 LA VILLE DU BOIS.



cegos

Ingénieur consultant expérimenté en GPAO

Notre Division de Conseil Industriel recherche un ingénieur pour diriger les implantations de CEG PACS 38 dans des Entreprises Industrielles.

Nous vous offrons :

- un CHAMP D'ACTION où affirmer et développer votre compétence,
- une EQUIPE en pleine progression riche en échanges d'expériences,
- une RÉMUNÉRATION MOTIVANTE, fonction de vos résultats.

Si vous apportez :

- une formation d'INGÉNIEUR,
- plusieurs années de pratique de la PRODUCTION INDUSTRIELLE,
- l'expérience de la mise en place d'un PROJET de GPAO,

écrivez sous réf. 602/M à Philippe DELILLE, Directeur des Relations Humaines, CEGOS, 204, Rond-Point du Pont de Sévres - 92516 BOULOGNE.

Cabinet national et international de conseils d'entreprises

Systema

Membre de



Price Waterhouse

Pour sa Direction Conseil en Organisation et Informatique recrute un jeune ingénieur

Consultant

qui sera chargé, au sein d'une équipe, de missions de diagnostic et de conception de schémas directs complexes.
Le candidat diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieur, devra avoir une expérience de 2 à 4 ans en informatique et avoir assumé avec succès des responsabilités de chef de projet. La connaissance de méthodologies d'analyse et de conception de schémas directeur est souhaitée. Une formation aux méthodes spécifiques du groupe est prévue.
Anglais souhaité.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence NM 58211M.

TEG,
113 rue de
l'Université,
75007
PARIS.



Un des premiers groupes bancaires européens constitue une société d'assurance-vie et recherche des :

Chefs de projet informatique

Les exigences du poste sont les suivantes :

- Assurer la responsabilité du développement des projets informatiques dans l'assurance-vie en gestion décentralisée.
- Analyser les besoins des utilisateurs, concevoir les applications et encadrer les équipes de réalisation et de maintenance.
- Participer à la définition et à la mise en œuvre des méthodes.

5 ans ou moins d'expérience en informatique de gestion de préférence dans le domaine de l'assurance sont exigées après une formation Grande Ecole ou Université.

Une expérience de diffusion de logiciels sur plusieurs sites ainsi que celle de Chef de Projet seront appréciées. La connaissance du langage est souhaitée. L'anglais est demandé.

Environnement technique : grand système IBM (MVS, CICS).
Adresser CV, photo, salaires, prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 1165, à Media-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

SIEMENS

L'un des leaders mondiaux en micro-électronique, télécommunications, production, informatique, technique médicale, électrotechnique... 348 000 personnes, C.A. 175 milliards de Ffr dont 16 milliards investis en R et D.

Siemens dans le cadre de son expansion recherche pour la France de nouveaux collaborateurs débutants et confirmés.

- Ingénieurs grandes écoles (Electronique, électrotechnique...)
- Universitaires (MST, E.E.A., DESS, DEA...)
- Techniciens (DUT, BTS) Electronique/informatique/automatisme.

attirés par les fonctions de :

Ingénieur commercial
Ingénieur technico-commercial
Ingénieur d'application (réalisation de Projets)
Ingénieur/technicien de maintenance

Pour les activités suivantes en FRANCE :

- COMPOSANTS ELECTRONIQUES (RM, CE) et COMPOSANTS ELECTROMECANIQUES (RM, CEM).
- AUTOMATISATION/PRODUCTIQUE/INFORMATIQUE INDUSTRIELLE/CAO (RM, EBF).
- INSTRUMENTATION/CONTROLE DE PROCESSUS/CHROMATOGRAPHIE et ANALYSE DE GAZ (RM, EBF).
- TECHNIQUE MEDICALE (RM, Med.) - EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES ARTS GRAPHIQUES (RM, HELL).
- TERMINAUX DE COMMUNICATION et IMPRIMANTES (RM, COM) MICRO-INFORMATIQUE (RM, PC).
- CFAO, CARTOGRAPHIE, PC MULTIPOSTES, TELEMATIQUE, INFORMATIQUE DE GESTION (RM, SO).

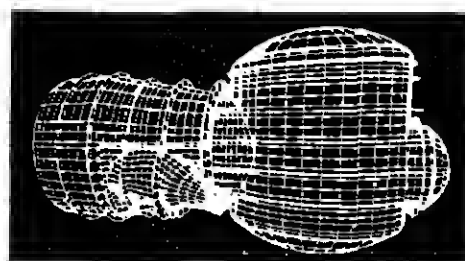
Nous vous proposons des postes ouverts à l'initiative, formateurs avec d'intéressantes perspectives d'évolution. Des possibilités d'emploi sont également offertes dans nos établissements en R.F.A.

Pour l'ensemble de ces postes, la connaissance de l'allemand serait appréciée.
*Pour les références (EB, EBF, PC) des stages de formation étant prévus en RFA, l'allemand est nécessaire.

Nous remercions les candidats d'adresser leur dossier de candidature en précisant la fonction et la référence d'activité choisie à : Département du Personnel B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS cedex 01.

Votre contact : M. DUCOUDERCO, Téléphone (1) 48.22.35.80

Siemens S.A. / Siemens Data S.A.



s&i

GRUPE DATAID
spécialiste depuis 1978
du calcul des structures complexes
recherche dans le cadre
de l'expansion de son activité :
INGENIERIE

INGENIEURS D'AFFAIRES

qui auront pour mission :

- de négocier des contrats d'études couvrant le calcul des structures linéaires et non-linéaires, la thermique, le magnétisme, l'optimisation, etc...
- de promouvoir le logiciel ANSYS, l'un des tout premiers systèmes de calcul mondiaux. réf. IA

INGENIEUR EXPERT

qui aura pour mission :

- de réaliser des études sophistiquées de calcul des structures dans des domaines de haute technologie
- de participer à des actions de formation et d'assistance client. réf. IE

Vous êtes INGENIEUR GRANDES ECOLES, ayant une solide formation et expérience en éléments finis, pratiquant couramment l'Anglais.

Vous bénéficierez d'excellentes conditions de travail, d'une rémunération motivante, ainsi que de réelles responsabilités à très court terme.

Si vous souhaitez vous épanouir au sein d'une équipe dynamique et contribuer à l'essor d'une société dont le taux de croissance est le plus fort de son marché...

... communiquez-nous rapidement votre Curriculum Vitae en adressant lettre manuscrite (en précisant la référence du poste), photo et prétentions au Service du Personnel - A.S.&I. - Péripole 132 - 94126 FONTENAY SOUS BOIS Cedex.

Ingénieurs, nous avons la fibre avenir.

portenseigne

Avec un chiffre d'affaires de plus de 500 millions de francs dont 30 % à l'exportation et une expansion annuelle supérieure à 30 %, Portenseigne, unité opérationnelle de Philips France (effectif de l'ordre de 1000 personnes), conçoit, fabrique et commercialise des produits de hautes technologies dans les domaines de la communication par le son, la vidéo, la sécurité, les antennes de réception satellite et les réseaux câblés.

ELECTRONICIENS

- Pour prendre des responsabilités d'études avancées dans les domaines de la vidéo-communication, des fibres optiques ou dans la réception TV par satellite (réf. F1).
- Pour participer comme technico-commercial à la préparation d'appels d'offre, aux relations avec les administrations et les grandes entreprises, ainsi qu'à la définition des produits dans les domaines de la vidéo-communication, de la réception TV par satellite et des réseaux câblés. (réf. F2).

- Pour participer aux travaux de conception des produits destinés à la réception satellite et aux réseaux câblés, dans le centre de développement et de fabrication. (réf. I).

réseaux câblés, dans le centre de développement et de fabrication. (réf. I).

INFORMATIEN - ELECTRONICIEN

- Pour participer au développement de l'activité audiovisuelle professionnelle comme ingénieur commercial. (réf. F3)

INGENIEUR QUALITE ET ORGANISATION

- Pour participer à des actions de qualité totale et à des études d'organisation, aussi bien au sein des activités commerciales qu'industrielles de Portenseigne. Double formation d'ingénieur et de gestion souhaitée. (réf. F4).

L'ensemble de ces postes s'adresse à de jeunes ingénieurs débutants ou possédant une première expérience, ils sont à pourvoir à Fontenay-sous-Bois (94) ou à Louviers (27).

Merci d'adresser lettre et CV en précisant la réf. choisie, à Portenseigne, M. Dumont, 50 rue Roger Salengro, Péripole 114, 94126 Fontenay-sous-Bois Cedex.

Philips France, c'est 19 milliards de C.A., 20000 hommes et femmes qui évaluent de la recherche au commercial, de marketing à la production dans l'industrie électronique de l'audiovisuel, l'électronique, l'électronique professionnelle, la téléphonie, les systèmes qui vous offrent les points de l'innovation dans tous les secteurs de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique.

PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

سكينة التلمحي

مكتبة المجلد

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 19 novembre 1986 29

Le Monde
CADRES

Une Direction Générale à forte teneur industrielle à 25 km de Deauville

• Rationaliser la production, piloter deux usines (300 personnes), rendre compte directement au Président (à Paris) sera votre première tâche. Votre intégration et votre réussite seront liées à vos capacités de Directeur Industriel ou de fabrication, acquises dans votre passé.
• Ingénieur de formation, de préférence mécanicien, vous savez franchir les étapes pour être un véritable Directeur Général, la gestion, le marketing sont des techniques où vous êtes créatifs.
Si votre candidature est retenue, nous vous adresserons un profil de poste détaillé. Envoyez, sous réf. CR202, à notre conseil en recrutement, Concordances, 81 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris ou 128 rue Sardou 69003 Lyon. Tél. 78.63.65.60.

Concordances

Mettez tout en oeuvre pour la fabrication de nos produits

Ingénieur études industrielles formation agro-alimentaire

PANZANI

2 Mds de CA, 1700 personnes, 9 usines.
Sur des marchés en croissance sensible, des marques en position de leader, Panzani bien sûr, mais aussi GARBIT, PETITJEAN, MACANL.

Interface entre les directions d'usine, le marketing, la recherche et le contrôle de gestion, vous allez travailler en direct avec le Directeur industriel de la division PLATS CUISINES (plus de 60 produits différents fabriqués dans 3 usines).
A l'aide des évolutions et nouveautés, vous orientez efficacement les choix d'investissement en matière de biens d'équipement, vous suivez les budgets, coordonnez les essais et en tirez les conclusions ; vous définissez les normes de fabrication en intégrant réglementations, contraintes de fabrication, recommandations du marketing.
Investi d'une large délégation, on attendra de

vous une mobilité d'esprit, une compétence et une personnalité propres à « débrayer » les habitudes, à susciter les décisions les plus performantes, c'est-à-dire celles qui non seulement résolvent les problèmes immédiats mais s'inscrivent aussi dans la politique de développement à moyen terme.

Ingénieur grande école, de préférence agro-alimentaire vous avez déjà participé à la vie des produits par le biais d'un poste technique en production ou Recherche/Développement cette étape doit vous permettre d'évoluer vers des responsabilités opérationnelles. Poste à Lyon.

BSN

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre numéro de dossier, sous réf. C 15 M à Catherine Thibaut, BSN Service Recrutement Cadres, 7 rue de Tolbiac, 75011 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

HUTCHINSON

recherche pour son Département Carrosserie en pleine expansion.

LE RESPONSABLE DEVELOPPEMENT DES PRODUITS INSONORISANTS pour l'industrie automobile européenne.

Si vous êtes un jeune INGENIEUR MECANICIEN diplômé, ayant une première expérience industrielle réussie, possédant des connaissances dans le domaine de l'acoustique et une bonne maîtrise de l'Anglais, vous êtes notre candidat.
Sous l'autorité directe du Directeur Technique du Département, vous aurez à rechercher, développer, aider à industrialiser les produits insonorisants pour l'automobile et assurer l'assistance technique et la promotion, en liaison avec le commercial, auprès de la clientèle.
Lieu de travail : Châtelleraulieu (86).

Adressez lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 1871 M à HUTCHINSON Département du Personnel - 2, rue Bolzac - 75008 PARIS.

LES ASSURANCES
MUTUELLES AGRICOLES
GROUPAMA

La Caisse Centrale des Mutuelles Agricoles

recrute pour son SECTEUR COMPTABILITE

jeune chargé d'études H/F

Intégré au sein du Service Comptabilité Générale, il se verra confier différentes missions :

- élaboration de tableaux de consolidation comptables,
- tableaux de bord - gestion des opérations bancaires.

La connaissance des techniques informatiques est indispensable. Jeune diplômé de l'enseignement supérieur en comptabilité, type DECS débutant ou BAC + 2 avec une expérience expérimentale de 3 à 4 années dans la même branche, vous possédez de réelles qualités d'autonomie et de contact.

Poste basé à Paris, puis Marne la Vallée courant 87.

Adressez lettre, C.V., photo et PRETENTIONS, sous la référence CO1 à UCCMA - Service Recrutement - 8/10, rue d'Astorg - 75008 PARIS.

CONTROLEUR DE GESTION SENIOR

Dépendant directement du Directeur Financier et en liaison étroite avec les Directeurs opérationnels, vous serez chargé de fournir les informations nécessaires, d'établir les rapports et d'effectuer les analyses pour conseiller les opérationnels dans la gestion de leur unité. Vous communiquerez à la Direction Financière les données chiffrées et commentées sur les activités et les résultats des unités concernées. Vous veillerez enfin à la bonne application des règles et procédures définies par la Direction Financière.

Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion (ESSEC, SUP DE CO...) maîtrisez l'anglais et pouvez justifier d'une expérience opérationnelle de contrôle de gestion de 5 à 7 ans, de préférence dans une entreprise anglo-saxonne.
Réf. 453M

L'activité se situe dans un contexte d'une société en croissance constante dans laquelle les structures évoluent rapidement de réelles capacités d'adaptation et de relations humaines sont demandées.

Merci d'adresser votre dossier sous référence choisie à notre conseil qui vous garantira une totale confidentialité.

SODERHU,
22, rue Saint Augustin,
75002 PARIS.

FUTUR N°1 D'UNE DIRECTION DE COMPTABILITE (30 PERS.)

Nous souhaitons vous confier à court terme la direction de ce service. Vous aurez à superviser la comptabilité générale et la comptabilité analytique. En collaboration avec le contrôle de gestion, vous harmoniserez les structures et procédures et participerez à l'amélioration des systèmes et au développement de l'informatique.

Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion, si possible complétée par le DECS. Vous maîtrisez parfaitement toutes les techniques comptables et l'outil informatique et vous avez une expérience de 5 ans environ dont une partie en Cabinet anglo-saxon si possible.
Réf. 456M

Soderhu
MEMBRE DE SYNTHEC

SECTEURS DE POINTE

URGENT

filiale société américaine industrie des semi-conducteurs recrute pour banlieue Sud

TECHNICIEN DE MAINTENANCE

BTS ELECTRONICIEN

Expérience souhaitée de 2 à 3 années, en maintenance ou en bureau d'étude systèmes à microprocesseurs et automates.

Anglais indispensable.

Formation assurée aux Etats-Unis. Voltaire fournie.

Envoyer C.V., prétentions et photo à l'attention de Christophe HAUDICET

EATON SEMICONDUCTOR EQUIPMENT
3, avenue Simon Vouet - 78560 LE PORT MARLY
Tél. : 39.56.24.60

BERTIN & Cie

recherche pour sa Division AUTOMATIQUE, INFORMATIQUE, ELECTRONIQUE située à AIX EN PROVENCE

2 INGENIEURS INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

issus d'une Grande Ecole ou Docteur 3^{ème} cycle.

Pour participer à notre activité de création de systèmes Experts et en suivre les applications industrielles : validation, interface, suivi du produit.

L'expérience de PROLOG sur VAX VMS est souhaitée.

Merci d'adresser à M^{me} GUERMENT, s/réf. CG/41, à Société BERTIN & Cie - BP 3 78373 PLAISIR Cedex.

VOUS ETES : Ingénieur Diplômé (si possible avec des connaissances en informatique), environ 30 ans et une expérience en milieu industriel.
VOUS AVEZ : des idées sur les besoins de formation des entreprises et sur les réponses à leur apporter, un homme de contact et d'organisation, un tempérament d'animateur et de réelles aptitudes commerciales.

VOUS ETES : Votre dynamisme et votre esprit d'innovation nous intéressent.

VOUS AVEZ : NOUS créons avec VOUS un poste de

FORMATEUR CONSULTANT

Informations sur nos expériences et compétences : minimum 200 000 F.

Adresser votre candidature avec lettre manuscrite, CV et photo à CESI TOULOUSE - BP 22 - 31131 BALMA CEDEX.

MILLIPORE

filiale française d'un groupe international leader sur le marché des techniques séparatives recherche pour sa division commerciale WATERS :

INGENIEURS DES VENTES

basés à SAINT QUENTIN EN YVELINES pour les secteurs :

- GRANDE BANLIEUE OUEST
- NORMANDIE VALLEE DE LA SEINE

Diplômés en chimie, biochimie, pharmacie et maîtrisant bien l'anglais.

Ils prendront progressivement la responsabilité d'un secteur important de ventes de matériel d'équipement ou d'instrumentation scientifique à l'industrie et à la recherche. Cette activité nécessite un sens réel de la relation commerciale, une expérience réussie de la vente sera donc un atout supplémentaire quoiqu'il soit déterminant.

La sélection s'opérera essentiellement sur la base de qualités personnelles : dynamisme, goût de l'effort, personnalité affirmée possédant le goût de convaincre, et pouvant opérer de façon responsable dans le cadre d'une large autonomie d'action.

La rémunération se compose d'un fixe ainsi que d'un commissionnement sur objectif/volume de fonction.

Envoyez votre C.V. et prétentions à l'adresse suivante : MILLIPORE S.A. - Service du Personnel BP 307 - 78054 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex.

ARE SECTEUR BANCAIRE SECTE

Jeunes sup de co DESS finance et banque

- des opportunités dans le secteur bancaire -
- à des postes de direction d'agence -
- pour des candidats ayant le goût des affaires et de la finance et désireux de s'investir véritablement dans leur vie professionnelle -
- Un groupe bancaire à taille humaine mais d'implantation nationale peut vous offrir ce challenge -
- mobilité à prévoir -

Motivé votre intérêt pour cette offre en envoyant votre CV et photo, sous référence 10290, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75008 PARIS, qui transmettra. Réponses et sélection assurées.

Le CIRCE, centre national d'information scientifique du CNRS, recrute pour la maintenance et le développement de logiciels sur ordinateurs IBM 3090/200 et compatibles

INGENIEURS SYSTEMES et ANALYSTES

Les postes sont à pourvoir dans les domaines des :

- télécommunications et réseaux (SNA, réseaux locaux, hypercanal),
- systèmes d'exploitation (MVS, VM),
- application et assistance informatique (langages, produits, logiciels).

Anglais technique. Diplôme min : maîtrise ou école d'ingénieur. Diplôme O.M. - Nationalité française.

Adressez C.V. et prétentions au Secrétariat du CIRCE. BP 83 - 91406 ORSAY Cedex.

Le Monde CADRES

GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION INTERNATIONALE
REPUTE POUR LE DYNAMISME DE SA POLITIQUE SOCIALE

VOUS VOULEZ EVOLUER : AU SEIN DE LA FONCTION GESTION DE PERSONNEL JEUNE DIPLOME

De formation supérieure, vous avez une première expérience dans la fonction personnel. Nous vous offrons de valoriser vos compétences et d'évoluer vers de plus larges responsabilités. Vous parlez couramment l'anglais. Vous êtes géographiquement mobile. Réf. 11624 AM

CADRE DE LA FONCTION PERSONNEL A ORIENTATION INTERNATIONALE

De formation supérieure (EP, Ecoles Supérieures de Commerce, Droit, CELSA...), vous souhaitez évoluer progressivement vers un poste de Responsable de Personnel au sein d'une Direction Commerciale. Dans le cadre d'une expérience de 3 à 5 ans, vous avez acquis une bonne pratique de la gestion de personnel ainsi qu'une connaissance solide des problèmes d'expansion et de couverture sociale internationale. Vous pratiquez couramment l'anglais ou l'espagnol. Réf. 11624 BM

AU SEIN D'UN SERVICE FORMATION JEUNE DIPLOME

Diplômé d'études supérieures, vous envisagez d'acquies une expérience durable dans la fonction personnel. Nous vous proposons de valoriser vos connaissances au sein du service formation de notre entreprise. Vous pratiquez couramment l'anglais et vous êtes en mesure d'effectuer de fréquents déplacements. Réf. 11624 CM

CHARGE DE FORMATION

Vous avez 30 ans environ, une formation supérieure et une expérience de plusieurs années dans la formation d'adultes en milieu industriel. Nous pouvons vous offrir la possibilité d'élargir votre expérience et vos responsabilités dans ce domaine. Vous pratiquez l'anglais. Vous pouvez effectuer des déplacements de façon régulière. Réf. 11624 DM

Pour ces quatre postes, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence choisie, à :



Personnel conseil
86, rue de Lille 75007 PARIS

ORGANISME PROFESSIONNEL BATIMENT

recherche pour
CENTRE DOCUMENTATION
ST-REMY-LES-CHEVREUSE

DOCUMENTALISTE
2 à 5 ans d'expérience.

- Diplômé(e) IUTD
- Maîtrise de préférence
scientifique.
- Anglais indispensable,
allemand souhaité.

Intéressé pour l'informatique
et goût du travail en équipe
indispensables.

Ecrire avec C.V., photo et
prétentions sous n° 14 060
BLR, 17, rue Labat,
94007 Vincennes, Cedex
qui transmettra.

Ecole des Parents rech. INFOR-
MATEUR SCOLAIRE mi-temps.
Travail par tél. et en équipe.
3.800 F/mois + 13e mois.
Env. C.V. + photo à l'EP, 5, imp.
Bon-Secours, 75011 PARIS.

L'Association pour les éditions
d'AMNESTY INTERNATIONAL

recherche un(e)

RESPONSABLE TECHNIQUE DE L'EDITION

Vous aurez principalement à
prendre en charge le processus
de composition et d'édition de
publications, notamment à par-
tir d'un matériel APPLE, MAC
INTOSH PLUS, et, accessoire-
ment, à assurer une perma-
nence de fonctionnement dans
cette équipe très motivée.

Expérimenté, rigoureux,
enthousiaste, doté d'un certain
niveau culturel avec une bonne
connaissance de l'anglais.
Si ce poste vous paraît être une
étape de votre carrière, merci
d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, prétentions)
sous réf. 402 PA 027 M à
notre conseil.
Edienne Blondau

CENTOR EMPLOI
3 bis, rue Henri-Monnier,
75003 PARIS.

Notre Responsable du Service
GESTION DE PRODUCTION
recherche son (H/F)

Adjoint

Ce cadre sera principalement chargé du suivi en informatique des
approvisionnements. Une expérience de quelques années dans un
poste similaire est indispensable.

Poste à pourvoir à ROMORANTIN.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à
Monsieur P. RUELLAN - Directeur du Personnel
1 Faubourg Saint-Roch - 41200 ROMORANTIN

MATRA AUTOMOBILE

Bernard Krief logistique

Pour promouvoir son développement, BERNARD KRIEF LOGISTIQUE
recherche :

JEUNES INGENIEURS EN ORGANISATION

Mission : participer en équipe à la réalisation de diagnostics portant sur les
approvisionnements, les achats, les stocks, la logistique industrielle et les trans-
ports.

Il est demandé : une expérience de cinq ans dans un cabinet conseil ou en
entreprise ; une grande rigueur intellectuelle ; une aisance dans la communi-
cation écrite et orale.

Il est offert : une possibilité de carrière stable dans un groupe pluridiscipli-
naire ; des interventions variées et intéressantes dans de grands groupes pres-
tigioux ou dans des PME performantes.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la
référence 450 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Analystes de Crédits

Appréhender les risques de crédit, après recherche et analyse
d'informations sur des entreprises de tailles et d'activités
variées : un métier passionnant pour vous, jeune diplômé de
l'enseignement supérieur, motivé par la finance, débutant ou
possédant 2 ou 3 années d'expérience dans ce domaine.

Il vous permettra, en effet, d'exprimer, en toute autonomie,
vos qualités de contact et d'organisation, votre ouverture
d'esprit.

Vous assurerez le suivi des entreprises situées dans un sec-
teur, à Paris ou en Province - (nous exigeons la mobilité géo-
graphique). Vous pourrez envisager d'intéressantes pers-
pectives d'évolution au sein d'une importante entreprise
française privée, en fort développement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
en précisant bien sur l'enveloppe la Référence 3856 à
RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui
transmettra.

Christian LORION et
Edgard METZ ont le plaisir de
vous informer qu'à la suite d'un
rapprochement avec des
partenaires canadiens, la société
INNOVATION SELECTION
CONSEIL qui faisait partie du
Groupe IS CONSEIL, est
devenue :

**Innovation
Consultants**

depuis le 1^{er} Septembre 1986.

**INNOVATION
CONSULTANTS** 34, cours Gouffé
13286 MARSEILLE Cedex 6

DIRECTEUR COMMERCIAL

Ce Directeur devra avoir acquis une expérience
réelle de la vente de produits techniques à
l'industrie et plus particulièrement à la construction
automobile.

Le poste convient à une forte personnalité
- Ingénieur Grande Ecole, de préférence - ayant
exercé des responsabilités commerciales France
et Export dans une entreprise importante
fabriquant des pièces techniques.

Résidence dans l'Est de la France. Pratique de
l'anglais et de l'allemand.

Ecrire à JE. LEYMARIE
CHATELIER CONSEILS
40 ter avenue de Suffren
75015 PARIS

Société région Méditerranée
recherche
pour une de ses usines
**INGENIEUR
ELECTRICIEN**

1 à 3 ans d'expérience,
en génie électrique, électro-
mécanique, électromécanique
et si possible électronique.
500 000 F +

Ecrire C.V., sous réf. 381
à SWEET'S, 8, rue du Data,
75009 PARIS, qui transmettra.

Etablissement hors contrat
banlieue Sud recherche

**PROFESSEUR
EXPERIMENTE (4, 3, 2)**

Histoire-Géographie
pour 11 classes
habitués.

Adresser C.V. à M. Chevalier
B.P. 17, 84320 THAÏS.

Pour BORDEAUX
BANQUE REGIONALE
rech. DIRECTEUR D'AGENCE
adj. ou dir. d'ag. banc. A 30-
35 ans, vous êtes et V ou VI
votre exp. est consolidée par
une bonne form. (bac + brevet
prof. bancaire). Notre banque
régionale vous offre la pos-
sibilité d'acquies une expérience
réelle de la gestion d'une
agence de crédit. Vous serez le
responsable de l'opérationnel
terrain à l'égard des PME,
PMI, pers. de la rég. IV en
dév. le CA, vous gerez l'ag.
ANNEZ l'équipe. Sal. motiv.
Merci d'adresser votre can-
didature (C.V., photo, prétentions
84, cours de Verdun
33000 BORDEAUX) à notre
conseil J. COTTIN 815 conse-
illers, indiv. à Bordeaux, gar. de con-
fiance, réponse assurée.

AGENCE DE PUBLICITE
recherche

**COMPTABLE
UNIQUE**

Expérimenté, mi-temps pour
tenue comptable comptabilité

Adresser lettre manuscrite +
C.V. + photo + prétentions à
PROMO, 1, 5, rue Lagrange,
75003 PARIS.

BERTIN & Cie

Leader Européen des Sociétés de
SERVICE TECHNOLOGIQUE aborde après
30 ans d'existence une nouvelle phase de son
développement et de son expansion.

Dans ce contexte, elle veut s'adjointre les
compétences et le savoir-faire d'

INGENIEURS COMMERCIAUX

dans les domaines suivants :
- Informatique Temps Réel ;
- Télécommunications ;
- Traitement d'Image ;
- Optique ;
- Optoélectronique.

Ces ingénieurs commerciaux devront impérat-
ivement maîtriser couramment l'anglais et
avoir une solide expérience professionnelle.

Ils devront être très fortement motivés par la
vente et l'organisation commerciale.

Rattachés directement aux Chefs de Divisions
opérationnelles, ils auront la responsabilité de
la prise de commandes dans leur secteur
d'activité.

Très bonnes opportunités de développement
pour candidats de valeur.

Ces postes sont à pourvoir à
ALX EN PROVENCE.

Ils impliquent de nombreux déplacements en
France et à l'étranger.

Adresser candidatures à/réf. G.N/1 à :

Société BERTIN & Cie

BP 3 - 78373 PLAISIR Cedex.

Chef de produit restauration

PRODUIT + SERVICE

Filié d'un important groupe international, nous
avons pour activité la restauration commerciale
(effectif 900 personnes).

Nous voulons développer notre action MARKETING
sur les produits et services proposés. Etudes et
analyses, mais aussi qualité et produits doivent
répondre à l'attente des consommateurs.

Communiquer sur les lieux de vente, promouvoir
les produits, développer le C.A. font partie de vos
objectifs.

Vous avez 28 ans et + une formation supérieure
(Ecole de commerce, Agro...), une première
expérience proche du marketing (assistant...) une
vraie forte motivation de la créativité et de la
personnalité.

Le poste basé à Paris est à créer.

A vous de nous séduire.

Merci d'adresser C.V. et photo sous la réfé-
rence M/SO/186 à notre conseil NORAY-
Consultants Francis MUZZAL

41 Boulevard du Montparnasse, 75006 Paris
Tél. : 42.22.82.90 - membre de la CSNCR

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
QUANTITATIVES
en fort développement
recherche

**CHARGE(E)
D'ÉTUDES**

Débutant ou première expé-
rience. Formation supérieure
Marketing
+ notions de statistiques.

Qualités indispensables pour
ces 2 postes : motivation
sens de l'organisation, rapidité,
qualité de rédaction.

Adresser lettre manuscrite,
C.V., photo et prétentions à
RSCG - Immeuble Montclair,
3, r. de Javelot, 75013 Paris.

**ASSISTANT(E)
CHARGE(E)
D'ÉTUDES**

Débutant
ou première expérience.

Qualités indispensables pour
ces 2 postes : motivation
sens de l'organisation, rapidité,
qualité de rédaction.

Adresser lettre manuscrite,
C.V., photo et prétentions à
RSCG - Immeuble Montclair,
3, r. de Javelot, 75013 Paris.

MORTEX INTERNATIONAL
71, r. Ardenne, 75018 Paris
recherche

**SECRÉTAIRE
DE DIRECTION**

Bilingue anglais-français.
Sens de l'organisation.

Origine anglo-saxonne souhaitée.
Fortement motivé, capable.
Envoyer curriculum vitae.

Ets public de log. social
Nord-Est
de la région parisienne
recrute :

**ATTACHÉ(E)
DE DIRECTION**

responsable de la gestion du
patrimoine : politique de
gestion, encadrement de
terrain (150 personnes).

**JEUNE ATTACHÉ(E)
DE DIRECTION**

responsable du Marketing (mise
en place d'une agence conseil).

Formation Ecole de Commerce.

Ecrire sous la n° 8188
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, Paris-7.

Recherche instituteur cours
CE2 privé, logé, nourri,
se domicilie, poste à durée
Tél. : 622-27-72.

**La caisse régionale
de Crédit Agricole de la Brie**
recherche pour son département financier
à MEAUX (77)

JEUNES DIPLOMÉS

Sup de Co ou universitaires (BAC + 4 minimum) + DECS apprécié

Débutants ou première expérience.

Ils participent au sein d'une équipe à la gestion budgétaire et comp-
table ainsi qu'aux études financières dans un environnement infor-
matique évolué.

Rigueur, pragmatisme et aisance relationnelle sont les atouts essen-
tiels qui leur ouvriront de réelles perspectives d'évolution.

Les candidatures, C.V., photo et prétentions sont à adresser à :

Monsieur le Directeur du CA - BP 205 - 77101 MEAUX

**Société marseillaise
de technologie de pointe
spécialisée en instrumentation
et acquisition de données**

recherche

1 INGENIEUR ELECTRONICIEN

(1 à 3 ans d'expérience)

Connaissance micro-processeur série 68000, assembleur et
langage C indispensable, connaissance en conditionnement
de signaux appréciée.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite à SYMINEX,
2, bd de l'Océan, 13275 MARSEILLE Cedex 09.

**Organisation professionnelle
d'une industrie exportatrice**

recherche le

CHEF DU DÉPARTEMENT JURIDIQUE

Il est impérativement demandé une formation supérieure
en droit (troisième cycle) et une expérience
professionnelle d'au moins 5 ans principalement acquise
dans le domaine de droit économique (droit de la
Concurrence, de la Consommation, de la Distribution)
et de droit de la propriété industrielle (Marques...).

Les candidats (es) devront faire preuve
de qualités d'animateur (réunions avec les adhérents).

La pratique de l'anglais est indispensable

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions
sous la réf. 8180

LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, Paris-7.

**ÉCOLE D'INGÉNIEURS
RÉGION PARISIENNE recrute**

**ENSEIGNANTS
VACATAIRES**

EN AUTOMATIQUE.

Ad. C.V. détaillé et photo sous
réf. 8 211 à P. LICHOU S.A.,
10, rue de Louvois,
75002 Paris, qui transmettra.

Compétence et qualité
connaissances et posses-
sion du langage FORTRAN
Envoyer C.V. Cinquante
de Bole-Amour, 19-21, avenue du
Bole-Amour 93700 DRANCY.

المنشور

مكتبة النور

REPRODUCTION INTERDITE

INTERNATIONAL

... Le Monde • Mercredi 19 novembre 1986 31

CONSULTANTS GESTION PUBLIQUE

Cabinet de management de renommée internationale, nous conseillons et assistons administrations publiques, collectivités locales et entreprises publiques des pays en développement.

- **Finances publiques** (conseil financier, organisation et procédures budgétaires et financières, informatique financière).
 - **Micro-économie** : planification ; coordination des aides ; investissements publics (généralistes et spécialistes par secteurs : agriculture, transports, urbanisme, etc.).
 - **Politique et gestion des agents de l'Etat** (fonctionnaires et autres personnels des secteurs public et parapublic).
 - **Management public** (vocations, structures, méthodes et systèmes dans les grands ministères et organismes nationaux).
 - **Etat et entreprises publiques** : statuts, tutelle et contrôles, systèmes d'information économique, financière, technique ; gestion des participations de l'Etat ; diagnostics et audits, plans de redressement et de développement, contrats de programme ; conception et aide à l'application de choix stratégiques (regroupements, fusions, privatisations, abandon d'activités).
- Nos consultants, outre leurs compétences spécifiques dans chacun de ces domaines, justifient d'un savoir-faire en organisation générale et informatique (grands et petits systèmes, micro), en rédaction de textes administratifs, en ingénierie de formation. Tous pratiquent couramment au moins une seconde langue (anglais, espagnol).
- Nous cherchons à étoffer ces équipes, en proposant des missions d'une ou deux années, renouvelables, à des candidats justifiant d'une bonne connaissance d'un ou plusieurs de nos domaines d'intervention.
- seniors, ayant travaillé à des niveaux de responsabilité élevés dans des pays en développement
- juniors, ayant réussi une première expérience de quelques années.
- Résidence à l'étranger. Avantages liés à l'expatriement.

Répondre à **PUBLIVAL 11065**, 27, Route des Gardes, 92190 MEUDON. Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant bien le domaine qui vous intéresse. Discretion assurée.

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RIZICULTURE EN AFRIQUE DE L'OUEST

recherche

SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

L'ADRAO est une association intergouvernementale de pays de l'Afrique de l'Ouest établie pour l'amélioration de la production du riz dans la région. Le centre administratif de l'ADRAO est situé à Monrovia, Liberia. Les langues utilisées par l'association sont l'anglais et le français.

Un successeur au Secrétaire exécutif de l'ADRAO, qui nous quittera en 1987, est recherché. Le candidat doit être originaire d'un des pays membre de l'association.

Le candidat doit avoir d'excellentes qualifications académiques ayant rapport avec les activités de l'ADRAO, et plus spécifiquement les suivantes :

- Expérience d'organisation, d'administration et de management en recherche agricole, de préférence en rapport avec la production du riz ;
- Connaissance des conditions agricoles, économiques et sociales des pays membres de l'ADRAO ;
- Aptitude à traiter avec gouvernements, organisations de recherche ainsi qu'agences de donateurs, actives en Afrique de l'Ouest.

Les personnes intéressées par le poste de Secrétaire exécutif doivent faire parvenir leur candidature, pourvue d'un curriculum vitae récent, avant le 31 décembre 1986 à :

Dr. F.R. Moormann, Chairman,
WARDA Search Committee,
Overkwartierstraat 8,
6585 XV MOOK, Pays-Bas.



A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

organiza um concurso geral documental e mediante provas para a constituição de uma lista de reserva

REVISORES / TRADUTORES PRINCIPAIS / CHEFES DE EQUIPA de expressão portuguesa (m/f*) (COM/LA/503)

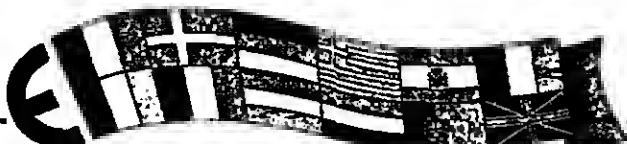
- Se é nacional de um Estado-membro das Comunidades;
- Se efectuou estudos universitários completos;
- Se possui experiência profissional pós-universitária (de, pelo menos, 12 anos), adquirida quer no sector privado, quer no sector público;
- Se tem como língua principal o português e possui um conhecimento profundo de pelo menos duas das seguintes línguas: alemão, dinamarquês, francês, grego, inglês, italiano e neerlandês;
- Se nasceu depois de 6 de Novembro de 1955;

Pode obter o aviso pormenorizado do concurso publicado no Jornal Oficial das Comunidades nº C 280 de 6 de Novembro de 1986, dirigindo-se de preferência por bilhete postal, a:

- Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES, Tel.: 02/235.11.11.
- Secretariado de Imprensa e Informação OCE, rua do Sacramento 1, 1200 LISBOA, Tel.: 010.62.90.

DATA LIMITE PARA RECEPCÃO DAS CANDIDATURAS:
15 DE DEZEMBRO DE 1986.

* A Comissão desenvolve uma política que tem por objectivo assegurar a igualdade de oportunidades entre homens e mulheres em todas as profissões.



LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

organiza un concurso-oposición general para la constitución de una lista de reserva de

REVISORES / TRADUCTORES PRINCIPALES / JEFES DE EQUIPO de expresión española (m/f*) (COM/LA/502)

- Si es nacional de uno de los Estados miembros de las Comunidades europeas;
- Si ha realizado estudios universitarios completos;
- Si posee una experiencia profesional post-universitaria (de al menos 12 años) por lo menos, adquirida ya sea en el sector privado o en el sector público;
- Si tiene como lengua activa principal el español y un conocimiento profundo de al menos dos de las lenguas siguientes: alemán, inglés, danés, francés, griego, italiano y neerlandés;
- Si ha nacido después del 6 de noviembre de 1955;

Solicite (preferentemente mediante tarjeta postal) el anuncio detallado del concurso-oposición publicado en el Diario Oficial de las Comunidades nº C 280 del 6 de noviembre de 1986, dirigiéndose a:

- Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES, Tel.: 02/235.11.11.
- Oficina de Prensa e Información OCE, Calle Serrano 41, 5ª planta, E-28001 MADRID, Tel.: 275.84.80 (de 9 a 13h).

FECHA LIMITE PARA LA RECEPCION DE LAS CANDIDATURAS:
15 DE DICIEMBRE DE 1986.

* La Comisión desarrolla una política que tiene por objeto garantizar la igualdad de oportunidades entre mujeres y hombres en todas las profesiones.

BASE EN BELGIQUE

Pour un puissant groupe industriel multinational européen, commercialisant sur le plan international une gamme de produits de grande consommation largement connue du public, la Direction Générale engage un

INTERNATIONAL MARKETING TOP EXECUTIVE

En relation directe avec le Président du Comité Exécutif, il sera responsable, à l'échelle internationale (Europe, Amérique du Nord, Outre-Mer) de la conception, de la mise en œuvre et de la réalisation de la politique marketing générale et des options stratégiques du groupe.

Cette fonction implique une mobilité opérationnelle, une expérience marquée dans une fonction de marketing international de produits de grande consommation, ainsi qu'une excellente maîtrise de l'anglais.

Cette réelle opportunité de carrière s'adresse à un cadre universitaire (m/f), à personnalité d'entrepreneur, d'organisateur et de meneur d'hommes.

Pour un premier contact, téléphonez-nous pendant les heures de bureau au 32/2649.81.35 ou adressez-nous votre CV en mentionnant la référence LM/NC/1043.

Trust Human Resources,
rue du Beau-Site 21-23,
B-1050 Bruxelles,
Belgique.



Le Monde
CADRES

Dans chacune de nos usines un homme-clef : le patron de la qualité



GERDA DANONE
7 usines en France, 6 usines à l'étranger.
Au service de millions de consommateurs, l'innovation et l'excellence de produits aux marques leader, DANETTE, FOLIES, DAN FRUIT.

Chef de service contrôle qualité

En permanence sur le terrain auprès des équipes, votre exigence vous permet d'atteindre les ambitieux objectifs qualité de notre usine de Seclin (59) - près de 60 000 tonnes/an de yogourts et desserts lactés, 300 personnes.

A la tête d'un service d'une douzaine de personnes, rattaché au Directeur de l'usine, vous apporterez l'expertise scientifique et technique nécessaire à la production pour obtenir le niveau de qualité attendu, contrôlant le respect des spécifications de matières premières, emballages, procédés de fabrication, conditionnement, produits finis, dé-

veloppant des plans d'action et les animant dans l'esprit des objectifs poursuivis. Vous êtes aussi l'interface de la Direction Recherche et Développement, menant des essais et proposant des améliorations, de même que vous contribuez à l'élaboration du Plan Directeur de l'usine et à la définition des investissements. Ingénieur spécialisé en laiterie, au-delà de vos compétences acquises au cours d'une 1^{re} expérience professionnelle réussie, vos qualités pédagogiques et votre « punch » vous permettront de vous affirmer dans ce poste stimulant au sein d'un groupe aux multiples possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. C 25 M en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

TRÈS IMPORTANTE ENTREPRISE DU SUD-OUEST

recherche son

RESPONSABLE SERVICE JURIDIQUE (H.F.)

Il ou elle assurera, en liaison directe avec la Direction Générale, la gestion quotidienne des affaires juridiques en matière de : Droit des Sociétés, Droit Civil, Droit Pénal, Droit du Travail.

Il ou elle aura au moins 35 ans, une expérience confirmée, acquise en entreprise ou dans un cabinet juridique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec C.V. sous référence 8601/LM à :
R.P.A. - 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS, qui transmettra.

Bureau Francis Lefebvre Neuilly - Sablons

recherche pour

son département international

UN FISCALISTE CONFIRMÉ

Pour ce poste d'avenir, une formation spécialisée, une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet international, le sens du contact et la pratique courante de l'anglais sont nécessaires.

Adr. lettre man., photo et C.V. au 3, villa Emile-Bergeret, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex.

Nous sommes un bureau d'Ingénieurs-Conseils allemand ayant une très grande expérience dans le domaine des études et de la supervision des travaux en Europe et Outre-mer. Nous recherchons pour une mission en Afrique de l'Ouest un

CONSEILLER TECHNIQUE

Attaché au Directeur de l'Administration, il sera chargé des fonctions suivantes : « élaboration des stratégies pour un organisme d'entretien des ouvrages hydrauliques », l'inspection et le contrôle des interventions auprès des forages et des travaux dans les atelières, « l'analyse de l'efficacité des systèmes d'entretien et l'élaboration de propositions pour leur amélioration », l'organisation de la procédure de la maintenance, de l'entretien préventif du service de dépannage y compris l'introduction d'un système d'informations, de rapports de travail, « la contribution à la formation du personnel, à l'élaboration et à l'évaluation d'un programme de formation permanente. Le candidat sera un ingénieur universitaire. Expert en organisation et en gestion d'opération de maintenance, ayant une profonde expérience de la conception et du fonctionnement de systèmes d'entretien d'ouvrages hydrauliques spécialisés dans l'alimentation en eau potable. Il aura acquis une expérience en Afrique de l'Ouest.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à DR-ING WALTER INTERNATIONAL (DNI) Ingénieurs-Conseils - Wittanbergstrasse 10, D-4300 ESSEN 1. Tél.: 057528 - Tél.: 19 40 - 20172 00 70

Consultants de niveau international

■ Société du groupe SEMA-METRA, lors des compétences d'une centaine de consultants, nous intervenons en France et à l'étranger, dans les domaines de la stratégie, des structures, des finances, de l'audit et des systèmes d'aide à la décision. Pour soutenir le développement de nos activités internationales, nous recherchons :
Agro-économistes : ils ont une expérience dans la gestion des projets de développement rural en Afrique. Une connaissance des finances publiques et de la formation serait un atout (réf. : 1101).
Economistes généralistes : ils sont familiarisés avec la gestion de projets en Afrique, soit dans le secteur de la

construction et de l'urbanisme, soit dans celui des infrastructures et des transports. Une expérience des finances publiques et de la formation serait un atout (réf. : 1102).

■ Economiste industriel : de formation Ecole des Mines, il possède une expérience concrète de l'analyse économique des projets miniers et connaît l'Afrique (réf. : 1103).

Tous ces postes requièrent une expérience de 4 à 8 ans. Les missions sont situées au niveau de l'administration centrale dans une métropole d'Afrique francophone et sont d'une durée de deux ans ou d'un an renouvelable.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo en indiquant la référence choisie à Florence Carot, SEMA-METRA CONSEIL, 70, rue Cortambert - 75016 Paris



classe

INTERNATIONAL

 **SINORG**

Conseil international - Cette importante société française de conseil international est spécialisée dans les domaines informatique, organisation et management. Elle intervient sur les cinq continents et poursuit son développement en Afrique où elle dispose de 13 implantations permanentes.

AFFECTATION RESIDENTIELLE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Ingénieurs système MVS

Chargés de la mise en place de CICS et de SGBD relationnelles au niveau système, ils assureront aussi le suivi et l'optimisation de l'implantation de terminaux dans un environnement IBM 4381 et 4361 MVS-TSO. Ces postes s'adressent à des candidats ingénieurs de formation possédant une expérience système d'au moins deux ans en site MVS sous CICS. Une connaissance réseau (ACS VTAM - ACS NCP) est souhaitée. Une formation à la partie SGBD est prévue. Réf. B/5902M.

Gestionnaires de base de données

Responsables de la maintenance et du développement de bases de données relationnelles DLI et DATAOM, ils devront également former leurs homologues à cette spécialité. Pour ce poste, nous recherchons des ingénieurs de formation, possédant une expérience de l'analyse et de la programmation et ayant évolué vers la fonction système depuis un ou deux ans dans un environnement MVS TSO. Réf. B/5903M.

Chefs de projet gestion

Ils prendront en charge la conduite de projets de comptabilité, finances et gestion du personnel depuis la reforme de l'organisation et la conception de nouvelles applications informatiques jusqu'au suivi de la réalisation. Chaque chef de projet animera une équipe d'une dizaine de personnes. Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés de grandes écoles ou d'écoles d'informatique et ayant déjà une expérience de la conduite de projet ou de la conception d'applications dans un environnement transactionnel. Une formation complémentaire à la comptabilité ou à la gestion sera appréciée. Réf. B/5904M.

Ingénieurs d'études

Ils seront chargés d'étudier et de réaliser l'automatisation d'applications de gestion sous système d'exploitation UNIX. Les candidats retenus seront diplômés de grandes écoles et auront une expérience d'environ trois ans en informatique de gestion. La connaissance d'UNIX est évidemment un atout. Réf. B/5905M.

Pour ces postes, écrire à A. DAVID, en précisant la référence choisie. (PA Minitel 36,14 code PA).



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le Monde
CADRES

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE

Fabricant américain renommée internationale créateur d'équipement d'arrimage de fret cargo, recherche une personne pour région déterminée.

Nous offrons excellent salaire et exigeons connaissances ventes produits mécaniques et anglais courant.

Envoyer par avion C.V. en anglais en vue d'un entretien en France :

T.E. BENNETT
1169 KATELLA STREET
LAGUNA BEACH, CALIFORNIA 92651 U.S.A.

capitales
propositions
commerciales

PLACEMENTS
INTERETS 18 % Garantie sur
immeubles. 43-45-77-53.

formation
professionnelle

Cfd 43 56 76 05

Initiation au
JOURNALISME MULTIMEDIA
cours du soir - stage pratique
début des cours le 6 janvier 1987

propositions
diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez un document sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (D 161 B.P. 402-05 PARIS CEDEX 05).

Pour être mieux armé dans votre recherche d'emploi, notre cabinet réalise :
C.V. PERSONNALISÉS
Tél. : 40-44-88-17.

travail
à domicile

Et univers. cherche travaux manuscrits à domicile. Ecrire sous le numéro 5 924 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montreuil, Paris-7.

automobiles
ventes

de 5 à 7 C.V.

Ford Escort Laser 1300 5 CV, oct. 83, mod. 84, gris métall., radio, 88 900 km. 33 800 F. GAUTHIER 45-43-20-88 bur., 43-31-70-63 dom.

de 5 à 7 C.V.

A vendre AX 11 TRE 1000 cc, année 87, 70 km Garantie 1 an. Prix 57.000 F. Téléphone : 39-89-01-47 après 20 heures.

enseignement

COURS PRIVÉ HORS CONTRAT PARIS-6 cherche

PROFESSEUR

SCIENCES NATURELLES pour terminale. Séries références exigées. Tél. : 45-22-10-40.

Structure d'appui à PMI exportatrices.

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Capable de créer et d'animer un réseau de distribution des biens d'équipement (tous secteurs) en RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE.

Tél. : M. HUSEMOLLER 47-44-23-98.



LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

organiza un concurso-oposición general con el fin de proveer los puestos de

JEFE DE DIVISION DE LA TRADUCCION ESPAÑOLA (m/f*) (COM/LA/528)

- ☐ Si es nacional de uno de los Estados miembros de las Comunidades europeas;
- ☐ Si ha realizado estudios universitarios completos;
- ☐ Si tiene como lengua activa principal el español y un conocimiento profundo de otras dos lenguas comunitarias;
- ☐ Si posee una experiencia profesional sólida (de al menos 15 años) en relación con el puesto, adquirida ya sea en el sector privado o en el sector público;
- ☐ Si ha nacido después del 7 de noviembre de 1935;

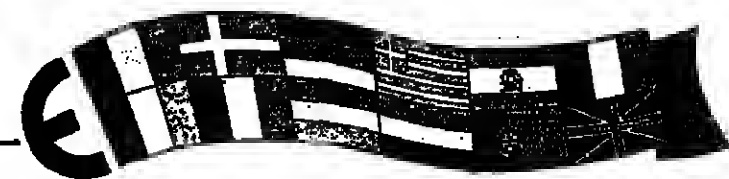
Solicite (preferentemente mediante tarjeta postal) el anuncio detallado del concurso-oposición publicado en el Diario Oficial de las Comunidades nº C 281 del 7 de noviembre de 1986, dirigiéndose a:

Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES. Tél. : 02/235.11.11.

Oficina de Prensa e Información, C/ Serrano 41, 5a planta, E-28001 MADRID. Tel. : 275.04.80 (de 9 a 15 h).

FECHA LIMITE PARA LA RECEPCION DE LAS CANDIDATURAS: 15 DE DICIEMBRE DE 1986.

*La Comisión desarrolla una política que tiene por objeto garantizar la igualdad de oportunidades entre mujeres y hombres en todas las profesiones.



A COMISSÃO DAS
COMUNIDADES EUROPEIAS

organiza concursos documentais reservados para nacionais portugueses para o preenchimento de 9 lugares de

ADMINISTRADORES PRINCIPAIS (m/f)

- ☐ Formação universitária indispensável;
- ☐ 12 anos de experiência profissional.

Para maiores informações, peça o aviso de concurso a:

Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES. Tél. : 02/235.11.11.

LA COMISION DE LAS
COMUNIDADES EUROPEAS

organiza concursos de méritos reservados a nacionales españoles para 35 puestos de

ADMINISTRADORES PRINCIPALES (m/f)

- ☐ Formación universitaria indispensable;
- ☐ 12 años de experiencia profesional.

Para los detalles solicitar los anuncios de concurso a:

FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL INTERNATIONAL

Cette société est spécialisée dans la recherche, la conception et la mise au point de procédés chimiques utilisés dans le secteur minier et les travaux publics. Les usines sont situées sur le plateau Lorrain au coeur de la CEE. Pour consolider son développement international, elle recherche son futur Directeur Commercial.

Rattaché au Directeur Général, il sera chargé d'analyser les marchés, de prendre des contacts et de suivre les clients et de développer les ventes dans les principaux continents par la recherche de partenaires.

Nous souhaitons rencontrer un candidat jeune et de valeur avec une solide formation, Ecole Supérieure de Commerce avec la pratique courante de l'anglais et prêt à s'investir dans ce challenge comprenant des déplacements dans le monde entier. Le poste est basé dans l'Est.

La société est particulièrement performante, elle apporte un esprit d'équipe, une formation pointue, une forte capacité innovatrice, une rémunération élevée et une évolution possible vers le poste de Directeur Commercial.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la réf. M 31/1988 A à :

EGOR REGION EST

18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

SOCIETE MINIERE

RECHERCHE POUR

SON EXPLOITATION

DE MAURITANIE

CHEF DE BUREAU TECHNIQUE

Ingénieur AM ou équivalent, mécanicien expérimenté connaissant les problèmes de préparation de minerais, il aura en charge la coordination des programmes d'entretien des machines (concasseurs, broyeurs) et engins de manutention (convoyeurs, roues pelles, stackers). En liaison avec le service approvisionnement, il suivra les stocks de pièces de rechange. Il assurera l'encadrement du personnel du bureau technique (20 personnes).

Merci d'adresser lettre de candidature avec C.V., prétentions et date de disponibilité sous référence 3661 à : AXIAL Publicité, 27 rue Taibout 75009 Paris, qui transmettra.



A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

organiza um concurso geral documental e mediante prestação de provas com o fim de prover dois lugares de

CHEFE DE DIVISÃO DA TRADUÇÃO PORTUGUESA (m/f*) (COM/LA/529)

- ☐ Se é nacional de um dos Estados-membros das Comunidades Europeias;
- ☐ Se possui estudos universitários completos;
- ☐ Se tem como língua principal o português e um conhecimento profundo de duas outras línguas comunitárias;
- ☐ Se possui uma experiência profissional sólida (de pelo menos 15 anos) em relação com o lugar, adquirida seja no sector privado ou no sector público;
- ☐ Se nasceu depois de 7 de Novembro de 1935;

Pode obter o aviso pormenorizado do concurso publicado no Jornal Oficial das Comunidades nº C 281 de 7 de Novembro de 1986, dirigindo-se de preferência por bilhete postal, a:

Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES. Tél. : 02/235.11.11.

Secrariado de Imprensa e Informação, C/ Serrano 41, 5a planta, E-28001 MADRID. Tel. : 275.04.80 (de 9 a 15 h).

FECHA LIMITE PARA LA RECEPCION DE LAS CANDIDATURAS: 15 DE DICIEMBRE DE 1986.

*A Comissão desenvolve uma política que tem por objectivo garantir a igualdade de oportunidades entre mulheres e homens em todas as profissões.

مكتبة الامم المتحدة

L'assassinat de Georges Besse, PDG de la Régie Renault

Le président-directeur général de Renault, Georges Besse, cinquante-huit ans, a été tué de plusieurs coups de feu, lundi 17 novembre, vers 20 heures, près de son domicile, 16, boulevard Edgar-Quinet à Paris (14^e). Selon les policiers, l'Action directe serait très vraisemblablement responsable de cet attentat. Georges Besse, qui revenait du siège de la Régie Renault à Boulogne-Billancourt, avait été déposé par son chauffeur à une cinquantaine de mètres de l'hôtel particulier qu'il habitait.

Ayant toujours refusé la protection de la police, le PDG de Renault devait achever seul le chemin qui le séparait de son domicile, lorsque deux femmes ont ouvert le feu sur lui, tirant à la tête et à la poitrine. M. Besse est mort immédiatement. Les deux femmes ont réussi à prendre la fuite à pied. En attendant les coups de feu, des membres de la famille de Georges Besse sont immédiatement sortis et sont accourus auprès de lui, mais il était déjà mort.

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, le ministre chargé de la sécurité, M. Robert Pascaud et M. André Girard, ministre de la défense, M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie et le préfet de police, M. Jean Padoa-Schioppa, se sont rendus sur place. L'enquête, ouverte par la section antiterroriste du parquet de Paris dirigée par M. Alain Marsand, a été confiée à la brigade criminelle. Le style de cet attentat — mardi 18 novembre en fin de matinée, n'avait toujours pas été revêlé — correspond aux

méthodes de la branche internationaliste d'Action directe et rappelle d'autres attentats, comme celui qui a été commis contre le général Andran. Il intervient trois semaines avant l'ouverture, le 3 décembre prochain, devant la cour d'assises de Paris, du procès de l'un des dirigeants d'Action directe, Régis Schleicher, et des frères Claude et Nicolas Haïfika, qui doivent répondre du meurtre de deux policiers en 1982, avenue Trudaine.

Un autoritaire chaleureux

« Quand on est industriel, il faut avoir du pot, sinon il faut changer de métier », se plaisait à dire Georges Besse. Il en a eu longtemps. Cet homme discret avait été projeté sous les feux de l'actualité par sa nomination en janvier 1985, à la tête de Renault, entreprise symbole s'il en est. Depuis, la Régie avait perdu son caractère mythique tandis que son patron, lui, acquiescrait une légende. Souverain miracle, homme providentiel... tel que l'étaient les Français, il était devenu l'un des modèles des chefs d'entreprise.

Dieux plus qu'un secret, Georges Besse était par nature. Presque par hasard, issu de la même cité ouvrière, Clermont-Ferrand, que François Mitterrand, doté de récentes convictions, il avait le verbe prudent des paysans du cru. Il parlait peu de lui, de sa famille, de ses cinq enfants. Cela lui valait d'être méconnu — voire peu aimé — de ceux qui ne l'approchaient pas.

En petit comté et au bout de quelques temps, Georges Besse était en fait assez expansif. Derrière ses allures bourgeoises de ténor et son aspect un peu ours, se cachait un humour à la Galbraith. Il adorait les histoires, anecdotes ou paraboles — on en racontait d'ailleurs aussi sur lui depuis qu'il était devenu une « vedette ». C'était sa façon à lui de faire passer des messages de bon sens et de pragmatisme, de séduire son auditoire et de déboucher à l'occasion quelques piques féroces contre certains de ses contemporains. Car il aimait assez jouer les mauvaises langues. Surtout contre les institutions dévoreuses de capitaux.

Son sens de l'économie, presque caricatural pour un Auvergnat, était réel. D'origine modeste — il disait avoir eu peu d'argent de poche dans son enfance — il avait un respect sacré pour l'argent et le plus petit gaspillage le rendait, au moins en pensée, ivre de rage. Ses colères, authentiques lorsqu'il était à la Compagnie générale des matières nucléaires (Cogema) avaient disparu avec l'âge. Mais pas son souci de l'économie.

En la matière, il avait eu de quoi faire en arrivant chez Renault. D'autant que l'entreprise avait un peu dénoté par ses habitudes. Ou plus par ses usages de traditions, telles que celles qui existaient chez les ingénieurs des mines, corps auquel appartenait Georges Besse.

Sous ses airs — faussement — modestes, ce polytechnicien de cinquante-huit ans — il aurait eu cinquante-neuf ans le 25 décembre prochain — était conscient de cette appartenance. Du moins, c'est bien ce que ressentait ses interlocuteurs quand, eux, n'étaient pas « ingénieurs ». Cet esprit de corps avait été renforcé par sa carrière. Pendant près de trente ans, il avait été un homme du nucléaire. Et pas n'importe lequel. Poulain de Pierre Guillaumat, avec pour compagnons de route André Girard ou Michel Pequeur, il avait fait partie des pionniers de l'atome français, tant civil que militaire. Pierrelatte, La Hague, Eurodif, La Hague... il s'était fait un spécialiste des usines de traitement de l'uranium. Mais il n'aurait pas pour autant



qu'on le qualifie de « nucléaire ». Pour lui, une « bande » d'amis avait voulu construire quelque chose pour la France.

Il avait entretenu à des relations privilégiées avec André Girard, qui na cessera de lui apporter son soutien, en tant que patron du Commissariat à l'énergie atomique, puis comme ministre. Celui-ci l'avait même fait nommer administrateur chez ELF, espérant le voir un jour venir le présider du groupe pétrolier à M. Alain Chénedou.

C'est aussi dans le nucléaire qu'il avait acquis un certain goût pour le pouvoir. Il était autoritaire, même s'il s'en défendait. Certains le trouvaient même autoritaire. Il n'a pourtant jamais chamboulé les équilibres dans les sociétés où il a débarré, qu'il s'agisse de Pechiney ou de Renault. Pour lui,

la dynamique de l'entreprise était plus importante que la valeur de telle ou telle personne. Ce qui lui valait ces derniers temps de se faire taxer de l'exisme chez Renault. Préféré de sa seule réputation de redresseur d'entreprises, il arrivait accompagné depuis trente ans de sa même méthode, qui ne variait en rien du prodige. Réduction des coûts, diminution d'effectifs, cession d'actifs, appui de l'Etat actionnaire... Georges Besse ne prétendait pas avoir de recette miracle. Partant vrai, il finissait toujours par convaincre. D'autant qu'il était trop habile pour jouer les va-t-en-guerre avec les syndicats comme avec les pouvoirs publics, ses autorités de tutelle.

Pour ce passionné d'histoire, Clemenceau symbolisait l'homme de caractère de la politique française. Georges Besse aimait à raconter cette anecdote : au début de 1914, Clemenceau, invité par un homme politique qui lui demandait ce qu'il désirait prendre comme portefeuille, avait répondu : « La guerre ». Georges Besse avait pour autant des goûts pacifiques. Non pas la culture des roses en Touraine, comme le lui prêtait la légende, mais le bricolage façon béton ou la lecture. Son ascension professionnelle ne lui avait pas fait perdre le goût pour les choses simples, aimant conduire lui-même sa voiture et sortant peu en ville. Autant dire que cet homme d'envergure, mais toujours chaleureux, ne sera pas seulement difficile à remplacer chez Renault.

CLAIRE BLANDIN.

[Né le 25 décembre 1927 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), Georges Besse est ancien élève de Polytechnique et porteur du corps des mines. Entré en 1956 au Commissariat à l'énergie atomique, on lui confia en 1958 la direction générale d'Urss, la société de construction d'usines de séparation isotopique. Après une incursion de quatre ans dans les télécommunications comme directeur général puis comme président d'Alcatel (1969-1973), il revient au nucléaire comme président du directeur d'Eurodif (enrichissement) de 1974 à 1976, et comme directeur général, puis président de la COGEMA (cycles du combustible) de 1976 à 1982. Le gouvernement socialiste l'appelle alors à la tête de Pechiney (sa maison de retraite) en 1983, puis trois ans plus tard, le 25 janvier 1985, pour succéder à M. Bernard Hanon à la présidence de Renault, entreprise automobile en difficulté.]

Les réactions

Dans les milieux politiques :
• A Ougadougou, où il est en voyage officiel, M. MITTERRAND a déclaré : « La France perd, avec Georges Besse, un numéro un. J'éprouve une grande peine devant la mort, dans des circonstances particulièrement tragiques, de cet homme remarquable. Une grande peine pour les siens, une grande peine pour la France. Cet événement confirme une fois de plus que toutes nos forces doivent s'unir contre le terrorisme, sans défaillance et sans compromis. »

• M. CHIRAC, qui s'est rendu peu de temps après la mort de Georges Besse sur les lieux du drame, s'est dit « horrifié par cet assassinat brutal » et a rendu hommage à « la valeur exceptionnelle » du PDG de la Régie Renault. « Rien ne permet de justifier ou d'expliquer un tel geste », a déclaré le premier ministre. « Un tel comportement exige que tout soit fait pour retrouver et punir, comme il se doit, les coupables. »

• M. MADELIN, ministre de l'Industrie, a affirmé que la France avait perdu « un de ses meilleurs patrons ». M. BALLADUR s'est associé à cet hommage avant d'ajouter : « Aucun homme n'était mieux que lui capable de redresser la situation de Renault. J'attendais avec confiance le résultat de ses efforts. »

• M. JOSPIN, dans un communiqué, « salue la mémoire de cet

homme dont toute la carrière s'est faite au service du service public ».
• M. LE PEN, dans un communiqué, « réclame encore une fois une politique d'union nationale contre les terroristes. Il appartient à François Mitterrand et à Jacques Chirac d'en soumettre conjointement les termes à la représentation nationale. »

Dans les milieux syndicaux :
Tous les syndicats condamnent en termes très vifs l'assassinat du patron de Renault et s'inquiètent de l'atteinte ainsi portée à la démocratie.

• La CFDT, par la voix de son secrétaire général, M. Edmond Maire, estime que les « auteurs de cet assassinat cherchent en s'attaquant aux institutions et maintenant aux personnalités les plus connues du monde économique à installer une stratégie de la tension, une stratégie de la déstabilisation ». Le gouvernement, a ajouté M. Maire, « doit dans les moyens qu'il prend faire attention à cela (...). C'est l'engagement de la peur qu'il faut refuser. »

• La CGT exprime « sa plus vive indignation devant des méthodes totalement étrangères au mouvement ouvrier et démocratique ». M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération CGT de la métallurgie, ajoute : « Quelqu'un pense de la politique d'un industriel comme Georges Besse, et des désaccords éventuels que l'on peut ex-

mer, l'acte dont il vient d'être victime est tout à fait condamnable. Et à Lyon, où une manifestation était prévue devant Renault véhicules industriels le 18 novembre dans la matinée, la CGT a annulé son mot d'ordre. »

• Pour Farce ouvrière, M. André Bergeron, secrétaire général, rend hommage à « un homme droit qui avait mis toute son âme dans l'entreprise de redressement de la Régie Renault ».
• La CFTC, la CGC et la FEN expriment tous également leur indignation devant ce « crime ».

Dans les milieux industriels :
• M. Jacques Maisonneuve : « Je suis d'autant plus choqué par ce meurtre que je suis sur la liste des personnes visées par ces terroristes », a déclaré le directeur général de l'Industrie à l'occasion d'une réunion dans le Doubs, à laquelle il est arrivé escorté par un fort dispositif de protection.

• M. François Périgot a estimé que cet assassinat était « une chose horrible ». Pour le probable nouveau président du CNPF, les grands patrons sont exposés à de tels actes, et il faut savoir se protéger de façon efficace. »

• M. Yvon Gattaz, actuel président du patronat, s'est déclaré « atterré » : « On ne comprend pas pourquoi cette violence aveugle se tourne contre des responsables économiques qui n'ont jamais fait de politique. »

Une lourde succession

Georges Besse laisse une Régie en plein redressement, mais qui n'était pas encore arrivée au terme de sa convalescence. Une grande partie des résultats obtenus depuis deux ans reposait sur la personnalité de ce patron qui avait su profondément modifier la physiologie de l'entreprise. Pour sortir du rouge, fin 1987, Renault ne peut se permettre le moindre écart par rapport au plan tracé par Georges Besse. Son successeur n'aura pas la tâche facile, d'autant que le PDG n'avait pas de second dans l'entreprise et que, dans les circonstances actuelles, une nomination est urgente.

Georges Besse disparaît alors qu'il avait la partie gagnée. Mais sa préférence toute paysanne lui dictait de ne rien laisser paraître. « Quand il dit qu'il a un franc, c'est qu'il en a deux », constatait un de ses proches. Aussi l'optimisme dont M. Besse avait fait preuve au dernier Salon de l'Automobile, en octobre, était-il interprété dans l'état-major de la Régie comme le gage du succès. Les bons résultats commerciaux de ces derniers mois vont lui permettre de confirmer : les ventes ont progressé de 24,7 % en octobre et de 12,5 % sur dix mois. Renault a franchi de nouveau la barre « magique » de 30 % du marché français. La R 5 et la R 25, chacune dans sa catégorie, se vendent bien, et la R 21, la dernière née, fait un « tabac ».

L'amélioration est également sensible sur le plan financier, puisque, affirmait M. Besse dans l'entretien qu'il nous avait accordé le 30 septembre, « l'exploitation est positive depuis le mois de mars ». Cette année, la Régie devrait enregistrer un déficit de 5 milliards à 6 milliards, « seulement ». Un exploit après les 12,7 milliards de francs de pertes en 1984, et les 10,9 milliards en 1985.

Quand M. Besse arrive à la tête de la Régie, en janvier 1985, personne ne donne pourtant bien cher de sa réussite. Dans cette entreprise ouverte aux quatre vents, où les syndicats et le gouvernement font la pluie et le beau temps, il apparaît bien isolé, avec sa seule réputation de redresseur de Pechiney et... sa fidèle secrétaire qui le suit depuis trente ans.

Il commence par se taire. Alors que tout le monde attend le « plan Besse » — véritable recette magique, — son mutisme surprend. « Il me fallait le temps d'apprendre », reconnaît-il un an plus tard.

Pendant six mois, il fait le tour de chaque usine, de chaque établissement, demandant à chacun ses chiffres, ses comptes, son bilan. La méthode est simple, « même simpliste », admet un membre de son entourage à la Régie. Mais efficace. Il voulait se garder de tout mensonge. « Quand on trafique avec des chiffres, ça se voit. » La méthode — la fameuse « méthode Besse » — a beaucoup impressionné. C'est peut-être pourquoi elle a fonctionné. Peu à peu, la Régie a quitté le devant de la scène sociale et politique pour devenir une entreprise — presque — comme les autres.

Indépendance d'esprit

Sans que l'on puisse pour autant parler de consensus social à l'intérieur de l'entreprise, Georges Besse avait cependant obtenu une certaine adhésion du personnel qui avait désamorcé la plupart des actions encore lancées par la CGT, dont la Régie avait été si longtemps l'un des fiefs. A part le dernier « arrêt » de Billancourt, les 21 000 suppressions d'emplois de 1985 et 1986 (sur un

effectif total de 98 000 personnes) s'étaient réalisées sans conflit social d'envergure.

A l'égard du gouvernement, Georges Besse avait conservé son indépendance d'esprit et sa liberté de parole. Nommé par les socialistes, il avait été confirmé par M. Chirac après les élections de mars. Et les engagements financiers pris par M. Bérégovoy (3 milliards de francs de dotation en 1985, 3 en 1986, 4 en 1987) avaient, pour 1986 au moins, été tenus par M. Balladur. Tout n'était pas pour autant réglé. Parallèlement aux restructurations qu'il menait dans le poids lourd, le machinisme agricole ou dans AMC (American Motors Corp.), la filiale américaine de Renault, Georges Besse ne cachait pas qu'il cherchait des partenaires, voire des acquéreurs. Sans succès jusqu'à présent. Mais il escomptait bien que chacune de ces filiales serait en équilibre en 1988. Tout particulièrement AMC, qui, après avoir coûté tant d'argent à la maison mère sans beaucoup de résultats, devrait vivre en 1987 sur un nouveau modèle américain et l'importation de la R 21.

Mais le principal problème auquel devra s'attaquer le successeur de Georges Besse est celui de la structure financière de l'entreprise, qui supporte 65 milliards de francs de dettes. Avec 15 milliards de situation nette négative pour la Régie, Renault n'est déjà pas son bilan si elle n'avait eu le statut particulier de Régie. Son futur patron devra trouver le moyen, avec le gouvernement, de reconstruire les fonds propres — par abandon de créances, dotations... Alors seulement Renault pourra devenir vraiment une entreprise comme les autres.

CL. B.

A travers la presse

Consternation

Tous les journaux ont ouvert ce mardi sur la photo du corps ensanglanté du PDG de Renault devant son domicile, boulevard Edgar-Quinet, à Paris.

« Un tueur n'est qu'un tueur. Et un assassinat crapuleux est un assassinat crapuleux. Celui qui a coté la vie à Georges Besse (...) n'est pas moins méprisable que les autres », écrit ainsi Claude Cabanes dans l'Humanité. « Depuis son arrivée à la tête de la Régie Renault, le 23 janvier 1985, M. Besse avait soumis la grande entreprise automobile au traitement de choc : il avait mis à mal et sa puissance et ses travailleurs. Malgré une vive résistance, il persistait à vouloir « réduire » la Régie et à organiser une chute historique de ses effectifs. Mais le sang d'un PDG qui coule dans un caniveau ne règle pas les problèmes de la lutte des classes, et la disparition de M. Besse ne créera pas un emploi de plus derrière les murs de Billancourt », écrit l'Édition.

Sous le titre « patron cible », les Echos assurent que « la France, à peine remise de la sanglante série d'attentats aveugles du mois de septembre, voit surgir une autre forme de terrorisme : le meurtre symbolique (...). Tout ce que la France peut compter de grands chefs d'entreprise, de grands leaders de l'économie, sont aujourd'hui potentiellement visés à travers ce meurtre ».

Pour Max Clos du Figaro, « comme d'autres personnalités, Georges Besse figurait sur la liste des condamnés à mort en raison de ce qu'il représentait. Le PDG de Renault était le symbole de la puissance économique. Il était un patron haïssable pour ce seul motif ».

Rappelant des propos du ministre de l'Intérieur craignant que « le pire

ne soit pas derrière nous », il ajoute que « le pire est arrivé. Il s'agit peut-être d'un acte isolé. Mais nous pouvons très bien nous trouver en face d'une opération de grande envergure. Qu'en disent les Français le sachant. Qu'ils remplissent leur devoir de citoyens qui est d'aider la police ».

En dernière page, l'Équipe titre : « Renault perd son ténor ». « Georges Besse (...) ne put, hélas ! réussir le miracle de confier l'omelette sans casser des œufs, et les passionnés de sport lui en voulaient beaucoup pour l'abandon en deux temps de la compétition en Formule 1 », écrit notamment le quotidien sportif.

L'assassinat du patron de Renault fait également la une de la presse anglo-saxonne : « Cet assassinat va inévitablement réveiller de nouveaux doutes sur l'efficacité de la politique gouvernementale et sur la capacité de M. Chirac de tenir le terrorisme en échec », note en particulier le Financial Times.

La Régie nationale en chiffres

Premier constructeur automobile français, Renault est aussi la troisième société du pays par l'importance de son chiffre d'affaires (122 milliards de francs en 1985) après ELF et Total. La Régie est la plus importante des sociétés nationales.

Les pertes de 12,5 milliards de francs ont été réduites à 10,9 milliards en 1985 et devraient être comprises entre 5 milliards et 6 milliards de francs cette année. Georges Besse avait indiqué « Renault gagnera de l'argent à la fin 1987 ».

• Effectif 1985 : 196 400 salariés.

• Production 1985 : 1 563 milliards de véhicules.

• Parts de marché 1985 : 28,8 % en France, 10,7 % en Europe (France comprise). 1986 marque un redressement : la part de marché française de Renault a atteint 30,7 % sur les dix premiers mois.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE LA RÉGION GRENOBLOISE

AVIS DE CONSULTATION

Dans le cadre de sa mission de service public, le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE LA RÉGION GRENOBLOISE (S.I.E.R.G.), mandataire de trente communes du département de l'Isère, s'apprête à porter à terme à ses ressources en eau pure une population qui représente actuellement 200 000 habitants.

Cette eau de qualité exceptionnelle, distribuée sans traitement préalable, produit de captage en nappe profonde, alimentée essentiellement par la rivière Romanche.

En vue de maintenir cet acquis inégalé tant pour le santé publique que pour l'économie de la région grenobloise, le S.I.E.R.G. souhaite disposer d'une étude de haut niveau scientifique et technique, opposable à tout projet de nature à porter atteinte à ses ressources en eau pure.

Le rapport d'étude doit à cette fin être établi de façon détaillée le leur évolution prévisible dans l'hypothèse de développement de la Romanche hydroélectrique de France pour la réalisation d'un projet d'aménagement hydroélectrique dit « Chute Romanche-lère ».

Séjés en France, ce rapport devra pouvoir être produit, comme référence incontournable, à l'appui de toutes expertises et dans toute instance, notamment devant les juridictions de la République française et des Communautés européennes amenées à en connaître.

Tous renseignements concernant le contenu de cette étude, les modalités du marché correspondant et les qualifications exigées des candidats sont à demander au S.I.E.R.G., 1, rue de Normandie, B.P. 277 - 38433 ECHOLLES CEDEX - Tél. : 78-23-95-98.

EUROCAP INSTITUT CAPILLAIRE

Plus de 30 ans d'expérience dans les soins du cheveu

4, Place Franz Liszt

75010 PARIS

(1) 48.24.33.82

كتاب الزحل

Le Monde MEDECINE

Nourrissons : les inconnues de la mort subite

La mort subite du nourrisson tue chaque année 1 500 bébés en France. On croyait avoir des appareils permettant de la prévenir. Mais aujourd'hui tout est à revoir.

Il y a quelques jours, une mère de famille de la région nicoise créait l'événement en engageant une action en justice contre la Sécurité sociale. Elle accusait cette administration de ne pas accepter le remboursement de la location d'un appareil de surveillance — 1 200 francs mensuels — pour son jeune enfant, un nourrisson susceptible d'être victime du syndrome de mort subite. Parents victimes d'une administration inhumaine, injuste, criante, premier et alarmant symptôme de la volonté de nos dirigeants de pallier à tout prix les difficultés de la Sécurité sociale.

Il y avait là tous les éléments d'un scandale. Par voie de presse, le scandale éclata. Si fort que M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, crut devoir faire publier un communiqué. Le ministre fit ainsi savoir qu'il souhaitait « une réflexion d'ensemble sur les modalités de prise en charge par la Sécurité sociale de ce type d'appareil ». M. Philippe Séguin, ajoutait le communiqué, « ému par la situation de M^{me} Nicole Chaurion et de son fils, a demandé à la caisse primaire d'assurance maladie de Nice de résoudre rapidement ce douloureux problème. Le détecteur d'apnée, utilisé pour traiter les cas que l'on appelle « mort subite du nourrisson », est nécessaire au traitement médical du fils de M^{me} Chaurion, dont le lieu de prise en charge de tous les frais engagés par la famille au titre de

l'action sanitaire et sociale de la caisse primaire ».

Un communiqué peu banal et qui commence à provoquer des réactions particulièrement sévères chez les spécialistes de cette pathologie. D'abord parce que l'appareil concerné ne peut en aucun cas servir à traiter l'apnée, comme croit pouvoir l'écrire le ministre, mais dans le meilleur des cas seulement la prévenir. Ensuite, parce que la réflexion d'ensemble que souhaite M. Séguin a été menée sous le gouvernement précédent, en termes d'un long travail qui a groupé les différents acteurs concernés.

Les limites de la prévention

Enfin et surtout, parce que l'exploitation médiatique et politique de l'affaire de Nice risque fort de faire reculer les choses dans un domaine difficile. Un domaine où, plus qu'ailleurs, il conviendrait de déboucher sur un véritable consensus de la profession médicale et sur un nouveau type d'information, afin de ne plus continuer à privilégier à outrance les bénéfices d'une technique qui est encore loin d'avoir fait ses preuves.

Tout se passe, en effet, en matière de mort subite du nourrisson, comme s'il fallait accepter les limites de la prévention au même temps que celles d'une technique — la surveillance mécanisée à

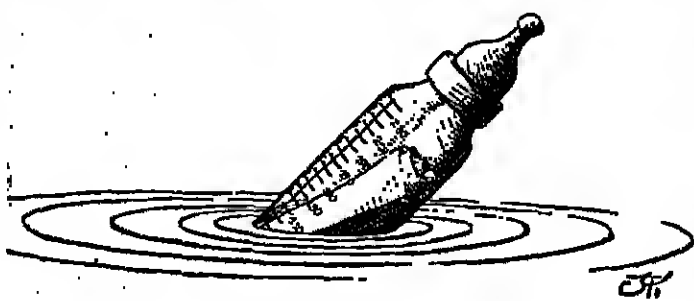
domicile — dont la place exacte reste à trouver.

La mort subite du nourrisson constitue un véritable drame. D'abord, bien évidemment, parce qu'il s'agit de la mort brutale, inattendue et, le plus souvent, inexplicable, d'un bébé jusque-là en bonne santé. Ensuite, parce que ce syndrome est à l'origine de 1 500 morts environ par an en France et qu'il représente, dans tous les pays industrialisés, la principale cause de mortalité post-néonatale. Dans quelles circonstances ce drame survient-il ? Ces circonstances sont presque toujours les mêmes : il s'agit d'un nourrisson entre un mois et six

celle qualifiée par les spécialistes de « rattrapée ». Il s'agit alors de malaises graves survenant chez le jeune bébé endormi et qui nécessitent des manœuvres de réanimation.

Toute la question est, ici, de savoir s'il est possible d'organiser pour ces enfants « à risques », une prévention des accidents qui peuvent survenir ultérieurement.

Une question d'autant plus difficile que l'on ne connaît pas précisément la — ou les — cause de la mort subite du nourrisson. Des appareils (moniteurs cardio-respiratoires ou détecteurs d'apnée) existent depuis une ving-



Dessin de J.T.

mois retrouvé mort dans son berceau à un moment où il était censé dormir, quelques minutes ou quelques heures après son coucher. Dans la majorité des cas, le nourrisson était en parfaite santé, et les visites médicales même les plus récentes n'avaient rien décelé d'anormal. L'entourage n'a été alerté par aucun signe prémonitoire, aucun pleur, aucun cri (1). On distingue sous cette appellation unique la mort subite « expliquée » (l'autopsie permet d'en retrouver la cause), celle « inexplicable » et

taïne d'années. Ils déclenchent une alerte en cas d'arrêt respiratoire de l'enfant. Cette technique a été développée à partir de l'hypothèse dite respiratoire. Celle-ci soutient que le syndrome de mort subite correspond à un trouble de la régulation respiratoire qui se traduit notamment par des apnées (arrêts de respiration) au cours du sommeil. Ces appareils de surveillance sont donc utilisés chez les bébés ayant déjà été victimes d'un accident ou chez les frères et sœurs des enfants victimes de ce syndrome.

Le problème soulevé par cette surveillance mécanisée au domicile tient au fait que la théorie respiratoire demeure, aujourd'hui encore, une hypothèse. Rien, en d'autres termes, ne démontre que les apnées du sommeil sont à tout coup la cause première de la mort des nourrissons. Convient-il dès lors d'avoir très fréquemment recours à une technique coûteuse et hautement stressante pour les parents comme pour l'entourage familial ? La surveillance par moniteur n'est en aucun cas une panacée, assure le professeur Michel Dehan (hôpital Antoine-Béclère, Clamart). Elle n'a pas répondu non plus aux espoirs qu'elle a suscités. En pratique, son évaluation se heurte à de sérieuses difficultés. On sait aujourd'hui qu'il y a des morts de nourrissons sous moniteur.

Il s'agit, pour le professeur Dehan, d'une situation pour le moins ambiguë. « Tout se passe, explique-t-il, comme si les chercheurs étaient prisonniers de leur hypothèse. De leur côté, au fil des ans, les fabricants ont construit des appareils de plus en plus perfectionnés, et le marché s'est développé. Dans le même temps, de manière tout à fait scandaleuse, certains médias ont été inondés d'articles vantant les mérites de cette technique. On a ainsi assisté à une expansion excessive et dangereuse ».

Quelles indications ?

Comment les choses se sont-elles organisées en pratique ? Ces appareils n'étant pas directement pris en charge par les caisses de la Sécurité sociale, des accords ont, ici ou là, été passés entre ces caisses et les associations groupant les parents d'enfants à risques, ces associations ayant pu de diverses manières acquiescer des appareils.

Comment apporter une certaine cohérence dans ce domaine ? Comment réussir à définir de manière très rigoureuse les indications précises qui justifient la surveillance mécanisée à domicile ? C'est pour répondre à ces questions qu'une réflexion multidisciplinaire a été engagée il y a quelques années. En mars dernier, une circulaire de M^{me} Georges Dufoix, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, alors secrétaire d'Etat à la

santé, apportait une série de réponses. On avait décidé de confier aux centres hospitalo-universitaires l'organisation des soins dans ce domaine. Chaque CHU devait désigner un département de référence, chargé notamment de « mettre en place une surveillance sous monitoring à domicile lorsque celle-ci s'avère nécessaire ». D'autre part, les enfants concernés devaient être pris en charge par les établissements hospitaliers ainsi définis. Il s'agissait, en d'autres termes, de tentatives visant à apporter une cohérence là où elle faisait défaut. Dans le même temps, cette circulaire obligeait les CHU de l'aspect financier de la question dans le cadre de leur budget global.

Pas de réponse idéale

« En pratique, ce système renvoie de très sérieuses difficultés », explique le professeur Dehan. D'abord parce que les spécialistes concernés sont plus ou moins intéressés. Ensuite, à cause du budget global. « Tout laisse en effet penser qu'on va rencontrer localement d'importantes pressions pour ne pas aider à créer ce qui constituera, dans l'actuel système budgétaire, une nouvelle activité. C'est-à-dire une difficulté supplémentaire. C'est dans ce contexte que survient la « réflexion d'ensemble » souhaitée par M. Philippe Séguin.

Comment parvenir à faire comprendre à des spécialistes souvent prisonniers des techniques et à des parents légitimement angoissés qu'il n'y a pas, contrairement à ce qu'on a pu dire, de réponse idéale à ce problème ? Comment expliquer que la surveillance mécanisée ne doit pas être mise en œuvre de manière systématique ? Comment faire en sorte que cette technique ne soit plus une simple réponse mécanique à un appel angoissé ? Questions d'actualité pour cette structure d'évaluation des pratiques et des techniques médicales que la gauche avait voulu mettre en place et dont on ne sait plus aujourd'hui si elle verra le jour en France.

JEAN-YVES NAUL.

(1) Extrait de *Syndrôme de la mort subite du nourrisson*. Brochure éditée il y a quelques mois par le Comité français d'éducation pour la santé (9, rue Newton, 75116 Paris).

POINT DE VUE

par Charles Brisset,
président de l'Association française
de psychiatrie.

A folie fait peur, on le comprend, et cette peur incite le public, y compris médical, y compris administratif, à repousser les psychiatres et leurs malades dans l'éloignement géographique et dans l'isolement social. Ce qui rend les problèmes déjà difficiles de nos malades encore plus difficiles. Il y a là une contradiction interne à notre société dont nous n'arrivons pas à nous libérer, mais dont il est facile de comprendre combien elle est nuisible.

Un exemple frappant de cette erreur est actuellement en cours à Poissy. Depuis 1974 s'est installé à Poissy un centre psychiatrique actif dont l'originalité est qu'il est situé en face de l'hôpital général et lié à ses activités. L'équipe de ce centre travaille en liaison intime avec les médecins et les spécialistes de l'hôpital. Le projet des deux structures permet,

pour l'ensemble des patients, pour l'enseignement des médecins et des personnels, pour les relations avec les médecins et avec le public, une collaboration féconde. Le service psychiatrique assume ses fonctions pour un secteur géographique étendu, de Médan à Conflans-Sainte-Honorine et de Maurecourt à Achères. Un coup d'œil sur la carte montre que la localisation de cet hôpital est pratique pour la population.

Ces deux avantages — implantation dans un ensemble hospitalier général et — localisation au centre des populations desservies — risquent de disparaître si le projet aberrant de l'administration vient à ses fins. Le 11 septembre 1986, une décision administrative annonçait que ce service serait déplacé dans l'hôpital psychiatrique des Mureaux, mais implanté, mal desservi, et surtout représentatif d'une politique détestable et périmée à l'égard des malades psychiatriques (1) : celle de l'éloignement et de la ségrégation de

la folie. Toute la politique moderne des professionnels dans tous les pays consiste à rendre à nos malades leur place dans la communauté, en les discriminant le moins possible.

Quelles raisons sont alléguées ? « Une économie substantielle ». Il s'agit de mettre dans les locaux du centre, à Poissy, un service de « long et moyen séjour », actuellement implanté en ville et devenu trop petit. Le déménagement aux Mureaux tient à ce que l'hôpital bâti près de cette ville est en partie inoccupé (2).

On n'a pas consulté les professionnels. On n'a pas écouté la commission médicale consultative de Poissy. On propose de transporter le lieu d'hospitalisation des malades hors de leurs secteurs de vie. On n'hésite pas à détruire le travail patiemment acquis en douze années pour s'offrir, à Poissy, aux mêmes lieux, l'hospitalisation à temps plein, l'hôpital de jour, l'hôpital de nuit, le centre de consultations, le centre de for-

mation d'infirmiers (30 élèves par an), le lieu de travail d'une centaine de personnes. Le service de Poissy est un exemple de ce qui devrait être réalisé partout, si ce n'est encore possible que dans peu d'endroits.

Le public doit être informé de la désinvolture avec laquelle une décision malfaisante a été prise, de la menace qu'elle fait peser sur tant de personnes, du mépris qu'elle manifeste pour une œuvre dynamique qui fait honneur à notre pays.

Déménager Poissy aux Mureaux serait, à la lettre, une régression.

(1) L'erreur des Mureaux provient de l'ancien état des choses, qui a été souvent dénoncé. Si cet hôpital est en partie vide, c'est justement qu'il avait été mal conçu. Trop grand, trop loin, trop carcéral. Beaucoup sont encore dans ce cas.

(2) NDLR : au ministère de la santé, on indiquait en fin de semaine dernière qu'aucune décision définitive n'avait été encore prise concernant ce projet de transfert.

Peur folle



du 17 novembre au 17 décembre
le mois de la 309
chez NEUBAUER
REPRISE
DE VOTRE VOITURE
7000 F au moins
pour tout achat d'une 309
neuve ou de direction
• vignette gratuite
• financement personnalisé exceptionnel
NEUBAUER
227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

ipesup médecine pharmacie
1ère classe préparatoire aux concours HEC-ESSEC
Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures
78, rue de Clotilde-Notre-Dame
75004 Paris - 43-25-63-30
HEC-ESSEC... SCIENCES-PO... MEDICINE... PHARMACIE...

le dernier rapport officiel publié ?
réponse sur votre Minitel...
DOCTEL
LA DOCUMENTATION FRANCAISE

BOUTIQUE PAULE MARROT
Linge de table, linge de lit, nappes, sets, plateaux, parapluies, trousseaux, etc.
EN VENTE A PARIS
Grands magasins et 16, rue de l'Arcade (8^e)
M^{me} Madeleine - Tél. : 42-65-76-02
Ouvert du lundi au vendredi de 10 heures à 18 h 30

HUMIDIFICATEUR D'AIR A EFFICACITE VISIBILE (Procédé : ultrason)
Pour bureaux et maisons jusqu'à 150 m²
Respirez l'air pur, sans bactéries et dans le silence, comme si vous étiez à la montagne.
Distributeur : Joseph Brand,
Carniche NLM DRAP, 03340 LA TRINITE
Tél. : 83.27.11.34. Téléfax : 462.227. F

Réforme des hôpitaux : le corps pas d'accord

Mis à part les « grands patrons » qui, dans l'ensemble, se félicitent du rétablissement des services comme unité de base de l'hôpital, la plupart des syndicats critiquent le projet de réforme hospitalière. Un projet profondément injuste, selon M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé.

Le docteur Francis Peigné, président de l'Association nationale des médecins hospitaliers, nous a déclaré qu'il était « d'accord avec l'objectif de la modernisation et de l'adaptation de l'hôpital public ». Pourtant, il ne lui semble pas que ce projet de loi en prenne les moyens : « On ne modernise pas une entreprise en restaurant aux structures anciennes qui ont fait la preuve de leur rigidité et de leur cloisonnement et en accroissant encore les pouvoirs de l'administration hospitalière au détriment des véritables initiateurs de soins que sont les médecins. Ce n'est pas non plus en rétablissant dans toutes leurs prérogatives des chefs de service nommés pratiquement à vie que l'on va contribuer à faire participer et à responsabiliser réellement les médecins hospitaliers les plus jeunes.

Quant au secteur privé, M. Barzach avoue elle-même qu'il est d'abord une compensation à la médiocrité des salaires des praticiens. Peut-être aurait-il mieux valu révoquer ces salaires, notamment dans les hôpitaux généraux. « Le résultat, conclut le docteur Peigné, que nous ne discernons que trop bien sur le terrain, c'est la désaffection croissante des jeunes médecins hospitaliers envers l'hôpital

public et leur tentation d'émigrer vers le privé (hospitalier ou libéral). »

Réaction encore plus hostile de la part du Syndicat de la médecine hospitalière (SMH) pour qui « ce projet entame toute forme réelle de départementalisation, élude le problème de la responsabilité des non-chefs de service, met en danger la survie de pans entiers de l'activité hospitalière, pérennise une politique de rémunération notoirement insuffisante, accentue le caractère bureaucratique de l'hôpital ». A propos du rétablissement du secteur privé, le SMH regrette que l'on se soit à demander aux médecins de « combler les insuffisances du budget hospitalier en siphonnant des revenus complémentaires auprès de certains de leurs malades. Voilà les médecins devenus mendiants, chargés d'aller trouver eux-mêmes les moyens financiers de faire fonctionner leurs services ».

Le CGC, pour sa part, approuve « la volonté du ministre de rendre aux médecins hospitaliers la possibilité d'exercer une activité libérale ». En revanche, se syndicat considère que M. Barzach « commet une erreur lorsqu'il revient à la notion de service comme unité de base de l'hôpital ». Pour la CGC,

« le département reste la structure la mieux adaptée aux impératifs de gestion actuels ».

La CFCTC, quant à elle, souligne que le projet de M. Barzach « concerne soit les médecins, soit les propriétaires d'établissements » et que « pas un mot n'a été prononcé en faveur des personnels paramédicaux ». Réaffirmant son « opposition à l'exercice médical privé en hôpital public », la CFCTC rappelle que, depuis la nomination de M. Barzach au gouvernement, « aucun texte d'application » du statut des six cent trente mille agents hospitaliers de service public — adopté par le Parlement — « n'a encore été publié ».

Pour la CGT, la réforme hospitalière de M. Barzach « promet de nouveau de beaux jours au mandarinat », renforce « l'autoritarisme » et fait « peu de cas des malades et du personnel soignant ».

« Une analyse fautive »

Enfin, M. Odile Sasso, secrétaire générale du syndicat CFTD des personnels de l'Assistance publique de Paris, estime que les solutions préconisées par M. Barzach ont été élaborées à partir d'« une analyse fautive de la situation hospitalière ». « Ces solutions, ajoute-t-elle, vont à l'encontre même de l'objectif de la nécessaire modernisation du fonctionnement des hôpitaux publics et de la maîtrise des dépenses hospitalières ».

Un aspect « important » de la réforme de M. Barzach — la possibilité pour les établissements privés de se regrouper à condition de ne pas créer de lits supplémentaires — a été assez peu commenté. Pourtant, nous a déclaré M. Claude le Pen (université

Paris-DK), « les possibilités de concentration ouvertes au secteur privé peuvent entraîner une réelle mutation structurelle de ce système, avec la constitution de « chaînes » de cliniques ou d'hôpitaux privés ; le secteur de l'hospitalisation privée offre en effet de grandes possibilités de rationalisation interne et de consolidation qui peuvent être très attractives pour des investisseurs privés.

Aux Etats-Unis, on le sait, le mouvement est très largement avancé : 67 % des lits privés appartenant en 1982 à des chaînes privées contre 33 % en 1973. Quatre sociétés (Hospital Corporation of America, Humana, American Medical International et National Medical Enterprise) possèdent plus de la moitié de ces lits. Le secteur des soins médicaux a fait son entrée à Wall Street, certaines de ces sociétés y étant cotées.

Un débat s'est largement ouvert, le docteur Reiman dénonçant dans un article fameux du New England Journal of Medicine, l'émergence de ce nouveau « complexe médico-industriel » dans laquelle il voit une menace pour le sens des responsabilités et pour l'éthique médicale traditionnelle. C'est ce débat sur l'avenir du système de santé, sur l'évolution de ses modes de « régulation interne », sur la place respective du secteur public et du secteur privé, sur les modalités de gestion de l'un et de l'autre, sur leur efficacité respective à remplir des missions différenciées, que l'économiste de la santé aimerait voir se développer plutôt que des joutes idéologiques à court terme qui dissimulent plus qu'elles ne résolvent les vrais problèmes et les vrais enjeux ».

tales du service public, développer progressivement un véritable esprit d'entreprise ». Enfin, dans Le Monde, elle affirmait : « Aujourd'hui, l'hôpital ne fonctionne pas ».

Toutes ces variations dénotent des approximations. Or que constate-t-on objectivement ?

1. Le patrimoine hospitalier français public n'a cessé de s'enrichir. Nous avons, de 1981 à 1986, dans un contexte de difficultés économiques, pratiqué une politique d'investissements très heureuse, qui a profité aux hôpitaux, aux malades et à notre industrie ;

2. Eo ce qui concerne les créations de poste, vingt-huit mille emplois ont été créés, douze mille agents ont été titularisés ;

3. Concernant la fuite des médecins hors des hôpitaux, de 1981 à 1985 il y a eu en moyenne chaque année moins de 1 % de départs de praticiens hospitaliers ;

4. Enfin, de 1981 à 1984, le taux d'entrée des praticiens hospitaliers a été deux à trois fois supérieur au taux de sortie.

Je souhaite donc que le gouvernement actuel fasse aussi bien que nous.

Propos recueillis par
FRANCK NOUËL

Un artiste de la greffe

Le professeur Jules Traeger, l'un des pionniers des greffes rénales, mesure le chemin parcouru depuis trente ans.

« UNE aventure extraordinaire » : le professeur Jules Traeger parle ainsi des bouleversements auxquels il a été associé tout au long d'une carrière professionnelle qui a débuté, juste après la guerre, comme interne à Lyon, une ville à laquelle il est toujours resté fidèle.

Long chemin, en effet, dont on ne donnera ici que les plus grandes étapes : le rein artificiel, inventé par le Hollandais Koff pendant la guerre et développé à partir de 1955 à l'hôpital de l'Anticaille. Les progrès décisifs de cette technique, avec l'utilisation très intensive du shunt artério-veineux de Scribner, qui permit de régler la délicate question de l'équilibre veineux, de patients et donc de permettre le traitement des insuffisances rénales chroniques (trois mille cinq cents bénéficiaires aujourd'hui en France). La première greffe lyonnaise de rein aura lieu en 1961. Après les Américains de Boston et les Parisiens Kuss et Hamburger, Jules Traeger va développer le centre le plus performant des greffes rénales. En 1976, avec le professeur Jean-Michel Dubernard, sera réalisée la première greffe de pancréas.

Ces « premières » se sont développées à partir d'une priorité absolue : « Nous avons toujours privilégié le rôle de base des soins infirmiers, chirurgiens, médecins, ainsi que de la technique opératoire », rappelle-t-il, car, lorsqu'on sait maîtriser une bonne routine — au sens noble du terme — thérapeutique, on améliore les statistiques de succès de 30 %, alors que, pourtant, le professeur Traeger, « si l'on tient compte d'une manière précise, de la comptabilité des tissus, on ne les améliore que de 10 % ». Mieux même : « Si on veut trop faire attention à l'historique comptable, on opère moins, et donc on casse cette fameuse routine ».

Ce plaidoyer pour des services techniquement parfaits n'occulte pas les recherches — dans la tradition de la médecine biologique dont il se réclame — qui ont fait faire des pas décisifs dans l'étude des médicaments « anti-rejets ». Le sérum antilymphocytaire, utilisé notamment par le professeur Bernard, pionnier des greffes cardiaques, est né à l'hôpital Edouard-Henriot, dans le service du professeur Traeger. Dans ce domaine, on entre, estime-t-il, dans une ère de « révolution thérapeutique » (ciclosporine, anticorps monoclonaux) : « On va trouver des méthodes anti-rejets très actives. Peut-être avec des médicaments. On s'apercevra peut-être que le sérum antilymphocytaire était un précurseur puisqu'il contenait beaucoup d'anticorps ».

L'avenir ? L'amélioration spectaculaire des résultats devrait se poursuivre. Il y a dix ans, un greffon de pancréas survivait deux ans dans 20 % des cas. Le chiffre est monté à 60 % aujourd'hui. Le domaine des greffes est encore vaste. Les greffes orthopédiques (doigts, voire membres) ? « Dans dix ans », prévoit le professeur Traeger. Les greffes caliculaires (moelle, tissus fœtaux) sont en plein développement, et on peut, à plus long terme, « envisager » des greffes de colules nerveuses pour des « régénérations ». Pour le traitement du diabète, il prévoit le succès des recherches en cours sur les greffes d'îlots pancréatiques. « On arrivera à les faire tolérer par l'organisme. Sans doute en les protégeant des agressions immunologiques ».

Des souhaits financiers

Localement opérateur de l'association France-Transplants, le professeur Traeger a des souhaits financiers à formuler. Il n'y a pas, à proprement parler, de manque d'organes, estime-t-il en substance. Ce qui manque, ce sont les hommes et les structures au niveau des comités d'éthique. « Il faut des centres capables de permettre le maintien en survie, dotés d'instruments de mesure d'activité cérébrale... ».

Toujours actif au sein de l'unité de recherche en pathologie métabolique et rénale, Jules Traeger — ce « mandarin » qui ne refuse pas son titre de « patron » et qui affirme même qu'il y a « mieux à faire » que de « tenter de limiter l'action des chefs d'école-légitimes qu'il sont » — a un autre regret. « Il est désolant de laisser l'âge de la retraite. En médecine, quand on est à la retraite, on ne peut plus être professeur « emeritus », et on perd le moyen de travail global que l'on avait connu... ».

Le professeur Traeger aurait, il est vrai, encore beaucoup à apprendre. Il est proche pour parler du « tableau clinique » broché par Roger Martin du Gard décrivant l'agonie de Thibault, père, mort d'insuffisance rénale chronique dans d'atroces souffrances. C'était au temps de la paléo-médecine du rein. Celle d'avant le professeur Traeger et d'autres...

CLAUDE RÉGENT.

★ Sur l'histoire des greffes d'organes et leur avenir, on peut se reporter à un récent ouvrage : *Homme, greffe, d'une chimère à l'autre*, travail collectif dirigé par MM. Jean Crosnier et Henri Krici. Préface de Jean Hamburger. 310 p. Larousse.

M. Edmond Hervé : « Un conservatisme coûteux et injuste »

« D'UN point de vue général, comment juger-vous le philosophe du projet de loi de M. Barzach ?

— L'analyse des différents projets actuellement présentés par le gouvernement montre qu'ils sont, dans leur ensemble, placés sous le signe d'un authentique conservatisme. Un conservatisme que je considère comme coûteux et profondément injuste. Le gouvernement met en œuvre les positions qui étaient les siennes lorsqu'il était dans l'opposition. En outre, ses projets sont, et je le regrette beaucoup, l'expression d'un certain élitisme. Cette réforme hospitalière marque un retour à une philosophie qui était celle qui prévalait en 1943, faisant des services l'alpha et l'oméga de l'institution hospitalière. En outre, le principe de la nomination des chefs de service pour cinq ans, reconductible après décision ministérielle et avis des comités médico-consultatifs et des conseils d'administration, est l'expression de la plus forte centralisation qui puisse exister. Conséquence : on court le risque d'un engorgement. C'est le meilleur moyen, ainsi, de conserver le statu quo.

— Que pensez-vous de l'idée d'une départementalisation facultative ? L'urgence n'était-elle pas d'instaurer la souplesse ?

— Nos textes ont été caricaturés. L'opposition à nos textes — je le perçois encore mieux aujourd'hui avec le recul que me donne le temps — a été une opposition non pas technique mais partisane. Mme Barzach le reconnaît d'ailleurs dans l'interview qu'elle a accordée à votre journal. Elle présente la départementalisation comme « la » solution moderne. Eh bien, il faut donc la mettre en place ! Et, contrairement à ce que l'on dit, les textes officiels que nous avons signés sont souples. Il y est dit ce qu'il faut que chaque hôpital arrête sa propre carte de la départementalisation. J'ai même déclaré au Sénat, puis à l'Assemblée nationale, qu'un département pouvait être constitué par un seul et unique service. C'était pour marquer notre pragmatisme, notre souplesse.

— Je voudrais en outre souligner la cohérence de notre démarche. Je ne la retrouve pas dans les projets gouvernementaux. Budget global, départementalisation, PMSI (projet de médicalisation des systèmes d'information), centre de responsabilité, ouverture de l'hôpital sont cinq points ou ne peut plus solidaires de la modernisation de l'hôpital.

— A propos du secteur privé, M. Jean de Kervasdoué, ancien directeur des hôpitaux, disait récemment qu'il n'avait « pas de

religion ». Il se demandait si ce secteur ne pourrait pas être considéré comme « la liberté de leçons particulières », faisant référence aux parents qui paient des leçons à leurs enfants, sans pour autant être les plus riches.

— Je reconnais que les jeunes praticiens, hospitaliers notamment, ont des rémunérations qui demandent à être améliorées. En revanche, globalement, les rémunérations des hospitalo-universitaires sont acceptables. Le contexte de 1986 est profondément différent de celui de 1958. En conséquence, je considère que la réintroduction du secteur privé à l'hôpital est profondément inégalitaire et injuste.

« Besoin de solidarité »

— Elle est inégalitaire tout d'abord entre les médecins eux-mêmes. Car vous avez des médecins qui peuvent pratiquer le secteur privé et d'autres qui ne le peuvent pas. Le rétablissement du secteur privé induit également une autre inégalité, entre le corps médical et les paramédicaux. La communauté hospitalière aujourd'hui a besoin de solidarité, et tout ce qui peut être créateur de tensions au sein de cette communauté est une menace pour l'avenir de l'hôpital. Et puis, je le dis tout net : la réintroduction du secteur privé est un facteur d'injustice. L'argent devient un critère de choix du malade et du médecin. Cela me choque. On ouvre les portes à un système qui opposerait une médecine de riches à une médecine de pauvres.

— Cette réintroduction du secteur privé ne se justifie-t-elle pas par la situation qui prévaut actuellement dans les hôpitaux ? M. Barzach n'a-t-elle pas dit que l'hôpital « ne fonctionnerait pas » ?

— J'aimerais bien que le gouvernement ait une opinion très affichée concernant l'hôpital. Ainsi, M. Barzach déclarait le 30 avril que « l'hôpital public est dans un état de délabrement ». Le 24 mai, dans une interview au *Quotidien du médecin*, elle affirmait que l'hôpital « marche en avant ». Dans la revue *Information hospitalière* de juillet-août 1986, elle indiquait que, « dans un contexte difficile, les hôpitaux ont su s'adapter et, tout en respectant les missions fondamen-

PIERA AULAGNIER
UN INTERPRÈTE
EN
QUÊTE DE SENS

RAMSAY

PSYCHANALYSE
Collection dirigée par Pierre Fédida

OFFICIERS MINISTÉRIELS
VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

ADJ. au Tribunal de commerce de PARIS-4, 1, quai de Corne, par le ministère de M. POPELIN, notaire associé à PARIS, le 26 novembre 1986, à 14 heures, d'un FONDS de commerce de vente de MOBILIER, objets mobiliers, décoration, agencement, sis à FRESNES (94), 18, rue des Jachères, comprenant : son commercial, cuisine, électricité et schéma de y attachés, droit au bail des locaux. Mobilier, matériel, marchandises seront à reprendre par l'adjudicataire ou ses. MISE A PRIX : 300 000 F. pouvant être baissée. Consignation : 50 000 F. VISITES sur place : les 20 et 25 novembre 1986, de 9 heures à 11 heures. RENSEIGNEMENTS : M. POPELIN, notaire, 164, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, 75001 Paris. Tél. 47-25-66-00, rlx. YC.

M. BOESSET, syndic, 23, rue du Record, PARIS-14.

Vie sur rue, Palais Jussieu PONTAISE (95), JEUDI 20 NOVEMBRE 1986, à 14 h
PROPRIÉTÉ DITE «HOTEL BEAU RIVAGE»
COMMUNE DE PLOUHA (22580), lieu-dit «BRÉHEC»
Bâtiment principal à 4 niveaux - Bâtiment annexe - Cour - Terrasse
e 24 a 31 ca - Mise à prix : 572 000 F
Consign. pour each. 60 000 F. S'ndr. M. ALANOU-FERNANDEZ, avocat, 53, rue P.-Buis, à PONTAISE (95300) - Tél. : 30-32-20-66 - Pour visiter, sur place.

Partir
L'accompagnement
des mourants

Entretiens avec
Emmanuel Hirsch :
Dr Emmanuel Goldenberg,
Robert William Higgins,
Hugues Librel,
Dr Isabelle Martin,
Françoise Resenblatt,
Dr Michèle Salomagne,
Dr Renée Selig-Lamot,
P. Patrick Vespier,
Fr Robert Zittoun

avec la participation de
P. A.-M. Carré,
de l'Académie Française
et de Bernard Martine,
producteur de « Voyage
au bout de la vie »
(TFI).

200 p. 60 F

cerf

مكتبة الأهل

SECTEURS DE POINTE

La Route du rhum en direct

Les firmes informatiques trouvent dans les compétitions sportives l'occasion de montrer leur savoir-faire.

EN 1964, un navigateur français presque inconnu, Eric Tabarly, gagnait la course transatlantique en solitaire. Les journalistes eurent quelque mal à trouver des informations sur lui et sur son voilier. Quant à savoir comment s'était passée la course... Lui seul pouvait le dire, et il n'était pas bavard.

En 1986, on apprend plusieurs fois par jour où sont les concurrents, quels sont leur vitesse et leur cap, quelle route ils ont suivie, quels emmises ils connaissent... pour ce dernier chapitre, la matière n'a pas manqué. On établit un classement qui n'a qu'une valeur indicative mais facilite l'appréhension de la course. On

peut même prévoir la date d'arrivée de chacun, avec des résultats qui devraient être fiables dans les derniers jours, mais qui sont actuellement de la plus haute fantaisie. Chaque concurrent communique fréquemment avec ses sponsors et son équipe de soutien, et s'il est physiquement isolé au milieu de l'Atlantique, il peut parler comme il veut, à qui il veut, pourvu que le gros temps lui en laisse le loisir. On est loin du 22 à Asnières.

La course en haute mer, banc d'essai des technologies de pointe, permet de développer des systèmes de communication et de montrer à un large public ce qu'on sait faire. Le système Argos de localisation par satellite, conçu au début des années 70, mis en place à partir de 1978, n'avait certes pas pour objet de suivre des voiliers de compétition. Mais ce sont les voiliers qui l'ont fait

connaître. De même, les firmes informatiques trouvent dans les courses transatlantiques, comme dans les soirées d'élections, une occasion de prouver la puissance de leurs moyens et la sophistication de leurs techniques.

Le dispositif mis en place par IBM-France, avec l'assistance de Sema-Metra pour la programmation, joue résolument sur le spectaculaire. Il permet d'afficher dans chacun des centres de presse, à Paris, à Saint-Malo et à Pointe-à-Pitre, une image colorée de l'Atlantique où est tracée la route qu'a suivie chaque voilier, repéré par un numéro, et sa position comme la plus récente. On peut modifier cette image de plusieurs manières, par exemple pour faire apparaître les noms de certains voiliers, ou pour faire un zoom sur une région de l'océan. Il y a quatre ans, la Sysca, filiale de Thomson, avait géré une opération analogue, mais si le système

Argos était déjà utilisé, les possibilités graphiques étaient plus restreintes. Le système permet aussi l'envoi automatique de télex d'informations à divers destinataires et la téléimpression de « dernières nouvelles ».

En passant par Marne-la-Vallée

Derrière les écrans, il y a l'ordinateur du centre technique IBM de Marne-la-Vallée. Les informations émises par les balises Argos sont recueillies par des satellites américains de la NOAA quand ceux-ci survolent la région où évolue le voilier. Après un trajet complexe qui passe par la station du Svalbard, sur la côte est des États-Unis, les informations brutes sont acheminées à Toulouse, où la CLS, filiale du Centre national d'études spatiales, établit la position et la vitesse de chaque voilier au moment du recueil des signaux par satellites. Ces données sont consignées dans un fichier que l'ordinateur de Marne-la-Vallée interroge à intervalles réguliers.

Il en tire les informations nécessaires à l'établissement des cartes et des classements. Pour ces derniers, il faut tenir compte des routes différentes de chaque voilier et des heures de recueil de l'information par les satellites, heures qui changent d'un bateau à l'autre. L'option retenue a été de mesurer le trajet restant à parcourir suivant la loxodromie (cap constant) et non l'orthodromie (route la plus courte).

Suivre cette dernière conduirait les voiliers à mettre cap à l'ouest pendant plusieurs jours, alors qu'ils vont au contraire au

sud chercher les alizés. La loxodromie est une option plus réaliste, mais les routes réelles, gouvernées par les informations météorologiques et le flair du skipper, ont des trajets bien plus complexes. Par ailleurs, pour tenir compte des heures différentes auxquelles sont prises les informations, l'ordinateur fait reculer les voiliers pour lesquels l'information est la plus récente, de manière que les positions prises en compte soient simultanées. Les écarts de temps sont assez faibles pour que l'incertitude entraînée par cette correction n'affecte guère le classement.

Celui-ci reste cependant bien aléatoire, gouverné qu'il est par les incidents de course, les rencontres de cargos ou d'épaves, les dématages. On devrait voir plus clair pendant la deuxième

semaine, où l'on peut espérer des conditions de vent plus régulières. C'est alors que les prévisions de date d'arrivée commenceront à devenir réalistes et qu'il sera intéressant de voir dans quelle mesure elles sont exactes. Mais nul n'attend une grande précision, car sinon... la course ne serait plus la course.

MAURICE ARVONNY.

SUR MINITEL

Par minitel, le Monde diffuse chaque jour l'information en continu. Un spécial Route du rhum permet de suivre les concurrents en direct : le fil AFP de la course, les cartes, les classements, la météo marine. 3815, taper LEMONDE.

Les aléas du sauvetage

GRACE à leur suivi, à heures régulières, de la progression des bateaux en course, les balises Argos facilitent et devraient permettre d'accélérer les mesures de sauvetage en cas de naufrage. Dès lors, on peut s'attendre que deux jours se soient écoulés entre le repérage de l'épave du catamaran *Royale* à quelque 500 kilomètres au large des côtes portugaises et l'intervention des plongeurs de la marine nationale.

Arrivé sur les lieux quelques heures après le repérage, un cargo danois n'avait pu mettre une chaloupe à l'eau, compte tenu de l'état de la mer. Le rayon d'action des hélicoptères ne permettait pas leur intervention, à moins d'embarquer l'appareil sur un navire.

Les opérations de sauvetage dépendent des lors des autorités qui veillent sur la zone maritime concernée. Ces moyens d'intervention, très importants, par exemple, en Bretagne depuis la catastrophe de l'*Amoco-Cadiz*, sont très différents d'un pays à l'autre. Caux des Portugais étaient alors concentrés sur d'autres naufrages qui mettaient en péril la vie de quatre-vingts personnes.

Il ne restait plus aux organisateurs de la Route du rhum qu'à solliciter l'intervention de l'escorte d'escadre *Maille-Brézé*, qui faisait escale dans le port espagnol d'El Ferrol et qui s'est mis en route le dimanche matin.

G. A.

Écritures automatiques

Les écritures non latines résistent à l'informatique. Pour des raisons économiques et culturelles. Mais pas pour longtemps.

EN 1987, toutes les écritures du monde pourront s'afficher sur un écran d'ordinateur. Sur un même terminal multilingue, on pourra écrire en chinois, japonais, cyrillique, grec, arabe, hébreu. Déjà ces langues sont dactylographiées sur des prototypes informatiques à Lyon, Aix-en-Provence, Sophia-Antipolis ou dans la Silicon Valley.

Les ingénieurs de la langue voient plus loin : une tour de Babel informatique, grand magasin de la communication écrite, où sont traitées des écritures rares, les textes complexes de l'Orient, les traces écrites de la mémoire du monde.

Aujourd'hui un quotidien chinois édité à Paris doit se composer à New-York par satellite via le défilé

« cantilations » analogues à des post-modernismes, signes graphiques à valeur tonale et sémantique.

Stimulés par ces résultats, les chercheurs ont engraissé d'autres systèmes d'écriture. « Nous travaillons à la demande, comme un tailleur devant un beau tissu. Vous voulez de l'araméen, l'ancêtre des langues sémitiques ? C'est possible. Du grec ? On vous le prépare. » Toujours selon le même principe : on dessine en grand, on mémorise l'image, on l'affiche en petit, on l'imprime.

Cartes infatigables

Pour quels usages ? L'édition, le commerce, etc. Pour quels clients ? Les organisations internationales, les services secrets, les centres de traduction ou de recherches linguistiques. Ainsi le Centre de recherche et d'études linguistiques (CREL) d'Aix-en-Provence (3) a livré soixante-six terminaux à la filiale informatique militaire de Thomson, la Cimsa. Celle-ci les a adaptés à ses clients arabes du golfe Persique,

Avec l'informatique, deux solutions apparaissent : soit continuer à privilégier l'anglais et s'en accommoder ; soit faciliter le traitement automatique des langues « difficiles », qualifiées de « rares » dans l'enseignement occidental, en réalité « majores » par le très grand nombre de gens qui les lisent. Dans ce match Anglo-Saxons contre reste du monde, les premiers nommés ont pris un avantage considérable. Leur alphabet latin simplifié peut aisément se démultiplier avec l'aide de l'informatique.

« Une langue s'automatisera ou elle mourra », lançait en mars dernier le premier Manifeste européen pour la sauvegarde du patrimoine linguistique de l'Europe, placé sous l'égide de la CEE. Du coup, les chercheurs réorientent leurs recherches : laissez, disent-ils, la traduction automatique, coûteuse, peu fiable, et travaillons la lexicographie. John Becker, spécialiste d'intelligence artificielle aux États-Unis, abandonne la traduction assistée par ordinateur « après dix ans de travaux infructueux » pour se consacrer aux textes multilingues.

Terminal multilingue

« Le même outil à Paris, Athènes, Bangkok, cela représente une économie considérable », explique Moncef Moulou, responsable scientifique du projet MALIN (MALIN : multilinguisme et multi-linguisme en informatique). « Comparez la mise au point d'un terminal grec à un terminal multilingue : pour 100 francs investis dans le premier, vous ne dépenserez que 130 francs dans le second, un surcoût dérisoire par rapport aux dépenses des traductions dans chaque langue des logiciels courants. »

Les pays en voie de développement craignent d'être esclaves des logiciels occidentaux. Nous avons tort de privilégier l'économie-business par rapport à la culture », déclare Abdelkader Rahmani, un des directeurs d'Unibsys, société parisienne qui a acheté le brevet du Calligraphe. Dès 1987, elle compte mettre sur le marché un écran général de caractères non latins à un prix comparable à celui d'un micro-ordinateur professionnel (moins de 50 000 francs).

Outre la dactylographie toutes langues, d'autres recherches se tournent vers le courrier électronique, telles celles de John Becker pour Rank Xerox à Palo-Alto (États-Unis) (5) ou la traduction de logiciels avec Moncef Moulou, qui tente d'aborder aujourd'hui la phase industrielle de MALIN après deux ans de recherches. « Nous allons, dit-il, essayer de proposer un outil de type Macintosh pour moins de 2 000 dollars (13 000 francs), sinon j'abandonne le projet. »

CHRISTIAN TORTELL.

(1) Le Calligraphe, terminal graphique, est compatible avec les ordinateurs à sortie RS 232 C. Son processeur graphique (NEC T220) gère 128 K-octets de mémoire d'écran.

(2) CATAB, 81, rue de la République, 43, boulevard du 11-Novembre-1918, 69622 Villeurbanne Cedex ; tél. : 78-93-74-37.

(3) CREL, 132, boulevard de Cléchy, 75017 Paris.

(4) Pour le traitement de la langue arabe, voir Alix, 3410 Griffith Street, Ville Saint-Laurent, Québec (Canada) ; tél. : (514) 738-9171.

(5) « Le traitement de texte multilingue », in *Pour la science*, septembre 1984, Paris.

Français	Arabe	Russe	Hébreu	Chinois
arbre	شجرة	дерево	עץ	树
rivière	نهر	река	נהר	河

Les mots « arbre » et « rivière » tels que les affiche le Calligraphe, terminal multilingue conçu par le CATAB à Villeurbanne (il ne s'agit pas d'une traduction mais d'une dactylographie sur plusieurs registres). Qualité graphique rehaussée par l'impression laser.

L'arabe (chiffres à gauche) a été écrit de droite à gauche avec ses voyelles « a » marquées par une barre oblique. Même sens pour l'hébreu. Le chinois disposant d'idéogrammes, le russe est écrit en alphabet cyrillique.

lance des systèmes de traitement de texte. Pourtant un simple micro-ordinateur peut écrire votre nom en hiéroglyphes égyptiens ! Paradoxe de la politique scientifique des laboratoires, à la difficulté technique du traitement de texte multilingue, à la faiblesse apparente du « marché ».

« Nous avons dû nous-mêmes concevoir un outil pour nos recherches », nous expliquait quelque temps avant sa mort Gérard Weil, professeur d'hébreu à l'université Jean-Moulin à Lyon. Impossible d'imprimer le texte hébraïque de la Torah avec toutes ses particularités sans un recours à l'étranger. Avec son équipe, il met au point le Calligraphe, un terminal « intelligent ». Les lettres, dessinées par un artiste calligraphe, sont ensuite codées. La machine mémorise ce code.

Pour afficher le caractère correspondant, l'opérateur devait, jusqu'à présent, taper le code. Le souplesse du traitement permet par un jeu de touches d'afficher un caractère puis de sélectionner la lettre ou l'idéogramme. Un écran à très haute définition (786 432 points) peut alors restituer le signe, traité comme une image. La composition puis l'impression offset prennent alors le relais sans difficulté (1).

Depuis deux ans le laboratoire est très visité. Spécialistes chinois, étudiants iraniens, syriens, mexicains, israéliens se rendent au Centre d'analyse et de traitement automatique de la Bible et des traditions écrites (CATAB), à Villeurbanne (2). Grâce au Calligraphe, les chercheurs ont réussi une première : démontrer que le rythme du texte divin répond à une loi mathématique, sur le modèle de la théorie des ensembles, découverte bien plus tard. Ce rythme s'appuie sur des

dont l'arabe saoudite. Objectif : la fabrication et la gestion de cartes d'identité infatigables en caractères arabes (4). Avec le CATAB et CREL international — société anonyme issue de l'association aixoise — le traitement de texte multilingue s'entend au sens large : le terminal affiche l'alphabet ou les idéogrammes, et un ordinateur compléte le texte. Car ces outils restent réservés aux spécialistes, qui doivent les adapter à leur domaine.

Mais pourquoi certaines langues résistent-elles à l'informatique ? L'arabe s'écrit de droite à gauche, quand ses lettres ne s'emplissent pas comme des trilles, en diagonale descendante. Leur forme varie selon quatre modèles en fonction de leur emplacement dans le mot. Le persan et l'ourdou sont en ce sens des écritures arabes. Le chinois peut s'écrire verticalement comme le japonais ou le japonais. Il n'est pas alphabétique mais composé d'idéogrammes. Le thaï se permet d'« éclater » certaines lettres qui embrassent leurs voisines. Dans de nombreuses écritures, des signes encombrant le traitement automatique : accents, cédille en français, voyelles facultatives dans les alphabets consonantiques tels que l'hébreu et l'arabe, mais voyelles indispensables pour un classement documentaire exhaustif.

Cette résistance des langues à l'automatisation peut être surmontée. Les Japonais ont mis au point bien avant la naissance de l'informatique une écriture complexe, évolutive, mais sans concession à son identité. Elle dose avec intelligence les caractères idéographiques chinois appelés kanji, les caractères hiragana du japonais traditionnel et les kata kanasyllabaires adaptés aux néologismes et aux mots d'origine étrangère.

GRAND CONCOURS

Le Monde
CAMPUS



Devenez
« JUNIOR-REPORTER »
du MONDE/CAMPUS

Chaque mois,
3 billets d'avion aller-retour
PARIS/NEW-YORK
à gagner

Pour tout savoir sur ce concours

Achetez

Le Monde

Mercredi 19 novembre
(numéro daté jeudi 20 novembre)

SECTEURS DE POINTE

Responsable micro-informatique de direction

Le profil recherché est celui d'un
**INGENIEUR INFORMATICIEN
OU GRANDE ECOLE DE GESTION
SPECIALISE EN MICRO-INFORMATIQUE.**

Notre Société 5 milliards de C.A., 8 établissements, développe une politique micro-informatique visant à doter les Directions du Siège et des Etablissements de moyens de décision et de gestion performants.

Notre Responsable Micro-Informatique participera à l'élaboration de cette politique et en assurera la réalisation dans une optique d'optimisation des outils en terme de rentabilité, en proposant éventuellement de nouveaux schémas d'organisation.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo et indication de la rémunération actuelle), sous référence 2475-M, seront traitées en toute discrétion par

a et j ourlin CONSEILS DE DIRECTION
ET AV. ALSCHELOFF
92100 ANTONY

RESPONSABLE DES ETUDES

Nous sommes un des premiers groupes d'assurance français. Le département «Agents Courtiers» de notre Direction Informatique conçoit et met en place les systèmes informatiques relatifs à la gestion des produits d'assurances et à la gestion interne des cabinets d'assurances (comptabilité, fichier clientèle, paye, bureautique).

Le développement de notre mission auprès des agences du groupe (1 600 dont 500 informatisées) et des courtiers, implique la création du poste de Responsable des Etudes.

Adjoint direct du Responsable de Département (qui comprend 25 personnes pratiquement toutes cadres), votre mission est la suivante :

- analyser les besoins des agents et courtiers pour améliorer et compléter les systèmes informatiques existants et développer de nouveaux logiciels,
- établir les cahiers des charges,
- assurer l'interface avec les équipes de réalisation.

De formation supérieure (grande école ou université), vous avez une expérience informatique d'au moins cinq ans dans un environnement IBM (moyen ou grand système) et vous avez conduit des projets significatifs.

Les perspectives d'évolution sont très motivantes. Le poste est à pourvoir à La Défense.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature à : HB, 66 avenue Victor Hugo, 75116 Paris, sous la référence 101 X.

L'INFORMATIQUE DU FUTUR



«SYSTUS» passe une vitesse supérieure !

Logiciel leader sur le marché Français du Calcul de Structures, SYSTUS fait des percées réussies sur le plan international. Si vous êtes intéressé par notre pari, si vous avez de l'enthousiasme, rejoignez notre équipe de vente car nous recherchons un

Ingénieur commercial

Ingénieur de formation, des connaissances techniques dans le domaine de calcul de structures et une première expérience de la vente sont indispensables.

L'Anglais courant est une autre compétence exigée. Le poste est basé à PARIS LA DEFENSE et implique quelques déplacements France et étranger.

Merci d'envoyer à FRAMATOME - Département Recrutement - à l'attention de B. SECHET - PLACE DE LA COUPOLE - TOUR FIAT - 92084 PARIS - LA DEFENSE.

FRAMATOME

INVENTEZ ET GÉREZ POUR GAGNER.

Création de poste

Très important groupe industriel français à vocation internationale cherche

Ingénieur «communications»

Rattaché au responsable des communications du groupe, vous avez une double mission à assumer :

- Conseiller et assister les unités du groupe dans la mise en place de leurs systèmes de communications d'établissements (voix, données... images?);
- Participer, à l'occasion de ces actions concrètes, à l'élaboration de la politique de communications du groupe.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou équivalent avec une option télécommunications, vous avez acquis une expérience de deux ans minimum dans une SSII ou une grande entreprise, portant sur l'étude et le suivi d'installations à prédominance bureautique, avec utilisation d'une infrastructure à base de PABX ou de réseaux locaux. Lieu de travail : Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération souhaitée, réf. 3104/LM à Claudine FERRY-CLEMENT qui étudiera votre candidature en toute discrétion, Sélé-CEGOS, Tour Chenanceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS
INFORMATIQUE

Banque **BNL**
Nicolet Lafanechère et de l'Isère

Banque grenobloise (400 personnes) dont le dynamisme est reconnu, nous renforçons notre Direction du système d'information en accueillant

un organisateur,

pour participer à l'amélioration des performances de nos agences et des services centraux. Nos projets d'organisation sont variés, concrets et ne se limitent pas à l'analyse fonctionnelle de projets informatiques.

Jeune ingénieur ou Sup de Co, vous êtes déjà organisateur en milieu bancaire et souhaitez élargir vos compétences, pour viser dans 3-4 ans d'autres responsabilités. Vous les aurez, dans notre réseau ou à notre siège.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 3821 LM) à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
RUE SALLERIE 38000 GRENOBLE
PARIS - LYON - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur commercial

200.000 F



Implanté dans le monde entier, ce groupe français a développé depuis une quinzaine d'années une technique de recrutement des sols. Pour s'intégrer à l'équipe commerciale France, il recherche un jeune ingénieur commercial dans le domaine du génie civil. Dépendant de la direction technico-commerciale, il aura la responsabilité, sur un territoire donné, de la promotion de la technique auprès des prescripteurs (les DDE tout particulièrement mais aussi des entreprises TP lors de l'appel d'offre). Ce poste conduira à un ingénieur diplômé génie civil, âgé de 28 ans au moins, ayant acquis une expérience technique en bureau d'études ou en méthodes ainsi qu'une première expérience commerciale lui ayant permis de négocier avec des interlocuteurs en DDE et en entreprise TP. Ce poste implique de fréquents déplacements sur la France et éventuellement à l'étranger. Une voiture de fonction est fournie. La rémunération annuelle, liée à l'expérience du candidat, sera de l'ordre de 200.000 francs. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D 2789M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gervains - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche

INGENIEURS ETUDE ET DEVELOPPEMENT

pour la mise en œuvre de :

CFAO	Systèmes de CAO et tests automatisés de circuits électroniques en technologie avancée (Réf. 201).
LOGICIEL AVIONIQUE	Logiciels temps réel de grande qualité dans les domaines aéronautique et spatial (Réf. 202).
TRAITEMENT DU SIGNAL	Simulation de systèmes, synthèse d'images, logiciel intégré temps réel (Réf. 203).
GENIE LOGICIEL	Langages de spécification, compilateurs, outils de test, intelligence artificielle (Réf. 204).
SYSTEMES NUMERIQUES INTEGRES	Systèmes temps réel de simulation et validation, de transmission de données, architectures multi-microprocesseurs (Réf. 205).

INGENIEURS SYSTEME, RESEAU, EXPLOITATION

Pour le support de son réseau d'ordinateurs IBM 3090-200, 3081 KK, DEC VAX 785, etc... Environnement SNA, MVS, CICS, VM/CMS, UNIX, VMS, etc... 1 500 terminaux (Réf. 206).

Merci de nous adresser votre candidature (lettre et C.V.) en précisant la ou les références répondant à vos aspirations.

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT - DIRECTION DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL - 55, QUAI MARCEL DASSAULT - 92214 SAINT-CLOUD.

Entreprise leader dans notre spécialité, nous appartenons à un groupe industriel allemand. Nous recherchons pour nos laboratoires situés en Région Parisienne

INGENIEUR CHIMISTE DEBUTANT

NOUS OFFRONS :

- Une formation complète au traitement de surface des métaux par conversion chimique.
- Une rémunération motivante.
- Une évolution à moyen terme vers une fonction technico-commerciale. L'allemand ou l'anglais est indispensable.

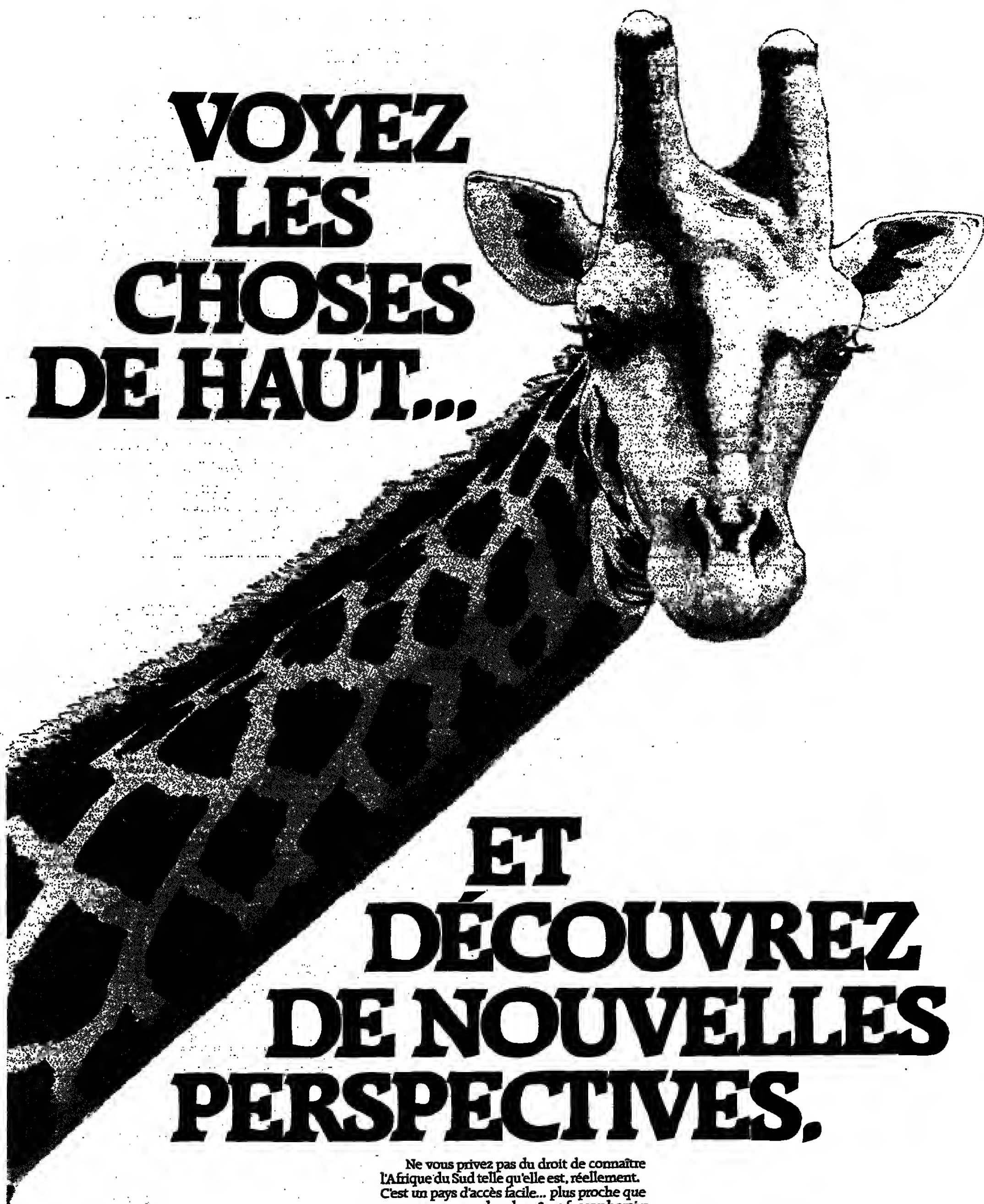
Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + présentations à CONTESSE PUBLICITE sous réf. 15786 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

مكتبة الأمل

هكذا نرى الأفريق

... Le Monde • Mercredi 19 novembre 1986 35

**VOYEZ
LES
CHOSSES
DE HAUT...**



**ET
DÉCOUVREZ
DE NOUVELLES
PERSPECTIVES.**

Ne vous privez pas du droit de connaître l'Afrique du Sud telle qu'elle est, réellement. C'est un pays d'accès facile... plus proche que vous ne pensez... dans le même fuseau horaire.

Laissez-vous séduire par sa faune et sa nature exotiques et sauvages... éblouir par ses villes bâties sur l'or et les diamants... envoûter par la beauté féerique du Cap et sa Montagne de la Table.

Constatez - agréable surprise - le côté positif des profonds changements en cours en Afrique du Sud. Cela, déjà, vaut le voyage. Profitez aussi du taux de change avantageux qui fait d'un voyage en Afrique du Sud une affaire à ne pas manquer. Exercez votre droit de voir par vous-même. Vous serez comblé par la chaleur de l'hospitalité sud-africaine.

Et vous reviendrez... à plusieurs reprises.

L'AFRIQUE DU SUD.

UN PAYS A VOIR... ET REVOIR.



satour

Forfaits touristiques à partir de 9000 F pour 8 jours, avion, voiture et hôtel compris. Satour, j'aimerais obtenir des informations touristiques complémentaires sur l'Afrique du Sud.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

A renvoyer à Satour, 9 boulevard de la Madeleine, 75001 Paris. Téléphone: (1) 42 61 82 30.

MD1

Economie

L'assassinat de Georges Besse, PDG de Renault
La police soupçonne Action directe

(Suite de la première page.)
Les spécialistes de la lutte antiterroriste en tirent au moins trois conclusions provisoires :

1) LA FIN DE LA « PAUSE-DES ASSASSINATS ». — Cela faisait près de huit mois qu'Action directe n'avait pas repris ce que le groupe considère comme une « offensive ouest-européenne contre le centre de l'impérialisme ». De fait, le dernier acte criminel de cette campagne revendiqué par le groupe terroriste s'était soldé par un « échec ». Victime d'un véritable guet-apens sur le pas de sa villa, en avril dernier, le vice-président du CNPF, M. Guy Brana, avait échappé par miracle aux tirs. Depuis 1985, le groupe avait adopté une nouvelle ligne « politique », consistant à s'en prendre à la vie des principaux responsables de l'armée et de l'économie du pays. C'est ainsi qu'un commando tira à bout portant sur l'ingénieur général René Audran, en janvier 1985, tué sur le coup, puis tenta d'assassiner le contrôleur général des armées, Henri Blandin, en juin 1985.

Pendant ce temps, le groupe clandestin dissout par le gouvernement en août 1982 commettait divers attentats par explosifs particulièrement violents, comme ceux contre le siège de l'organisation intergouvernementale de police criminelle, Interpol, en mai, ou contre le siège de l'OCDE, en juillet.

L'assassinat de Georges Besse, lundi soir, serait ainsi la confirmation redoublée par les services de police d'une reprise des assassinats du groupe, en France, sous le prétexte que « la vie humaine n'est pas un absolu en soi, une valeur mythi-

que », pour reprendre une formule du groupe terroriste belge des CCC, allié privilégié d'Action directe.

2) LE DÉFI RENOUVELÉ. — Si les autorités attribuent l'assassinat du patron de la régie Renault au groupe Action directe avant d'en avoir la preuve, c'est bien en raison des divers signaux reçus depuis quelque temps. Les PDG des grandes entreprises nationalisées et un certain nombre de hauts fonctionnaires — notamment dans l'armée et dans l'industrie — avaient reçu des messages de prudence depuis plusieurs mois. Une protection leur avait été proposée, apparemment refusée par Georges Besse ne désirant pas être entravé dans ses déplacements.

On constate ainsi que les terroristes ont choisi pour « cible » non seulement l'un des meilleurs chefs d'entreprise, selon l'avis de ses pairs (*Le Monde* du 15 novembre), mais aussi l'un des plus vulnérables parce que l'un des moins protégés. Son chauffeur-garde du corps a déposé Georges Besse à quelques dizaines de mètres de son domicile, 16, boulevard Edgar Quinet, à Paris.

Dans un autre ordre d'idées, on remarque également qu'Action directe a soigneusement évité de commettre des actions terroristes spectaculaires durant toute la dernière période alors que la France était la victime du terrorisme proche-oriental. Comme si le groupe français ne voulait pas courir le risque de ne pas faire entendre son « message ».

3) L'ÉLARGISSEMENT DES THÈMES D'ACTION. — Jusqu'à présent, la branche « internationaliste » du groupe Action directe

visait explicitement des « objectifs » en rapport plus ou moins direct avec des organisations internationales (OTAN, OCDE, Interpol, etc.), ou des hommes pouvant apparaître comme les symboles d'une politique internationale. La première évolution avait été enregistrée en avril avec la tentative d'assassinat du vice-président du CNPF. Cette fois, Action directe délaissait encore un peu plus sa politique « européenne » pour se placer sur le terrain français et, par exemple, prendre la « défense » des employés de chez Renault. La branche « internationaliste » était contournée du fait à la fin des années 70 et au début des années 80, prétendant combattre « les forces oppressives » des immigrés, des marginaux, des sans-emploi, etc., en commettant, alors, des attentats par explosifs, en prenant soin de ne pas faire de victimes ou mirant les façades de bâtiments comme ceux du CNPF ou du ministère de la coopération.

C'est dire si, depuis sa création, en 1979, Action directe s'est radicalisée. Fondée à l'époque par plusieurs militants de l'ultra-gauche dont Jean-Marc Roullan, marqué par la lutte antiraciste, le groupe s'est progressivement durci et divisé en deux grandes tendances. En 1982, une scission donnait naissance à une branche « nationale » qui a commis des policiers puisque ces derniers signés Action directe ces dernières années, et à une branche « internationaliste » probablement plus radicale.

La branche « nationale » est, désormais, relativement bien connue des policiers puisque ces derniers ont porté un coup redoutable à son

organisation en mars dernier. L'arrestation d'André Olivier, chassé depuis plusieurs années, et la récupération de ses archives volumineuses ont permis aux enquêteurs d'inculper une dizaine de personnes, même si Maxime Frérot, l'un des piliers du groupe, est toujours recherché.

La police a moins de chance avec la branche « internationaliste ». Cette dernière, depuis 1983, ne cesse de devenir plus redoutable et plus internationale. Dans un premier temps, ses membres se sont alliés avec des terroristes italiens de Prima Linea et des COLP (Communistes organisés pour la libération du prolétariat), commettant, entre autres, de nombreux hold-up destinés à financer leur clandestinité. En 1984, Jean-Marc Roullan, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron, parmi d'autres, s'alliaient cette fois avec les CCC (Cellules communistes), implantées en Belgique. L'année 1985, enfin, marquait la fusion « officielle » d'Action directe et de la Fraction armée rouge ouest-allemande.

Cette plongée du groupe français dans l'extrémisme a naturellement été suivie avec attention par les services de police spécialisés. En décembre 1985, le responsable de la lutte antiterroriste en France, M. François Le Mouél, indiquait dans une note de synthèse adressée à M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur : « L'année 1985 aura été marquée par l'escalade dans la gravité des attentats commis et revendiqués par Action directe ». M. Le Mouél déplorait alors que la police n'ait pas d'informations initiales dans ce noyau dur du terrorisme.

Une absence d'autant plus dramatique dans le cours de la lutte antiterroriste que la branche « internationaliste » est devenue complètement insaisissable. Les dernières traces du groupe ont été relevées fin 1985, en Belgique, lors de l'arrestation de plusieurs membres des CCC. Les policiers belges ont alors communiqué à leurs collègues français des informations selon lesquelles les empreintes digitales de Jean-Marc Roullan, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron avaient été relevées dans les caches de Pierre Carrette, chef présumé du groupe terroriste belge. Les enquêteurs ont, désormais, l'impression que les principaux membres d'Action directe se sont repliés en RFA. Un repli qu'ils ne rompent qu'à l'occasion d'attentats en France, vraisemblablement préparés par d'autres membres moins recherchés.

LAURENT GRELSAMER.

En France et en RFA

Sept attentats contre des personnalités en moins de deux ans

Depuis le mois de janvier 1985, lorsque la branche « internationaliste » d'Action directe a annoncé sa fusion avec la Fraction armée rouge, sept attentats contre des personnalités ont été commis en France et en République fédérale d'Allemagne.

25 janvier 1985. — France, La Côte-d'Or : René Audran, directeur des affaires internationales au ministère de la défense. Revendiqué par Action directe - Fraction armée rouge.

1^{er} février 1985. — RFA, près de Munich : Ernst Zimmermann, président des industries aéronautiques allemandes. Revendiqué par la Fraction armée rouge.

26 juin 1985. — Paris : M. Henri Blandin, contrôleur général des armées, échappé à un attentat revendiqué par Action directe.

15 avril 1986. — Paris : M. Guy Brana, vice-président du CNPF,

échappé à un attentat revendiqué par Action directe.

9 juillet 1986. — Paris : l'inspecteur Marcel Basdevant est tué après l'explosion d'une bombe dans les locaux de la brigade de répression du banditisme, quasi de Gessvres. Action directe revendique l'attentat au nom de Loïc Lefèvre, le jeune homme tué par le CRS Gilles Burgeot.

9 juillet 1986. — RFA, près de Munich : Karl Heinz Beckurts, un des dirigeants de Siemens, est tué dans un attentat à la bombe attribué à la Fraction armée rouge.

10 octobre 1986. — RFA, Bonn : Gerald von Braunmühl, directeur politique au ministère des affaires étrangères. Revendiqué par le Front révolutionnaire d'Europe de l'Ouest, commando de la Fraction armée rouge.

SOCIAL

Le plan de redressement de l'assurance-maladie
M. Séguin fait des concessions sur l'hospitalisation

Concilier la logique économique et celle de la concertation : c'est à cet exercice délicat que M. Philippe Séguin s'est livré ces derniers jours. Les mesures annoncées à la presse par le ministre des affaires sociales et le secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, le mardi 18 novembre, maintiennent la plus grande partie du « plan de rationalisation » (et d'économie) proposé par la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés (CNAM), mais tiennent compte de certaines objections formulées par les syndicalistes et les responsables de la CNAM le mercredi 12 novembre. Avec un supplément destiné à compenser le manque à économiser qui en découlait.

Plusieurs mesures ne posaient pas de problèmes. M. Séguin et son secrétaire d'Etat, M. Zeller, avaient obtenu gain de cause sur la révision de la liste des maladies, « longues et coûteuses », donnant droit à un remboursement à 100 % et sur la limitation de ce remboursement au traitement de la maladie qui avait justifié l'attribution du « ticket modérateur ». De même, les responsables de la CNAM avaient-ils accepté l'abrogation du système dit de la « vingt-sixième maladie » (1), système qu'ils critiquaient eux-mêmes parce qu'il était difficile à gérer. L'ensemble représentait environ 3 milliards de francs d'économie. M. Séguin ne pouvait donc refuser le « dispositif de sauvegarde » demandé par la caisse et financé de surcroît sur les fonds d'action sanitaire et sociale.

Le ministre pouvait aussi se prévaloir d'une approbation pour le changement de période de référence en ce qui concerne le calcul des indemnités journalières versées en cas de maladie. Quant à la suppression de la franchise postale pour les lettres adressées à la sécurité sociale, accueillie sans enthousiasme par la CNAM, elle avait été approuvée par la Caisse nationale d'allocation familiale et par la Mutualité sociale agricole : elle permettra donc d'économiser encore 1 milliard de francs en 1987, l'ensemble des mesures devant être appliqué au 1^{er} janvier.

En échange, M. Séguin donne à peu près satisfaction à la CNAM sur l'hospitalisation. Les administrateurs de la caisse avaient en effet souhaité unanimement revoir l'ensemble des conditions de remboursement à l'hôpital, refusant la limitation du remboursement à 100 % aux opérations chirurgicales, le relèvement de 23 F à 31 F du forfait journalier et sa modulation selon la durée du séjour. Le ministre accepte de revoir les discussions sur ce dossier et d'attendre des propositions de la CNAM, l'objectif étant de parvenir à un accord au cours du deuxième semestre 1987. Prenant au mot les responsables de la caisse, M. Séguin propose d'élargir l'étude aux moyens de maîtriser les dépenses d'hospitalisation. Toutefois, il se donne quelques garanties

conservatoires en portant quand même le forfait journalier à 25 F — ce qui apportera 250 millions de francs — et surtout en faisant inscrire dans la loi la possibilité d'en modifier ultérieurement le montant.

Les médicaments de confort

Restait la proposition gouvernementale de supprimer le remboursement intégral des médicaments « de confort », remboursés normalement à 40 %. La majorité de la CNAM avait refusé d'y souscrire avant que ne soient effectués les recensements (suppressions ou améliorations de remboursement) annoncés. L'impact financier de la mesure (3,5 milliards de francs) amène M. Séguin à la maintenir au 1^{er} janvier 1987. S'il décide même de supprimer le remboursement des vitamines B 12 et D exceptées, mesure déjà approuvée par la commission de la transparence, promet de faire réexaminer d'ici à la fin de l'année le taux de remboursement de certains médicaments à la demande de la CNAM. Selon M. Derlin (FO), président de la caisse, « il n'y en aurait pas des centaines ». En outre, le ministre maintient la suppression du remboursement à 100 % après un arrêt de travail de plus de trois mois.

Enfin, pour compenser en partie le renvoi des décisions sur l'hôpital, M. Séguin va faire examiner les vignettes des médicaments achetés sans ordonnance, afin d'empêcher un remboursement ultérieur. Cette mesure prévue au Code de la santé, mais non appliquée, pourrait rapporter 500 millions de francs.

Comment ces décisions seront-elles prises par les partenaires sociaux ? Auront-ils le sentiment d'avoir été entendus ? M. Séguin peut se féliciter de leur esprit de « responsabilité » : ils ont en majorité accepté — malgré des réserves ou, comme pour FO, des phases de raidissement — des économies importantes dont le montant (9 milliards) a été dépassé que par le plan de M. Bérégovoy en septembre 1982, portant sur l'ensemble du régime général. Complétées par le « plan de maîtrise des dépenses » de la CNAM, ces mesures devraient permettre à l'assurance-maladie de passer 1987 sans gros déficit — non d'envisager une baisse des prélèvements obligatoires en 1988. Mais l'esprit de « concertation » prôné par M. Séguin atteint sans doute ici sa limite : le résultat des discussions sur l'hospitalisation montrera s'il tient bon — de part et d'autre.

GUY HERZLICH.

(1) Il permet à un assuré d'obtenir le remboursement à 100 % lorsque les dépenses restent à sa charge dépassent 80 francs par mois au moins. Le système serait supprimé au 1^{er} janvier 1987, mais les assurés concernés pourraient en bénéficier jusqu'en 1^{er} juillet.

Le CNPF recommande pour 1987 des augmentations de salaires inférieures à celles de 1986

Le CNPF s'oppose d'une dérive des salaires déjà amorcée en 1986. De juillet 1985 à juillet 1986, les salaires horaires ont progressé de 4,3 %, alors que, sur la même période, le glissement des prix n'a été que de 2 %. Si l'on ne base, par ailleurs, sur les résultats les plus récents — mais encore provisoires — pour les salaires horaires et les prix, les premiers cinq d'augmentation de 3,6 % d'octobre 1985 à octobre 1986 (pour 2,1 % ou 2,2 % pour les prix). M. Gattaz a multiplié les mises en garde, et les recommandations salariales du CNPF pour 1987, adoptées le 17 novembre par le conseil exécutif, sont fondées sur ce constat.

« Si l'appareil qui la ralentissement des augmentations de salaires s'est poursuivi dans les entreprises », écrit M. Jean-Claude Achille, président de la commission sociale du CNPF dans le préambule de sa circulaire aux fédérations et unions, « ces augmentations ont été néanmoins très largement supérieures à l'évolution constatée des prix ». « Il y a là un risque de dérapage qu'il est indispensable de maîtriser si l'on ne veut pas passer dangereusement sur la consolidation de la déflation des prix, ainsi que sur la compétitivité des entreprises ». La conclusion conclut de source : « Les majorations de salaires, quand elles seront possibles, devront, en 1987, rester très sensiblement en deçà de celles consenties en 1986 ».

Les présidents de commission sociale échantillon du CNPF, qui, comme pour 1984, 1985 et 1986, a rendu publiques ses recommandations avant les pouvoirs publics — mais les

principes restent quasiment identiques. M. Achille s'inscrit, sur ce plan, dans la continuité de M. Chotard, en affirmant notamment que « la prise en compte des critères économiques globaux ainsi que la situation propre à chaque branche professionnelle ou à chaque entreprise doit demeurer l'un des fondements de la détermination du montant des augmentations générales de salaires ».

L'incitation à une plus grande individualisation des rémunérations est confirmée. La « politique salariale liée à la performance individuelle et au mérite » doit être poursuivie, mais « sans pour autant conduire à la remise en cause de la politique salariale rigoureuse nécessaire à la compétitivité de nos entreprises et donc à l'emploi ». En d'autres termes, la rigueur pour les augmentations générales ne saurait être compensée par un quelconque laxisme pour les augmentations individuelles.

Ces recommandations, « qui excluent les automatismes et valorisent les personnes », s'appuient sur trois autres principes : un développement de la participation financière — relancée par l'ordonnance du 21 octobre 1986 — pour « compléter la politique salariale », une « attention particulière » pour le personnel d'encadrement ; une bonne articulation entre les branches et les entreprises « de façon à éviter toute surcharge ». Ni de près ni de loin, le SMIC ou la politique des bas salaires ne sont évoqués.

M. N.

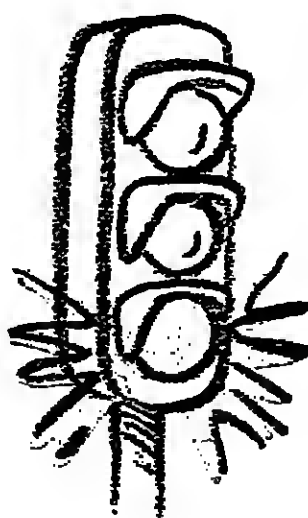
QUAND C'EST VERT,



C'EST MOINS CHER.

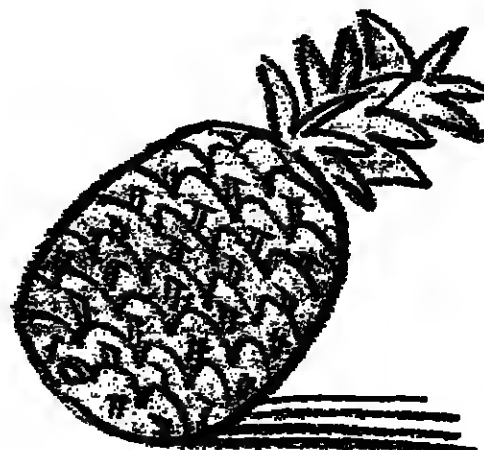


QUAND C'EST VERT,



C'EST MOINS CHER.

QUAND C'EST VERT,



C'EST MOINS CHER.

حکومتی اسلامی

مكتبة الزميل

Economie

M. Balladur annonce des mesures sur les crédits et les changes

- Particuliers : réaménagement des prêts immobiliers
- Banques : nouvelle politique monétaire
- Entreprises : suppression de la domiciliation

À 1^{er} janvier 1987, l'encadrement du crédit, vieux de quarante ans, aura vécu. À l'issue de la réunion du Conseil national du crédit, mardi 18 novembre, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté à la presse la nouvelle politique monétaire qui sera appliquée à partir de l'an prochain. Aux techniques administratives du contrôle du crédit doivent se substituer les mécanismes du marché.

● **Politique monétaire**
Comme pour cette année, le gouvernement a retenu pour 1987 un objectif de progression de la masse monétaire comprise entre 3 % et 5 %. Pour atteindre cet objectif, le Trésor n'aura pas recours à la création monétaire pour financer ses besoins. La création monétaire au profit du Trésor avait déjà été limitée à 20 milliards de francs cette année.

L'instrument principal de la politique monétaire sera l'action sur les taux d'intérêt. La Banque de France interviendra plus activement, et dans un cadre plus concurrentiel, sur les marchés de l'argent, de manière à accroître ou restreindre, selon les besoins, la liquidité de l'économie. Le régime des réserves obligatoires que doivent constituer les banques auprès de la Banque de France est modifié. Les réserves obligatoires sur les dépôts sont supprimées. En revanche, celles sur les dépôts sont accrues et devront être constituées à la fin de chaque trimestre, comme jusqu'à présent.

Le marché de l'argent devant jouer un rôle plus actif, le gouvernement a prévu de nouvelles mesures de libéralisation du marché monétaire (l'argent à court terme). Le traditionnel « gel » du maille sera supprimé dès le 1^{er} décembre prochain. À partir du 1^{er} mars, les bons du Trésor négociables, les certificats de dépôts des banques et les billets de trésorerie émis par les entreprises pourront tous avoir des échéances à l'émission comprises entre dix jours et sept ans.

Libres de mener leur politique de crédit, les banques le feront également

en ce qui concerne la question de leurs guichets. Dès le 1^{er} janvier prochain, elles pourront ouvrir, fermer, céder ou transférer leurs guichets, sans avoir à en référer aux autorités monétaires. Mais ces « libertés nouvelles » ne doivent pas remettre en cause « les règles de bonne gestion » qui permettent le développement du système bancaire. Ainsi le ministre d'État a annoncé une refonte des règles prudentielles, avec une réforme du coefficient de liquidité, la suppression du coefficient d'emploi des ressources stables et surtout la mise en place d'un nouveau « ratio prudentiel ». Celui-ci met en rapport les ressources à plus de cinq ans des établissements de crédit (capital, obligations...) et leurs emplois de même durée. Pour M. Balladur, un tel coefficient doit « inciter les banques à poursuivre dans la voie de la consolidation de leurs bilans ».

● **Contrôle des changes**
● **Particuliers**
1) **Liberté d'utilisation des cartes de crédit** — Tous les plafonds imposés par la réglementation des changes qui restreignent l'utilisation des cartes de crédit sont supprimés.

Les particuliers pourront désormais utiliser librement leurs cartes pour régler des achats à l'étranger (achats de biens destinés à être importés), des dépenses de séjour à l'étranger, et retirer des espèces à l'étranger sans limite de montant.

2) **Simplification des transferts par voie bancaire** — Les plafonds applicables aux transferts par voie bancaire dont la nature est établie par des pièces justificatives sont supprimés. Ces plafonds concernaient notamment les transferts de secours à des parents, les transferts au profit d'étudiants à l'étranger. Depuis le 15 avril 1986, les transferts sans justification sont autorisés à concurrence de 3 000 F par opération. Ils étaient auparavant plafonnés à 3 000 F par mois et par personne.

● **Entreprises**
Suppression du contrôle administratif des opérations commerciales. — Le régime de domiciliation des importations et exportations de marchandises, en place de manière permanente depuis 1968, est supprimé. Son abolition allège considérablement les frais supportés par les entreprises, et, au premier

chef, ceux incombant aux entreprises exportatrices.

● **Banques**
Libération des prêts de francs à des non-résidents. — Les banques vont être autorisées, selon des modalités qui vont faire l'objet d'une concertation avec la place, à consentir des prêts de francs à des non-résidents à hauteur des ressources en francs dont elles disposent en provenance de l'étranger. Cette autorisation élimine elle-même une distorsion de concurrence vis-à-vis de l'étranger préjudiciable à nos banques. Elle permettra en particulier de rapatrier et de développer à Paris des techniques modernes de gestion de change (options de change, contrats de futur...). Les banques françaises pourront ainsi encourager le développement d'une épargne internationale en francs.

● **Crédit**
● **RÉAMÉNAGEMENT DES PRÊTS IMMOBILIERS AUX PARTICULIERS**

Les règles qui sont applicables aux prêts conventionnels ont été modifiées de façon à autoriser plus librement leur réaménagement. La durée possible d'allongement des prêts a été portée de vingt à vingt-cinq ans, et prochainement au-delà si nécessaire. De plus, jusqu'à la réaffectation des prêts conventionnels avec une personnalité au logement (APL) n'était possible qu'un seul et même établissement de crédit. Une modification réglementaire lève bientôt cet obstacle et permettra à tout emprunteur touchant l'APL de refinancer son prêt auprès d'un autre établissement de crédit avec bénéfice de l'APL sur le prêt de refinancement.

Enfin, les établissements de crédit ont accepté la mise en place concertée d'un dispositif particulier au bénéfice des ménages aux ressources modestes et connaissant les difficultés les plus graves. C'est ainsi que les établissements de crédit se sont engagés à modifier les charges supportées par les emprunteurs et à prélever des sommes d'argent au versement de l'APL, et à contracter pendant les années 1980 à 1983, de telle manière que les charges financières (nettes de l'APL) de ces emprunteurs soient inférieures à un niveau compatible avec leurs revenus. Le montant exact de ce rapport charges/revenus sera défini par les éta-

blissements de crédit. Ceux pour une durée limitée, ce dispositif fera l'objet d'un réexamen périodique de manière à adapter aux évolutions de la conjoncture. Le gouvernement a décidé d'autoriser le refinancement des prêts existants par appel aux ressources du 1^{er} logement ou contribution des employeurs à l'effort de construction.

● **RESTRUCTURATION DE LA DETTE DES ENTREPRISES**

L'État a demandé aux institutions financières spécialisées (Crédit national, CEFAME) de prendre un ensemble de mesures destinées à introduire une plus grande souplesse dans la gestion de la dette bonifiée contractée par les entreprises depuis le début de la décennie. Ces mesures concernent le remboursement anticipé des prêts et leur refinancement.

a) Les emprunteurs pourront désormais obtenir une réduction du taux de leur prêt, moyennant le paiement d'une prime égale à la valeur actualisée au taux du marché obligataire, de la différence entre les remboursements prévus au contrat et ceux qui résulteraient de l'application du nouveau taux d'intérêt.

Cette prime est une charge déductible du bénéfice imposable de l'entreprise, ce qui en allège le poids réel sur sa situation financière. Elle est destinée à assurer le maintien de la marge de l'établissement.

b) Les emprunteurs pourront choisir le nouveau taux du prêt, au sein de barèmes comportant plusieurs formules, allant du taux le plus favorable des prêts actuels de l'établissement jusqu'à un maximum de 12,50 %. Ce choix déterminera le montant de la prime à acquitter.

Les emprunteurs pourront en outre demander un prêt complémentaire consenti au taux nouveau du prêt, pour financer le paiement de la prime.

b) Les emprunteurs pourront également obtenir le remboursement anticipé, y compris lorsque leur contrat ne le prévoit pas explicitement, quelle que soit la catégorie de prêt bonifiée concernée.

Naturellement, ce remboursement anticipé sera subordonné, comme cela est déjà le cas pour les contrats qui le prévoient, au paiement par l'entreprise d'une indemnité.

Le lingot d'or chute de 3 000 F à Paris

« Les Soviétiques ont vendu ! »

« Les Soviétiques ont vendu ! », s'exclamaient-on le 17 novembre, près des piliers de la Bourse de Paris, après la baisse surprise de 3 000 F — à 83 950 F — du lingot d'or en réaction au repli de 4,4 % de l'once à Londres (392,5 dollars, contre 409 dollars le 14 novembre). — Nul ne trouvait de meilleure explication à ce reflux spectaculaire que l'« étendard aux valeurs aurifères » et à l'emprunt 4,5 % 1973. Aucune nouvelle d'ordre international n'était susceptible de justifier un tel mouvement, déclenché dès le 14 novembre à New-York.

L'hypothèse de ventes soviétiques est en revanche plausible. Depuis un mois, les négociants en métaux ne manquent pas d'observer un courant régulier de dégonflements sur le plateau, dont l'URSS est un gros producteur. De 680 dollars l'once à leur apogée de l'été (effet amplifié par la spéculation), les cours du métal blanc sont retombés autour de 485 dollars. A Londres, les courtiers affirment que d'importantes quantités de métal russe ont été très récemment stockées. « Les entités du London Metal Exchange en sont remplies », confie l'un d'eux. Les ventes d'or seraient dans ce contexte le troisième « fer au feu » des Soviétiques sur les marchés des matières premières, destinés à répondre à un besoin accru en devises.

A la mi-août, l'Institut d'études économiques comparées de Vienne estimait en effet que la chute de ses revenus pétroliers risquait de priver Moscou de 6,5 milliards de dollars. Le manque à gagner sera sans doute moins important, grâce à la remontée des prix du baril depuis l'été. Nul doute cependant que les rentrées de monnaies fortes devraient sensiblement décliner.

« C'est toujours pendant les trois derniers mois de l'année que les Soviétiques écoulent leurs métaux pour ajuster leurs besoins en devises. Peu leur importe à ce moment-là que les marchés soient déprimés, ils contribuent au passage à l'été de l'équilibre budgétaire », explique un négociant du Comptoir Lyon Alémand.

La plaque tournante du commerce de l'or « venu du froid » est Zurich. Jusqu'en 1985, la banque soviétique Wochkod se chargeait discrètement d'assurer la bonne fin des transactions. Mais après la découverte d'une escroquerie dont

s'est rendu coupable l'homme de confiance de Moscou en la matière, le Kremlin traite désormais directement avec les banques suisses. Celles-ci lui garantissent un secret absolu sur le volume et la fréquence de ses ventes. Depuis la fin des années 70, les autorités helvétiques ont même exclu des statistiques douanières les importations d'or en provenance d'URSS. C'est seulement par recoupements que les professionnels estiment qu'en 1985 le Kremlin a vendu 225 tonnes de métal jaune (soit le double des quantités supportées exportées en 1984). Pour l'année en cours, le chiffre avancé est d'environ 300 tonnes.

L'effet Tchernobyl

Encore faut-il rester prudent. S'il est à peu près possible d'évaluer l'impact du « contre-choc » pétrolier sur les rentrées de devises soviétiques, l'effet Tchernobyl — sur la récolte céréalière est inconnu. Nombre de fournisseurs de grain de Moscou ont tendance à le sous-évaluer : les quantités de blé fourragères perdues sont à leur avis compensées par l'abattage d'une partie du cheptel, qui a dû suivre l'explosion de la centrale. Pour la première fois depuis cinq ans, le Conseil central des statistiques vient de publier des chiffres sur la production céréalière. En 1985-1986, la campagne achevée en juillet dernier aurait atteint 191,6 millions de tonnes (un résultat supérieur aux anticipations des négociants). Elle pourrait, selon Moscou, se situer à 210 millions de tonnes à l'issue de la saison 1986-1987, pour retrouver un niveau inédit depuis huit ans. « Une chose est certaine : les Soviétiques n'achètent pas de blé en ce moment, alors qu'ils sont d'ordinaire présents sur le marché à cette époque de l'année ».

Que faut-il en conclure quant aux supposées ventes d'or ? « Tout est possible, remarque un spécialiste du Comptoir Lyon Alémand. Mais aucun calcul sérieux ne pourra être effectué avant janvier ou février. » Seule reste la certitude d'un secret bien gardé. Mais qui saurait être satisfait, hormis les édités du Kremlin, et quelques « gnomes » de Zurich ?

ERIC FOTTORINO.

Les retombées de l'affaire Boesky

La nervosité gagne Wall Street dans l'attente de nouvelles inculpations

WASHINGTON
de notre correspondant

La nervosité est endémique à Wall Street. Celle du moment n'a pas pour origine l'état de la cote, mais le spectre d'un scandale majeur. Depuis que la Security Exchange Commission, la Commission des opérations en Bourse, a annoncé, le vendredi 14 novembre, qu'un des plus gros spéculateurs de la place de New-York, M. Ivan Boesky, avait accepté de payer une amende de 100 millions de dollars pour avoir illégalement profité d'informations confidentielles, une question hante en effet le monde des banquiers et financiers : qui seront les prochains ?

Car il y en aura d'autres, c'est sûr, aux yeux respectés et aux fortunes imposantes puisque Ivan Boesky, pour éviter de plus gros ennuis encore que cette amende d'un montant jamais vu, a accepté de « coopérer », comme on dit pudiquement. En clair, il a dénoncé des complices, et, lundi matin, les uns du New York Times et du Wall Street Journal annonçaient, la première, que des citations à comparaître avaient été envoyées à dix hauts responsables de trois banques d'affaires et, la seconde, que douze personnes au total pourraient être bientôt inculpées.

Dernière rumeur de l'heure : Ivan Boesky, soit pour éviter la prison, soit pour préserver ce qui lui reste maintenant d'une fortune parfois estimée à quelque 200 millions de dollars, se serait fait enquêteur de la SEC. Il se serait, dit-on, promené ces derniers temps avec un micro caché et aurait enregistré ses conversations téléphoniques afin de fournir des déclarations, des pistes, mais aussi des preuves. Or il est plus rapide à Wall Street d'émousser les gens que de les connaître. Car ce fils d'épicier de Chicago, monté à New-York comme d'autres montaient de Limoges à Paris, malade d'intellectuel et « complicité » (c'est son terme) du tas d'or, faisait partie du petit groupe le plus en vue de Wall Street ces dernières années : les « arbitragistes », ces investisseurs qui se placent massivement sur des sociétés à la veille d'une restruc-

turation financière, par fusion, rachat ou autre.

Ce type d'opération, s'il est risqué peut être formidablement rentable. Il est complètement légal pour peu qu'il soit fondé sur un travail d'analyse et que les informations soient d'origine publique. L'opération est, en revanche, totalement illégale lorsqu'elle est suscitée par l'obtention d'informations préalables sur lesquelles les banquiers, courtiers et cabinets juridiques consultés sont tenus au secret le plus rigoureux. Ivan Boesky tenait ses informations d'un ancien directeur de la firme Drexel Burnham et Lambert Inc., Dennis Levine, « tombé » en mai dernier pour avoir personnellement profité de ce qu'il apprenait professionnellement et qui le renseignait moyennant des commissions de 5 % ou 1 %.

Les deux hommes se téléphonaient, selon le Wall Street Journal, jusqu'à vingt fois par jour, et c'était

5 % quand une indication conduisait M. Boesky à acheter un titre et 1 % quand elle lui apprenait quoi faire d'un titre qu'il possédait déjà. Dans une période où les prises de contrôle hostiles ou non, dominent l'actualité financière, ce type de coopération est d'une rentabilité sans égal : 12,6 millions de dollars pour M. Levine, et au moins 50 millions pour M. Boesky.

Convaincu de fraude, le premier s'était mis à table et avait dénoncé le second, qui en fait autant pour d'autres, puisqu'il est hautement probable qu'il avait d'autres informateurs, qui avaient eux-mêmes d'autres informés.

Qui ? Question à 100 millions de dollars, et de nombreux banquiers commencent à craindre à la fois un mouvement de désaffection des investisseurs dits « petits » et l'adoption par le Congrès d'une nouvelle législation de contrôle.

BERNARD GUETTA.

Branchez-vous en direct sur l'anglais.

Pour bien apprendre l'anglais, rien de tel que des professeurs diplômés et de longue expérience anglaise, comme ceux d'ILC.

Ils vous proposent des cours et des formules à la carte : depuis 3 heures par semaine jusqu'à 6 heures par jour.

A partir de 200 F par semaine.

Pour apprendre l'anglais, en petit comité et à votre rythme, entrez dans le circuit ILC. Prenez rendez-vous pour un entretien personnel, sans engagement de votre part.

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE ILC
20, Passage Dauphine
75006 Paris
Tel. 43.25.41.37

QUAND C'EST VERT,



C'EST MOINS CHER.

Voyagez moins cher vers La Réunion ! Air France vous propose de nouveaux tarifs et une nouvelle façon de les utiliser : les tarifs vert, orange et rouge. Ces couleurs correspondent à des périodes de l'année et à un tarif pour chaque sens et pour chaque classe. Quand c'est vert, c'est moins cher ! Les tarifs verts correspondent aux périodes de

l'année les moins chargées en trafic. Ces tarifs existent également au départ de Lyon et Marseille en Classe Vacances et en Classe Affaires. Dans votre agence Air France ou chez votre Agent de voyages, consultez le calendrier de ces périodes et calculez facilement votre tarif. Vers La Réunion, Air France innove.

*Tarif sous réserve de modification sans préavis. Conditions particulières de vente et de transport.

NOVE // AIR FRANCE INNOVE // AIR FR

Affaires

REPÈRES

Ventes de détail

Coup d'accordéon aux Etats-Unis

Les dernières statistiques du département du commerce américain confirment le caractère artificiel des conditions de crédit exceptionnelles accordées un temps par les constructeurs automobiles. Un rapport provisoire faisait état, la semaine dernière (*Le Monde* daté 16-17 novembre), d'une baisse record de 5 % des ventes de détail en octobre. Les dernières indications prouvent qu'elle a été précisée, en septembre, d'une poussée tout aussi inhabituelle de 5,3 % due au secteur automobile. L'ensemble des ventes des entreprises, toujours en septembre, a ainsi fait apparaître une progression de 2,9 %, la plus forte depuis plus de six ans, qui pourrait être sans lendemain. Le taux d'utilisation de la capacité de production de l'industrie pour sa part reste bas, à 79 %.

Production industrielle

+ 2,2 % en France sur un an

L'indice mensuel de la production industrielle a baissé de 0,7 % en septembre, passant de 138 en juillet-août à 137, sur la base 100 en 1970. En un an (septembre 1985 comparé à septembre 1986), la production industrielle a progressé de 2,2 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



UNI-ASSOCIATIONS

Société d'investissement à capital variable (SICAV)
INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

Les actionnaires de la SICAV UNI-ASSOCIATIONS sont convoqués en assemblée générale ordinaire le 10 décembre 1986, à 10 heures, dans les locaux de la Caisse nationale de crédit agricole, 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1) Lecture des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1986.
- 2) Lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes.
- 3) Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 30 septembre.
- 4) Affectation des résultats et fixation du dividende.
- 5) Renouvellement du mandat de trois administrateurs.
- 6) Nomination d'un nouvel administrateur.

Si l'assemblée générale le décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 30 septembre 1986 s'élèvera à 6,64 F, composé d'un dividende net de 8,11 F et d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,53 F.

Ce dividende sera mis en paiement le 18 décembre 1986.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV UNI-ASSOCIATIONS à prendre contact avec leurs bureaux du Crédit agricole afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 3 décembre 1986.

Compte tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première assemblée. Une seconde assemblée est prévue le 17 décembre 1986 à 15 heures à la même adresse.



CRÉDIT AGRICOLE

LOUIS VUITTON

L'avis d'OPPE publié à la Cote officielle du 13 novembre précise que le groupe Louis Vuitton possède 75 195 actions de la société Veuve Clicquot.

Ainsi, au moment où débute l'OPPE, le groupe Louis Vuitton s'est assuré 19,4 % du capital de cette société.



SOLITAIRE-PRODEF communique

Un rapprochement doit intervenir entre Henkel-France et Solitaire-Prodex, filiale de la holding Solitaire-Prodex.

Cette filiale a représenté, en 1985, légèrement plus de 50 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe.

Ce rapprochement devrait permettre le développement des activités de Solitaire-Prodex.

Il s'agit également pour effet du mettre à la disposition de la holding Solitaire-Prodex de nouveaux moyens qui seraient utilisés pour développer ses activités, en particulier autour de ses filiales spécialisées : Idéal LHN et STES.

La réalisation de cette opération est soumise aux conditions suspensives habituelles en pareil cas.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERERenseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Le chiffre d'affaires du groupe au titre de son activité BTP, hors diversification, pour le troisième trimestre 1986 est de 1 354 millions de francs hors taxes (soit 1 460 millions TTC).

An cours des neuf premiers mois de 1986, les travaux exécutés par le groupe ont représenté 5 000 millions de francs hors taxes répartis entre :

- Dumez travaux publics et filiales 917 MF
- Dumez bâtiment et filiales 1 044 MF
- Dumez Afrique et filiales 1 313 MF
- Dumez USA et filiales 479 MF
- Dumez construction Inc. (Canada) et filiales 414 MF
- Dumez SA et autres filiales 833 MF

5 000 MF

Le volume des travaux restant à exécuter au 30 septembre 1986 est proche de 11 milliards de francs (part BTP).

Le bénéfice net consolidé du groupe Dumez, au titre de son activité BTP et hors diversification et exclus pour le premier trimestre 1986 à 180 millions de francs. Le résultat net de la société Dumez SA seule ressort à 148 millions de francs.

Au CNPF

Le conseil exécutif coopte M. Périgot pour remplacer M. Gattaz

Il était 17 h 30 le lundi 17 novembre lorsque MM. Yvon Gattaz et François Périgot ont descendu, souriants, l'escalier de l'immeuble du CNPF pour annoncer le score sans appel par lequel le président d'Unilever France l'avait emporté sur M. Yvon Chotard pour l'investiture à la présidence du CNPF.

Quelques minutes plus tard, le vainqueur se contentait de lire un communiqué dans lequel il affirmait : « Je serai tout pour être le candidat de l'unité et de l'efficacité, qui sont tellement nécessaires à l'action que mène le CNPF en faveur des entreprises. Je suis disposé à mettre à leur service toute mon expérience de chef d'entreprise et la force de mes convictions libérales. »

Pourtant, dans la soirée, le vaincu du conseil exécutif ne s'avouait pas battu et confirmait sa volonté de se présenter aussi au suffrage des 535 membres actifs de l'assemblée générale du CNPF le 6 décembre prochain. Rien n'empêche, il est vrai, l'ancien vice-président de l'organisation patronale d'agir de la sorte, si ce n'est la tradition, jurisprudence d'un milieu qui n'aime guère qu'on lui fasse défaut. Après avoir mis sur la place publique, par sa démission spectaculaire le 17 mars, les dissensions internes du CNPF, voilà donc M. Yvon Chotard qui prend le risque d'être le diviseur. Car les voix qu'il a abonnées (9 contre 26 à son adversaire) restent insuffisantes l'explication du rôle des partisans de M. Gattaz au conseil exécutif. L'ancien président de la commission sociale a pu ainsi

compter ses voix : lui qui laissait entendre naguère qu'il disposait d'un important soutien au conseil n'a pas vu cet espoir confirmé. Il continue pourtant de clamer que « l'ère de la coopération est terminée », que « le CNPF doit devenir adulte » et que « tous les espoirs [lui] sont permis ».

Le patronat va donc étaler au mois de plus ses divisions en une campagne électorale. Et prendre le risque, très faible, affirmant les bons connaisseurs de l'organisation, qui rappellent que les membres du Conseil étaient mandatés par leurs fédérations et unions patronales (voir ci-contre) — de voir son conseil exécutif désavoué par l'action interne de rassemblement (le maintien dans le giron des entreprises nationalisées et la récupération du SNPMI), l'instauration au sein du monde patronal d'une attitude transpolitique (« la cohésion avant la lettre ») et le développement d'un « nouveau social », enfin le ralliement au siège du CNPF, avenue Pierre-I-de-Serbie.

Il est plus pudique sur le peu de cas qu'ont longtemps fait de lui les PDG des grandes entreprises réunies autour d'Amoroso Roux, sur le corporatisme relancé pour récupérer les petits patrons égarés dans un SNPMI poncif. Il préfère mettre l'accent sur le dynamisme, là où l'on a parfois vu un conservatisme frileux, à l'égard notamment des lois Auroux, qui bien souvent se contentaient d'accorder aux salariés français des avantages obtenus il y a longtemps en Allemagne fédérale ou aux Etats-Unis.

Aussi, si M. Gattaz quitte la présidence avec une bonne cote personnelle, l'organisation patronale continue-t-elle de paraître poncif, renfermée, y compris à sa base. Le sondage réalisé par IPSOS pour le *Monde* et France Inter après de deux cents chefs d'entreprise (*Le Monde* du 15 novembre) montre un CNPF « conservateur » (pour 69 % des patrons interrogés), « corporatiste » (60 %), « bureaucratique » (53 %), « peu prospectif » (52 %), « peu dynamique ».

Voilà qui laisse bien du travail à son successeur à une époque où le syndicat patronal doit se trouver une nouvelle vocation, imposée par le libéralisme. Longtemps, les fonctions majeures du CNPF ont consisté à négocier les prix avec les fonctionnaires des finances, les salaires et avantages sociaux avec les « partenaires sociaux ». Aujourd'hui, les prix sont pratiquement libérés et le seront complètement fin décembre), et les négociations salariales semblent devoir se passer de plus en plus au niveau des branches, voire des entreprises. Il va donc falloir innover, se transformer en lobby comme certaines organisations étrangères (mais la Confédération européenne des syndicats n'a-t-elle pas été créée en 1974 ?) ou en organe de prospective, voire de formation continue. La campagne électorale qui s'ouvre aura peut-être au moins le mérite d'engager cette réflexion.

Organe « législatif » du CNPF, l'assemblée générale (565 membres : représentants des professions, des unions patronales territoriales et personnelles déléguées par des mouvements patronaux associés au CNPF) se tiendra le 16 décembre pour élire le nouveau président.

Seuls votent les 535 « membres actifs ». A cette occasion, si aucun candidat n'obtient au premier tour la majorité absolue des présents, d'autres candidats peuvent se manifester pour les autres tours qui se jouent alors à la majorité simple.

BRUNO DETHOMAS.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Sandoz réduit très fortement sa production d'insecticides

Premier résultat de l'accident survenu le 1^{er} novembre à Bâle, qui a pollué le Rhin : la firme suisse Sandoz a décidé de réduire sa fabrication d'insecticides « d'au moins 80 % ». Cette mesure, durable, explique-t-on au siège de la société, a été prise en vue de réduire la quantité de produits toxiques et inflammables entreposés sur le site incriminé de Muttenz, en bordure du fleuve. Les employés concernés seront affectés à d'autres tâches au sein du groupe, dans la région de Bâle. Le président du groupe, M. Marc Moret, a, d'autre part, chargé un groupe d'experts « extérieurs et indépendants » d'analyser tous les éléments de la catastrophe pour établir un rapport sur la situation du site avant l'incendie, sur les mesures prises pendant et après, ainsi que des conclusions à en tirer.

Des banquiers chez Bridel

Paribas et le Crédit lyonnais ont pris chacun une participation d'environ 10 % dans le capital des laitières Bridel. Paribas indique qu'il s'agit d'accompagner le groupe Bridel dans son développement. Le capital du groupe Bridel, qui a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 4,5 milliards de francs en 1985, était détenu à 90 % par la famille et à 10 % par l'IDIA (Institut de développement des industries agro-alimentaires), qui conserve sa participation.

Gestetner sous contrôle australien

La société britannique de matériel de bureau et surtout de reprographie Gestetner va progressivement passer sous le contrôle d'une société d'investissement australienne : AFP, Investment Corp. Celle-ci va prendre dans l'immédiat 15 % du capital de Gestetner, évalué à 90 millions de livres, et pourra

porter sa participation à 65 % dans les cinq prochaines années, contrepartie d'une transfusion de capitaux totalisant 140 millions de livres, qui devrait permettre à Gestetner de mieux résister à la concurrence internationale dont la firme souffrait. AFP Investment est contrôlée par plusieurs patrons de l'industrie textile et d'anciens gestionnaires du groupe de brasseries Elders IXL.

DMC actionnaire principal de SAIC-Velcorax

DMC, deuxième groupe textile français, qui vient d'acquiescer pour 250 millions de francs d'actions nouvelles, a acquis 30 % du capital de SAIC-Velcorax, dont il détenait déjà 10 %. Cette société est le leader européen du velours et du sportswear. Elle emploie 1 187 salariés dans cinq unités du Haut-Rhin, dont Mulhouse, qui restera le centre de décision de l'entreprise.

Marchés financiers

PARIS, 17 novembre
L'or fléchit,
les actions remontent :
+ 0,62 %

La Bourse de Paris a commencé la semaine sur une note hésitante, l'indice de cotation gagnant 0,62 % en clôture. Mais, de l'avis d'un observateur, ce mouvement s'explique sans conviction. Plus sérieux était en revanche la forme basse de l'or. Le lingot chutait d'environ 3 000 F, pour s'établir à 83 950 F. Incapable d'expliquer précisément cette chute, les boursiers l'attribuaient à un surcroît (supposé) de ventes soviétiques. Le vil repli du platine aurait, de plus, pesé sur le métal fin.

A l'inverse, les actions françaises se comportaient convenablement. La plus forte hausse était enregistrée par le Comptoir des entrepreneurs, suivi par Radiotechnique, Primatex et Rafinex. Celles touchant son meilleur niveau de l'année. En repli figuraient Bati Equipement, Financiel, Michard, GTM et l'emprunt 4,5 %. Hachette cédait aussi du terrain.

Autour de la corbeille, les spéculateurs soulignaient l'importance de la baisse du loyer de l'emprunt au jour le jour à 7 5/16 (- 3/16). Le Banque de France a injecté des liquidités sur le marché, en fin de semaine dernière. L'annonce d'une hausse des prix en octobre, limitée à 0,2 %, redonnait à certains un timide espoir de voir les taux reculer.

Il reste que la Bourse demeure actuellement fermée au pied dans l'attente de la privatisation de Sotef-Goblet, une opération programmée pour le 24 novembre. Le marché obligataire était pour sa part très ferme. Au MATIF, le contrat à échéance juin 1987 se traitait à 107,06, en hausse de 0,76 %. Les mouvements spéculatifs sur l'économie américaine, qui laissent penser que le dernier trimestre 1986 sera médiocre, n'ont redonné espoir aux investisseurs toujours à l'affût d'une nouvelle hausse des taux.

Lingot : 83 950 F (- 3 000 F).
Napoleon : 825 F (+ 4 F).

NEW-YORK, 17 novembre
La baisse reprend

Rallenti à la veille du week-end, le mouvement de baisse a repris lundi à Wall Street. Revigoré par le raffermissement du marché obligataire, le marché avait bien tenté en début d'après-midi de se redresser. Il a tout de même réussi à limiter sa perte. A la clôture, l'indice des industrielles s'élevait à 1 860,52 (- 13,07 points). Au plus bas de la séance, il était tombé à 1 846,74. Le bilan de la journée a été compensé à ce stade. Sur 1 987 valeurs traitées, 1 029 ont baissé, 541 ont monté et 417 n'ont pas varié.

Une grande nervosité régnait autour du Big Board. Pour tout dire, la Bourse a été passablement choquée par le scandale d'Intel, dans lequel M. Yvon Chotard est impliqué : il a été condamné à payer 100 millions de dollars. Du coup, le marché a perdu son principal ressort consistant par les affaires sujetes à CPA.

Les professionnels s'étaient cependant pas trop inquiétés, jugeant que cette affaire n'aurait pas un impact durable. Beaucoup, d'autre part, attendaient la publication des derniers chiffres concernant la marche de l'économie, à savoir le PNB révisé pour le troisième trimestre, surtout l'évolution des revenus personnels. Notons que l'activité a légèrement augmenté, à 133,25 milliards de dollars, contre 132,10 milliards vendredi.

VALEURS	Cours de 14 nov.	Cours de 17 nov.
Alcatel	36 3/8	34 3/4
A.T.T.	25 1/8	25 1/2
Banque	36 1/2	34 3/8
Comptoir des entrepreneurs	36 1/2	34 3/8
Du Pont de Nemours	88 1/2	86 5/8
Emerson	89 3/8	89 1/4
Eastman	55 7/8	55 1/2
Ford	35 1/2	35 3/4
General Electric	70 1/2	71
General Motors	47 1/4	46 3/8
IBM	54 1/4	52 1/8
Intel	54 1/4	52 1/8
Intel	40 1/2	40 1/2
Intel	80 5/8	80 1/8
Schleicher	36 3/8	36 1/4
Texas	36 3/8	36 1/4
U.S. Steel	36 3/8	36 1/4
U.S. X	23 1/8	21 1/4
Westinghouse	57 1/8	56 3/4
Westinghouse	57 1/8	56 3/4

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,61 F ±

Le raffermissement du dollar, amorcé au début de la semaine, s'est poursuivi, mardi, à cadence modérée, le billet vert passant de 6,58 F à 6,61 F. C'est à Tokyo qu'il s'est montré le plus ferme, le tout sans raison apparente.

	17 nov.	18 nov.
FRANCFORT	17 nov.	18 nov.
Dollar (en DM)	2,81	2,82
TOKYO	17 nov.	18 nov.
Dollar (en yen)	162	163
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		
Paris (18 nov.)	7 3/16 %	
New-York (17 nov.)	6 1/8 %	

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
14 nov. 17 nov.
Valeurs françaises... 1446 1449
Valeurs étrangères... 189 187,9
Cote des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général... 376,4 380,3

NEW-YORK
(indice Dow Jones)
14 nov. 17 nov.
Industrielles... 1 873,59 1 846,52

LONDRES
(indice Financial Times)
14 nov. 17 nov.
Industrielles... 1 282,2 1 278,5
Mines d'or... 325,1 320,4
Fonds d'Etat... 81,38 81,43

TOKYO
17 nov. 18 nov.
Nikkei... 17 088,25 17 073,53
Indice général... 1 418,98 1 421,56

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 17 novembre
Nombre de contrats : 19 734

COURS	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Décembre	196,38	197,40	197,20	197,05
Précédent	195,98	196,40	196,38	196,15

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SUCCÈS DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE BOUYGUES. - L'augmentation de capital de Bouygues par émission de certificats d'investissement pour un montant de 1 milliard de francs a été couverte dans la journée, a indiqué, le 17 novembre, la direction de la société. Les actionnaires, qui étaient prioritaires, ont souscrit 50 % des certificats émis. Les autres investisseurs français et étrangers ont été fortement réduits. Ils ont respectivement été servis pour 30 % et 20 % des certificats d'investissement.

INFORMATION SEMESTRIELLE : LA COB ÉPINGLE YES RETARDATAIRES. - Plus d'une centaine de sociétés inscrites à la cote officielle n'avaient pas publié leurs résultats semestriels, comme la loi le leur oblige, à la date du 31 octobre, vient de réviser la COB (Commission des opérations de Bourse). Celle-ci souligne que les sociétés retardataires ont privé leurs actionnaires et le public de leur droit à l'information. Elle leur a donc imposé de publier leurs résultats plus vite et au plus tard le 30 novembre, indique la COB.

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Une collection de guides intimes sur les villes les plus romantiques d'Europe. L'imagination d'un écrivain (Michel Butor, Julien Green...) et la précision d'un guide détaillé. 2 coffrets de 8 guides à réserver dès maintenant chez votre librairie (prix de lancement du coffret 250 F).

AMSTERDAM - ATHÈNES - BERLIN - BUDAPEST - COPENHAGUE
DUBLIN - EDMBOURG - FLORENCE - GENÈVE - LISBONNE
LONDRES - ROME - SÈVILE - STOCKHOLM - VENISE - VIENNE

مكتبة الأمل

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

17 NOVEMBRE Cours relevés à 17 h 33

Compagnies	VALEURS	Cours précéd.	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compensation
1708	A.S. & W.	1831	1830	1830	- 2 21		1831	1830	1830	1830	- 2 21		1831	1830	1830	1830	- 2 21	
1446	C.A.E. 376	4580	4580	4580	- 0 22		4580	4580	4580	4580	- 0 22		4580	4580	4580	4580	- 0 22	
1185	R.A.P. 175	1108	1176	1176	- 0 84		1108	1176	1176	1176	- 0 84		1108	1176	1176	1176	- 0 84	
1146	1250	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84		1146	1146	1146	1146	+ 0 84	
1146	1146	1146	1146	1146	+ 0 84													

Comptant (refection)

Second marché (sélection)

Obligations			Étrangères			Obligations			Étrangères		
VALEURS	% du port.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Emp. 7 1/2 1972	8082		Chem. de France	800	820	Chem. de France	800	820	Chem. de France	800	820
10,00 % 7 1/2 77	122 35	4 31/2	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570
10,00 % 7 1/2 78	100 07	4 1/2	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570
10,00 % 7 1/2 79	100 07	4 1/2	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570
10,00 % 7 1/2 84	107 15	2 21/4	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570
12,25 % 8 1/2 78	108 20	2 000	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570
12,25 % 8 1/2 79	108 20	2 000	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570
12,25 % 8 1/2 80	110 50	3 10/67	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570
12,25 % 8 1/2 81	108 08	3 10/67	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570
12,25 % 8 1/2 82	120 05	3 11/16	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570
12,25 % 8 1/2 83	122 30	3 11/16	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570
14,00 % 8 1/2 82	101 10	10 80/80	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570
12,40 % 8 1/2 83	122 30	12 10/8	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570
12,40 % 8 1/2 84	115 90	1 37/8	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570	Comp. d'Alg.	1587	1570

Actions

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS pts.	COURS 17/11	COURS P. Actual
Barre (50 t)	6 538	6 681	6 282
Alumine (50 t)	6 824	0 822
Alumine (100 t)	327 580	327 430	317 500
Alumine (200 t)	15 752	15 767	15 200
Pays (50 t)	280 670	280 580	278
Chromite (50 t)	32 500	32 500	32 500
Chromite (100 t)	57 980	57 780	58 000
Chromite (200 t)	9 412	9 400	9 300
Coltan (100 t)	4 775	4 768	4
Inde (1 000 t)	4 731	4 725	4 700
Silice (100 t)	364 800	364 200	362
Silice (200 t)	85 800	85 800	91 500
Antimoine (50 t)	46 320	46 280	46 100
Antimoine (100 t)	4 869	4 867	4 859
Porcelaine (100 t)	4 436	4 430	4 400
Verre (100 t)	4 778	4 783	4 670
Carbone (50 t)	3 800	3 800	3 800

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS 17/11
Or fin (au gramme)	98500
Or fin (au lingot)	98550
Pièces françaises (20 F)	521
Pièces françaises (10 F)	520
Pièces françaises (5 F)	540
Pièces françaises (2 F)	548
Pièces françaises (1 F)	556
Suède (200 kr)	528
Suède (100 kr)	529
Pièces de 20 dollars	3268
Pièces de 10 dollars	3268
Pièces de 5 dollars	3268
Pièces de 2 dollars	3268
Pièces de 1 dollar	3268
Pièces de 50 pence	2255
Pièces de 10 pence	451
Os Londres	818
Os Zurich	818
Os Hongkong	818
Argent Londres	6 82
Argent Hongkong	6 82
Argent Zurich	6 82
Argent Suède	6 82
Argent Japon	6 82
Argent Indes	6 82
Argent Chine	6 82
Argent Espagne	6 82
Argent Italie	6 82
Argent Grèce	6 82
Argent Turquie	6 82
Argent Egypte	6 82
Argent Liban	6 82
Argent Syrie	6 82
Argent Iran	6 82
Argent Irak	6 82
Argent Arabie Saoudite	6 82
Argent Yémen	6 82
Argent Djibouti	6 82
Argent Somalie	6 82
Argent Kenya	6 82
Argent Ouganda	6 82
Argent Rwanda	6 82
Argent Burundi	6 82
Argent Congo (Kinshasa)	6 82
Argent Congo (Brazzaville)	6 82
Argent Gabon	6 82
Argent Guinée	6 82
Argent Sierra Leone	6 82
Argent Liberia	6 82
Argent Côte d'Ivoire	6 82
Argent Ghana	6 82
Argent Nigeria	6 82
Argent Cameroun	6 82
Argent Tchad	6 82
Argent République Centrafricaine	6 82
Argent République du Congo	6 82
Argent République Démocratique du Congo	6 82
Argent Angola	6 82
Argent Namibie	6 82
Argent Botswana	6 82
Argent Zimbabwe	6 82
Argent Malawi	6 82
Argent Mozambique	6 82
Argent Swaziland	6 82
Argent Lesotho	6 82
Argent Eswatini	6 82
Argent Maldives	6 82
Argent Malaisie	6 82
Argent Singapour	6 82
Argent Thaïlande	6 82
Argent Indonésie	6 82
Argent Philippines	6 82
Argent Brunei	6 82
Argent Singapour	6 82
Argent Hong Kong	6 82
Argent Macao	6 82
Argent Timor-Leste	6 82
Argent Papouasie-Nouvelle-Guinée	6 82
Argent Vanuatu	6 82
Argent Fidji	6 82
Argent Tonga	6 82
Argent Samoa	6 82
Argent Kiribati	6 82
Argent Tuvalu	6 82
Argent Niue	6 82
Argent Cook	6 82
Argent Tokelau	6 82
Argent Wallis-et-Futuna	6 82
Argent Polynésie Française	6 82
Argent Nouvelle-Calédonie	6 82
Argent Mayotte	6 82
Argent Réunion	6 82
Argent Martinique	6 82
Argent Guadeloupe	6 82
Argent Saint-Martin	6 82
Argent Saint-Pierre-et-Miquelon	6 82
Argent Antilles Françaises	6 82
Argent Guyane Française	6 82
Argent Suriname	6 82
Argent Guyane Néerlandaise	6 82
Argent Aruba	6 82
Argent Curaçao	6 82
Argent Trinité-et-Tobago	6 82
Argent Jamaïque	6 82
Argent Cuba	6 82
Argent République Dominicaine	6 82
Argent République d'Haïti	6 82
Argent Porto Rico	6 82
Argent Saint-Vincent-et-les-Grenadines	6 82
Argent Sainte-Lucie	6 82
Argent Antigua-et-Barbude	6 82
Argent Barbade	6 82
Argent Belize	6 82
Argent Costa Rica	6 82
Argent El Salvador	6 82
Argent Honduras	6 82
Argent Nicaragua	6 82
Argent Panama	6 82
Argent Paraguay	6 82
Argent Pérou	6 82
Argent Uruguay	6 82
Argent Venezuela	6 82
Argent Bolivie	6 82
Argent Émirats Arabes Unis	6 82
Argent Qatar	6 82
Argent Oman	6 82
Argent Arabie Saoudite	6 82
Argent Yémen	6 82
Argent Djibouti	6 82
Argent Somalie	6 82
Argent Kenya	6 82
Argent Ouganda	6 82
Argent Rwanda	6 82
Argent Burundi	6 82
Argent Congo (Kinshasa)	6 82
Argent Congo (Brazzaville)	6 82
Argent Gabon	6 82
Argent Guinée	6 82
Argent Sierra Leone	6 82
Argent Liberia	6 82
Argent Côte d'Ivoire	6 82
Argent Ghana	6 82
Argent Nigeria	6 82
Argent Cameroun	6 82
Argent Tchad	6 82
Argent République Centrafricaine	6 82
Argent République du Congo	6 82
Argent République Démocratique du Congo	6 82
Argent Angola	6 82
Argent Namibie	6 82
Argent Botswana	6 82
Argent Zimbabwe	6 82
Argent Malawi	6 82
Argent Mozambique	6 82
Argent Swaziland	6 82
Argent Lesotho	6 82
Argent Eswatini	6 82
Argent Maldives	6 82
Argent Malaisie	6 82
Argent Singapour	6 82
Argent Thaïlande	6 82
Argent Indonésie	6 82
Argent Philippines	6 82
Argent Brunei	6 82
Argent Singapour	6 82
Argent Hong Kong	6 82
Argent Macao	6 82
Argent Timor-Leste	6 82
Argent Papouasie-Nouvelle-Guinée	6 82
Argent Vanuatu	6 82
Argent Fidji	6 82
Argent Tonga	6 82
Argent Samoa	6 82
Argent Kiribati	6 82
Argent Tuvalu	6 82
Argent Niue	6 82
Argent Cook	6 82
Argent Tokelau	6 82
Argent Wallis-et-Futuna	6 82
Argent Polynésie Française	6 82
Argent Nouvelle-Calédonie	6 82
Argent Mayotte	6 82
Argent Réunion	6 82
Argent Martinique	6 82
Argent Guadeloupe	6 82
Argent Saint-Martin	6 82
Argent Saint-Pierre-et-Miquelon	6 82
Argent Antilles Françaises	6 82
Argent Guyane Française	6 82
Argent Suriname	6 82
Argent Guyane Néerlandaise	6 82
Argent Aruba	6 82
Argent Curaçao	6 82
Argent Trinité-et-Tobago	6 82
Argent Jamaïque	6 82
Argent Cuba	6 82
Argent République Dominicaine	6 82
Argent République d'Haïti	6 82
Argent Porto Rico	6 82
Argent Saint-Vincent-et-les-Grenadines	6 82
Argent Sainte-Lucie	6 82
Argent Antigua-et-Barbude	6 82
Argent Barbade	6 82
Argent Belize	6 82
Argent Costa Rica	6 82
Argent El Salvador	6 82
Argent Honduras	6 82
Argent Nicaragua	6 82
Argent Panama	6 82
Argent Paraguay	6 82
Argent Pérou	6 82
Argent Uruguay	6 82
Argent Venezuela	6 82
Argent Bolivie	6 82
Argent Émirats Arabes Unis	6 82
Argent Qatar	6 82
Argent Oman	6 82
Argent Arabie Saoudite	6 82
Argent Yémen	6 82
Argent Djibouti	6 82
Argent Somalie	6 82
Argent Kenya	6 82
Argent Ouganda	6 82
Argent Rwanda	6 82
Argent Burundi	6 82
Argent Congo (Kinshasa)	6 82
Argent Congo (Brazzaville)	6 82
Argent Gabon	6 82
Argent Guinée	6 82
Argent Sierra Leone	6 82
Argent Liberia	6 82
Argent Côte d'Ivoire	6 82
Argent Ghana	6 82
Argent Nigeria	6 82
Argent Cameroun	6 82
Argent Tchad	6 82
Argent République Centrafricaine	6 82
Argent République du Congo	6 82
Argent République Démocratique du Congo	6 82
Argent Angola	6 82
Argent Namibie	6 82
Argent Botswana	6 82
Argent Zimbabwe	6 82
Argent Malawi	6 82
Argent Mozambique	6 82
Argent Swaziland	6 82
Argent Lesotho	6 82
Argent Eswatini	6 82
Argent Maldives	6 82
Argent Malaisie	6 82
Argent Singapour	6 82
Argent Thaïlande	6 82
Argent Indonésie	6 82
Argent Philippines	6 82
Argent Brunei	6 82
Argent Singapour	6 82
Argent Hong Kong	6 82
Argent Macao	6 82
Argent Timor-Leste	6 82
Argent Papouasie-Nouvelle-Guinée	6 82
Argent Vanuatu	6 82
Argent Fidji	6 82
Argent Tonga	6 82
Argent Samoa	6 82
Argent Kiribati	6 82
Argent Tuvalu	6 82
Argent Niue	6 82
Argent Cook	6 82
Argent Tokelau	6 82
Argent Wallis-et-Futuna	6 82
Argent Polynésie Française	6 82
Argent Nouvelle-Calédonie	6 82
Argent Mayotte	6 82
Argent Réunion	6 82
Argent Martinique	6 82
Argent Guadeloupe	6 82
Argent Saint-Martin	6 82
Argent Saint-Pierre-et-Miquelon	6 82
Argent Antilles Françaises	6 82
Argent Guyane Française	6 82
Argent Suriname	6 82
Argent Guyane Néerlandaise	6 82
Argent Aruba	6 82
Argent Curaçao	6 82
Argent Trinité-et-Tobago	6 82
Argent Jamaïque	6 82
Argent Cuba	6 82
Argent République Dominicaine	6 82
Argent République d'Haïti	6 82
Argent Porto Rico	6 82
Argent Saint-Vincent-et-les-Grenadines	6 82
Argent Sainte-Lucie	6 82
Argent Antigua-et-Barbude	6 82
Argent Barbade	6 82
Argent Belize	6 82
Argent Costa Rica	6 82
Argent El Salvador	6 82
Argent Honduras	6 82
Argent Nicaragua	6 82
Argent Panama	6 82
Argent Paraguay	6 82
Argent Pérou	6 82
Argent Uruguay	6 82
Argent Venezuela	6 82
Argent Bolivie	6 82
Argent Émirats Arabes Unis	6 82
Argent Qatar	6 82
Argent Oman	6 82
Argent Arabie Saoudite	6 82
Argent Yémen	6 82
Argent Djibouti	6 82
Argent Somalie	6 82
Argent Kenya	6 82
Argent Ouganda	6 82
Argent Rwanda	6 82
Argent Burundi	6 82
Argent Congo (Kinshasa)	6 82
Argent Congo (Brazzaville)	6 82
Argent Gabon	6 82
Argent Guinée	6 82
Argent Sierra Leone	6 82
Argent Liberia	6 82
Argent Côte d'Ivoire	6 82
Argent Ghana	6 82
Argent Nigeria	6 82
Argent Cameroun	6 82
Argent Tchad	6 82
Argent République Centrafricaine	6 82
Argent République du Congo	6 82
Argent République Démocratique du Congo	6 82
Argent Angola	6 82
Argent Namibie	6 82
Argent Botswana	6 82
Argent Zimbabwe	6 82
Argent Malawi	6 82
Argent Mozambique	6 82
Argent Swaziland	6 82
Argent Lesotho	6 82
Argent Eswatini	6 82
Argent Maldives	6 82
Argent Malaisie	6 82
Argent Singapour	6 82
Argent Thaïlande	6 82
Argent Indonésie	6 82
Argent Philippines	6 82
Argent Brunei	6 82
Argent Singapour	6 82
Argent Hong Kong	6 82
Argent Macao	6 82
Argent Timor-Leste	6 82
Argent Papouasie-Nouvelle-Guinée	6 82
Argent Vanuatu	6 82
Argent Fidji	6 82
Argent Tonga	6 82
Argent Samoa	6 82
Argent Kiribati	6 82
Argent Tuvalu	6 82
Argent Niue	6 82
Argent Cook	6 82
Argent Tokelau	6 82
Argent Wallis-et-Futuna	6 82
Argent Polynésie Française	6 82
Argent Nouvelle-Calédonie	6 82
Argent Mayotte	6 82
Argent Réunion	6 82
Argent Martinique	6 82
Argent Guadeloupe	6 82
Argent Saint-Martin	6 82
Argent Saint-Pierre-et-Miquelon	6 82
Argent Antilles Françaises	6 82
Argent Guyane Française	6 82
Argent Suriname	6 82
Argent Guyane Néerlandaise	6 82
Argent Aruba	6 82
Argent Curaçao	6 82
Argent Trinité-et-Tobago	6 82
Argent Jamaïque	6 82
Argent Cuba	6 82
Argent République Dominicaine	6 82
Argent République d'Haïti	6 82
Argent Porto Rico	6 82
Argent Saint-Vincent-et-les-Grenadines	6 82
Argent Sainte-Lucie	6 82
Argent Antigua-et-Barbude	6 82
Argent Barbade	6 82
Argent Belize	6 82
Argent Costa Rica	6 82
Argent El Salvador	6 82
Argent Honduras	6 82
Argent Nicaragua	6 82
Argent Panama	6 82
Argent Paraguay	6 82
Argent Pérou	6 82
Argent Uruguay	6 82
Argent Venezuela	6 82
Argent Bolivie	6 82
Argent Émirats Arabes Unis	6 82
Argent Qatar	6 82
Argent Oman	6 82
Argent Arabie Saoudite	6 82
Argent Yémen	6 82
Argent Djibouti	6 82
Argent Somalie	6 82
Argent Kenya	6 82
Argent Ouganda	6 82
Argent Rwanda	6 82
Argent Burundi	6 82
Argent Congo (Kinshasa)	6 82
Argent Congo (Brazzaville)	6 82
Argent Gabon	6 82
Argent Guinée	6 82
Argent Sierra Leone	6 82
Argent Liberia	6 82
Argent Côte d'Ivoire	6 82
Argent Ghana	6 82
Argent Nigeria	6 82
Argent Cameroun	6 82
Argent Tchad	6 82
Argent République Centrafricaine	6 82
Argent République du Congo	6 82
Argent République Démocratique du Congo	6 82
Argent Angola	6 82
Argent Namibie	6 82
Argent Botswana	6 82
Argent Zimbabwe	6 82
Argent Malawi	6 82
Argent Mozambique	6 82
Argent Swaziland	6 82
Argent Lesotho	6 82
Argent Eswatini	6 82
Argent Maldives	6 82
Argent Malaisie	6 82
Argent Singapour	6 82
Argent Thaïlande	6 82
Argent Indonésie	6 82
Argent Philippines	6 82
Argent Brunei	6 82
Argent Singapour	6 82
Argent Hong Kong	6 82
Argent Macao	6 82
Argent Timor-Leste	6 82
Argent Papouasie-Nouvelle-Guinée	6 82
Argent Vanuatu	6 82
Argent Fidji	6 82
Argent Tonga	6 82
Argent Samoa	6 82
Argent Kiribati	6 82
Argent Tuvalu	6 82
Argent Niue	6 82
Argent Cook	6 82
Argent Tokelau	6 82
Argent Wallis-et-Futuna	6 82
Argent Polynésie Française	6 82
Argent Nouvelle-Calédonie	6 82
Argent Mayotte	6 82
Argent Réunion	6 82
Argent Martinique	6 82
Argent Guadeloupe	6 82
Argent Saint-Martin	6 82
Argent Saint-Pierre-et-Miquelon	6 82
Argent Antilles Françaises	6 82
Argent Guyane Française	6 82
Argent Suriname	6 82
Argent Guyane Néerlandaise	6 82
Argent Aruba	6 82
Argent Curaçao	6 82
Argent Trinité-et-Tobago	6 82
Argent Jamaïque	6 82
Argent Cuba	6 82
Argent République Dominicaine	6 82
Argent République d'Haïti	6 82
Argent Porto Rico	6 82
Argent Saint-Vincent-et-les-Grenadines	6 82
Argent Sainte-Lucie	6 82
Argent Antigua-et-Barbude	6 82
Argent Barbade	6 82
Argent Belize	6 82
Argent Costa Rica	6 82
Argent El Salvador	6 82
Argent Honduras	6 82
Argent Nicaragua	6 82
Argent Panama	6 82
Argent Paraguay	6 82
Argent Pérou	6 82
Argent Uruguay	6 82
Argent Venezuela	6 82
Argent Bolivie	6 82
Argent Émirats Arabes Unis	6 82
Argent Qatar	6 82
Argent Oman	6 82
Argent Arabie Saoudite	6 82
Argent Yémen	6 82
Argent Djibouti	6 82
Argent Somalie	6 82
Argent Kenya	6 82
Argent Ouganda	6 82
Argent Rwanda	6 82
Argent Burundi	6 82
Argent Congo (Kinshasa)	6 82
Argent Congo (Brazzaville)	6 82
Argent Gabon	6 82
Argent Guinée	6 82
Argent Sierra Leone	6 82
Argent Liberia	6 82
Argent Côte d'Ivoire	6 82
Argent Ghana	6 82
Argent Nigeria	6 82
Argent Cameroun	6 82
Argent Tchad	6 82
Argent République Centrafricaine	6 82
Argent République du Congo	6 82
Argent République Démocratique du Congo	6 82
Argent Angola	6 82
Argent Namibie	6 82
Argent Botswana	6 82
Argent Zimbabwe	6 82
Argent Malawi	6 82
Argent Mozambique	6 82
Argent Swaziland	6 82
Argent Lesotho	6 82
Argent Eswatini	6 82
Argent Maldives	6 82
Argent Malaisie	6 82
Argent Singapour	6 82
Argent Thaïlande	6 82
Argent Indonésie	6 82
Argent Philippines	6 82
Argent Brunei	6 82
Argent Singapour	6 82
Argent Hong Kong	6 82
Argent Macao	6 82
Argent Timor-Leste	6 82
Argent Papouasie-Nouvelle-Guinée	6 82
Argent Vanuatu	6 82
Argent Fidji	6 82
Argent Tonga	6 82
Argent Samoa	6 82
Argent Kiribati	6 82
Argent Tuvalu	6 82
Argent Niue	6 82
Argent Cook	6 82
Argent Tokelau	6 82
Argent Wallis-et-Futuna	6 82
Argent Polynésie Française	6 82
Argent Nouvelle-Calédonie	6 82
Argent Mayotte	6 82
Argent Réunion	6 82
Argent Martinique	6 82
Argent Guadeloupe	6 82
Argent Saint-Martin	6 82
Argent Saint-Pierre-et-Miquelon	6 82
Argent Antilles Françaises	6 82
Argent Guyane Française	6 82
Argent Suriname	6 82
Argent Guyane Néerlandaise	6 82
Argent Aruba	6 82
Argent Curaçao	6 82
Argent Trinité-et-Tobago	6 82
Argent Jamaïque	6 82
Argent Cuba	6 82
Argent République Dominicaine	6 82
Argent République d'Haïti	6 82
Argent Porto Rico	6 82
Argent Saint-Vincent-et-les-Grenadines	6 82

.....	7884 71	7788 84
.....	1422 71	1384 53
.....	344 11	308 71

244 11	740 33
516 48	559 58
574 52	1700 85
584 34	1700 85
1185 79	1122 05
4120 30	388 33
1316 50	1312 87
573 35	9520 30
541 96	528 07
1081 80	7077 02
2685 81	2689 02
529 57	62731 87
1129 42	1112 73
13164 57	12806 54
1105 43	1078 47
280 83	288 10
57186 33	10055 36
3289 38	5090 44
5183 50	312 54
124 68	465
469 10	129 33
	488 47

coupon détaché
sert
droit détaché
remboursé
prix précédent
marché continu.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Somalie : Mogadiscio annonce la relance du dialogue avec Moscou.	8 Le comité central du PCF. — L'élection municipale de Draguignan.	11 La garde à vue du contrôleur général Delebois. — Condamnation confirmée en appel pour Mme Goutmann.	14 Venise sauvée, d'après Hugo von Hofmannsthal au Théâtre de Bobigny. — Digressions, par Bernard Frank.	34-36 L'assassinat de Georges Besse, PDG de Renault.	Radio-télévision 17
6 Les séparatistes tamouls continuent de résister aux pressions de New-Delhi.	10 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie.	33 Coupe de l'America : Challenge-France continue.	15 «La voie des ancêtres», une exposition à la Fondation Depper.	36 La plan de redressement de l'assurance-maladie.	Annouces classées 22 à 33
7 Berlin-Ouest : le procès d'Ahmad Hasi et Ferouk Selam.		DÉBATS	33 Communication.	37 La chute du lingot d'or. — Crédits et changes : les mesures de M. Balladur.	Carnet 18
		2 Prisons privées.		38-39 Marchés financiers.	Météorologie 17
					Mots croisés 17
					Loto 18
					Programmes des spectacles 16

Yves Saint Laurent et Carlo de Benedetti rachètent Charles of the Ritz

Les parfums Yves Saint Laurent vont bientôt rejoindre la société de haute couture du même nom. Selon des sources internationales, l'américain Squibb devrait en effet annoncer, le mardi 18 novembre, qu'il vend Charles of the Ritz, sa filiale cosmétique et parfums (qui comprend notamment les parfums Yves Saint Laurent), à une société créée pour l'occasion par Yves Saint Laurent et Cir International, un holding de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti soutenu par un groupe de banques (BNP, Indosuez, Crédit suisse).

Pour environ 630 millions de dollars, la proposition française est sortie victorieuse de l'appel d'offres qui l'opposait au japonais Shiseido. Pour appuyer ce projet de rachat, M. De Benedetti était d'ailleurs entré récemment à hauteur de 25 % dans le capital d'Yves Saint Laurent.

Ce rachat est le troisième en importance réalisé pour une société française, après la reprise de Texas Gulf par Elf et de Big Three par L'Air Liquide. Elle fera passer Yves Saint Laurent de 260 millions de francs de chiffre d'affaires à plus de 8 milliards. Cela devrait accélérer son introduction en Bourse, programmée jusqu'à pour 1989.

La loi de finances rectificative pour 1986

Des plus-values de recettes importantes

Dans la loi de finances rectificative pour 1987 qui sera examinée, le mercredi 19 novembre, en conseil des ministres, le déficit qui avait été fixé à 143,9 milliards au printemps dernier est légèrement réduit.

Ce mouvement est le résultat de deux évolutions contraires : des plus-values de recettes de 10,7 milliards de F (dont 17,8 milliards de fiscalité supplémentaire) des dépenses supplémentaires pour 15 milliards de F (agriculture, dette publique, remboursement de TVA...). Cette différence est à peu près exactement compensée par plus de 4 milliards de recettes supplémentaires prélevées sur les Télécom et EDF-GDF.

Trois milliards de francs seront pris notamment sur les profits de trésorerie de la CNT (caisse nationale des télécommunications), organisme emprunteur pour le compte des P et T. M. Longuet, ministre délégué, a refusé que cette somme soit puisée directement dans son budget annexé.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 novembre

Effritement

L'effritement a succédé mardi matin à la reprise de la veille. Le mouvement s'est toutefois ralenti au cours de la session préliminaire. En repli de 0,21 % à l'ouverture, l'indice instantané limitait sa perte à 0,12 % en clôture. Progrès d'UCB (+3,1 %), TRT (+1,5 %), Crédit national (+1,3 %), Pernod-Ricard (+1,2 %), Repel d'Eco (+1,7 %), Schneider (-1,6 %), Alstom (-1,3 %), Docks de France (-1 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	462	458	458
Agence Havas	2046	2050	2050
Air Liquide (L)	859	865	865
Banque Paribas	1075	1076	1074
Bouygues	2317	2320	2320
Bouygues	1282	1275	1275
B.S.M.	4300	4295	4295
Carrefour	3500	3480	3480
Chargem S.A.	1343	1343	1346
Club Méditerranée	640	635	635
Crédit National	1411	1434	1430
Ernst & Young	1210	1208	1205
ELF-Aquitaine	311 90	310	310
Enlèvement	3380	3390	3380
Elf-Elf	1315	1315	1308
Michelin	2285	2280	2285
Midat (L)	1520	1520	1527
Molt-Hennessy	2330	2330	2330
Novag, M&M	1038	1038	1030
Oréal (L)	3780	3780	3785
Pernod-Ricard	1187	1187	1187
Pernod-Ricard	1010	1010	1022
Peugeot S.A.	1080	1086	1086
Renault	685	688	688
Saurat Paris	808	805	808
Télécoms	2836	2846	2855
Thomson-CSF	1830	1820	1815
Toutat-C.F.	420 00	421	421
T.S.T.	2060	2062	2060
Vallo	508	508	508

GONCOURT : Michel Host pour « Valet de nuit »

Le prix Goncourt a été attribué à Michel Host pour *Valet de nuit* (Grasset), au cinquième tour de scrutin, par cinq voix contre trois à Gilles Lapouge pour *la Bataille de Wagram* (Flammarion), une à Jean-Edern Hallier pour *l'Évangile du four* (Albin Michel), et une à Pascal Quignard pour *le Salon du Wartenberg* (Gallimard).

Comme l'an dernier avec Yann Queffelec (*les Noces barbares*, chez Gallimard), les Goncourt ont choisi en 1986 le second roman d'un nouvel écrivain. Michel Host, agrégé d'espagnol et enseignant, est âgé de quarante-quatre ans. Né de parents français installés en Belgique, il a fait ses études secondaires dans un pensionnat religieux des Flandres. Cet homme secret a commencé d'écrire en 1975, entreprenant le roman qu'il ne terminera qu'en 1982 et qui sera publié chez Grasset en 1983, sous le titre *l'Ombre, le Fleuve, l'Été*, un gros livre qui figura, pour un temps, sur les listes des jurys Goncourt et Renaudot de cette année-là.

D'emblée, chez les critiques, Host a suscité enthousiasme ou ennui. Bertrand Poirot-Delpech essayait de se tenir à égale distance de ces attitudes. Il reconnaissait l'ambition de ce premier livre qui, « au lieu de se signaler par une promesse brève et scintillante, comme d'autres, a choisi d'emblée de brasser, sur plus de quatre cents pages, tout un matériau littéraire où se mêlent destins, continents, réflexions et morceaux de bravoure ». Cependant, il ajoutait : « Roman américain évoquant Dos Passos, Faulkner et Styron,

RENAUDOT : Christian Giudicelli pour « Station balnéaire »

Le prix Renaudot a été décerné à Christian Giudicelli pour *Station balnéaire* (Gallimard), au deuxième tour de scrutin, par cinq voix contre une à Claude Mourthé pour *l'Amour parfait* (La Table ronde) et une à France Huser pour *la Chambre ouverte* (Seuil).

La récompense de Christian Giudicelli n'est pas vraiment une surprise, tant il avait manqué de peu le Renaudot en 1984 pour *le Point de fuite* (Seuil). Il avait fallu en effet huit tours de scrutin pour qu'Annie Ernaux l'emportât avec *la Place* (Gallimard). C'est donc avec son septième roman — qu'il est allé publier chez Gallimard, son éditeur habituel, le Seuil n'ayant pas accepté le manuscrit, — que Giudicelli est enfin couronné.

Station balnéaire n'est sans doute pas le meilleur livre de cet écrivain de quarante-deux ans, qui publie depuis près de vingt ans, et qui s'est fait remarquer dès ses premiers titres, *le Jeune Homme à la licorne* et *Une leçon particulière* (tous deux au Seuil).

Mais déjà, à propos d'*Une Poignée de sable* (Seuil, 1971), Alain Bosquet faisait remarquer que l'atmosphère propre à Giudicelli, et qui séduisait, était « gâchée de maints endroits par des platitudes et des grossièretés inutiles », et qu'« un petit peu de soin lui aurait permis de mieux mettre en valeur un petit monde psychologique qui est bien à lui et qu'on peut définir comme

suggère la notice : c'est trop dire (...), mais l'intention est de cet ordre, et Host n'a les moyens de cette intention (...). Pour un coup d'essai l'Ombre, le Fleuve, l'Été n'a quelque chose de trop proliférant et référentiel. Le monologue de la putain renvoie trop évidemment à celui de Mally chez Joyce. Le culte des espaces américains et de la liberté qu'ils gagent rappelle des textes fameux ».

Un huis clos étouffant

Ces réserves, il est important de les rappeler, car Host les revendique comme des qualités. Ses livres, il les veut « volontairement référencés », évitant ses plaisirs « et ceux qui les ont nourris ». Il dit ce que son lecteur doit à Jean Ricardou, et appelle le lecteur à l'effort et à une lecture « un peu active ». Le roman qui est couronné aujourd'hui, *Valet de nuit*, ne rompt pas avec les principes établis par Host. Comme le précédent, il a suscité passion et agacement. Un huis clos étouffant s'y oppose à de remarquables descriptions de Paris et de son fleuve. Dans « le Monde des livres » du 17 octobre, Pierre Robert Leclercq évoquait « une vieille pièce depuis longtemps inhabitée où des fantômes n'auraient de constance que celle que leur donnent les miasmes de la vie. Ce sont des lémures que Michel Host a mis en scène (...). Peut-être sa réussite aurait-elle été plus forte avec moins de complaisance dans ces scènes que l'an dit hardies, mais il sait installer le trouble en maintenant son lecteur en état de curiosité ».

Jo. S.

relevant d'une « fatalité aimable... On pourrait adresser le même reproche à *Station balnéaire*.

Mais il ne serait pas convenable de trop faire la « fine bouche » devant cet auteur de talent — également animateur, avec Roger Vignay, d'une émission littéraire sur France-Culture — qui écrit aussi de plusieurs pièces de théâtre, et obtint le prix Contrepoint en 1977 pour son quatrième roman *les Insulaires* (Seuil). Comme le notait Pierre Kyria dans sa critique (*le Monde* du 26 septembre) : « On n'abordera pas *Station balnéaire* avec le préjugé des déliés à qui ne conviennent que des liqueurs subtiles. Le thème du livre s'apparente au fait divers, le ton s'approche du constat, l'inspiration se fait voyeuse d'une réalité non déguisée ou transfigurée ».

« Avec *Station balnéaire*, conclut Pierre Kyria, Giudicelli n'écrit, dans un style nerveux et concis qui emprunte beaucoup de son dynamisme au vocabulaire de la jeunesse actuelle, l'histoire d'un écrivain désavoué — celui qui inflige la vie, cette bonne économie toujours prête à rappeler que chaque rêve n'a son prix. »

Jo. S.

■ PRÉCISION. — Un retard d'impression nous a empêchés de publier, comme à l'accoutumée, dès notre deuxième édition dans le mardi 18 novembre, les articles consacrés au prix Goncourt et au prix Renaudot.

Le numéro du « Monde » daté 18 novembre 1986 a été tiré à 526 029 exemplaires

PROMENADE CULTURELLE

ENSEIGNEMENT PRIVÉ À DISTANCE

A LA DÉCOUVERTE DU MONDE

pour occuper vos loisirs apprendre et connaître...

Beaux-arts | Musique
Littérature | Cinéma
Histoire | Techniques
etc.

Documentation gratuite sur demande
1 rue Thénard - 75005 Paris
Tél. (1) 46.34.2199

LE BON CÔTÉ DE LA MODE
CHEZ RODIN :
LES PRIX !
TISSUS
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

Les prix littéraires

Crédibilité

Quel métier font les jurés des grands prix littéraires ? Sont-ils habitués par le désir de détruire l'influence qu'ils exercent ? Leur choix de cette année ne va sans doute pas augmenter leur crédibilité. Non pas que Michel Host et son *Valet de nuit* soient dépourvus de vertus romanesques, mais cet auteur en est à ses débuts, encore précaires, alors que d'autres écrivains — Gilles Lapouge, surtout — ont donné des preuves, autrement convaincantes, de leur style et de leur façon d'imaginer.

Devons-nous croire que les « Goncourt » manquent de discernement ? Personne ne le pense. Devons-nous incriminer les mouvements, les écuries dans lesquelles s'emprisonneraient les jurés ? Peut-être. Mais, alors, il faut leur rappeler qu'ils ne doivent être les clients de personne, et que leur vocation dépasse de telles alliances ou de telles menées. Sous peine de mort lente.

F. B.

NOËL - NOUVEL AN

Beau vêtement LEGRAND

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS MESURE

A partir de 650 F

COSTUMES MESURE

A partir de 1950 F

3000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

PARDESSUS sur MESURE

UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

La mort de l'écrivain Roger Ikor

Le pourfendeur des sectes

Le romancier, essayiste et depuis quelques années ardent adversaire des sectes Roger Ikor est mort à Paris, le lundi 17 novembre dans la nuit, d'un cancer généralisé. Il était âgé de soixante-quatre ans.

Il est mort le jour de la proclamation du prix Goncourt, lui que ce même prix avait fait accéder à la célébrité, voilà trente et un ans, avec *les Enfers mêlés* (1). Ce roman, son troisième (après *A travers des déserts*, 1950, et *les Grands Moyens*, 1951) était le second volume des *Fils d'Avrom*, histoire d'une famille juive établie en France et qui, au cours de trois générations, s'enracine lentement mais durablement dans la société et la réalité françaises.

En consacrant Ikor, les Goncourt n'avaient pas mis sur un écrivain éphémère. Ce normalien agrégé de grammaire, né à Paris le 28 mai 1912, longtemps enseignant, très marqué par la guerre et quatre ans de captivité en Pologne, a été un écrivain fécond. Tous genres confondus, son œuvre est riche de plus de trente titres, d'un essai sur Saint-Just (1937) à *Pourquoi être juif aujourd'hui* ? (1968), *Lettre ouverte aux juifs* (1970), *Lettre ouverte à des gens de lettres* (1976), en passant par de nombreux romans dont un cycle en six volumes, *Si le temps...*

Pour Pierre-Henri Simon, qui rendait compte longuement dans son feuilleton du *Monde*, en 1972, du *Tourniquet des innocents*, Roger Ikor était « un des meilleurs représentants actuels de la tradition du roman social (...). Ce qui l'intéresse, c'est d'atteindre la vérité dans la peinture d'un milieu et les débats d'idées ». Pour l'ensemble de son œuvre, Roger Ikor a obtenu le prix Balzac en 1981.

Cette année, il était revenu sur une période qui, pour lui, était à jamais inoubliable : la guerre et ses quatre ans de vie gâchée. Il lui avait déjà consacré un témoignage violent, *Pour une fois, écoutez mon enfant* (1975). Mais, en 1986, quarante-six ans après, il voulait défendre, une dernière fois, « l'hon-

neur et le souvenir de millions qui eurent tout juste le temps de devenir des « guerriers », comme l'écrivit Jean Flanchais à propos de 0 soldats de quarante ? (*le Monde* du 16 mai 1986).

Si Roger Ikor n'était pas insensible aux bonheurs (il fut deux fois candidat malheureux à l'Académie française), ce n'est pas à leur recherche qu'il a consacré l'essentiel de son temps dans les dernières années. Depuis le suicide de son fils Vincent en 1979 — celui-ci avait vingt ans et s'était fait mourir de dépression en suivant des principes préconisés par un sectaire — Roger Ikor combattait sans relâche les sectes. Après un violent témoignage, *Je porte plainte* (1981), il avait créé, la même année, le Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales.

Certes, son combat était parfois désordonné, ce qui nuisait à son sérieux et à son efficacité, mais cette lutte inlassable était celle d'un homme blessé : de ceux que la mort d'un enfant coupe à jamais du divers, ténace et ancré dans des batailles qui sont d'abord une manière de conjurer le désespoir.

Jo. S.

(1) La quasi-totalité des ouvrages de Roger Ikor sont publiés chez Albin Michel.

(Publié)

13 Mach. écrire poche (?) chez Duriez

Canon, Casio, Brother, Panasonic, Sharp

EXTRA PLATES (-5 cm d'épaisseur) poids-plume (-3 kg) • Très simples on sophistiquées • Calculatrices • Affichage sur écran avant de frapper • Mémoire corrigible (jusqu'à 14.000 caractères, 10 pages) • Jusqu'à 6 modèles d'écriture • A piles ou fil • Imprimantes terminal d'ordinateur • Imprimant par téléphone • Écritures qualité imprimée • 1440 à 4600 F ttc.

Duriez, 112 et 132 Bd Saint-Germain, M° Odéon.

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE CHOISISSENT LES - 35 % D'INTERNATIONAL COMPUTER LES DEVIENNENT DES FRUITS SECS.

Un Macintosh 512/800

Lecteur externe

Write/paint. Image writer II

16.185 F HT - 19.195 F TTC

Tarifs réservés aux établissements d'enseignement et aux enseignants



INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard, Paris 12
42.72.26.26

1^{er} FORUM MICRO SERVEURS VIDEOTEX

Le rendez-vous des producteurs et créateurs de service
26-27-28 NOVEMBRE 1986
HOTEL PLM SAINT-JACQUES
17 Boulevard Saint-Jacques, 75014 PARIS

Une exposition : Les principaux constructeurs et distributeurs de micro-serveurs clés en main.

Des conférences : Pour choisir un micro-serveur, développer une application.

Un séminaire professionnel : Le marché des micro-serveurs en France (28 novembre 1986).

NTI
Renseignements et inscriptions :
NTI, 10, rue Darnaud-Cassagne, 75012 Paris
Annie Bozard - Tél. (1) 42 94 51 23